

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

COMMENT UNE ARMÉE DEVIENT-ELLE PUTSCHISTE ?
L'ÉVOLUTION DE L'ARMÉE CHILIENNE DE 1969 À 1973

par

THIERRY ALBERNY

DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Philosophiae Doctor (Ph.D.)
en Science Politique

Septembre 2003

Copyright Alberny 2003



JA

39

U54

2004

V.020

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.



Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Comment une armée devient-elle putschiste ?
L'évolution de l'armée chilienne de 1969 à 1973

présentée par

Thierry Alberny

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Michel Fortmann
Président-rapporteur

Graciela Ducatenzeiler
Directrice de recherche

Guillermo R. Aureano pour Jose Del Pozo
Membre du jury

Guy Hermet
Examineur externe

Cynthia Milton
Représentante du doyen de la FES

RÉSUMÉ

La thèse présentée ici s'intitule «*Comment une armée devient-elle putschiste? L'évolution de l'armée chilienne de 1969 à 1973*». Nous commencerons, pour répondre à cette question, par nous livrer à un examen critique des théories en présence, puis nous introduirons notre approche, menée suivant les méthodes de la sociologie militaire et des études politiques de défense, et visant à démontrer la validité de notre hypothèse. Celle-ci fait du coup d'Etat de l'armée chilienne le résultat d'un processus autonome de politisation antérieur à l'arrivée au pouvoir de la gauche, issu du mécontentement croissant des militaires à l'égard du pouvoir politique et de la légitimation de l'intervention directe de l'armée en politique, induite tant par la pratique de la classe politique chilienne que par la doctrine de la sécurité nationale. Nous exposerons enfin nos sources et la méthodologie retenue.

La thèse proprement dite se compose de trois parties. La première, intitulée «*Armée et société au Chili*», s'attache à définir le paradigme de l'armée chilienne en étudiant d'abord son histoire, essentielle pour comprendre le coup d'Etat de 1973, puis sa situation économique, ses relations internationales, sa place dans la société chilienne, ses rapports avec l'Etat chilien, et son idéologie, faite de refus de la politique et d'un nationalisme exacerbé, que commencent à traverser les débats d'idées autour de la «doctrine de la sécurité nationale» qui ne tarderont pas à entraîner une amorce de repolitisation durant les années précédant la venue au pouvoir de la gauche.

La seconde partie, intitulée «*Du coup d'Etat manqué aux militaires ministres*», traite de la période débutant en 1970 par l'échec d'un complot fomenté contre le nouveau président, le socialiste Allende. Celui-ci décida de tirer l'armée de son isolement et l'associa à sa politique de profonds changements sociaux. La polarisation croissante de la société chilienne que cette politique entraînait apparut bientôt au sein de l'armée qui se partagea en deux partis militaires, les «institutionnalistes» et les «constitutionnalistes», suivant les mêmes clivages que la société chilienne. La dérive qui menait l'armée à investir les champs politiques et institutionnels avec le soutien de toute la classe politique amena logiquement les militaires à entrer au gouvernement. Nous étudierons les modalités de cette intégration et ses conséquences au sein de la gauche civile et de l'armée.

La dernière partie s'intitule *«Des militaires ministres au coup d'Etat réussi»*. Nous verrons d'abord la situation de l'armée lors du soulèvement raté du «Tancazo», dont nous analyserons le déroulement et les conséquences: basculement de l'armée à l'encontre de la gauche et fin de l'apolitisme des forces armées chiliennes, où les courants «constitutionnaliste» et «institutionnaliste» se transformèrent en gauche et droite militaire. Viendront ensuite l'analyse des nouveaux rapports de force internes à l'armée, ainsi que des enseignements stratégiques et des conséquences politiques du «Tancazo», et enfin l'étude de la marche vers le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Nous ne traiterons pas du déroulement du coup d'Etat: simple exécution de plans pré-établis, il intéresse l'historien ou le stratège, pas le politologue.

Mots clés

Amérique Latine ; Armée ; Armée et Politique ; Autoritarisme ; Chili ; Coup d'Etat ; Doctrine de la Sécurité Nationale

SUMMARY

The thesis hereby presented is entitled «*How an army becomes putschist? The evolution of Chilean army from 1969 to 1973*». To answer, we shall start to engage ourselves into a critical review of current theories, then we shall introduce our approach, conducted following the methods of military sociology and political studies of defense, and aiming to demonstrate the validity of our hypothesis, which makes of the coup of Chilean Army the outcome of an autonomous process of politicization earlier to the coming to power of left wing, stemming from the militaries' increasing discontent towards political power and the recognition of army's direct intervention in politics, induced from both Chilean political class' practice and the Theory of National Security. We shall then present our sources and the chosen methodology.

The thesis itself is made of three parties. The first one, called «*Army and Society in Chile*», is bound to define the paradigm of Chilean Army, first through the study of his History, which is essential for the understanding of the 1973 coup, then its economical situation, its international relations, its place in the Chilean society, its relationship with the Chilean State, and its ideology, made of refusal of politics and of an exacerbated nationalism, which debates on ideas relating to the «Theory of National Security» begin to go through, which will soon carry the beginnings of a repoliticization during the years preceding the coming of left wing to power.

The second part, called «*From the failed coup to the Military Ministers*», deals with the period starting in 1970 by the failure of a plot fomented against the new Socialist President, Allende, who had decided to drag the Army away of its isolation, and associate it to his policy of deep social changes. The increasing focusing of the Chilean Society carried by this policy soon appeared inside the Army itself, which was divided into two military parties, «institutionalists» and «constitutionalists», following the same splits than Chilean Society. The drift which lead the Army to invest the political and institutional fields with the support of the whole political class logically led the Militaries to join the Cabinet. We shall study the modalities of this integration and its consequences inside the civilian left and the Army.

The last part is called «*From Military Ministers to the successful coup*». We shall see first the situation of the Army during the failed uprising of the «Tancazo», which development and consequences we shall analyze: swing of the Army against the left and end of the non-political character of the Chilean Army, where «constitutionalist» and «institutionalist» trends turn into a military left and right-wing. We shall then proceed with the analysis of the new power struggles inside the Army, review the strategic teachings of the «Tancazo», and study the process leading to the coup of 11 September 1973. We shall not deal with the development of the coup: simple execution of pre-established plans, it may interest the historian or the strategist, not the researcher in political sciences.

Key Words

Latin America; Army ; Army and Politics ; Authoritarianism ; Chile ; Coup ; Theory of National Security

TABLE DES MATIERES

IDENTIFICATION DU JURY	3
RESUME	4
SUMMARY	6
TABLE DES MATIERES	8
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	11
DEDICACE	14
REMERCIEMENTS	15
AVANT-PROPOS	16
LES THESES EN PRESENCE	17
APPROCHE PROPOSEE ET HYPOTHESE	32
SOURCES ET METHODOLOGIE	36
 <u>ARMEE ET SOCIETE AU CHILI</u>	 40
 1. Histoire politique de l'armée chilienne de l'indépendance à 1969	 41
2. L'armée chilienne à la veille de l'élection de 1970	73
2.1. Situation économique	73
2.1.1. Organisation et effectifs	73
2.1.2. Moyens financiers et matériel	74
2.2. Les relations internationales	76
2.2.1. Les liens multilatéraux	76
2.2.2. Les liens bilatéraux	78
2.3. L'armée dans la société chilienne	89
2.4. L'armée et l'Etat	97
2.5. L'idéologie militaire chilienne	98
2.6. La renaissance du débat politique au sein de l'armée	103
2.7. La doctrine Schneider	108

DU COUP D'ETAT MANQUE AUX MILITAIRES MINISTRES 111

3.	La victoire de l'Unité Populaire et l'assassinat du général Schneider	112
4.	Les données de base de la politique militaire de la gauche chilienne	119
4.1.	Quelle stratégie pour la gauche?	119
4.2.	La mise en oeuvre de la politique militaire de Salvador Allende	122
5.	Vers une crise de l'institution militaire	131
5.1.	Modèle militaire et modèle populaire	131
5.1.1.	Sociologie des valeurs	131
5.1.2.	Nationalisme et internationalisme	133
5.1.3.	La loi et l'ordre	135
5.1.4.	Le monopole de la violence légale	136
5.2.	Le débat idéologique sur l'implication de l'armée dans la mise en oeuvre de la politique de la gauche	140
5.3.	«Constitutionnalistes» et «Institutionnalistes»	145
5.4.	L'armée et le débat institutionnel	155
6.	Les militaires au gouvernement	159
6.1.	Aux origines du cabinet civico-militaire	159
6.2.	La crise d'octobre 1972	162
6.2.1.	La rébellion des classes moyennes	163
6.2.2.	L'unification de l'opposition politique	164
6.2.3.	L'armée face à la crise	165
6.2.4.	La fin de la crise	167
6.3.	Le premier cabinet civico-militaire	168

DES MILITAIRES MINISTRES AU COUP D'ETAT REUSSI 173

7.	Le cabinet civico-militaire et la dynamique de l'Unité Populaire	174
7.1.	Le révélateur des contradictions de la gauche civile	174
7.2.	Appui ou médiation? La politique du général Prats et la ligne Millas	176
7.3.	Les militaires et le ravitaillement	179
7.4.	Coalition conjoncturelle ou alliance permanente?	182

8.	L'armée du «Tancazo»	184
8.1.	La fin de l'apolitisme et la mutation des courants militaires	184
8.2.	Les partis politiques civils dans l'armée	191
8.2.1.	Les noyaux de gauche	191
8.2.2.	Les réseaux de la droite	194
9.	Le coup d'Etat à blanc	196
9.1.	Le putsch du colonel Souper	196
9.2.	L'armée face à elle-même	197
9.3.	Les conséquences politiques du Tancazo	201
9.3.1.	La gauche face à la menace putschiste	201
9.3.2.	Les réactions de l'opposition de droite	204
9.4.	Les enseignements stratégiques du Tancazo	206
9.5.	Le spectre des milices populaires	209
10.	La marche vers le coup d'Etat	212
10.1.	Le développement de la conspiration	212
10.2.	L'offensive des institutionnalistes	217
10.3.	La campagne contre le courant constitutionnaliste	220
10.4.	La mobilisation de l'armée contre la gauche civile	225
10.5.	La question de l'illégalité du gouvernement Allende	228
10.6.	La politique militaire d'Allende à la suite du Tancazo	230
10.7.	Le second cabinet civico-militaire et la crise de l'aviation	233
10.8.	Le dernier cabinet civico-militaire	236
	CONCLUSION	238
	BIBLIOGRAPHIE	i
	ANNEXES	xvii
	NOTICE BIOGRAPHIQUE	xxvi

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

A.P.I.	Action Populaire Indépendante (petit parti social-démocrate membre de l'U.P.)
A.P.S.	Aire de Propriété Sociale (= secteur nationalisé de l'économie)
ASMAR	AS tilleros y MAestranza de la ARmada - chantiers navals de la marine de guerre chilienne
C.A.E.M.	Centro de Altos Estudios Militares - école militaire péruvienne
C.I.A.	Agence Centrale du Renseignement (Central Intelligence Agency)
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement
CO.DE.	CO nfédération DE mocratique (cartel électoral regroupant à partir de 1973 l'opposition de droite à l'U.P.)
CORFO	COR poracion de FO mento (organisme d'Etat chargé de dynamiser l'activité économique)
C.U.T.	Centrale Unique des Travailleurs (syndicat unique des travailleurs chiliens)
D.R.	Démocratie Radicale (scission de droite du P.R. hostile à l'U.P.)
E.N.U.	Ecole Nationale Unifiée (projet de l'U.P. équivalant à la nationalisation de l'enseignement privé)
FACH	Fuerza Aerea de CH ile - armée de l'air chilienne
FAMAE	FA brica y MAestranza del Ejercito (arsenaux de l'armée de terre chilienne)
FANAERO	FA brica Nacional de AERO naves (arsenaux de l'armée de l'air chilienne)
F.B.I.	Federal Bureau of Investigations (police fédérale des Etats-Unis)
F.R.A.P.	FR ont d' Action Populaire (alliance PC-PS formée pour soutenir la candidature d'Allende à l'élection présidentielle de 1964)
G.A.P.	Groupe Armé de Protection (garde personnelle d'Allende - surnommé Groupe des Amis du Président)
G.O.S.	Groupe d'Officiers Sélectionnés (loge militaire sur laquelle s'appuya le président Rios)
G.O.U.	Groupe des Officiers Unis (loge militaire argentine à la base du coup d'Etat de 1943 comprenant les futurs présidents Farrell et Peron)
I.A.D.B.	Junte Interaméricaine de Défense (Inter American Defense Board)

I.C.	Gauche Chrétienne (Izquierda Cristiana - scission de la tendance «terceriste» du P.D.C. favorable à l'U.P.)
I.N.D.A.P.	Institut National de Développement Agraire (Agro-Pecuario - organisme chargé de la formation des paysans bénéficiant de la réforme agraire)
I.T.T.	International Telegraph and Telephone (entreprise multinationale d'origine nord-américaine impliquée dans le complot ayant abouti à l'assassinat du général Schneider)
J.A.P.	Juntas pour l'Approvisionnement et les Prix (Juntas de Abastecimientos y Precios - comités de base regroupant consommateurs et petits commerçants pour lutter contre l'accaparement des denrées et le marché noir)
M.A.P.U.	Mouvement d'Action Populaire Unifié (scission de la tendance «rebelle» du P.D.C. favorable à l'U.P.)
M.A.P.U.-O.C.	Mouvement d'Action Populaire Unifié - Ouvrier et Paysan (Obrero y Campesino - scission pro-communiste du M.A.P.U. appartenant à l'U.P.)
MECH	Memorial del Ejército de CHile (revue officielle de l'armée de terre chilienne)
M.I.R.	Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (Izquierda Revolucionaria - extrême-gauche - n'appartient pas à l'U.P.)
MR2	Mouvement Révolutionnaire Manuel Rodríguez (extrême-gauche - n'appartient pas à l'U.P.)
ODEPLAN	Office National DE la PLANification
P.A.M.	Pacte d'Assistance Militaire (entre les Etats-Unis et divers pays d'Amérique latine)
P.C.	Parti Communiste
P.C.R.	Parti Communiste Révolutionnaire (maoïste - n'appartient pas à l'U.P.)
P.D.C.	Parti Démocrate Chrétien
P.I.R.	Parti de la Gauche Radicale (Izquierda Radical - scission de droite du P.R. hostile à l'U.P.)
P.N.	Parti National
P.R.	Parti Radical (parti social-démocrate appartenant à l'U.P., section chilienne de la deuxième internationale)

P.S.	Parti Socialiste
P.S.D.	Parti Social Démocrate (petit parti de centre-gauche appartenant à l'U.P.)
P.S.P.	Parti Socialiste Populaire (scission de gauche du P.S. de 1946 à 1957)
P.U.M.A.	Pour un Lendemain Prometteur (Por Un Manana Auspicioso - loge militaire formée pour soutenir la candidature d'Ibanez aux élections de 1952)
P. y L.	Patrie et Liberté (groupe fasciste s'opposant violemment au gouvernement de l'U.P.)
SOFOFA	SO ciedad FO mento FA bril (patronat chilien)
T.I.A.R.	Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque
U.P.	Unité Populaire (coalition de gauche formée pour soutenir la candidature d'Allende aux élections de 1970)
USOPO	Union SO cialiste PO pulaire (scission d'extrême-gauche du P.S. non membre de l'U.P.)
V.O.P.	Vanguardia Obrera Popular (groupe d'extrême-gauche non membre de l'U.P.)

A mon professeur Pierre Dabezies, qui initia une génération d'étudiants aux études politiques de défense et sans lequel ce travail n'aurait pas été possible.

Au général Prats, à l'amiral Montero et à quelques autres.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie la professeure Graciela Ducatenzeiler, qui a accepté d'être sa directrice de recherche, et tient à lui exprimer son appréciation de la rigueur de son enseignement et de ses qualités humaines. Il remercie également les personnes qui l'ont fait bénéficier de leur expérience et de leurs conseils, et notamment Colette Audry, Edmundo Checure, Jorge Huerta, Ubaldo Munoz, Carlos Ominami Jr., Carlos Ominami Sr. ainsi que le personnel des bibliothèques suivantes: Bibliothèque Nationale de Paris, Centre d'Etudes Latino Américaines de Paris, Ecole Militaire de Paris, Institut d'Etudes Politiques de Paris, UCLA, Université Mac Gill, Université de Montréal. Il remercie également Christophe Jean pour sa précieuse assistance informatique, et enfin sa famille, et plus particulièrement son épouse Marie-Françoise, pour le soutien inépuisable qu'elle lui a apporté.

AVANT PROPOS

Le 11 septembre 1973, l'armée chilienne renversait par un putsch sanglant le président Salvador Allende et le pouvoir de l'Unité Populaire, mettant du même coup un terme à la plus longue période de pouvoir civil quasi-continu qu'aït connu un état sud-américain.

Le retentissement mondial de cet événement, dû moins à sa nature propre qu'à la fin brutale qu'il avait mis à la première tentative d'instauration du socialisme par la voie électorale, suscita un regain d'intérêt pour ce phénomène pourtant bien connu et étudié depuis des décennies: le coup d'Etat militaire.

Cette relance des études sur les coups d'Etat militaires s'expliquait aussi bien par la puissante charge émotionnelle véhiculée par le drame chilien que par le souci des analystes politiques de gauche, frappés par la similitude (plus apparente que réelle) entre les superstructures politiques du Chili et celles de la France et de l'Italie, de mener une réflexion praxéologique en «tirant les leçons du Chili». De cet effort de réflexion collective, illustré entre autres par Debray ou Duhamel (lequel intitula *Paris-Santiago* le dernier chapitre de son essai *Chili ou la tentative – Révolution / légalité*), naquit une postérité inégale dont le plus beau fleuron demeure le «compromis historique» du communiste italien Berlinguer.

Notre étude du coup d'Etat chilien de 1973 s'inscrit dans un autre cadre, qui est le contexte plus général de l'étude des relations civico-militaires en Amérique latine. Il s'agira donc d'étudier les structures, les courants et l'idéologie qui organisent l'armée chilienne, en les replaçant dans leur contexte historique et régional, ainsi que la dynamique qui a conduit au coup d'Etat, et de conduire notre analyse suivant les exigences de la démarche scientifique qui enjoignent au chercheur de s'abstraire du contexte émotionnel et de poser un regard froid sur l'évènement. Il n'y aura ici ni bourreau ni victime, mais uniquement des acteurs sociaux.

LES THESES EN PRESENCE

Les théories des analystes qui se sont penchés sur les coup d'Etat militaires en Amérique latine, parmi lesquels celui du Chili, peuvent être regroupées suivant différentes classifications; c'est ainsi que Bustamante (1986) définit sept paradigmes du militarisme latino-américain: la perspective organisationnelle / psycho-sociale, la perspective instrumentaliste, le corporatisme prédateur ou les militaires au service de leur propre intérêt, les militaires comme élite organique étatique, les militaires en tant que professionnels, le «fonctionnalisme-téléologique», les explications réalistes stratégiques. Nous regrouperons ici ces théories en trois écoles: l'armée manipulée, l'armée, bras des classes moyennes et l'armée, médiateur ultime. Il est à noter que Needler (1975, p. 64) propose une classification comparable à la nôtre, avec l'armée au service des classes dirigeantes, au service de ses propres intérêts et au service de l'intérêt général.

- L'armée manipulée:

Cette approche théorique est généralement proposée par des analystes marxistes, ou influencés par le marxisme. On pourrait, dans le cas du coup d'Etat chilien, la résumer ainsi: l'armée, composée d'individus vivant en marge de la société civile et peu politisés, a été l'objet d'une campagne ayant pour but de lui faire prendre les armes contre le gouvernement de gauche. Selon les analystes, les auteurs de cette campagne seront:

- La bourgeoisie putschiste (Prats, 1985, p. 577)
- Le gouvernement américain (Uribe, 1974)
- L'oligarchie (Razeto, 1977)
- La «centrale putschiste» (Joxe, 1974)
- Le «*capital d'origine nord-américaine*» pour Petras (1977), qui qualifie l'armée de «*Parti des multinationales*».
- Tout cela à la fois pour Guillen (1965, p. 11) qui, à propos des élections de 1964 où Frei l'avait emporté sur Allende, estime – huit ans avant le putsch du 11 septembre - qu'un résultat inverse aurait mis à l'épreuve la loyauté de l'armée face aux pressions de l'oligarchie et de l'Etranger.

Cette campagne sera relayée par une notable fraction de l'encadrement de l'armée, dont l'idéologie conservatrice s'accommode mal du serment de fidélité au pouvoir légal quand celui-ci est devenu marxiste. Le verticalisme de la chaîne de commandement permettra à la faction putschiste de devenir hégémonique au sein des forces armées.

Les défenseurs de cette thèse ne voient en effet dans l'armée que le garant par essence du système capitaliste. Son action devra donc avoir pour but unique de protéger les intérêts de la bourgeoisie. Dans cette optique, la fraction putschiste de l'armée n'est autre que l'avant-garde d'une bourgeoisie encore en grande partie hésitante quant à l'attitude à adopter face à la montée du pouvoir populaire (Joxe, 1974, p. 62).

Le témoignage de certains officiers restés loyalistes vient soutenir la théorie de «l'armée manipulée». Silva, Castillo et Galaz décrivent une armée accueillant dans sa majorité l'élection d'Allende avec des sentiments allant de l'indifférence à la curiosité, puis progressivement gagnée à une politique d'origine nord-américaine soutenue par des conservateurs de l'intérieur et de l'extérieur (1979, p. 34). Plus adaptée à la mentalité militaire, et relayée par des officiers de droite, cette politique visant à renverser le gouvernement allait devenir hégémonique au sein des forces armées à l'issue d'un long processus de polarisation l'opposant aux secteurs loyalistes. En soulignant que la lutte de classes traverse également l'armée, Poblete aboutit à des conclusions similaires (1979, p. 1).

- L'armée, bras des classes moyennes:

Cette thèse, popularisée par Nun, et soutenue par Huntington, Lobier (qui qualifie l'armée chilienne de «*classe moyenne en uniforme*» -1980, p. 321) et, avec des nuances, Alexander et Nef, a été présentée par son principal promoteur dans une contribution intitulée *A Latin American Phenomenon. The Middle Class Military Coup* (in Petras, 1968, p. 147). Nun, pour qui les classes moyennes sont menacées aussi bien par les richesses de l'oligarchie que par le bulletin de vote des classes laborieuses, fait de l'armée le défenseur de ces classes moyennes dont elle est issue. Il en déduit ainsi que les classes moyennes latino-américaines sont un facteur d'instabilité politique, et que leur incapacité à accepter un processus démocratique qui leur échapperait, est à l'origine de ce qu'il nomme le coup d'Etat militaire des classes moyennes.

Cette théorie peut sembler particulièrement pertinente dans le cas du coup d'Etat chilien de 1973. L'armée chilienne recrute en effet son cadre permanent au sein des classes moyennes, ce qui est notamment reconnu par Garreton (1989, p. 28), pourtant plus proche de la théorie suivante. De fait, on assista à une montée parallèle du mécontentement au sein des classes moyennes (ex. les célèbres camionneurs) et de l'armée, attisé souvent par les mêmes causes (projet de réforme de l'enseignement, difficultés économiques, développement du pouvoir populaire). Il est également intéressant de noter que, au delà des milieux universitaires, cette thèse rejoint les explications fournies à la revue *Estrategia* par deux officiers chiliens de tendance conservatrice, selon lesquels une des raisons du coup d'Etat serait que l'accentuation de la lutte des classes fit perdre à Allende le soutien des classes moyennes (11/12/1973, p. 58).

Proche des idées de Nun par la description du lien entre armée et classe moyenne, Huntington (1968, pp. 221 – 222) propose une approche plus complexe qui fait dépendre la relation entre l'impact et la signification du coup d'Etat militaire, et l'importance de la classe moyenne, de l'évolution générale de la société. Prenant pour exemple l'évolution de l'armée argentine entre 1890 et 1930, Huntington considère que, radical sous un pouvoir oligarchique, le militaire sera conservateur sous un gouvernement démocratique.

Bien que souffrant des maux inhérents à toute généralisation (c'est ainsi que les militaires favorables à Yrigoyen ne représentèrent jamais qu'une minorité de l'armée argentine – voir Couton in Van Doorn, 1969, p. 227), l'approche historicisée d'Huntington lui permet de faire se rejoindre la théorie de l'armée, bras des classes moyennes et celle de l'armée, médiateur ultime. Initialement à l'avant-garde de la participation des classes moyennes dans la sphère politique, les militaires se retrouvent à l'issue de ce processus dans le rôle de garants d'un ordre politique jugé satisfaisant. Pour Huntington, la fonction de l'armée, dans la société «prétorienne» d'Amérique latine, peut ainsi se résumer à ouvrir les portes de la participation politique aux classes moyennes pour les refermer devant les classes pauvres.

- L'armée, médiateur ultime:

Les fondements de cette théorie, particulièrement répandue auprès des analystes non-marxistes, peuvent être résumés par la définition que font Van Doorn et Janowitz (1971, pp. 20 - 21) de l'idéologie militaire, de type professionnel, basée sur l'ordre, la loi et le nationalisme, et que les militaires en temps de crise tendent à imposer à la nation.

Needler, dont le concept d'école de l'«intérêt national» est très proche de «l'armée, médiateur ultime», qualifie celle-ci de conservatrice, idéaliste et néo-hégélienne (1975, p. 64); il est toutefois probable que certains des auteurs cités ci-après ne se reconnaîtraient pas dans cette classification. Au demeurant, la théorie de l'«armée, médiateur ultime» est particulièrement probante dans le cas de la prise de pouvoir par l'armée chilienne car en 1973, après trois ans de pouvoir de la gauche succédant à la gestion réformiste de la démocratie chrétienne, l'impasse politique est telle qu'une grande partie de la population voit dans la prise du pouvoir par l'armée la seule solution non révolutionnaire encore possible, ce qui autorise les putschistes à présenter leur action comme légitime et répondant aux attentes de la population. Etudiant la Révolution Française, Hermet (1989, p. 162) note que tant les dirigeants que le peuple, lassés de l'instabilité, délèguent à des généraux la fonction d'arbitrage des changements institutionnels, idéologiques et sociaux; Hyman (1973, pp. 69 - 70) fait de l'intervention militaire une conséquence de l'affrontement entre les partis, tandis que Lieuwen (in Johnson, 1962, p. 133) considère que c'est l'échec du gouvernement civil qui oblige les militaires à agir. Présent au Chili durant les derniers jours de l'Unité Populaire, Touraine écrit le 14 septembre dans son journal que l'armée a retiré son soutien au régime quand son incapacité à maîtriser la situation a créé les risques d'une guerre civile pouvant entraîner la fin de l'unité des forces armées (1973, p. 238).

La thèse de l'armée, médiateur ultime, présente la particularité de pouvoir s'intégrer dans des corpus théoriques aussi différents que la théorie de la modernisation et le néo-réalisme. La raison fondamentale en est que cette thèse décrit un *processus de résolution de crise, applicable à différents cas de mise en crise*. Buzeta (in CORDES, 1988, p. 104) estime que la division irréductible entre le Gouvernement et l'opposition ôta toute capacité d'intervention au pouvoir civil pour donner aux forces armées une extraordinaire capacité de sortie de conflit. De cette ambiguïté découle un certain nombre de lectures

possibles. Une analyse inspirée de la théorie de la modernisation ferait considérer la crise qui emporta le Chili démocratique comme consécutive à un processus de modernisation entraînant un déséquilibre entre une demande sociale en croissance très rapide, alors que l'offre politique et économique que pouvait proposer le système restait stable. Dans le cas du Chili, une telle analyse ferait des mandats présidentiels de Frei et d'Allende une période où la politique modernisatrice du gouvernement a entraîné une mobilisation faisant s'accroître la demande populaire de participation au système, sans que celui-ci ait été capable de répondre à cette demande. Il s'en est suivi une situation de déséquilibre croissant, où la demande non-satisfaite dans le cadre institutionnel s'est transférée hors de celui-ci, amenant sa déstabilisation et faisant graduellement du Chili ce qu'Huntington appelle une société prétorienne, c'est-à-dire une société dans laquelle les groupes d'intérêt s'incorporent sans médiation dans la sphère politique. C'est l'avis de deux systémistes qui ont travaillé sur le Chili : Gil, pour qui la compétition entre partis dans le cadre de la démocratie politique paraît faillir à satisfaire les demandes d'importants secteurs de la population (1966, p. 197), et fait remonter cette inadéquation plus loin dans le temps, en y voyant tant la cause de l'élection en 1952 du général Ibanez contre l'ensemble de la classe politique, que des émeutes sanglantes de Santiago en 1957, est rejoint par Sargent, pour qui l'on a assisté à la rupture croissante de la communauté nationale à partir des années 60 (1994, p. 120), bien que les racines du problème remontent au 19ème. siècle (ibid, p.11).

Proche de la théorie de la modernisation, O'Donnell tente de rendre compte d'une réalité plus spécifiquement latino-américaine avec son concept d'Etat Bureaucratique-Autoritaire (Etat B-A) instauré par les classes dominantes en réaction contre la mobilisation populaire perçue comme une menace à l'encontre de l'ordre social et économique établi. Pour O'Donnell (1972, pp. 540 - 541), lorsque se trouvent réunies les conditions suivantes:

1. une nation hautement modernisée, dotée d'un important appareil industriel, insuffisant cependant en termes d'intégration verticale et de potentiel de recherche scientifique; on y trouve aussi de vastes et complexes centres urbains, où vit une population active nombreuse et politisée;

2. un héritage historique créant les conditions d'un divorce entre la population et le gouvernement, ce qui implique que les périodes de modernisation accélérée passent par de longues périodes de prétorianisme de masse (concept emprunté à Huntington, qui apparaît dans le cas d'une société prétorienne déjà très modernisée, où ce sont les grands mouvements socio-politiques et les organisations complexes qui jouent un rôle crucial);

il y aura une forte probabilité pour que les forces armées interviennent fréquemment, soit en menaçant de prendre le pouvoir, soit en le prenant effectivement pour mettre en place l'Etat B-A. Tant la motivation que la conséquence fondamentale de ces interventions seront d'interdire un accès politique direct aux représentants du secteur populaire et de refuser leurs propositions politiques. Ces interventions entraîneront l'armée à se faire l'exécutant de la réaction des classes possédantes à la pression croissante des classes populaires (ibid, p. 542).

O'Donnell considère que l'Argentine et le Brésil sont des cas probants d'Etat B-A, même si ce concept pourrait être étendu à certains Etats européens tels que l'Espagne de Franco ou la Pologne de l'entre-deux-guerres. L'Etat B-A implique en effet une forte modernisation de la structure sociale couplée à l'éviction du secteur populaire de la sphère politique, ce qui le différencie tant de l'autoritarisme traditionnel, qui prospère dans des sociétés à dominante rurale et peu politisées, que de l'autoritarisme populiste (comme le Pérou du général Velasco) qui tend à promouvoir un accroissement de la participation populaire tout en la canalisant étroitement dans les réseaux de l'appareil d'Etat.

Bien que nous paraissant proche des idées d'O'Donnell, Garretton s'en éloigne d'un point de vue sémantique, car à des dénominations telles que fascisme, néo-fascisme, fascisme dépendant, Etats autoritaires, Etats Bureaucratique-Autoritaires, autoritarisme défensif, régime militaire technocratique, capitalisme autoritaire ou Etats de Sécurité Nationale, il préfère le concept de «régimes militaires de nouveau style», qui se différencient des régimes militaires traditionnels latino-américains par les traits suivants: 1) apparition dans des pays relativement développés et parfois stables politiquement; 2) apparition subséquente à un haut niveau de mobilisation populaire; 3) suppression de l'ordre

politique existant par les militaires, qui assurent l'ensemble des tâches gouvernementales; 4) installation autour des militaires d'une coalition d'oligarques et de technocrates; 5) instauration d'un nouveau modèle économique et politique; 6) mise hors jeu des organisations populaires (1989, p. 46).

Touraine intègre pour sa part le coup d'Etat de 1973 dans sa théorie du mode spécifique de développement latino-américain. La prise de pouvoir par les militaires chiliens serait ainsi une intervention réactive à un excès de demande de participation qui menaçait à la fois les privilèges de l'oligarchie et les avantages acquis par la classe moyenne, ruinant ainsi le consensus autour de la forme nationale-populaire de l'Etat; les militaires n'étant dès lors *«rien de plus que des agents de liquidation d'un populisme affaibli par des difficultés économiques ou débordé par un radicalisme révolutionnaire»* (1988, p. 379). Cette théorie, qui propose un modèle valable à l'échelle continentale par la définition de l'Etat national-populaire comme la traduction politique dominante du modèle de développement latino-américain, diffère de celle d'O'Donnell dont Touraine considère que le modèle d'un pouvoir étatique maintenant la balance en équilibre entre demandes sociales et offre politique, et devenant un régime autoritaire d'exclusion dès que cet équilibre est rompu est à la fois mécaniste et éloigné de la réalité sud-américaine (1988, p. 382). Touraine ajoute que la notion d'autoritarisme suppose l'existence d'un Etat capable de diriger le passage du passé à l'avenir, alors que son concept de régime antipopulaire introduit l'idée beaucoup plus restrictive d'une réaction à un excès de demandes de participation.

Proche de Touraine dans son explication du coup d'Etat chilien de 1973 qu'elle assimile aux coups uruguayen de 1972 et argentin de 1976, dont elle considère qu'ils ont leur source dans l'accentuation de la lutte des classes et un déséquilibre économique croissant, et qu'ils ont été l'expression d'une réaction politique contre la pression politique croissante des secteurs populaires (1989, p. 113), Remmer se livre à une critique radicale des thèses d'O'Donnell qui lui paraissent incapables de rendre compte de l'évolution des régimes militaires: c'est ainsi que, bien qu'ils aient surgi dans un même contexte de menaces pour l'ordre établi, le régime militaire argentin ne tarda pas à se désintégrer, tandis que, malgré les nombreuses crises qu'il eut à affronter, son homologue chilien perdura jusqu'à la fin des années 80. Elle ajoute que la faible valeur prédictive de ce modèle en ce qui concerne l'Argentine (point central de l'analyse d'O'Donnell) augure mal de sa

pertinence dans d'autres cas (ibid, pp. 28 - 29). Remmer note également que l'étendue du pouvoir personnel de Pinochet après le coup d'Etat, tant sur l'armée que sur la nation chilienne, font que le modèle d'O'Donnell ne peut guère rendre compte de ce régime, puisque l'idée d'un contrôle impersonnel par l'institution elle-même est centrale au concept d'Etat B-A (ibid, p.114).

Dans un ordre d'idées analogue, Hermet (1983, p. 209) préfère rapprocher le coup d'Etat chilien de 1973 de celui qui a renversé en 1948 le président vénézuélien Romulo Gallegos, et explique ces deux événements par une mobilisation populaire supérieure à ce que pouvaient tolérer les adversaires d'un changement social important, et cela alors même que les dirigeants de gauche au pouvoir entendaient maintenir le cadre démocratique existant.

La thèse de l'armée, médiateur ultime, peut tout aussi légitimement être rapprochée des théories de l'école dite «néo-réaliste» qui regroupe les analystes tels que Johnson qui estiment que les forces armées peuvent jouer un rôle positif, notamment dans des tâches non-militaires, sans pour autant présenter un danger pour la démocratie. Finer et Mc Alister se situent dans cette perspective avec leur modèle du coup d'Etat modérateur, tel celui de 1960 en Turquie, ou ceux de 1955 (contre la droite) et 1964 (contre la gauche) au Brésil. Mc Alister voit l'armée brésilienne comme une force modératrice qui empêche le pendule politique de se déplacer trop loin vers la gauche ou la droite (1965, p. 97). Lambert (in Hamon, 1966, p. 372) utilise la même comparaison du pendule à propos des interventions au Brésil en 1964 et en Argentine en 1962), tandis que Dabezies compare le rôle de l'armée en Amérique latine à celui d'un volant régulateur (cours I.E.P., 1976 / 77), la conclusion revenant à Hamon qui, à propos du Pérou (1966, p. 372), parlera de «*magistrature morale de l'armée*».

Très imprégnées d'idéologie nord-américaine, les thèses de l'école néo-réaliste sont violemment critiquées par O'Donnell pour leur simplisme, notamment dans la recherche du grand «acteur», porteur privilégié des changements sociaux préconisés par les préférences idéologiques de l'analyste (1972, p. 547) et par Nordlinger, qui note que les tenants du coup d'Etat modernisateur n'ont pu guère présenter d'arguments pour soutenir leur théorie (1970, p. 1133 - 1134).

Janowitz introduit une distinction entre le coup d'Etat dans les nations nouvelles, issues de la vague de décolonisation des années 60, et le coup d'Etat en Amérique Latine dit de type traditionnel: tandis que les coups d'Etat dans les nations nouvelles ont pour caractéristique principale l'engagement des chefs militaires en faveur d'un changement social et politique (1977, p. 6), leurs collègues d'Amérique Latine, jusqu'au début des années 60, arbitraient les querelles internes à l'élite dirigeante (ibid). Mais, depuis lors, une convergence s'est faite entre les deux modèles, faisant des Etat-Majors latino-américains l'arbitre des changements socio-politiques (ibid).

Janowitz explique cette évolution, qui débuta avec le coup d'Etat de 1964 au Brésil, par l'amélioration du niveau moyen de recrutement, la professionnalisation accrue et l'agitation politique interne aux pays considérés. Janowitz interprète ainsi le coup d'Etat chilien comme une intervention militaire réactive visant à protéger la constitution contre les menaces de troubles civils et les risques d'instauration d'un régime socialiste (ibid, p.68).

- Critique de ces thèses:

Celles regroupées dans la rubrique «l'armée manipulée» sont les plus faibles, et leur pouvoir de conviction est miné par de sérieuses faiblesses théoriques et méthodologiques:

- Mécanisme: Pour les tenants de cette thèse, l'armée ne saurait fonctionner autrement que comme bras armé des classes dominantes (on imagine leur perplexité lors du coup d'Etat de 1975 au Portugal).

- Subjectivité : Les défenseurs de ces analyses semblent souvent entraînés par leur subjectivité, qu'elle ait pour origine leur expérience personnelle ou leur propre pratique politique, au risque, nous semble-t-il, de compromettre la crédibilité de leur thèse. C'est ainsi que l'ambassadeur Uribe aura tendance à voir l'ombre de la puissance étrangère que sont les Etats-Unis derrière les complots fomentés contre le Chili, tandis que l'armée-courroie de transmission de Joxe lui permet d'apporter de l'eau au moulin de l'«antimilitarisme révolutionnaire» alors en vogue dans l'extrême-gauche française, et notamment au sein du P.S.U., parti dont il est le spécialiste pour les problèmes de défense.

- Méconnaissance de l'histoire: Les interventions de l'armée chilienne au cours de l'histoire ont plutôt favorisé la gauche (renversement de la république oligarchique en 1925, instauration de l'éphémère république socialiste du Chili en 1932), même si c'est à l'encontre de la gauche que s'est exercée sa fonction répressive (à l'exception près du massacre en 1938 des comploteurs pro-nazis de Von Marees). Il ne faut à ce propos pas oublier que, pour une armée, répression politique et intervention politique sont des actes qui, s'ils s'exercent sur le même terrain, sont de nature fondamentalement différente, en ce sens que l'acte de répression est la conséquence de l'obéissance aux ordres (ce qui est considéré comme une vertu militaire; de plus, c'est d'autorités civiles qu'émanaient les consignes répressives dans le Chili antérieur à l'Unité Populaire), tandis que l'intervention directe de l'armée sur le terrain politique est un acte volontariste d'insubordination et d'auto-redéfinition de ses tâches, ce qui constitue une réelle différence qualitative qui a toujours été perçue comme telle par les militaires.

- Refus d'envisager la spécificité et l'autonomie militaire: négation des valeurs et de l'idéologie militaire (patriotisme, mémoire historique, exaltation de l'institution et de la nation) que l'on remplace arbitrairement par la soumission à l'oligarchie et à l'impérialisme. Tout en refusant cette vision simplificatrice, nous ne nierons pas qu'il puisse exister une communauté de but, comme l'a montré Cardoso (in Collier, 1979, p. 44) dans sa théorie des «anneaux bureaucratiques» unissant au Brésil certains secteurs de la bourgeoisie d'affaires à certains secteurs gouvernementaux sans évoluer pour autant vers une intégration stratégique des objectifs de l'armée et des milieux d'affaires.

Il convient par ailleurs d'ajouter que les tenants de cette conception prêtent à l'armée une naïveté singulière en la supposant toujours prête à tirer les marrons du feu au profit d'entités aussi indéfinies que l'oligarchie ou aussi lointaines que le Pentagone.

Nous laisserons conclure Rouquié qui, comme nous, refuse de considérer les forces armées latino-américaines comme «la sixième face du Pentagone»:

«Si Fort Gulick est «l'école des coups d'Etat», les armées du continent sont tout simplement manipulées par la métropole.

Cette appréciation globale et ahistorique de la dépendance militaire latino-américaine et de ses retombées politiques, qui s'inscrit dans une conception instrumentale du militarisme contemporain, tend à la fois à surestimer la réussite de la politique «impérialiste» et à nier les spécificités nationales et individuelles. En dehors de données anecdotiques..., ou encore non vérifiées..., la relation entre le militarisme latino-américain et l'aide du Pentagone n'est guère fondée que sur des hypothèses ou des convictions personnelles» (1984, pp.175 - 176).

La thèse de l'armée, bras des classes moyennes, peut paraître plus proche de la réalité, car fondée sur des présupposés pertinents dans le cas du Chili, où l'armée, dans son corps permanent, est effectivement issue des classes moyennes, et où il y eut simultanément entre la montée en puissance de l'opposition au sein de l'armée et des classes moyennes.

Allende lui-même tenait l'armée pour représentative d'une certaine manière des classes moyennes, puisque le premier de ses ministres militaires, le général Palacios, fut notamment nommé pour compenser la défection du parti de la gauche radicale, considéré comme l'expression politique de certaines franges des classes moyennes. L'armée aurait dans cette optique été investie d'une mission de représentation des classes moyennes par delà leurs organisations politiques traditionnelles.

C'est-là le point de vue de Lambert, qui trouve légitime de rattacher la force politique de l'armée aux forces politiques des classes moyennes en raison de l'origine sociale des officiers, de leur niveau d'instruction et de leur idéologie nationaliste (1968, p. 296), mais dont l'argumentation s'affaiblit quand il range dans ce même camp des classes moyennes l'armée et les étudiants dont l'action est loin de toujours converger.

La démonstration la plus étayée et la plus articulée de la pertinence de l'«armée, bras des classes moyennes» est, de manière inattendue, l'oeuvre du «néo-réaliste» Johnson. Après avoir défini six critères permettant d'établir le niveau de cohésion et la communauté d'intérêts des classes moyennes (in Tomasek, 1966, pp. 173 - 179), dont d'après nous quatre sont pertinents dans le cas de l'armée (origine très majoritairement urbaine, niveau d'éducation très au-dessus de la moyenne et croyance dans les bienfaits d'un système éducatif pour tous, conviction que l'avenir du pays est lié à son industrialisation, nationalisme), un cinquième l'est à moitié (conviction en la nécessité d'une

intervention de l'Etat dans le domaines sociaux et économiques) et le sixième pas du tout (constat de l'affaiblissement de la famille en tant que cellule socio-politique de base dans les centres urbains et, consécutivement, soutien au développement des partis politiques), Johnson affirme que, au moins depuis 1930, le tropisme social et économique des officiers ouverts à la politique s'est sans aucun doute détourné de l'oligarchie traditionnelle pour se rapprocher des classes moyennes. Cette évolution s'explique par une professionnalisation accrue des militaires, l'amélioration du statut social des classes moyennes qui en fait des relations plus attrayantes, et par le soutien que les classes moyennes, comme les militaires, apportent au développement économique (ibid, p. 181). En conclusion (ibid, p. 194), Johnson estime que les classes moyennes pourront bientôt exercer une influence considérable sur les gouvernements militaires, grâce à l'origine de classe des officiers, l'aspiration commune à un développement industriel, et au poids des conseillers civils auprès des ministres militaires.

Nous pensons pourtant que cette thèse, bien que séduisante, est erronée pour plusieurs raisons, dont la principale est qu'elle confond les notions d'origine de classe et de sentiment d'appartenance à une classe. L'idéologie et le poids de la tradition militaire font qu'un officier n'éprouve de solidarité particulière avec aucun groupe social en particulier, fût-ce son groupe d'origine. Kjellberg, dans une étude portant sur l'armée norvégienne, note que les importantes variations intervenues au fil des décennies dans les origines sociales du corps des officiers n'ont pas eu de conséquence sur la culture militaire, qu'il considère comme une culture à part, développée depuis l'expérience professionnelle et indépendante de la composition sociale de l'armée (1965, p. 285). Needler, dans une étude portant sur le coup d'Etat de 1963 en Equateur, ne voit pas de corrélation entre l'origine sociale des officiers supérieurs et leur orientation politique (1965, p. 37), de même que Canton qui, à propos de l'armée argentine, note que l'origine sociale des militaires est sans conséquence sur leur action (in Van Doorn, 1969, p. 262). C'est également le point de vue de Lieuwen (1964, p. 104) et de Mc Alister (1965, p. 96).

Nunn, qui faisait valoir que ce n'était visiblement ni le nombre ni l'influence de la classe moyenne chilienne qui avait découragé les militaires d'entreprendre aucune action politique entre 1933 et 1970 (1975, p. 289), conclut logiquement l'année suivante ne pas être du tout convaincu de la thèse de José Nun du coup d'Etat militaire des classes

moyennes (1976, p. 320), rejoignant ainsi Hyman pour qui il n'y a pas de preuve en faveur de cette thèse (1972, p. 414).

L'imprécision du concept de classe moyenne est relevée par Kossok, qui, commentant la thèse de Nun d'un point de vue marxiste, le trouve trop vague pour être opératoire (1972, p. 384). Cette critique est à rapprocher des réserves de Stavenhagen qui, trouvant le concept de classe moyenne ambigu et équivoque, le qualifie de concept attrappe-tout (1966 / 67, p. 32) et ajoute qu'en l'absence d'une définition claire et précise de ce que sont les «classes moyennes», toute théorie vantant leur potentiel et leurs qualités ne fait que refléter la subjectivité de son auteur (ibid).

Nun lui-même a admis dans *The Middle-class Military Coup Revisited* (in Lowenthal, 1976, p. 53) que la situation de classe n'explique pas entièrement les attitudes politiques. Après révision, son analyse permettrait de restreindre le champ d'investigation et rendrait possible l'évaluation de l'importance et de l'autonomie relative des facteurs extérieurs contrariant ou déterminant le comportement de ce groupe.

En fait, Nun considère qu'il y a hégémonie des classes moyennes au sein des forces armées, ce qu'il explique par la professionnalisation qui a ouvert la carrière des armes aux classes moyennes ; celles-ci, peu cohérentes, se sont alliées avec un secteur militaire à forte cohésion institutionnelle, puis en ont pris le contrôle (ibid, p. 55).

Cette seconde mouture de la théorie de Nun n'emporte pas plus notre adhésion que la première. Outre que le processus itératif amenant de l'entrée à l'alliance, puis de l'alliance au contrôle ne paraît guère convaincant, le raisonnement de Nun pèche également par le monolithisme qu'il attribue aux classes moyennes.

L'usage immodéré d'une approche de type classiste par des marxistes refusant toute autonomie aux superstructures sociales sera d'ailleurs à l'origine des pires simplifications, voire de magistrales erreurs d'analyse comme celle de la «fracture horizontale de l'armée» anticipée par des politiciens de la gauche radicale, selon lesquels il était établi avec une rigueur quasi-scientifique que l'affrontement social à venir verrait soldats, marins, sous-officiers et la plupart des officiers de carabiniers se ranger en raison de

leur origine modeste aux côtés du prolétariat, tandis que le reste des forces armées, issu des classes moyennes, de la bourgeoisie et de l'aristocratie apporterait son soutien aux forces de droite et putschistes (Bandeira, 1974, p. 11; voir aussi Arriagada, 1974, p. 316; Castillo et alia, 1973, p. 33).

Cette analyse méconnaît de surcroît le poids sur les consciences militaires de l'auto-représentation de l'armée comme une communauté au-dessus des classes (voir notamment Polloni, 1972, p. 230).

Enfin, le putsch du 11 septembre n'a absolument pas eu pour résultat de remettre le pouvoir politique aux classes moyennes, que ce soit par l'intermédiaire de leurs associations (les «gremios») ou du parti politique se voulant leur représentant (le parti démocrate-chrétien). Bien au contraire, tous les postes de responsabilité, des ambassades aux universités en passant par les clubs sportifs furent systématiquement confiés à des militaires d'active ou en retraite. Par ailleurs, la politique économique des «Chicago Boys» (conseillers économiques de la Junte adeptes des théories monétaristes de Milton Friedman) aboutit entre autres résultats à ruiner une large fraction de ces mêmes classes moyennes qui avaient tant fait pour mettre à bas le régime Allende...

Les thèses rassemblées sous le nom collectif de «l'armée, médiateur ultime» nous semblent plus exactes, mais incomplètes. Exactes dans leur analyse des faiblesses du système institutionnel chilien, que l'on peut étendre à d'autres pays d'Amérique du sud comme l'Uruguay. Exactes encore dans l'accent qu'elle mettent sur la popularité de l'armée au sein de la population chilienne, confirmée par de nombreux témoins et les sondages de Hansen. Incomplètes pourtant, car limitées à la description théorique d'un processus, et muettes tant sur la structure et les caractéristiques de l'armée chilienne (l'analyse de Touraine est typique à cet égard) que sur son évolution. Quand, comment et par qui fut lancée la conspiration? Comment se propagea-t-elle? Y eut-il des résistances au sein de l'armée? En un mot, quelle fut la dynamique du coup d'Etat?

Ces trois ensembles de thèses ne nous semblent donc pas apporter une explication complète et définitive au problème posé.

La première, celle de l'armée manipulée, en raison de l'application à une situation complexe d'une approche très réductionniste couplée à un marxisme éloigné des faits. Le mécanisme induit par cette sociologie délégitime toute étude spécifique de l'armée, qui ne peut être analysée que selon la fonction au sein de la société que, une fois pour toutes, lui ont assigné les analystes de ce courant. Loin de constituer une institution particulière au sein de la société et, comme tout corps social capable d'évolution, d'être susceptible de contradiction et de retournement, l'armée n'est plus qu'un objet lisse à force de toujours servir dans le même sens, le marteau de l'impérialisme. Toute spécificité militaire est niée, et, au-delà, l'idéologie de l'armée ne saurait différer de celle de l'impérialisme. Il reste par contre que la description de la manière par laquelle la faction putschiste s'est assurée le contrôle de l'armée est exacte comme de nombreux témoins ont pu le confirmer.

La conception de l'armée, bras des classes moyennes permet d'expliquer son soutien à la gauche lors de la période 1924 -1932, quand l'alliance entre la classe ouvrière et les classes moyennes permit à ces dernières d'arracher une large fraction du pouvoir économique et politique à l'oligarchie traditionnelle. A l'inverse, cette théorie présente le défaut de sous-estimer l'auto-représentation de l'armée comme communauté au-dessus des classes, et la conscience aiguë qu'elle a de sa spécificité.

Quant aux thèses de l'armée, médiateur ultime, elles se limitent à un constat que ses tenants n'ont pas voulu dépasser. L'armée reste une boîte noire, impénétrable aux civils et opaque à l'analyse sociologique, dont on se contentera d'étudier la fonction dans la société, ou les interactions avec le reste de la société (Garreton fait exception, par sa critique des analystes qui voient le pouvoir des régimes autoritaires *«comme un phénomène d'une irréversible logique, comme le produit de facteurs objectifs. Son évolution est décrite en termes de «tensions» et de «ruptures» dans le grand manteau qui recouvre la société»* - 1989, p. 47). Ne considérer l'armée que comme une instance de régulation des crises, ou comme un «agent de destruction» de régimes affaiblis revient à déposer les outils de l'analyse politique à la porte des casernes, et interdit selon nous de saisir ce qu'a pu être l'évolution de l'objet-armée.

APPROCHE PROPOSEE ET HYPOTHESE

L'approche que nous proposons, intégrant les apports de la science politique et de la sociologie militaire, et recourant à des outils historiques et géographiques, se veut à la fois globale et analytique.

Globale, car le coup d'Etat de 1973 doit être étudié dans une perspective comparative avec les autres coups d'Etat qui se sont déroulés en Amérique latine, et la spécificité réelle du Chili n'a pas plus mis son armée que sa société et son système politique à l'écart du mouvement de tout un continent. Il faudra de même recourir à une mise en perspective historique, car on ne peut comprendre l'action de l'armée chilienne en faisant abstraction de son passé et de sa puissante mémoire historique, ainsi qu'à une étude sociologique qui pourra fournir de précieux éléments.

Analytique car le mythe de l'armée-boîte noire (ou grand manteau) est un obstacle plus apparent que réel (voir à ce sujet Springer, in Bienen, 1968, p. 145). De nombreux sociologues ont pu étudier l'organisation interne des forces armées à travers le monde, et tant l'idéologie produite par les militaires que le rôle politique des forces armées ont fait l'objet de nombreux travaux. On ne pourra sérieusement soutenir que le degré de spécificité de l'armée chilienne soit tel qu'il la rende imperméable à l'analyse scientifique, d'autant plus que d'importants travaux universitaires lui ont déjà été consacrés. On notera également que l'armée chilienne a laissé publier une quantité d'information sous diverses formes (essais de militaires en retraite, articles, interviews) suffisante pour étudier avec précision l'idéologie produite par une institution qui, sclérosée et homogène a priori, apparaît à seconde vue vivante et contrastée.

Il est de la sorte possible d'analyser le processus qui conduisit l'armée à faire un coup d'Etat grâce à une étude critique menée suivant les méthodes de la sociologie militaire et des études politiques de défense, et s'appuyant entre autres sur le discours même du militaire.

Une telle approche nous paraît présenter trois avantages:

- 1) introduire des outils d'analyse scientifique dans l'étude d'un événement où les approches idéologiques ont été prépondérantes;
- 2) éviter de recourir à des sources de seconde ou troisième main et, parfois même, étudier des sources inédites;
- 3) limiter les déformations et erreurs inévitables quand la pensée et l'action des militaires sont analysées par un chercheur civil, donc peu au fait de la spécificité militaire.

Cette approche, pour être fructueuse, doit être menée avec prudence et en se gardant d'un certain nombre de pièges, dont le plus flagrant serait d'abdiquer tout sens critique, ou même d'abaisser ses gardes, pour accepter tel quel le discours des militaires, qui n'ont pas plus vocation à l'impartialité que n'importe quel autre groupe social, et ont volontiers tendance à confondre témoignage et plaidoyer pro domo, qui plus est dans un contexte particulièrement dramatique. Nous nous souviendrons du précepte d'Huntington : *«Les explications militaires n'expliquent pas les interventions militaires»* (1968, p. 194).

Car le souci constant de serrer au plus près la réalité de l'institution militaire ne doit pas mener au militarisme. Le chercheur ne devra ni épouser les vues des militaires, ni tenter une impossible intériorisation, mais rechercher le discours du militaire plutôt que du civil, collecter les témoignages oraux et écrits des militaires, tenter enfin d'acquérir une connaissance suffisamment intime des pensées, des réflexions et des réflexes des militaires chiliens pour que, confronté aux inévitables lacunes et zones d'ombre dont ce terrain de recherche est parsemé, le chercheur puisse retracer avec vraisemblance le fil d'évènements marqués par le sceau du cloisonnement et du secret, là où la connaissance de la sociologie et de la psychologie militaire permet de se donner la perspective ultime de tenter d'analyser de l'intérieur même de l'institution le processus qui conduisit l'armée chilienne à renverser le pouvoir civil légal.

L'hypothèse que cette recherche veut démontrer est:

Le coup d'Etat de l'armée chilienne est l'aboutissement d'un processus autonome de politisation antérieur à l'arrivée au pouvoir de l'Unité Populaire et issu de la rencontre du mécontentement croissant des militaires à l'encontre du système politique et de l'idéologie de la sécurité nationale, d'origine nord-américaine et brésilienne, qui légitimait l'intervention directe des forces armées au niveau du pouvoir politique. Ce processus se trouva accéléré par le choix stratégique que fit Salvador Allende quand il décida d'associer institutionnellement l'armée à sa politique.

Ainsi énoncée, cette hypothèse s'oppose radicalement aux théories de «l'armée manipulée» et de «l'armée, bras des classes moyennes», et vient s'inscrire plus en complément qu'en opposition à la théorie de «l'armée, médiateur ultime».

A l'encontre des deux premières théories, elle affirme:

1) que le mouvement de l'armée est un mouvement endogène qui s'est développé de manière autonome par rapport aux groupes de pression extérieurs (U.S.A., oligarchie, droite civile), dont l'apport aux conspirateurs s'est limité à un soutien logistique, idéologique et politique;

2) que le mouvement de l'armée n'est pas né de l'opposition à la politique de l'Unité Populaire, mais lui est antérieur. L'erreur fatale de l'U.P. (d'ailleurs partagée par l'ensemble de la classe politique) est d'avoir légitimé l'intervention des militaires dans la politique nationale, et partant l'accaparement du pouvoir par les militaires, en les associant au gouvernement et en leur abandonnant une part croissante du pouvoir.

Notre hypothèse, qui rejoint la théorie de l'armée, médiateur ultime sur le constat des blocages de la société chilienne et de l'inadéquation entre la société civile et la société politique, s'en sépare en ce qu'elle voit dans la prise de pouvoir par l'armée l'aboutissement d'une profonde évolution interne et non une victoire par défaut remportée par une armée restée inchangée. Corollairement, nous nous efforcerons d'analyser le processus de cette évolution.

Les théories existantes laissent, comme on a pu le voir, un certain nombre de points mal élucidés (ex. genèse de la conspiration, nature et ancienneté de l'implication du général Pinochet dans le noyau conspirateur, raisons de l'accaparement après le coup d'Etat du pouvoir par les militaires au détriment de la droite civile; ou encore les raisons de l'activité conspiratrice quasi-permanente qui prévalut au sein des forces armées durant l'année précédant l'arrivée au pouvoir de l'Unité Populaire).

Une théorie plus fiable devra réussir à expliquer ces événements, et donc faire disparaître les zones d'ombre dues à une erreur méthodologique, pour ne plus laisser que les zones d'ombre dues à l'absence d'informations.

SOURCES ET METHODOLOGIE

Les chercheurs travaillant sur les coups d'Etat militaires en Amérique latine considérés d'un point de vue général ont à leur disposition de nombreux travaux universitaires de niveau scientifique élevé. Il n'en va pas de même pour le coup d'Etat chilien de 1973 où, à côté de travaux théoriques en nombre réduit portant sur la société ou l'armée chilienne, l'analyste aura à sa disposition une matière première hétéroclite et d'un haut degré d'imprégnation idéologique.

Nous avons pu rassembler la documentation qui nous était nécessaire en nous basant sur les supports suivants: ouvrages de registre extrêmement différent (essais théoriques, travaux universitaires, récits de journalistes, mémoires de témoins civils et militaires des événements), journaux et revues chiliens et étrangers, déclarations de civils et d'officiers, règlements militaires, documents diplomatiques.

Nous avons donc pu avoir accès à une somme d'informations composite, mais où les travaux universitaires, ou établis dans un souci de vérité scientifique et historique se retrouvaient isolés au milieu d'ouvrages journalistiques ou de propagande. La situation se compliquait encore par le statut hybride d'analyses de théoriciens incontestables, mais engagés politiquement aux côtés du gouvernement d'Unité Populaire, tels Debray et Garcès.

La revue de la presse quotidienne non-chilienne fut d'un intérêt généralement maigre: les trois années de l'Unité Populaire ayant fait l'objet d'une couverture journalistique intense, mais à forte teneur idéologique et ne portant aux problèmes proprement militaires qu'un intérêt limité. Par contre, les revues étrangères à périodicité hebdomadaire ou mensuelle, plus spécialisées et pouvant privilégier les articles de fond, ont souvent été des sources précieuses.

Notre principale source de documentation fut néanmoins la presse chilienne. Bénéficiant d'une totale liberté d'expression, d'un manque absolu d'inhibition et de faibles standards d'éthique professionnelle, elle pratiqua au cours de la période considérée un

journalisme d'investigation qui n'épargna pas la sphère militaire, souvent au grand dam de l'état-major. Même si la recherche du sensationnalisme l'emporte largement sur le souci de vérifier une information avant de la livrer au lecteur, ce qui oblige le chercheur à un travail systématique de vérification de l'information, son apport demeure essentiel à la connaissance de cette période troublée.

Enfin, nous avons pu obtenir les témoignages d'exilés chiliens, notamment de cadres des partis de gauche, dont un devint ministre du gouvernement Aylwin.

La collecte d'informations ainsi faite nous a permis d'obtenir une connaissance poussée de la composante civile de la société chilienne, entraînant une connaissance superficielle de sa composante militaire. Ou, pour s'exprimer en d'autres termes, d'aller aussi loin dans la connaissance de l'armée chilienne qu'il l'était possible à un civil curieux et bien introduit. Il importait donc, dans l'optique qui est la nôtre, d'aller plus loin et de rechercher des sources proprement militaires ou liées à l'armée.

Aux côtés de traités généraux de sociologie militaire et de politique de défense, il existe une importante bibliographie de travaux universitaires consacrés aux coups d'Etat militaires et aux armées sud-américaines dont nous avons pu tirer profit.

Une difficulté particulière de cette étude fut que, malgré la démocratisation du Chili, la recherche d'informations spécifiques se révéla particulièrement ardue et les difficultés d'accès aux sources importantes. Nous prîmes le parti de renoncer à mener des recherches à Santiago, ainsi que d'y consulter des archives et y questionner des témoins. Il ne pourra en être autrement aussi longtemps que le pouvoir au sein de l'armée sera détenu par les héritiers des putschistes du 11 septembre.

L'armée chilienne proprement dite a fait l'objet d'un nombre réduit de travaux universitaires, parmi lesquels nous devons citer la thèse de Joxe *Las fuerzas armadas en el sistema político chileno*, qui fit grand bruit par sa réfutation de l'apolitisme officiel des forces armées, et celle de Roy Hansen *Military culture and organizational decline: a study of the chilean army*, pour les besoins de laquelle il fit passer des échantillonnages de militaires de

carrière ou en retraite au filtre des méthodes modernes de panélisation et de sondages d'opinion.

Les militaires eux-même, tenus à un strict devoir de réserve, et ayant pour consigne de réserver leurs réflexions à la revue officielle de l'armée, n'ont guère publié d'ouvrages. Nous avons toutefois tiré un grand profit de *Las fuerzas armadas de Chile en la vida nacional* qui, écrit au début de la présidence d'Allende par un officier en retraite, Alberto Polloni, constitue une véritable encyclopédie de l'armée chilienne.

A mi-chemin entre les travaux universitaires et les écrits militaires, puisqu'écrit par un officier qui prit part au putsch du 11 septembre et obtint plus tard une maîtrise de sciences politiques se situe *Quiebre y recuperacion del orden institucional en Chile, 1924 – 1973* du général Julio Canessa Robert. L'intérêt de cet ouvrage, qui tente de fournir les justifications théoriques de l'intervention de l'armée dans le système institutionnel, est toutefois amoindri par les préjugés politiques de l'auteur, qui se situe à l'ultra-droite du corps des officiers chiliens. Il n'en demeure pas moins que Julio Canessa Robert représente ce que l'armée chilienne a produit de plus proche des «intellectuels militaires» suivant le modèle brésilien.

Les articles de presse rédigés par des militaires, ou les interviews de militaires réalisés par des journalistes sont en nombre restreint et d'un intérêt souvent mince, aux exceptions près de l'entretien accordé à *Ercilla* par le général Pinochet et des articles publiés dans *Chile-America* par d'anciens officiers loyalistes. La lecture des revues militaires institutionnelles telles que le *MECH* (= Memorial del Ejercito de Chile, revue officielle de l'armée de terre chilienne), *The Military Review*, revue de l'Ecole d'Etat-Major des Etats-Unis, *Estrategia*, organe de réflexion de l'armée argentine, dont la réputation était telle que le général Prats lui-même ne dédaignait pas d'y collaborer sous le couvert d'un pseudonyme, ou *Le Casoar*, revue des Anciens de l'Ecole militaire de Saint-Cyr fut en revanche pleine d'enseignements.

Nous avons également eu la possibilité de nous entretenir avec un officier supérieur de l'armée chilienne resté loyaliste au gouvernement Allende, qui fut emprisonné puis mis à la retraite d'office après le coup d'Etat, ainsi que d'effectuer des recherches parmi

les rapports demeurés inédits de l'attaché militaire à Santiago d'un grand pays européen, qui éclairaient d'un jour nouveau tant l'effervescence politique qui agitant l'armée à la fin du pouvoir d'Eduardo Frei que les relations que les éléments les plus politisés de l'armée entretenaient clandestinement avec la classe politique officielle.

Il nous fut de la sorte possible d'aller assez avant dans la reconstitution de la trame des événements ayant culminé dans le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Demeure un problème de structuration. Les informations, ce sont des briques, et ce n'est pas parce que vous avez beaucoup de briques à votre disposition que vous avez un mur. Le ciment sera apporté par l'expérience que nous avons pu acquérir dans l'étude de l'institution militaire en général, que ce soit dans des pays comparables (Brésil, Pérou, Argentine) ou très différents. Nous nous sommes en effet basés sur le postulat que la force de la spécificité militaire est telle que ce qui rapproche les armées de différents pays est infiniment plus fort que ce qui les sépare, que ce soit en termes d'organisation ou d'idéologie. Corollairement, le militaire chilien sera par l'expérience, l'idéologie et les réflexes professionnels plus proche de son homologue argentin ou brésilien, que de ses compatriotes appartenant à la société civile. Les militaires de tous les pays, qui tous ont connu une existence hors de la norme prévalant pour le reste de la population, sont soumis à des règlements similaires, vivent dans des casernes semblables, et sont entraînés pour être prêts quand surviendra le même événement majeur. On ne s'étonnera donc pas que l'idéologie et la réflexion militaire varient assez peu d'une situation à l'autre.

ARMEE ET SOCIETE AU CHILI

1. HISTOIRE POLITIQUE DE L'ARMÉE CHILIENNE DE L'INDEPENDANCE À 1969

A l'issue des campagnes qui menèrent à l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique du Sud, la majorité des nouveaux Etats se trouvèrent plongés dans l'instabilité et la violence, parfois pour plus d'un siècle. Seul, alors que ses voisins étaient en proie au caudillisme et à l'anarchie, le Chili se dota dès 1833, sous l'impulsion de Diego Portales, chef du Parti Conservateur, d'un Etat stable et civil.

L'armée de cet Etat se révéla au fil des ans être d'un type inconnu dans le reste du continent: fière de ses traditions aristocratiques et de son invincibilité sur les champs de bataille, n'ayant que méfiance pour la société civile, fuyant comme la peste tout engagement politique, et n'évoluant que lorsque les crises qui agitaient une société civile en mutation devenaient si brûlantes que l'armée ne pouvait en rester à l'écart.

Les traditions aristocratiques de l'armée chilienne remontent à sa fondation par le gouverneur espagnol Don Alonso de Ribera qui, inquiet de la situation militaire du Chili, obtint en 1603 du Roi Philippe III qu'il approuvât la création d'une armée permanente financée par la vice-royauté du Pérou. Comprenant 1000 hommes à l'origine, cette armée augmenta ses effectifs jusqu'à 2000 hommes à la veille de la guerre d'indépendance. Sociologiquement, l'armée coloniale reproduisait les stratifications sociales de la colonie. Soldats, caporaux et sergents étaient dans leur quasi-totalité créoles ou métis, souvent enrôlés contre leur gré pour délit de vagabondage, tandis que le statut d'officier était réservé à ceux pouvant se prévaloir, outre leurs états de service et aptitude au métier des armes, d'«un bon lignage» (Balart, 1973, p. 2).

Malgré le soutien d'une milice recrutée au sein de l'élite créole, cette armée mal équipée et mal entraînée ne pesait guère militairement, et ne put jouer qu'un rôle modeste dans les débuts de la guerre d'indépendance. La menace de l'armée espagnole toujours puissante au Pérou décida les meneurs du mouvement indépendantiste à accroître la capacité opérationnelle des troupes indigènes. Le premier pas en ce sens fut fait par le caudillo José Miguel Carrera qui fit augmenter les effectifs de l'armée en y incorporant une

partie de la milice. Mais le père de l'armée du Chili indépendant fut Bernardo O'Higgins, officier chilien de l'armée du général argentin José de San Martín, qui fonda l'Académie militaire du Chili, dirigée par l'Espagnol Santiago Arcos et le Français Georges Beauchef, un vétéran des armées de Napoléon, ainsi qu'un régiment de cavalerie et trois bataillons d'infanterie qui, réunis, formèrent l'armée du Chili. Celle-ci comptait au 1^{er} décembre 1817 4.800 hommes bien armés et disciplinés qui, aux côtés des hommes de San Martín, prirent part le 5 avril 1818 avec bravoure à la victoire de Maipo, qui mit fin à la résistance espagnole et marqua le début de l'indépendance chilienne.

La composition sociale de l'armée du Chili indépendant ne différait guère de celle de l'armée coloniale, si ce n'est que l'élite créole avait remplacé l'aristocratie dans les postes d'officiers. Les fonctions de simple soldat et de sous-officier continuaient, elles, à être remplies par la plèbe rurale et urbaine. Homogène socialement, le corps des officiers n'en était pas moins partagé politiquement, à l'image du pays lui-même, entre les conservateurs de Portales et les libéraux d'O'Higgins. Leur affrontement déboucha sur la guerre civile de 1829-30, qui se termina par la victoire des forces conservatrices à la bataille de Lircay (17 avril 1830).

Le jour même de cette victoire, Portales fit expulser de l'armée les 200 officiers libéraux, réalisant ainsi l'unification politique de l'armée. Portales décida également de restreindre l'accès de l'Académie militaire du Chili, qu'O'Higgins avait voulue ouverte à tous, aux seuls fils de la classe possédante. L'armée, au cours des décennies suivantes, gardera le caractère élitiste acquis aux temps de la colonie et de l'indépendance, sans jamais chercher à développer de projet politique distinct de celui de la bourgeoisie conservatrice au pouvoir.

La marine chilienne avait été fondée en même temps que l'armée du Chili par l'amiral britannique Lord Cochrane, dépêché par le Royaume-Uni qui avait fourni une aide aux insurgés allant de la fourniture d'armes au maintien de relations commerciales en pleine guerre (Labrousse, 1972, p. 27). Lourd dans l'armée, le poids des officiers étrangers était écrasant dans la marine qui, en 1820, ne comptait que 7 Chiliens parmi les 31 officiers marins. La présence étrangère diminuait toutefois sensiblement à mesure que l'on descendait la hiérarchie: on comptait ainsi 331 matelots chiliens pour 258 étrangers, tandis

que les mousses et les fusiliers marins étaient eux tous chiliens (Balart, 1973, p. 3). Très marquée par ses origines, la marine ne cessera au fil de l'histoire d'avoir un encadrement aristocratique, souvent d'origine britannique, et de produire une idéologie très conservatrice.

La tradition aristocratique et élitiste de l'armée chilienne n'a pu prospérer à un tel degré que grâce à la légitimité obtenue sur les champs de bataille. L'armée chilienne est en effet une des armées latino-américaines qui a le plus disputé de conflits, au cours desquels elle a toujours triomphé, que ce soit de ses ennemis extérieurs ou intérieurs. Les conflits extérieurs permirent l'établissement du Chili dans ses frontières actuelles:

- guerre d'indépendance contre l'Espagne (1810 - 1826);
- guerre de 1837 contre la confédération péruano-bolivienne;
- guerre du Pacifique en 1879 contre la Bolivie et le Pérou;
- guerres indiennes en Araucanie en 1887.

Ces victoires, qui forgèrent une nation, valurent à l'armée une popularité jamais démentie auprès du peuple chilien. Le gain moral consécutif aux victoires remportées sur l'ennemi intérieur est par contre beaucoup plus discutable. On peut distinguer deux périodes dans ces opérations où l'armée se conduisit avec constance comme le gendarme de l'Etat portalien.

Au cours de la première période, au long du 19^{ème}. siècle, l'armée fut chargée d'éliminer les ennemis politiques du gouvernement en écrasant les milices libérales au cours des guerres civiles de 1829 - 30, 1851 et 1859.

La guerre civile de 1891, qui opposa une partie de l'armée qui soutenait le président Balmaceda contre une autre qui soutenait le Parlement allié au capital étranger marque la charnière entre les deux périodes, et l'affrontement de deux logiques réconciliées sitôt la fin de la guerre: celle de la défense du gouvernement et celle de la défense de l'oligarchie.

Dès le début du 20^{ème}. siècle, le développement de l'extraction minière et l'industrialisation naissante du pays entraînèrent l'ascension d'un puissant mouvement

socialiste. Face à cette situation, les dirigeants chiliens assignèrent à l'armée la tâche de protéger leurs investissements en lui faisant réprimer grèves et manifestations ouvrières.

Il est remarquable de noter que le souvenir de ces violences, qui ont eu tendance à diminuer (sans disparaître) en fonction des progrès de l'intégration nationale n'a pas eu d'incidence sur la popularité de l'armée au sein du prolétariat, lequel s'est au contraire toujours manifesté par la force de ses sentiments militaristes, au point que Hansen (1967, p. 93) a pu établir une corrélation entre l'appartenance aux classes les plus pauvres de la société et la plus grande faveur donnée aux militaires.

Diego Portales, après avoir vaincu militairement les libéraux lors de la guerre civile de 1829-30, avait instauré un Etat fort, centralisé et de droit (sa Constitution devait rester en vigueur jusqu'en 1925). Les rapports de l'Etat portalien avec l'armée furent marqués d'une extrême ambiguïté.

L'Etat portalien était indiscutablement civiliste, et sa Constitution définit l'armée comme «apolitique, obéissante et non délibérante». La politique de Portales et de ses partisans visa à accroître la professionnalisation de l'armée, tout en lui donnant un rôle secondaire dans l'appareil d'Etat. L'Académie militaire fut réouverte en 1831, mais les effectifs de l'armée furent limités à 3000 hommes (dont la solde était régulièrement payée, ce qui était une nouveauté au Chili).

Parallèlement à l'armée, l'Etat développa des milices civiques, entraînées par l'armée, dont l'effectif total atteignit le chiffre considérable pour l'époque de 25.000 hommes. Dirigées et encadrées par des officiers issus de l'oligarchie - Balart (1973, p. 5) fait état d'une lettre écrite en 1852 qui rapporte que l'officier est toujours un riche, et que les riches qui servent dans la milice ne le font qu'en qualité d'officier -, ces milices étaient la principale force de coercition dont disposait le gouvernement, qui préférait s'appuyer sur elles plutôt que sur l'armée en constante défaveur (symboliquement, Portales commandait en personne le bataillon de la milice cantonné dans le palais présidentiel de la Moneda). Bien que réduite à un rôle secondaire, l'armée s'identifia pourtant à l'Etat portalien qu'elle servit fidèlement. Les raisons de cette loyauté à l'égard d'un pouvoir qui la payait si peu de retour sont complexes. On rappellera d'abord que, lors de l'épuration radicale à laquelle

Portales procéda en 1830, les officiers maintenus à leur poste l'avaient été en raison de leurs liens avec l'oligarchie et de leur fidélité au Parti Conservateur. Plus généralement, les valeurs de l'Etat portalien sont celles traditionnellement en valeur chez les militaires: l'Etat portalien est autoritaire, hiérarchisé, centralisé, clérical.

La communauté de buts et d'idéologie entre l'Etat portalien et son armée se traduisit de manière éclatante par le fait que le Chili ne connut de 1831 à 1851 que des présidents issus de l'armée. En effet, bien que chef incontesté de son pays, Portales ne brigua jamais la magistrature suprême de l'Etat et ne fut ministre qu'à deux reprises, en 1830-31 et en 1837, année de son assassinat. Le mandat de président fut remis par Portales en 1831 au vainqueur de la bataille de Lircay, le général Joaquín Prieto, qui l'exerça jusqu'en 1841. A Prieto succéda son neveu, le général Manuel Bulnes, qui resta en fonction jusqu'en 1851. Un écrivain militaire chilien, le lieutenant-colonel Polloni (1972, p. 78) justifie cette tendance militariste par le rôle joué par les militaires lors de la guerre d'indépendance.

La nature de l'Etat portalien apparaît donc extrêmement ambivalente: véhiculant des valeurs proches de celles des militaires tout en abaissant l'armée en tant que telle, c'est un régime civil à tendance militariste ou civico-militaire, davantage qu'un régime civil (voir Loveman, 1978, p. 5).

L'Etat institué par Portales avait des bases suffisamment établies pour survivre à son fondateur, et l'on peut considérer qu'il dura jusqu'à la crise de 1924. Au cours de cette période, l'armée, bien que d'importance réduite, fonctionna comme le rempart du régime qu'elle défendit lors des révoltes libérales de 1851 et 1859.

Parallèlement, les conquêtes territoriales opérées par l'armée au sud (pacification de l'Araucanie en 1887) comme au nord (annexion des provinces d'Antofagasta, Tarapacá et Tacna après la guerre du Pacifique) délimitèrent les frontières modernes du Chili (à l'exception de la province de Tacna qui sera rétrocédée au Pérou en 1929). La marine prit sa part à l'entreprise, lorsqu'en septembre 1887 le capitaine Policarpo Toro entama les négociations qui devaient conduire à l'annexion de l'île de Pâques.

Habitué à la soumission de l'institution militaire, le gouvernement en vint à la traiter avec une désinvolture qu'illustre parfaitement la situation de l'armée à la veille de la guerre du Pacifique. En raison de la chute de ses revenus entraînée par la baisse des prix du cuivre, qui représentait l'essentiel des exportations chiliennes, le gouvernement décida d'amputer les déjà maigres crédits militaires. En 1878, c'est à dire une année avant le conflit, l'armée vit donc ses effectifs réduits à 2440 hommes, dont la moitié était engagée dans les provinces australes contre les Araucans révoltés, tandis que les soldes étaient réduites de moitié, que l'Ecole militaire devait suspendre ses enseignements et que la marine ne comptait en tout que huit unités en état de prendre la mer (Balart, 1973, p. 7).

La grande valeur et le patriotisme des combattants chiliens (reconnus par leurs adversaires eux-même: Johnson, 1964, p. 83) leur permit, en dépit de leur dénuement, de remporter une série d'éclatantes victoires, dont la geste navale d'Arturo Prat devant Iquique, qui un siècle après alimentent encore la mémoire historique de l'armée. S'être couverts de gloire n'empêcha pourtant pas les militaires, pour lesquels la relation entre l'armée et l'Etat repose sur un principe de réciprocité, impliquant que l'Etat fournisse à l'armée les moyens matériels d'effectuer sa mission tandis que l'armée garantit la souveraineté de l'Etat (Polloni, 1972, pp. 223 - 225), de considérer que l'Etat avait failli à sa tâche alors que l'armée remplissait la sienne.

Cependant, l'armée continuait à accomplir fidèlement les missions que lui confiait l'autorité civile, dans un contexte marqué par les progrès de l'intégration du Chili dans le système économique mondial, qui se traduisait par un resserrement des liens entre l'oligarchie créole et le capitalisme international, notamment d'origine britannique. C'est ainsi que la guerre du Pacifique valut au Chili la conquête des mines de nitrate péruviennes et boliviennes, dont l'exploitation, jusqu'alors réalisée par des entrepreneurs sud-américains, fut confiée par les vainqueurs à des intérêts majoritairement britanniques (Labrousse, 1972, pp. 32 - 34).

Inaugurée en 1885 par le président Domingo Santa Maria, et poursuivie par son successeur, le réformiste José Manuel Balmaceda, la politique de modernisation et de professionnalisation de l'armée héritée de Portales contribua paradoxalement à accroître encore le caractère aristocratique et élitiste de l'armée chilienne.

Sur le plan naval, le lancement de nouvelles unités fit en peu de temps de la marine chilienne la première du continent. Mais surtout, impressionné par les réalisations militaires de la Prusse, dont il souhaitait faire l'alliée du Chili, et également désireux de faire pièce à l'influence britannique prépondérante dans la marine, Santa Maria choisit de confier la modernisation de l'armée de terre à l'Allemagne; ce choix fut confirmé par Balmaceda (Joxe, 1967, pp. 47 – 48 ; voir aussi Canessa, 1995, p. 40).

L'Allemagne, en réponse à la requête chilienne, dépêcha une mission dirigée par le capitaine Emil Körner Henze, professeur à l'Ecole d'artillerie et de génie de Charlottenburg, qui entreprit de modeler l'armée chilienne suivant le modèle prussien. C'est ainsi que Körner introduisit au Chili l'attaque en ordre dispersé, et contribua à créer un enseignement militaire digne de ce nom, la formation de trois ans étant complétée pour certains officiers par un séjour en Allemagne. Mais c'est aussi sous l'influence de la mission prussienne que l'armée se mit à porter le casque à pointe et à défiler au pas de l'oie, tandis que les officiers, affectant de porter le monocle, se considéraient comme les junkers de l'hémisphère austral.

La politique militaire de Santa Maria et Balmaceda était ainsi parvenue à un résultat imprévu: la modernisation de l'armée chilienne n'avait fait qu'accroître son élitisme, et le traditionalisme d'origine allemande avait supplanté (non sans heurts) le traditionalisme ibérique (Canessa, 1995, pp. 40 - 41). La confirmation de cet échec relatif vint rapidement: quand le président Balmaceda mit en oeuvre à partir de 1887 une politique visant à remettre le secteur minier à des intérêts chiliens, et que le consensus se rompit au sein d'une oligarchie partagée entre les nationalistes partisans du président et les défenseurs des intérêts britanniques majoritaires au Parlement, l'armée ne put sauvegarder son unité.

Une scission s'opéra dès lors entre l'armée de terre, majoritairement fidèle à Balmaceda, et la marine, de tradition britannique, qui se souleva à l'appel du capitaine de vaisseau Jorge Montt pour soutenir le Parlement. L'appui du capital étranger (britannique, mais aussi allemand et français) permit à la majorité parlementaire de lever dans le nord minier du pays des milices et de les équiper avec un matériel ultra-moderne (canons Krupp, fusils Männlicher) dont les troupes loyalistes étaient dépourvues.

Conseillées par Körner (qui d'après Nunn - 1976, p. 78 – choisit ce camp pour des raisons professionnelles plus que politiques), les troupes «constitutionnalistes», c'est à dire favorables au Parlement éliminèrent dans un premier temps les troupes loyalistes du nord chilien (février - mars 1891), puis débarquèrent près de Valparaíso. Inférieures en nombre (10.000 hommes face aux 22.000 loyalistes - dispersés il est vrai sur toute l'étendue du territoire), les forces constitutionnalistes écrasèrent les forces gouvernementales à Concon et à Placilla (21 et 28 août 1891) grâce à leur supériorité en matériel et à la puissance de feu de l'artillerie de marine. Balmaceda se suicida quelques jours après.

Bien que brève, cette campagne fut terriblement meurtrière (la seule bataille de Placilla fit plus de 5000 victimes, soit l'équivalent des effectifs totaux de l'armée chilienne) et d'un rare acharnement. Significativement, de nombreux officiers loyalistes, parmi lesquels les généraux Barbosa et Alcerrecas qui commandaient les forces balmacedistes à Placilla furent exécutés sommairement par les vainqueurs.

La destruction par la violence de l'expérience nationaliste de Balmaceda n'eut guère de conséquences institutionnelles. Le caractère oligarchique du pouvoir fut maintenu, voire accentué, sans qu'il y ait eu besoin de modifier la constitution et, conformément à l'usage portalien, ce fut Jorge Montt, l'un des chefs du soulèvement constitutionnaliste qui remplaça Balmaceda. L'armée débarrassée de ses éléments nationalistes et libéraux (ce qui accrût l'influence des anciens élèves de Körner) retrouva la place qui lui était assignée dans l'Etat portalien. A sa traditionnelle mission de garantir la stabilité du système politique vint s'ajouter celle de protéger les investissements de l'oligarchie. Pratiquement, ces deux missions se confondirent dans la lutte contre le mouvement ouvrier socialiste.

Le rapide développement de la classe ouvrière entraîné par l'expansion des secteurs minier et manufacturier permit la naissance du mouvement ouvrier chilien qui, apparu dès 1850, devint à partir de 1900 un des mieux organisés et des plus puissants d'Amérique latine. En 1906, la circonscription minière d'Antofagasta élut comme député le socialiste Luis Emilio Recabarren, futur fondateur du Parti Communiste Chilien. Parallèlement, les luttes sociales se multiplièrent. L'année 1909 vit se dérouler 29 grèves

concernant environ 200.000 salariés. En 1912 se mirent successivement en grève les cheminots et les traminots de Santiago (mars), les dockers d'Antofagasta (avril), les marins de Valparaiso (juin), les dockers d'Iquique et de Corral (août), les laitiers de Valparaiso (octobre), les mineurs d'El Teniente (octobre), les cheminots de Coquimbo (novembre) et les marins de Mejillones (novembre). La vague de grèves continua l'année suivante avec la grève générale des cheminots (février), la grève des traminots de Santiago (mars), celle des métallos de Valparaiso (juillet) et culmina avec la grève générale de Valparaiso qui dura 18 jours (Vitale, 1980, pp. 51 - 52).

La répression menée par l'armée avec parfois le soutien de milices bourgeoises, comme la «Guardia de Honor» lors de la grève des cheminots d'Antofagasta en février 1906, fut à la hauteur du défi posé aux classes dominantes, et se traduisit par des massacres répétés parmi lesquels on citera ceux de Valparaiso (40 morts en 1903), d'Iquique (3500 morts en 1907), de San Gregorio (200 morts en 1921) et de La Coruña (plusieurs milliers de morts en 1925 - Palacios, 1979, pp. 289 - 291).

Il est à noter que certains officiers responsables du maintien de l'ordre découvrirent la misère de la classe ouvrière (qui leur apparut aussi par une autre voie quand la loi sur le service militaire obligatoire fit arriver les premiers conscrits), et devinrent plus tard de fervents avocats d'un changement social: ce fut en particulier le cas de l'intendant de la province d'Iquique, le futur président Carlos Ibanez.

La politique militaire de Balmaceda fut poursuivie par ses successeurs. Le budget militaire, que Balmaceda avait fait doubler, fut maintenu sous le mandat du président Errazuriz (1896 - 1901) au niveau élevé de 25 % du budget de l'Etat, et ce malgré la crise économique causée par la surproduction de nitrate (Balart, 1973, p. 12).

Cette continuité dans la politique de défense du Chili fut symbolisée par la reprise avec des moyens accrus des travaux de la mission de Kömer après la guerre civile de 1891. Loin pourtant d'être inchangée, l'armée chilienne connut dans les deux décennies suivantes un certain nombre d'évolutions qui achevèrent la transformation de l'armée créole de Portales en une armée moderne, mais aussi semèrent les germes de la crise militaire de 1924 (Nunn, 1970, p. 55) :

- Le 5 septembre 1900 était promulguée la loi établissant le service militaire obligatoire au Chili, ce qui était une nouveauté en Amérique latine. Tant cette loi que les tensions entre le Chili et l'Argentine au sujet de la Patagonie (voir Rouquié, 1977, p. 70) valurent à l'armée de terre d'atteindre l'effectif record de 20.000 hommes.
- Pour répondre à cette croissance des effectifs, le corps des officiers, boudé par les fils de l'aristocratie davantage attirés par la marine, dut s'ouvrir aux classes moyennes. Nunn (1976, p. 94) signale que vers 1925, les officiers jusqu'au grade de colonel inclus étaient plus proches des classes moyennes que de l'aristocratie, alors que leurs supérieurs se comportaient comme une branche de la vieille oligarchie.
- Les efforts de Körner pour professionnaliser l'armée commençaient à porter leurs fruits, et les nouvelles générations d'officiers étaient plus compétentes techniquement que leurs aînés.
- La marine, grand vainqueur de la guerre civile, vit ses moyens renforcés et ses effectifs portés à 4.500 hommes. Symboliquement, Jorge Montt en prit la tête à la fin de son mandat présidentiel et demeura quinze ans dans ces fonctions. En même temps apparaissait une polarisation sociale entre les officiers marins, dont le recrutement s'effectuait plus que jamais au sein de l'aristocratie, et les officiers mécaniciens, d'origine plus modeste. Par ailleurs, la faveur officielle dont jouissait la marine suscita un sentiment de jalousie au sein de l'armée de terre.
- L'aviation de l'armée de terre fut créée en 1913 et, dès 1915, pouvait aligner deux escadrilles de cinq avions chacune. Son organisation fut supervisée à partir de 1918 par une mission militaire britannique. Enfin, en 1921, naquit l'aéronavale.

La longue période de stabilité institutionnelle qu'avait connue le Chili depuis la fin des soubresauts qui avaient suivi la guerre d'indépendance (si l'on excepte la parenthèse de la guerre civile de 1891) se termina dans les années 20 du siècle dernier.

Le régime mis en place par Portales était fondé sur le monopole politique d'une oligarchie agrarienne au sein d'un Chili préindustriel et socialement statique, et n'avait aucune capacité d'évolution ni d'intégration. Dès la fin du 19ème. siècle, le développement de l'exploitation minière et l'insertion du Chili dans les circuits économiques mondiaux entraînèrent l'ascension de la bourgeoisie et du prolétariat ouvrier, dont la demande de représentation politique amena une crise du système politique, qui sera résolue en partie par son élargissement aux classes moyennes sous Alessandri et Aguirre Cerda.

A ces déséquilibres institutionnels vinrent s'ajouter les difficultés de l'économie chilienne, qui avait beaucoup souffert durant la 1ère. guerre mondiale de la perte du marché allemand dont les importations annuelles représentaient 800.000 tonnes de nitrate. A la fin de la guerre, l'essor des engrais chimiques aggrava encore la situation. Face à cette dramatique évolution qui plongeait inéluctablement le Chili dans la crise et la misère, les jeux politiques de l'oligarchie, l'instabilité gouvernementale et la corruption du pouvoir exaspéraient des secteurs grandissants de l'opinion civile et militaire. Les soulèvements militaires successifs ne firent dès lors qu'achever un système discrédité.

Le mécontentement militaire qui éclata au grand jour en 1924 mûrissait depuis longtemps. Sa première manifestation fut l'expression en 1907 par une loge militaire principalement composée d'officiers d'Etat-major, la «Liga Militar», de protestations contre la faiblesse des soldes et le favoritisme à l'égard des officiers issus de l'oligarchie. L'évolution de la Liga Militar l'amena à organiser en 1912 une conspiration visant à obtenir des réformes militaires, mais aussi politiques. Cette conspiration, qui échoua, reçut le soutien d'officiers de marine regroupés dans la «Liga Naval».

Deux nouvelles conspirations furent dénoncées en 1919, et leurs membres condamnés par la justice militaire. Le premier complot avait été organisé par des officiers supérieurs de l'armée de terre et de la marine, qui avaient formé la «Sociedad del Ejército de Regeneracion» d'orientation conservatrice, tandis que 50 officiers de l'armée de terre et

de la marine, du grade de lieutenant à celui de colonel, créaient la «Junta Militar» aux buts réformistes. Ces derniers, liés à la franc-maçonnerie, avaient reçu le soutien du Parti Radical et de secteurs du Parti Libéral dont probablement son chef, le futur président Alessandri (qui gracia les comploteurs après son élection et nomma ministre de la guerre un des conspirateurs, le général Brieba).

La victoire aux élections présidentielles de 1920 du candidat libéral d'ascendance italienne Arturo Alessandri mit fin à près d'un siècle de pouvoir de l'oligarchie conservatrice d'origine espagnole. Elu d'extrême justesse grâce au soutien de la bourgeoisie urbaine et des classes moyennes, Alessandri s'était donné pour but de mettre fin aux archaïsmes de la société chilienne en instaurant un régime présidentiel et en améliorant le sort des classes populaires. L'opposition, qui voyait en Alessandri un nouveau Balmaceda, mena contre lui une guérilla parlementaire sans merci.

Parallèlement, l'armée, dont tant les conservateurs que les libéraux avaient tenté de se faire une alliée, vit se reformer à partir de 1923 des organisations factieuses suivant les mêmes clivages qu'en 1919. Une loge militaire d'orientation conservatrice intitulée T.E.A. (pour: Ténacité, Enthousiasme, Abnégation) regroupant généraux et amiraux sous la direction de l'inspecteur général de l'armée de terre, Luis Altamirano, fut formée dans le but de renverser Alessandri par les armes. De leur côté, les jeunes officiers progressistes avaient pris l'habitude de se réunir au Club Militaire de Santiago pour discuter de problèmes d'ordre politique ou professionnel. De ces discussions émergèrent deux personnalités: les majors Marmaduke Grove, directeur adjoint de l'école militaire, et Carlos Ibanez, directeur de l'école de cavalerie.

Polloni, lui-même jeune officier en septembre 1924, explique ainsi le mouvement des jeunes officiers qui fut le détonateur de la crise (1972, pp. 242 - 243):

a) Mécontentement à l'égard du Parlement: alors que le pays se débattait dans une grave crise socio-économique (chômage, hausse des prix, conflit entre le Président et le Parlement qui refusait de voter les lois sociales), les parlementaires décidèrent de s'octroyer une indemnité. Par ailleurs, la politique militaire des Conservateurs provoquait un fort ressentiment dans l'armée: en 1920, la mobilisation de l'armée aux

frontières nord du pays à la suite de l'arrivée au pouvoir en Bolivie d'un gouvernement irrédentiste s'était faite dans des conditions désastreuses (Nunn - 1976, p. 127- parle d'«une grotesque parodie de mobilisation»), attisant la colère des militaires, encore accrue par la décision du Parlement d'éloigner de Santiago les troupes (en majorité favorables à Alessandri) cantonnées dans la capitale.

b) Situation économique de l'armée désespérante: les soldes étaient payées avec des mois de retard, ce qui obligeait les militaires à s'endetter moyennant intérêts auprès des banques. Les uniformes comme l'approvisionnement manquaient.

Le 2 septembre 1924, un groupe de 57 jeunes officiers en uniforme (dont le futur chef socialiste Marmaduke Grove et le futur comploteur fascisant Ariosto Herrera) vint manifester son mécontentement dans les tribunes du Parlement en frappant bruyamment le sol du fourreau de leurs sabres. Bien que de tendance conservatrice, la hiérarchie militaire se solidarisa avec l'action menée par les jeunes officiers progressistes. Pris de peur face à ce qui constitue la première manifestation publique du progressisme militaire au Chili, les parlementaires s'empressèrent de voter un train de lois sociales jusqu'alors en souffrance qui comprenait notamment la création d'un code du travail, la reconnaissance du droit syndical, la journée de huit heures, l'impôt sur le revenu, ainsi qu'un certain nombre de mesures réclamées par l'armée, telles que l'augmentation des soldes, la modification des lois sur les règles de promotion ou la retraite des officiers.

Forte de la victoire remportée sur le Congrès par les jeunes officiers, l'armée exigea du président Alessandri un partage du pouvoir (c'est ainsi que le général Altamirano fut nommé au ministère de l'intérieur ce qui, au Chili, s'accompagne de la vice-présidence) afin de permettre une application radicale du programme alessandriste incluant notamment la dissolution du Parlement et la «purification politique». C'en était trop pour le modéré Alessandri qui, voyant que la réalité du pouvoir lui avait échappé, décida le 8 septembre de s'exiler en Europe.

La vacance du pouvoir exécutif fut aussitôt comblée par l'armée. Trois officiers supérieurs, le général (et vice-président) Altamirano, le général Bennett et l'amiral

Neff constituèrent une «Junta de Gobierno» qui renvoya le Parlement et proclama l'état de siège.

La «Junta de Gobierno» était constituée de militaires de haut rang, âgés, proches de l'oligarchie et du Parti Conservateur. Une étude de Nunn (1976, p.134) indique qu'en 1924, l'âge moyen des membres du haut-commandement était de 54 ans, le nombre moyen de leurs années de service étant de 36 ans. La plupart avaient rejoint l'armée lors de la guerre civile de 1891, les généraux Bennett et Cabrera étant même des vétérans de la guerre du Pacifique de 1879. Tous n'étaient pas diplômés de l'Ecole de Guerre, et seule une poignée avait bénéficié de l'entraînement allemand ou avait été en poste à l'étranger. Bien que la majorité d'entre eux fussent conservateurs, Dartnell et Navarrete furent membres de gouvernements réformistes en 1925-27 et 1927-31. Le seul de ce groupe à être réellement ouvert à des réformes était Bennett.

Les jeunes officiers progressistes, qui s'étaient dès le 5 septembre regroupés dans la «Junta Militar y Naval», avaient dans un premier temps apporté leur soutien au pronunciamiento de leurs supérieurs. Quand les divergences politiques entre les deux juntas s'accrochèrent, et qu'il devint clair que la Junta de Gobierno se préparait à rendre le pouvoir aux vaincus de l'élection présidentielle de 1920 (et plus précisément à Ladislao Errazuriz, Ministre de la Guerre lors de la mobilisation contestée de 1920), la Junta Militar y Naval renversa la Junta de Gobierno par le coup d'Etat du 23 janvier 1925, et mis en place une nouvelle junta présidée par un civil, Emilio Bello, flanqué de deux militaires, le général Pedro Dartnell et l'amiral Carlos Ward.

Ce nouveau coup d'Etat avait été exécuté par un nombre réduit de jeunes officiers, dont Marmaduke Grove et le futur président Carlos Ibanez. Leur mouvement reçut le soutien de la majorité des officiers techniciens et subalternes de la marine, ainsi que de partisans civils d'Alessandri (dont le futur président radical Juan Antonio Rios).

La victoire de la Junta Militar revêtait une importance considérable, car elle révéla que la réalité du pouvoir dans l'armée n'était plus détenue par les généraux, mais par l'aile marchante que représentait le mouvement des jeunes officiers.

Ces jeunes officiers faisaient partie de la «Génération de 1912-14», dernière promotion à avoir suivi un cursus complet avant l'éclatement de la 1^{ère}. Guerre Mondiale. Ils appartenaient à toutes les branches de l'armée, mais surtout à l'infanterie et à l'artillerie, et étaient en général cantonnés à Santiago. Certains, dont Blanche et Grove, avaient suivi une formation en Allemagne et y auraient pris par contraste la mesure du sous-développement de leur pays. Socialement, ils étaient issus de la petite bourgeoisie, souvent franc-maçons, et tant la dégradation de leurs conditions de vie (soldes faibles et irrégulièrement payées) que leur ressentiment vis-à-vis de l'oligarchie (dont les membres ayant choisi la carrière militaire étaient favorisés lors des promotions) les avaient rapproché des classes populaires.

Le programme soutenu par les jeunes officiers résultait des conditions dans lesquelles s'était formé leur groupe:

1. Retrait de la proposition de loi portant indemnité des parlementaires.
2. Vote du budget.
3. Réforme des lois organiques portant organisation de l'armée.
4. Augmentation des soldes dans l'armée, la marine et la gendarmerie.
5. Instauration d'un impôt sur le revenu.
6. Retraite pour les anciens combattants de la guerre du Pacifique.
7. Stabilisation de la monnaie.
8. Vote du Code du travail et des autres lois à caractère social.
9. Vote de la loi relative aux salariés du secteur privé.
10. Paiement des arriérés de salaire dus aux salariés du secteur public et aux enseignants des écoles publiques.
11. Mise à la retraite d'office des ministres Gaspar Mora, Enrique Zanartu et Luis Salas Romo.
12. Limitation dans l'avenir du poste de ministre de la Guerre aux seuls officiers de carrière.
13. Mise de l'armée et de la marine à l'écart de la politique.

Deux composantes apparaissent clairement dans cet énoncé: à un noyau initial formé des revendications professionnelles des conspirateurs de 1912 et 1919 s'ajoutent les mesures sociales du programme d'Alessandri.

Le caractère hybride du programme des jeunes officiers, à mi-chemin du syndicalisme militaire et de l'activisme politique, traduisait tant leur hésitation devant le pouvoir (cf. le point 13) que le souci de ne pas se couper d'une armée encore loin d'être acquise au radicalisme politique. L'idéologie des jeunes officiers, qui officiellement était la

défense de l'alessandrisme (dont ils faisaient une lecture radicale qu'Alessandri avait bien du mal à reconnaître), recouvrait en fait différentes formes de radicalisme, du populisme d'Ibanez au socialisme de Grove.

Si les mouvements militaires libéraux qui apparurent en Amérique latine au début du 20ème. siècle avaient nombre de points communs (affinités avec la petite bourgeoisie urbaine, coupure générationnelle entraînant une polarisation entre officiers subalternes et officiers supérieurs – voir Lieuwen, in Johnson, 1962, p. 135), leur comparaison permet de mieux comprendre la spécificité du mouvement des jeunes officiers chiliens.

A l'inverse de ceux des militaires argentins qui avaient soutenu la croisade des Radicaux en faveur du suffrage universel (Rouquié, 1984, p. 134), les jeunes officiers chiliens, malgré leur référence de pure forme à l'alessandrisme ou leur collaboration avec les organisations ouvrières pour les plus à gauche d'entre eux, ne subordonnaient pas leur action aux directives d'un parti politique. L'évolution de Grove qui, après l'échec de la République Socialiste, se présentera à l'élection présidentielle de 1932 avant de participer en 1933 à la fondation du Parti Socialiste Chilien restera un cas isolé (pour une biographie de Grove: Thomas, 1964). De fait, le radicalisme des jeunes officiers chiliens se nourrit d'antiparlementarisme, d'opposition aux jeux politiques et d'un grand mépris pour l'ordre constitutionnel. Qu'on le fasse découler de la formation prussienne de la plupart des jeunes officiers ou qu'on l'explique, comme Bicheno (in Medhurst, 1972, p. 116), par l'assimilation que font ces jeunes officiers entre le parlementarisme et le statu quo qu'ils dénoncent, ce paradigme sera la source de la dérive fascisante d'une partie de la mouvance ibaniste.

L'idéologie progressiste et anti-oligarchique de certains des jeunes officiers chiliens tels que Grove rend leur mouvement comparable à ceux des jeunes officiers équatoriens ayant animé la révolution de juillet 1925 et de leurs camarades boliviens aux lendemains de la défaite du Chaco; leur idéalisme, allant jusqu'au messianisme social les rapproche singulièrement du «tenentismo» brésilien qui regroupa au cours des années 20 des jeunes officiers de tendance libérale.

Le mouvement du «tenentismo» fut abondamment commenté par les jeunes officiers chiliens, et peut être considéré comme une des sources de leur action, avec le mouvement des juntes militaires espagnoles de 1917 - 1922 (mais aussi le coup d'Etat de Primo de Rivera en 1923 et la marche sur Rome de Mussolini!). Il est intéressant de noter que le leader du mouvement «tenentiste», Luis Carlos Prestes, préfigurera le parcours de Grove en devenant secrétaire général du Parti Communiste Brésilien. A l'inverse, Grove sera surnommé par certains de ses admirateurs le Luis Carlos Prestes chilien, bien qu'Halperin (1965, p. 123) préfère comparer Grove à Peron (Almeyda, 1977, p. 70; Nunn, 1970, p. 52; Rouquié, 1984, pp. 135 - 141).

Les tractations entamées aux lendemains du coup d'Etat entre le gouvernement provisoire civil (à l'exception d'Ibanez au portefeuille de la guerre), l'armée et les syndicats aboutirent au retour d'Alessandri à la présidence, Ibanez demeurant ministre de la guerre. L'équilibre instable de ce gouvernement, miné par les intrigues d'Ibanez, ainsi que par la poursuite de l'agitation militaire (un soulèvement de la marine échoua en septembre 1925) ne lui permit de durer que quelque mois; cette brève période fut cependant mise à profit pour promulguer une nouvelle constitution d'essence nettement présidentialiste qui resta en vigueur jusqu'au coup d'Etat de 1973.

N'ayant pu obtenir le départ d'Ibanez qui affichait ouvertement ses ambitions présidentielles, Alessandri décida de démissionner à la fin de 1925. Une élection présidentielle (à laquelle Ibanez préféra ne pas participer) porta au pouvoir un homme de peu d'envergure, Emiliano Figueroa, tandis qu'Ibanez, nommé ministre de l'intérieur, faisait plus que jamais figure d'homme fort du pays. Contre Figueroa s'était présenté avec le soutien de Grove un candidat de gauche, José Santos Salas, qui obtint plus de 28 %. La différence entre les choix d'Ibanez et de Grove montrait au grand jour la polarisation entre populistes et socialistes au sein de la gauche militaire. Il était alors non moins clair que le processus politique civil était sous la tutelle des militaires (Garcia Pino et Montes Ibanez, 1994, p. 219).

Un an et demi seulement après son élection, Figueroa dut démissionner à son tour, et une nouvelle élection présidentielle eut lieu en 1927 avec cette fois la participation d'Ibanez.

Après s'être assuré l'appui quasi-total de la gauche en raison de son image progressiste, Ibanez sut se gagner celui de la droite qui, encouragée par l'anticommunisme de certaines de ses déclarations (voir Vitale, 1980, p. 99), voyait en lui un homme d'ordre, le meilleur rempart contre la révolution, comme il l'avait montré en réprimant fermement les émeutes ouvrières d'Iquique en mai/juin 1925.

Nunn (1970, p. 130) explique l'immense popularité d'Ibanez, sur qui s'étaient focalisées toutes les attentes de la nation, par le fait que tout Chilien, de droite comme de gauche, pouvait retrouver dans sa personnalité et son action l'héritage de chacun des grands hommes de l'histoire de son pays, éventuellement débarrassé de ses défauts ou délivré de ses ennuis: Balmaceda sans un Parlement hostile, ou Portales sans l'image d'archaïsme et avec une conscience sociale.

De tous ses prédécesseurs, Balmaceda était toutefois celui auquel Ibanez se référait le plus volontiers. Symboliquement, son nouveau ministre de l'intérieur, Enrique Balmaceda, lui remit l'écharpe de son père en présence du gouvernement, des corps constitués et des membres de la famille Balmaceda lors d'une cérémonie qui eut lieu la veille de son investiture.

Bénéficiant du soutien de la quasi-totalité de la classe politique, la candidature d'Ibanez triompha avec le score peu banal de 96,7 % des suffrages exprimés.

Le respect des procédures démocratiques qu'avait observé Ibanez dans sa marche vers le pouvoir suprême n'était guère plus qu'une concession de pure forme de la part d'un homme qui, par ses manoeuvres, avait obligé deux présidents légalement élus à démissionner, après avoir fait approuver une nouvelle Constitution établissant le régime présidentiel qui lui était indispensable pour gouverner.

Sitôt élu, Ibanez se retourna contre la classe politique qui venait de le porter au pouvoir en exilant aussi bien des membres éminents de l'oligarchie (Agustin Edwards et Gustavo Ross, futur candidat de la droite aux élections présidentielles de 1938) que des responsables communistes, anarchistes et syndicalistes.

La politique répressive d'Ibanez à l'encontre des organisations de gauche ne l'empêcha pourtant pas de maintenir et d'amplifier les acquis sociaux de l'alessandrisme: c'est ainsi que fut promulgué un nouveau code du travail, que le 1er mai fut déclaré jour férié et que fut votée en 1928 la Loi de Colonisation Agricole qui organisait la redistribution de terres domaniales (Vitale, 1980, p. 100). A l'inverse, la droite conservatrice ne tira guère de satisfaction de la politique économique dirigiste du ministre Pedro Ramirez (Rouquié, 1984, p. 137), marquée par la création d'organismes de crédit public, la modernisation et le renforcement des douanes et de la direction des impôts, mais aussi par la faveur faite aux investissements américains.

Dès sa nomination au ministère de la guerre en 1925, Ibanez mit en oeuvre une politique visant à moderniser l'armée et à renforcer sa cohérence, tout en accroissant le poids de son aile progressiste. D'importants moyens financiers permirent l'achat d'énormes quantités de matériel, tandis que la solde des officiers supérieurs se trouva doublée entre 1927 et 1931 (Nunn, 1970, p. 150). Deux nouvelles armes furent créées:

- La FACH (Fuerza Aerea de CHile), dont la création permit d'unifier les aviations militaire et navale au sein d'une même arme dotée de plus de 80 avions.

- Le corps des carabiniers, issu de la fusion de la gendarmerie à cheval de l'armée de terre avec la police urbaine (cette dernière dépendait des municipalités, donc de l'oligarchie). Les carabiniers, rattachés au ministère de l'Intérieur et non à celui de la Guerre, n'étaient pas considérés comme une branche des forces armées. Leur création permit de libérer l'armée des tâches impopulaires de répression, tout en la faisant équilibrer par un corps de police militarisé commandé par le général ibaniste Anibal Parada, fort de 19.000 hommes et 750 officiers, doté d'un équipement moderne, obéissant au pouvoir central et ouvert aux classes défavorisées.

Sur le plan politique, une première épuration des officiers conservateurs avait eu lieu en 1924 - 25, à l'issue de laquelle 33 généraux et 30 colonels furent mis à la retraite d'office. Une seconde vague d'épuration, en février 1927, décima l'Etat-Major de la marine, après que l'amiral Swett, ministre conservateur de la marine, eût été remplacé par le

capitaine Frödden, un des chefs de file du courant progressiste de la marine. Tous les officiers limogés furent remplacés par des éléments progressistes et nationalistes. Ibanez dut pourtant se défendre sur sa gauche, quand l'échec d'un soulèvement de l'armée de terre l'amena en 1930 à ordonner la déportation sur l'île de Pâques du général Bravo et de son éternel rival, Grove.

L'analyse de la nature du pouvoir d'Ibanez, qui est mal appréhendée par la science politique classique, ne peut se faire sans référence au contexte latino-américain.

Bien que très autoritaire, la première présidence d'Ibanez ne fut pas sanglante, à l'inverse notamment des deux mandats d'Alessandri. Ce ne fut pas une dictature militaire, et les gouvernements successifs d'Ibanez comprirent toujours une majorité de ministres civils, auxquels étaient adjoints quelques officiers au portefeuille de la guerre ou à des postes techniques (santé, développement, terres australes). Ce ne fut pas davantage un régime fasciste, malgré les sympathies mussoliniennes avouées d'un des barons du régime, Guillermo Edwards, qui fut ministre de l'intérieur puis des affaires étrangères; par ailleurs, les tentatives de mise en place d'un syndicalisme d'Etat relevaient moins d'une inspiration mussolinienne que du désir de faire pièce à l'influence marxiste. Qualifier le régime d'Ibanez de bonapartisme au sens marxiste du terme serait plus juste, mais ne permet guère d'analyser le problème en profondeur.

L'étude de la politique sociale et économique d'Ibanez donne de meilleures clés pour la compréhension de son régime. La politique sociale d'Ibanez a favorisé les aspirations des masses populaires, mais a aussi tenté de les canaliser dans un syndicalisme d'Etat tout en réprimant partis de gauche et syndicats. La politique économique d'Ibanez a défavorisé la droite politique et la frange la plus archaïque de l'oligarchie (loi de réforme agraire), mais a favorisé le développement économique du Chili (modernisation des instruments d'intervention économique de l'Etat, importante politique de travaux publics, appel aux investissements américains). On peut donc analyser le régime d'Ibanez ainsi: dictatorial en ce sens qu'il s'arroge le monopole de la régulation du système politique, ce régime qui se donne pour objectif la modernisation économique et sociale du Chili par le recours simultané à une politique sociale avancée et à une politique économique axée sur le développement est le premier parmi les régimes populistes qui vont dominer la

vie politique latino-américaine durant trois décennies tels que l'Estado Novo de Vargas au Brésil, le péronisme en Argentine, les gouvernements de Villaroel et Paz Estenssoro en Bolivie, de Rojas Pinilla en Colombie, d'Arevalo au Guatemala.

Les contrecoups de la crise économique mondiale furent fatals au gouvernement d'Ibanez qui s'effondra le 26 juillet 1931 sans que l'armée n'intervienne (selon Prats - 1985, p. 59 – l'armée était prête à intervenir en faveur d'Ibanez, qui le refusa de crainte d'un bain de sang), après que les étudiants et les organisations de classes moyennes eurent lancé une vague de grèves et de manifestations en faveur du rétablissement des libertés publiques. Un gouvernement civil de coalition sans grande autorité ni compétence se mit en place, présidé par Juan Esteban Montero puis par Manuel Trucco. Ce nouveau pouvoir fut rapidement miné par les intrigues d'Alessandri et d'Ibanez, ainsi que par l'hostilité d'une grande partie de l'armée, en raison tant du limogeage de nombreux officiers ibanistes que d'un antimilitarisme revanchard qui amena le gouvernement, sous le prétexte de réduire les dépenses publiques, à baisser les soldes de 30 %, à diminuer des deux tiers le budget de l'aviation et à réduire la ration de nourriture des équipages de la marine (Polloni, 1972, p. 226), ce qui déclencha la révolte des marins de Coquimbo et Talcahuano.

Dirigé par des sous-officiers et soutenu par plusieurs milliers de marins, ce mouvement dura du 1^{er} au 8 septembre 1931 avant d'être vaincu par les forces loyalistes dirigées par le général Vergara, ministre de la guerre. Les chefs de la mutinerie furent emprisonnés, puis libérés en juin 1932 par la junte de Grove.

D'un point de vue idéologique, les marins mutinés affichaient des positions d'un radicalisme encore jamais vu dans l'armée, comme en témoigne cette proclamation:

«Devant la conscience du pays, et constatant l'attitude antipatriotique du gouvernement, considérant que l'unique remède à cette situation est le changement de régime social, les équipages ont décidé d'appuyer les revendications populaires; ils ont à leur côté une commission ouvrière qui exprime les aspirations prolétariennes de la nation, de la fédération ouvrière du Chili et du parti communiste. La résistance civile à laquelle nous a contraints le gouvernement se transforme maintenant en Révolution sociale» (cité par Labrousse, 1972, p. 45).

Le glissement à gauche de l'armée entamé avec le mouvement des jeunes officiers de 1924 atteignait en 1931 un tel degré que, pour la première fois dans l'histoire du Chili, un soulèvement militaire se réclamait explicitement du communisme (un des chefs des mutins, Pacheco, adhéra par la suite au P.C. – Alexander, 1957, p. 185). Peut-être plus significative encore du climat de radicalisation prévalant dans l'armée fut la réaction de l'Etat-major de la marine qui, après avoir toutefois proclamé son opposition au communisme, demanda contre ce soulèvement le soutien des organisations ouvrières, ainsi instituées en arbitre des affrontements internes à la marine, l'arme traditionnellement la plus conservatrice.

L'échec du soulèvement de septembre 1931 ne mit pas fin au radicalisme militaire, qui connut son apogée le 4 juin 1932, quand le président Montero fut renversé par une coalition d'alessandristes, d'ibanistes et de socialistes, lors d'un putsch dirigé par Grove, commandant en chef de l'aviation, le général en retraite Puga et Eugenio Matte, Grand Maître de la Franc-maçonnerie, avec le soutien des principales unités de la garnison de Santiago. La nouvelle junte proclama la «République socialiste du Chili» et, en collaboration avec l'extrême-gauche politique et syndicale, mit sur pied les bases d'un Etat révolutionnaire. Le radicalisme de Grove (devenu ministre de la guerre) et Matte, accusés de communisme malgré leurs dénégations (Nunn, 1970, pp. 171 - 172; Sarget, 1994, p. 63; Thomas, 1964, p. 220 et Vitale, 1980, p. 109) ainsi que leurs plans visant à réorganiser l'armée sur une base socialiste (Vitale, 1980, p. 112) leur aliénèrent leurs soutiens militaires. Après douze jours, au cours desquels les principaux chefs de l'armée démissionnèrent, les mêmes unités qui avaient favorisé le putsch renversèrent Grove pour le remplacer par un membre plus modéré de la junte, le journaliste ibaniste Carlos Davila. Malgré son échec, et au-delà de son extrême brièveté, la République Socialiste de Grove et Matte avait eu un retentissement considérable auprès de la gauche chilienne, dont elle demeure un des mythes fondateurs.

Bien qu'ayant annoncé que la «République socialiste» continuait, Davila mena une politique plus nationaliste que socialiste, usant de méthodes répressives, avant d'être à son tour renversé par l'armée, après cent jours de pouvoir. Ce nouveau putsch, organisé par l'Etat-Major de l'armée en raison de l'incapacité de Davila, de son ambition et

de ses tendances dictatoriales, ainsi que des menaces de coup d'Etat des jeunes officiers, amena au pouvoir le général Bartolomé Blanche comme président provisoire.

En dépit de sa promesse de respecter les «aspirations socialistes» du peuple (Rouquié, 1984, p. 139), Blanche échoua à faire reconnaître son pouvoir par les partis politiques civils. Leur pression, soutenue par d'importants secteurs militaires (la marine, l'aviation et une partie de l'armée de terre avec à sa tête le général Vignola, commandant la division d'Antofagasta) inquiets de la baisse du prestige de l'armée auprès de la population exaspérée par l'anarchie ambiante, l'amena à remettre le pouvoir au président de la Cour Suprême qui organisa de nouvelles élections en décembre 1932, lesquelles ramenèrent au pouvoir Arturo Alessandri. Un pouvoir légitime civil était à nouveau en place, et l'armée rentrait dans ses casernes. Un chapitre de l'histoire du Chili se terminait.

Depuis sa résidence surveillée de l'île de Pâques, Grove se présenta contre Alessandri comme candidat socialiste et arriva second avec 60.000 voix (soit 17, 7 % des voix). Ce résultat jugé remarquable marqua à la fois l'abandon de la voie insurrectionnelle comme unique voie de passage au socialisme par l'aile gauche des militaires radicaux, et la popularité de leur action auprès de l'électorat chilien. En exil, Grove et Matte avaient estimé que leur échec était dû à l'absence d'un grand parti politique dont le soutien aurait rendu malaisé leur renversement par l'armée; c'est pourquoi ils fondèrent l'année suivante avec d'autres socialistes le Parti Socialiste du Chili, à la fois très radical et marqué par les antécédents putschistes de nombre de ses fondateurs, nostalgiques de l'alliance de 1932 entre militaires et civils édifiant conjointement le socialisme.

Lors de son deuxième mandat, Alessandri abandonna tout réformisme et mena une politique conservatrice. Se méfiant d'une armée jugée peu sûre et acquise à la gauche, Alessandri mit en oeuvre une politique violemment anti-militariste. Les budgets militaires furent fortement réduits, tandis qu'une purge sans précédent voyait le limogeage de tous les généraux, à l'exception de Vignola qui avait organisé le retour à un pouvoir civil et fut nommé à la tête de l'armée de terre, et de tous les colonels sauf trois. Aucun officier connu pour être partisan d'Ibanez, Grove ou Davila ne fut maintenu en service actif (Nunn, 1970, p. 175). La police judiciaire fut séparée des carabiniers et placée sous la tutelle directe de la présidence. Ce dispositif fut complété par la mise sur pied d'un réseau d'organisations

paramilitaires, lointains avatars des milices civiques portaliennes, composées de civils de droite armés et entraînés par des militaires. La plus importante, la «Milice Républicaine», forte de 30.000 hommes et qui resta active jusqu'en 1936 était organisée sur le modèle de l'armée: commandement en chef, Etat-Major, inspection générale, rigoureux système de recrutement et d'instruction et même une école de cadets (Garcia Pinto et Esteban Montes, 1994, p. 243).

Les relations entre l'armée et la Milice Républicaine furent évidemment exécrables, ce qui amena le limogeage de Vignola. Le général Novoa n'accepta de lui succéder qu'en échange de l'engagement ferme d'Alessandri que le pouvoir civil s'abstiendrait de toute interférence dans les affaires militaires. De son côté, Novoa s'engageait à expulser de l'armée tout officier partisan d'une intervention dans les affaires politiques. Même après la dissolution de la Milice Républicaine, les relations de l'armée avec le pouvoir d'Alessandri ne s'améliorèrent pas, les militaires reprochant pêle-mêle au gouvernement la réduction de leur budget, le limogeage du colonel ibaniste Barros, l'utilisation de l'armée dans la répression anti-ouvrière et plus généralement le virage à droite du régime. De fait, le gouvernement mena une politique répressive particulièrement sanglante, avec le massacre au Rio Bio-Bio d'une centaine de paysans de gauche en 1934, et l'exécution sommaire par les carabiniers le 5 septembre 1938 dans les locaux du «Seguro Obrero» de Santiago de 63 militants nazis, après l'échec d'un putsch visant à ramener Ibanez au pouvoir, fomenté par le leader du Parti National-Socialiste Chilien, Jorge Gonzalez Von Marees (Nunn, 1976, pp. 230 - 233; Bicheno, in Medhurst, 1972, pp. 118 - 119).

L'élection à la présidence le 25 octobre 1938 du Radical Pedro Aguirre Cerda à la tête d'une coalition de Front Populaire comprenant Radicaux, Socialistes et Communistes marqua le début d'une période où les Radicaux se succédèrent à la présidence jusqu'en 1952. Pour les raisons évoquées ci-dessus, l'armée ne se montra pas hostile à ce nouveau pouvoir, et les tentatives du candidat défait de l'oligarchie, Gustavo Ross, ancien ministre de l'économie d'Alessandri, pour faire invalider les élections se heurtèrent à la ferme attitude légaliste du général Novoa, qui alla jusqu'à écrire à Ross pour lui demander de retirer sa contestation du résultat électoral (Lechner, 1970, p. 377). Par

ailleurs, l'engagement d'Aguirre de ne pas poursuivre les auteurs du massacre du «Seguro Obrero» lui valut le soutien du directeur des carabiniers, le général Arriagada.

Le loyalisme de l'Etat-Major et de la grande majorité de l'armée au cours de cette période contraste singulièrement avec l'activité conspiratrice permanente d'Ibanez et de ses fidèles.

Après avoir vainement tenté de revenir sur le devant de la scène lors du passage au pouvoir de Davila, Ibanez avait ourdi un complot contre Alessandri en février 1936, avec le soutien (typique de l'ibanisme) d'officiers mécontents et de civils radicaux et nationaux-socialistes. L'échec de cette tentative l'avait alors amené, avec l'appui de Juan Antonio Rios (acteur du coup d'Etat de 1925 et de la conspiration de 1936, ministre de l'intérieur de Davila, dirigeant radical et futur successeur d'Aguirre à la présidence de la république) à se proposer pour prendre la tête du Front Populaire; cette tentative avait échoué en raison du veto de Grove, ainsi que du discrédit affectant l'un de ses principaux soutiens politiques, le Parti National Socialiste Chilien, qui était le seul parti nazi au monde à se déclarer antifasciste (Bicheno, in Medhurst, 1972, pp.121 - 124).

Un an après l'écrasement du putsch de Von Marees, une nouvelle conspiration animée par Ibanez et le général en retraite Ariosto Herrera fit se soulever en août 1939 le régiment «Tacna» de Santiago, mais échoua devant la mobilisation populaire et l'absence de soutien de la majorité de l'armée. Fils du général Alberto Herrera qui avait participé lui-même à un complot en 1919, Ariosto Herrera était un des jeunes officiers qui avaient envahi le Parlement en 1924. Devenu par la suite fervent admirateur de Mussolini et anti-communiste déclaré, il se fit connaître par son rôle dans la répression en 1931 de la mutinerie de Talcahuano, puis fut mis à la retraite d'office à la suite de l'échec d'un autre complot le 9 juin 1939 (Nunn, 1975, p. 274). Il fut arrêté et Ibanez dut se réfugier à l'ambassade du Paraguay.

Malgré cette succession d'échecs, Ibanez poursuivit ses tentatives pour revenir au pouvoir, faisant un brillant second aux élections présidentielles de 1941 où il se présenta avec le soutien du Parti Conservateur et du Parti Libéral, mais fut battu par son ex-allié, le radical Rios soutenu par toute la gauche et le centre.

Expert en conspiration, Rios choisit de noyauter l'armée afin de pouvoir garantir son pouvoir, en s'appuyant sur le commandant en chef de l'armée de terre, Carlos Fuentes, ainsi que sur le «Grupo de Oficiales Seleccionados», placés à l'Etat-Major et à des postes-clé.

Le putsch du G.O.U. argentin le 4 juin 1943 relança le populisme militaire chilien. Rios, gravement malade, ayant dû démissionner, une nouvelle tentative à la fin de 1945 pour faire revenir Ibanez à la présidence fut mise en échec par le vice-président Alfredo Duhalde. Celui-ci, devenu président (1945 - 1946), constitua un gouvernement dit de troisième force unissant Radicaux, Socialistes et chefs militaires admirateurs de Peron, recréant ainsi l'alliance de 1932. En 1948, une conspiration civico-militaire ibaniste, connue sous le nom de «Patitas de chanco» fut dénoncée et son chef, le général Ramon Vergara, ancien commandant en chef de l'aviation, alla s'exiler à Buenos-Aires. Echoua également le complot civil du groupe d'extrême-droite «Los Condores» en 1951.

Lors de l'élection présidentielle de 1952, l'usure consécutive à quatorze années de Front Populaire qui, il est vrai, n'avait plus rien de progressiste durant les dernières années du gouvernement de Gabriel Gonzalez Videla (1947 - 1952), ainsi que les déchirements entre Socialistes et Communistes occasionnés par la guerre froide entraînèrent le recul de l'influence des partis de gauche. Un espace électoral à gauche s'ouvrait ainsi au populisme, à l'inverse de l'élection de 1941 où l'unité de la gauche ne laissait au populisme d'autre possibilité que l'alliance à droite.

Ibanez, surnommé par ses partisans «El General de la Esperanza», sut s'adapter à cette nouvelle situation et, se présentant à l'écart de la classe politique traditionnelle qu'il rendait responsable de tous les maux du pays, triompha avec un programme très marqué à gauche, comprenant notamment la nationalisation du cuivre et des promesses de réforme agraire. Outre la frange la plus pauvre de la population, que la gauche traditionnelle n'avait pas su intégrer, son électorat se composait d'ouvriers, de paysans et de petits bourgeois.

Plus proche de l'alliance de 1932 que des gouvernements de la première présidence d'Ibanez, le gouvernement installé par le nouveau président comprenait des

ministres militaires aux côtés de représentants de la bourgeoisie industrielle et des Socialistes d'extrême-gauche du P.S.P. qui, fascinés par le péronisme, voyaient en Ibanez le Peron chilien.

Fidèles à la tradition conspiratrice de l'ibanisme, des officiers avaient à l'approche de l'élection présidentielle créé la loge militaire PUMA (acronyme de «Por Un Manana Auspicioso») sur le modèle du G.O.U. argentin, dans le but de prévenir une défaite éventuelle de leur candidat. Ibanez fit de leur chef, le colonel Abdon Parra, son ministre de la défense, tandis qu'un autre membre de PUMA, le colonel du génie Benjamin Videla, devenait sous-secrétaire d'Etat à la guerre (Prats, 1985, p. 87). Ibanez résolut les problèmes hiérarchiques que ces nominations auraient pu poser en limogeant la totalité de l'Etat-Major de l'armée de terre, celui de la marine connaissant peu après un sort similaire.

Alors qu'Ibanez était perçu par l'armée lors de l'élection de 1927 comme un officier de tendance progressiste, sa candidature en 1952 avait rallié les sensibilités militaires les plus diverses, de la droite qui voyait en lui un homme d'ordre, à la gauche qui en faisait le Peron chilien (Mires, in Vitale, 1980, p. 143). Cette ambiguïté fut en partie levée quand, en mai 1955, fut révélée l'affaire de «La linea recta». Dirigée par le commandant Squella et le général Salinas, directeur de l'Ecole militaire, cette influente loge militaire rassemblait au nom de l'ibanisme intégriste d'anciens membres du PUMA et de jeunes officiers de l'armée de terre et de l'aviation (en tout 60 à 70 officiers, du rang de capitaine à celui de colonel). «La linea recta» entendait mobiliser l'armée derrière le président pour qu'il procède à un coup d'Etat interne («autogolpe»), suspende les libertés publiques, ferme le Parlement et gouverne par décrets afin de faire appliquer le programme sur lequel il avait été élu. Bien que ce point fasse encore l'objet de controverses (Nef, 1974, p.60; Nunn, 1975, p. 274; Vitale, 1980, p. 144), il est pratiquement certain qu'Ibanez était informé des menées de ses partisans. Il dut néanmoins, sous la pression des partis politiques et de l'Etat-Major, abandonner les comploteurs dont les principaux furent traduits en cour martiale pour «conspiration, atteinte à la discipline et violation du principe hiérarchique, ainsi que violation du principe d'apolitisme de l'armée» et expulsés des forces armées. «La linea recta» refit parler d'elle trois ans plus tard, en mai 1958, à un moment où le retour de De Gaulle aux affaires en France était largement commenté au Chili, en se prononçant en faveur d'un mouvement national au-dessus de la politique, qui permettrait de mettre fin aux excès du

parlementarisme par l'instauration d'un pouvoir fort (Hispanic American report, juin 1958, p. 334).

Bien que ses thèses nationalistes et anti-oligarchiques lui eussent valu le soutien d'officiers aussi bien de gauche que d'extrême-droite dans une confusion typique du populisme militaire, l'influence de la gauche dans «La linea recta» semble avoir été prédominante. Halperin (1965, p. 132) assure que les conspirateurs de «La linea recta» étaient des sympathisants socialistes, et que de nombreux responsables socialistes étaient au courant de ces menées; après l'échec du complot, le P.S.P., qui entretemps avait quitté la coalition gouvernementale, fut accusé d'avoir entretenu des rapports avec «La linea recta» et plusieurs de ses dirigeants furent interrogés par le procureur militaire qui instruisait l'enquête contre ce mouvement (Le Monde, 02/07/1955).

Malgré cela, Vitale explique l'échec du complot par l'absence de liaison entre «La linea recta», les syndicats et la gauche ibaniste (1980, p. 144). Tel semble aussi avoir été l'avis des divers milieux factieux, car l'agitation conspiratrice qui se déchaîna dans l'armée sous le mandat présidentiel du démocrate-chrétien Eduardo Frei (1964 - 1970), après la parenthèse plus calme du mandat conservateur de Jorge Alessandri (1958 - 1964) fut fréquemment reliée à des personnalités politiques (de droite, et dans une moindre mesure de gauche). A cet égard, l'échec de «La linea recta» marqua un double tournant: pour les militaires activistes qui ne dédaignaient plus rechercher des alliés dans la classe politique, et pour une fraction croissante de la classe politique (y compris certains membres du gouvernement démocrate-chrétien) qui, à l'instar de la classe politique argentine, tendait à faire des militaires un partenaire légitime dans l'action politique.

A cette évolution de fond venait s'ajouter un facteur contingent qui était que le poids du secteur légaliste de l'armée conduit par l'Etat-Major rendait à présent impossible la mise en place d'un réseau subversif interne à l'armée tel que le PUMA ou «La linea recta». Ce nouveau rapport de force rendait donc nécessaire la recherche d'un nouveau mode d'intervention davantage appuyé sur l'extérieur (Lambert, 1966, p. 349).

La gauche du populisme militaire se rapprocha des partis de gauche qui amorçaient le processus unitaire qui devait conduire à la candidature unique du socialiste

Salvador Allende aux élections présidentielles de 1958. C'est ainsi que de nombreux vétérans de «La Linea Recta» rejoignirent en 1958 les comités allendistes, contribuant à ce qu'environ 10.000 militaires en retraite apportent leur soutien à la candidature d'Allende (Vitale, 1980, p. 145). Ce soutien fut réitéré lors des élections suivantes de 1964, où une association d'officiers de réserve, le «Frente Civico Militar» apporta son soutien à la candidature d'Allende et offrit même un avion pour les besoins de la campagne (Halperin, 1965, p. 209).

Au pouvoir entre ces deux élections, le président Jorge Alessandri avait mis en oeuvre une politique militaire basée sur une remarquable stabilité institutionnelle, si on la compare avec celle de son prédécesseur comme avec celle de son successeur. En effet, il n'y eut durant les six années du mandat d'Alessandri qu'un seul commandant en chef de l'armée de terre, Oscar Izurieta. Par ailleurs, Alessandri choisit de ne jamais intervenir dans les affaires militaires, en en laissant la gestion aux seuls Etats-Majors. Cette politique minimaliste se révéla particulièrement avisée, et Alessandri n'eut guère à se soucier de l'agitation militaire. On notera simplement que le poids des sympathisants de gauche au sein de l'armée conduisit l'Etat-Major à procéder en 1961 / 62, c'est-à-dire en pleine crise cubaine, à des purges qui éliminèrent la quasi-totalité des officiers proches des Socialistes (Rojas, 1976, p.67; Wolpin, 1972, p. 315). Cette épuration accrut les rivalités entre officiers libéraux et conservateurs, qu'Izurieta arbitra en faveur des premiers qui furent les grands bénéficiaires des promotions de la fin 1962 (Hispanic American Report, novembre 1962).

Au cours de cette période allant d'Ibanez à Frei, l'extrême-droite militaire fut accusée de mettre en place une «stratégie de la tension» à l'italienne, en aggravant délibérément la confrontation entre forces de l'ordre et manifestants de gauche, lors de certains déchaînements de violence, comme la manifestation insurrectionnelle du 2 avril 1957 (Johnson, 1973, pp. 196 – 197) qui, opposant civils de gauche en armes à l'armée venue soutenir les carabiniers débordés, se solda par un bilan de plusieurs dizaines de morts. A cette occasion furent mis en cause deux officiers proches de «La linea recta», les généraux Videla et Gamboa (Nef, 1974, p. 60). Ce dernier, après avoir quitté l'armée, fonda le Mouvement Révolutionnaire National Syndicaliste d'extrême-droite, et fut arrêté le 25 mars 1970 à la suite de la découverte d'un complot organisé par des militaires d'active et en retraite visant à renverser le président Frei au profit de Gamboa (Notes et Etudes

Documentaires, 1971, p. 43). La répression par l'armée le 11 juillet 1966 de la grève de la mine de cuivre «El Salvador», qui fit 8 morts parmi les grévistes, semble devoir se rapporter à la même stratégie, en raison des personnalités civiles et militaires impliquées, soit le ministre de la défense Juan de Dios Carmona, un des responsables les plus à droite de la démocratie chrétienne avant d'être l'un des plus ardents défenseurs civils du coup d'Etat du 11 septembre 1973, et le général commandant la division d'Antofagasta, Roberto Viaux, vétéran de «La linea recta», qui allait devenir le chef de file de l'extrême-droite conspiratrice (Labrousse, 1972, p. 148; Nef, 1974, pp. 60 - 61; Steenland, 1974, p. 14). Nous citerons aussi le massacre de Puerto Montt le 9 mars 1969, au cours duquel 8 sans-logis furent abattus par des carabiniers ayant reçu des consignes d'extrême fermeté du très conservateur ministre de l'intérieur Edmundo Perez Zujovic.

L'essentiel de l'effort des militaires factieux tendit toutefois à entamer le légalisme de la majorité de leurs camarades, en profitant du mécontentement causé par la déplorable situation économique de l'armée, alors même que les cours élevés du cuivre ainsi que l'aide fournie par les Etats-Unis dans le cadre de l'«Alliance pour le Progrès» faisaient rentrer l'argent à flots dans les caisses de l'Etat. Cette parcimonie à l'égard de l'armée fut ressentie par les militaires comme une rupture du contrat de confiance liant l'armée à l'Etat (Prats, 1985, p. 103). A ce malaise économique vinrent s'ajouter une succession de décisions incomprises, voire de maladresses du gouvernement qui ne firent qu'accroître l'insatisfaction militaire à l'égard de l'administration Frei.

C'est ainsi que l'armée ressentit avec fureur la mollesse de la réaction gouvernementale lors d'un incident de frontière qui eut lieu en 1964, au cours duquel le lieutenant chilien Hernan Merino fut abattu par des soldats argentins. Deux ans plus tard, le gouvernement chilien décidait la création d'une Direction des Frontières, à l'écart de laquelle l'armée fut soigneusement tenue. Enfin, en 1967, le ministre des Affaires Etrangères Gabriel Valdès offrit à la Bolivie un corridor allant jusqu'à la mer où elle pourrait exercer une pleine souveraineté. Cette même année, le commandant en chef de l'armée de terre, Bernardino Parada, présenta au gouvernement un plan visant à améliorer la situation économique de l'armée. Mais Parada fut remplacé par le général Miqueles, et le plan rangé aux archives.

La frustration militaire éclata au grand jour en 1967 avec la démission du vice-amiral Jacobo Neumann, commandant en chef de la marine, qui entendait protester ainsi contre le statut de l'aéronautique navale, la politique d'achat d'armes et le bas niveau des soldes. La crise fut relayée par l'armée de terre, dont démissionnèrent en mai 1968 quatre-vingt élèves-officiers pour des motifs d'ordre économique. Devant la montée de l'agitation, le président Frei décida de limoger le général Miqueles, qui fut remplacé à la tête de l'armée de terre par Sergio Castillo, ainsi que de nommer le général en retraite Tulio Marambio au portefeuille de la défense et le civil «ultra» Perez Zujovic à celui de l'intérieur. Concession faite aux milieux les plus conservateurs, ce remaniement très orienté à droite donna au gouvernement un répit durant lequel rien ne fut fait pour remédier au malaise de l'armée, les projets de loi visant à revaloriser les soldes s'enlisant au Parlement (Nef, 1974, p. 61).

La crise, dont le regain n'avait rien d'imprévisible, reprit avec une ampleur accrue en octobre 1969. Le 11, six officiers du régiment «Yungay», dont le major Arturo Marshall, furent radiés de l'armée pour être délibérément arrivés en retard à une cérémonie où ils devaient rendre les honneurs au président de la république (une enquête établit que cette action faisait suite à plusieurs réunions clandestines des officiers du «Yungay»). Le mouvement s'étendit à partir du 13 aux carabiniers, dont treize officiers furent mis aux arrêts pour avoir publiquement protesté contre le bas niveau des soldes et de la prime de fin d'année. Le 16, le général Viaux, commandant la division d'Antofagasta, était mis en retraite anticipée pour avoir signé une lettre ouverte allant dans le même sens. Le 17, le quotidien de droite «La Secunda» était saisi pour avoir publié une pétition des subordonnés de Viaux exigeant le retour de leur chef. Le 21, un groupe d'officiers prenait le contrôle du régiment «Tacna» à Santiago après avoir mis aux arrêts son chef, le colonel Eric Woolvett. Bientôt rejoints par Viaux, les mutins, après avoir fraternisé avec les unités de la garnison de Santiago envoyées par le gouvernement pour réduire la rébellion, firent énoncer leurs revendications par Viaux: démission du ministre de la défense, changements dans le haut commandement de l'armée, modernisation du matériel de l'armée, augmentation générale des soldes. Leurs demandes ayant été acceptées dans la nuit par le gouvernement, les mutins se rendirent au général Alfredo Mahn, commandant la division de Santiago.

La mise en oeuvre des promesses gouvernementales se fit à un rythme soutenu: le 22, un civil, Sergio Ossa Pretot, devenait ministre de la défense; le 24, le général René Schneider prenait la tête de l'armée de terre, dont Carlos Prats devenait chef d'Etat-Major, ce mouvement entraînant le départ en retraite de six généraux plus anciens, dont Mahn; le 27, le président de la république soumettait à l'approbation du Congrès un projet de loi lui accordant des pouvoirs spéciaux pour augmenter les soldes dans l'armée. Contrastant singulièrement avec l'inaction qui avait prévalu entre 1967 et 1969, cette célérité dans l'application des promesses faites aux mutins donna autant la mesure de la commotion qui avait saisi le gouvernement qu'elle justifiait l'action de Viaux et de ses camarades, mettant ainsi à mal aussi bien la hiérarchie et la discipline interne de l'armée que l'exigence d'obéissance au gouvernement constitutionnel de la nation.

2. L'ARMÉE CHILIENNE A LA VEILLE DE L'ELECTION DE 1970

2.1. Situation économique

2.1.1. Organisation et effectifs

L'armée chilienne en 1970 est organisée en trois armes: l'armée de terre, la marine et l'aviation, auxquelles il convient de rajouter le corps de police militarisé des carabiniers, qui ne dépend pas du ministère de la défense, mais de celui de l'intérieur. Il n'y a pas de commandant en chef des forces armées, chaque arme ayant son propre commandant en chef. La coordination est en principe assurée par un Etat-Major interarme de rang subalterne.

L'armée de terre comprend 38.000 hommes organisés en 6 brigades d'infanterie, 6 régiments de cavalerie (2 motorisés, 4 à cheval), 8 régiments d'artillerie et quelques formations antiaériennes et de soutien.

La marine comprend 15.000 hommes, parmi lesquels 1.150 fusiliers-marins. Elle est organisée en 6 bases navales (Mejillones, Valparaiso, Talcahuano, Puerto Montt, Punta Arenas, Puerto Williams) répartis en 3 zones navales (Valparaiso, Talcahuano, Punta Arenas).

L'aviation comprend 8.000 hommes. Elle est organisée en 2 brigades aériennes réparties sur 6 bases.

Le corps des carabiniers regroupe 22.500 hommes, organisés en 36 régiments (généralement un par province) répartis en 6 zones d'inspection, plus une préfecture générale pour la ville de Santiago.

Le total des effectifs des forces armées est donc de 61.000 hommes (83.500 avec les carabiniers), ce qui représente un taux de militarisation par rapport à la population totale de 0,6% (0,9% avec les carabiniers). Ce taux met le Chili à un rang

comparable à celui d'autres pays d'Amérique du sud (l'Argentine, la Bolivie et l'Uruguay ont un taux de militarisation de 0,6%, la Colombie et le Pérou de 0,5%, le Venezuela, le Brésil et l'Equateur de 0,4%). Il faut noter que l'on assiste à une lente démilitarisation du pays puisque le nombre d'officiers de ligne n'a cru que de 13% entre 1920 et 1960, tandis que la population chilienne faisait plus que doubler (Hansen, 1967, p. 198).

Le service militaire, obligatoire depuis 1900, est d'une durée de 12 mois. La majorité des appelés potentiels n'est cependant pas incorporée faute de crédits; en 1965, un rapport de la Chambre des Représentants des Etats-Unis estimait qu'au Chili le nombre potentiel d'appelés était de 75.000, pour un nombre effectif de 13.000, un tel écart étant habituel en Amérique latine (Barber et Ronning, 1966, p. 186, Hansen, 1967, p. 213). Enfin, l'armée peut s'appuyer si nécessaire sur une réserve de 300.000 hommes.

2.1.2. Moyens financiers et matériel

Si, au Chili, le pourcentage du PNB affecté aux dépenses militaires a régulièrement excédé au cours des années 50 et 60 la moyenne latino-américaine (Loftus, 1968, pp. 51 – 53), le pourcentage du budget de la nation affecté à la défense a lui décliné sans cesse: 28,9% en 1944, 15,9% en 1954 et 10% en 1964, suivant ainsi une pente comparable à celle d'autres pays d'Amérique latine (ibid, p. 36), et même plus rapide, puisque le Chili, qui arrivait au 3^{ème} rang du continent pour les dépenses militaires après l'Argentine et le Brésil, se vit dépasser en 1956 par le Venezuela et en 1963 par le Mexique et la Colombie. Au début des années 60, la répartition de ce budget en baisse relative tend à avantager les consommateurs d'équipements coûteux que sont la marine (qui obtient 45% du budget de défense) et l'aviation (qui en obtient 31%) au détriment de l'armée de terre, qui n'obtient que 23% (Hansen, 1967, p. 201).

Le résultat de cette double pression négative fait que le budget affecté à l'armée de terre en 1964 représente 40% de son niveau d'avant-guerre (Hansen, 1967, p. 196). Il s'en suit une sensible dégradation du niveau des soldes et de l'état du matériel, comme le montre le témoignage d'un général de division interrogé par Hansen (1967, p. 213) selon lequel le budget militaire devrait être doublé afin d'augmenter les soldes, améliorer les uniformes, moderniser les casernes et se doter d'un armement moderne car,

raconte-t-il, les canons les plus récents qu'ils avaient jusqu'à ces dernières années dataient de 1910 !

Dans son enquête réalisée en 1964 / 65, Hansen (1967, pp. 195 – 196) livre une description saisissante du retard de l'armée de terre chilienne, qu'il assimile à une armée de la 2nde. guerre mondiale, de taille réduite, d'une technologie dépassée, d'une capacité combattante limitée, dont l'armement principal consiste en des chars et de l'artillerie lourde et légère, qui se déplace par voies routière et ferroviaire. Et, note Hansen, alors que font défaut les missiles, les transports par voie aérienne, les systèmes électroniques de tir et, généralement tout matériel moderne, l'armée chilienne comprend toujours une division de cavalerie montée servie par trente-cinq officiers vétérinaires.

La situation décrite quelques années plus tard par un officier français d'une accumulation de matériel vétuste venu des quatre coins du monde (y compris l'URSS) au gré des programmes de coopération militaire ne laisse pas apparaître de progrès significatifs (Frederick, 1973, p. 10).

Il n'est donc pas étonnant qu'une comparaison du potentiel militaire chilien avec ceux de l'Argentine et du Brésil (voir Annexe I) montre que l'armée chilienne est totalement surclassée sur la scène latino-américaine.

La conscience de ce retard fut l'une des raisons de la vague de mécontentement militaire qui ébranla le pouvoir civil en 1969; c'est ainsi que le général Viaux, dans la lettre qu'il adressa au président Frei, déclara «*l'armée incapable de remplir son rôle contre les ennemis intérieurs et extérieurs*» (Labrousse, 1972, p.158). Le gouvernement, tentant de désamorcer la colère de l'armée, augmenta massivement son budget d'achat d'armements (+161, 4% entre le début et la fin du mandat de Frei, contre +33,5% pour l'Argentine et +86, 1% pour le Pérou selon l'AID – 1970, pp. 92 – 93). C'est ainsi que fut conclu en décembre 1969 un contrat d'achat d'armes avec la Grande-Bretagne pour la fourniture de deux frégates et deux sous-marins, suivant l'acquisition d'occasion auprès de la Royal Air Force de 25 chasseurs Hawker Hunter (voir à ce sujet Kemp, 1967, p. 376 et Davis, 1985, p. 27). Une fois encore, l'armée de terre était oubliée.

Il est également important de noter que l'armée chilienne est à peu près totalement dépendante de l'étranger (principalement les U.S.A.) pour ses fournitures de matériel de guerre puisque, à l'inverse notamment de l'Argentine où l'armée possède un complexe industriel puissant et moderne (les «Fabricaciones militares»), qui fabrique notamment les avions anti-guérilla AX2, les usines de l'armée chilienne (la «FAMAE») ne produisent que des armes de poing et des munitions de petit calibre, des machines agricoles et de la quincaillerie (Johnson, 1965, p. 131; Silva et al., 1979, p. 26).

2.2. Les relations internationales

2.2.1. Les liens multilatéraux

Le T.I.A.R. (Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque) fut signé le 2 septembre 1947 à Rio de Janeiro. Regroupant tous les Etats américains à l'exception du Canada, ce traité a pour but l'assistance réciproque en cas d'agression contre un Etat américain, y compris dans le cas d'une agression non armée (article 6). La décision d'intervention doit être prise à la majorité des 2/3 des Etats réunis en conférence. Toujours en vigueur à l'heure actuelle, le T.I.A.R. fut le premier de la série de traités régionaux qui furent signés à l'instigation des Etats-Unis durant la guerre froide (Traité de l'Atlantique Nord en 1949, Traité de l'Asie du Sud-Est en 1954, Pacte de Bagdad en 1955) en application de la doctrine du «containment» de l'Union Soviétique.

Le T.I.A.R. ne fut jamais qu'un dispositif lâche et peu contraignant. Les tentatives de l'administration des Etats-Unis pour standardiser, sur le modèle de l'O.T.A.N., les équipements, les armes et l'organisation des armées du continent n'aboutirent pas plus que les velléités de certains responsables, tant nord-américains que latino-américains, de mettre sur pied une armée intégrée au niveau du continent (Comblin, 1977, p.101; Lieuwen, 1964, p. 149; Rouquié, 1984, p. 164).

La tiédeur et le peu d'intérêt du Chili vis-à-vis du T.I.A.R. apparaissent clairement à la lecture d'un texte d'Armando Uribe (1974, p. 18), qui fut directeur général du ministère des affaires étrangères, puis ministre-conseiller à Washington sous la présidence

de Frei. Se refusant diplomatiquement à conclure à la caducité de ce traité, Uribe en relativise la portée en faisant valoir que l'analyse qu'on peut faire de la signification du T.I.A.R. et de son fonctionnement dans le cadre des relations entre les Etats-Unis et le Chili, ainsi que du système politico-militaire (et en un certain sens idéologique) impliqué par ce traité multilatéral, doit être aujourd'hui compris en fonction du contexte historique de guerre froide dans lequel il fut conclu et des circonstances qui ont altéré ce contexte.

Les implications du T.I.A.R. suscitèrent par ailleurs les réserves des forces armées chiliennes qui, à partir de 1958 (année de la légalisation du P. C. chilien), ne voyaient pas de raison pour se focaliser sur la lutte anti-communiste («Estrategia», entretien avec deux officiers «institutionnalistes» chiliens paru le 11/12/1973).

Le général Bernardino Parada, commandant en chef de l'armée de terre chilienne en 1965, déclara sans ambages à ce propos: «J'ai été et je demeure hostile à la création d'une Force Interaméricaine Permanente de Paix» (Polloni, 1972, p. 246). Le président Frei réitéra cette opposition dans un entretien accordé au «Monde» le 7/7/1965.

La Junte Interaméricaine de Défense (ou IADB) fut fondée au cours de la 2ème. guerre mondiale. C'est une commission permanente, où siègent généralement les attachés militaires en poste à Washington de chaque pays adhérent au système, qui a pour mission d'étudier et de suggérer aux gouvernements les mesures nécessaires à la défense du continent. La Junte Interaméricaine de Défense est à l'origine de la création du Collège Interaméricain de Défense, institué dans le but de parfaire la formation des officiers supérieurs latino-américains (Silva et al., 1979, p. 24), et de fait très influencé par la pensée stratégique des U.S.A. (Comblin, 1977, p.102). Le budget de ces deux organismes est voté par l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.) dont ils se montrent pourtant assez indépendants (Uribe, 1974, pp.21 - 22).

Les réunions périodiques de commandants en chef furent instituées en 1960 par le général T. F. Bogart, qui commandait le Southern Command des Etats-Unis à Panama, et sont une institution de fait et non de droit. Elles réunissent séparément les trois armes suivant une périodicité d'abord annuelle, puis par la suite plus espacée, dans différentes capitales américaines. Elles ont pour but d'échanger des vues sur les problèmes

militaires communs (ainsi que les questions politiques qui leur sont connexes) et d'émettre des propositions dans un contexte peu formel et n'engageant pas formellement les gouvernements représentés. Les questions de coopération militaire bilatérale y sont également abordées, toujours de manière peu formelle.

L'importance de ces réunions est majeure, car elles sont l'un des lieux où s'élabore ce qui sera demain la stratégie en vigueur dans le continent. Elles permirent aussi l'expression d'un certain particularisme de l'armée chilienne fait d'un mélange complexe de vagues sympathies progressistes, de l'absence de réelle menace subversive au Chili et d'une réelle lassitude devant le paternalisme anti-communiste des Etats-Unis. C'est ainsi que le général Parada, commandant en chef de l'armée de terre chilienne, affirma en 1966 l'une des positions les moins anti-communistes du continent, et qu'en 1968, lors de la conférence de Rio, le général Castillo s'opposa en présence du général américain Westmoreland à l'adoption de résolutions recommandant une coordination plus poussée des forces armées du continent dans la lutte anti-subversive (Comblin, 1977, p.103; Garcia Pino et Montes Ibanez, 1994, p. 315; Hansen, 1967, p. 302; Labarca, 1968, pp. 46 - 47; Silva et al., 1979, p. 27; Uribe, 1974, p. 23).

2.2.2. Les liens bilatéraux

Il s'agit quasi exclusivement de liens avec les Etats-Unis, aux seules exceptions près de l'envoi au Chili de rares missions militaires européennes, et de l'envoi en nombre très limité de stagiaires en Europe. Hansen (1967, p. 179) dénombre en 1962 21 officiers envoyés par l'armée chilienne se former aux Etats-Unis, ainsi que trois dans la zone du canal de Panama, quatre en Allemagne, et un dans chacun des pays suivants: France, Grande-Bretagne, Italie et Suisse, ainsi que deux au sein des Nations Unies.

Les relations entre le Chili et ses voisins latino-américains sont quasi-inexistantes sur le plan militaire, car obérées par des différends frontaliers persistants avec le Pérou (délimitation des eaux territoriales, crainte chilienne du «revanchisme» péruvien à l'approche du centenaire de la guerre du Pacifique), la Bolivie (irrédentisme bolivien sur le désert d'Atacama et l'accès perdu à la mer) et l'Argentine (revendication du Chili et de l'Argentine sur les îles du canal de Beagle). Il est à noter qu'il n'en allait pas ainsi au début du siècle, où le savoir-faire militaire chilien hérité de Körner était si vivement apprécié que des

missions militaires chiliennes furent à l'oeuvre dans plusieurs pays latino-américains, non limitrophes toutefois: l'Equateur, la Colombie, le Salvador et le Venezuela (voir Bigler – pp. 80 – 81 et Gray – p. 84 –, in Wesson, 1986), tandis que l'Ecole de Guerre chilienne recevait des stagiaires paraguayens, nicaraguayens et équatoriens (Johnson, 1965, pp. 70 - 71 et Nunn, in Loveman, 1978, p. 77). Les seuls liens bilatéraux ayant perduré sont ceux avec l'Equateur; c'est ainsi que la plupart des jeunes officiers de marine équatoriens vont suivre une période de formation de deux ans à l'Ecole de guerre de la marine chilienne (Fitch, 1977, p. 21), tandis que des officiers chiliens vont enseigner à l'Académie de guerre de l'Equateur (ce fut notamment le cas du général Pinochet).

En 1951, le Congrès des Etats-Unis vota l'Acte de Sécurité Mutuelle qui devait servir de cadre à l'établissement d'accords bilatéraux entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine, afin que ces derniers puissent recevoir une aide militaire nord-américaine. Treize pactes d'assistance militaire furent signés de 1952 à 1964 entre les Etats-Unis et divers Etats latino-américains, dont celui signé avec le Chili en 1952, qui fonde l'essentiel des relations militaires bilatérales entre le Chili et les Etats-Unis (Uribe, 1974, pp.18 - 19). Le fonctionnement du pacte américano-chilien, comme celui des autres pactes est coordonné depuis le Southern Command de Panama. Le pacte américano-chilien prévoit une aide américaine à l'armée chilienne sous les formes suivantes: transfert d'armement et de matériel militaire sous forme de vente, prêts et dons, entraînement et échange de personnel entre le Chili et les Etats-Unis.

On appréciera l'importance des transferts d'armement américain en notant qu'ils permirent à la marine chilienne d'acquérir les contre-torpilleurs «Wadleigh» et «Rooks» (rebaptisés «Blanco Encalada» et «Cochrane») ainsi que les sous-marins «Spot» et «Springer» (rebaptisés «Simson» et «Thomson»). L'aviation reçut des bombardiers légers B-26 et des avions de transport C-47, et l'armée de terre des chars et véhicules divers, des engins de travaux publics, des hôpitaux de campagne et du matériel divers (Labarca, 1968, p. 39; *Punto Final*, 14/08/1973). Ces transferts, qui concernent fréquemment des matériels dont les ingénieurs militaires chiliens ne maîtrisent pas la technologie, entraînent une forte dépendance technique vis-à-vis des U.S.A. au niveau de la mise en oeuvre et de la maintenance. C'est là la principale raison d'être des missions militaires américaines dépêchées auprès de l'armée chilienne.

Les tableaux suivants, reproduits de Rouquié (1984, pp. 166 - 169), permettent de se faire une idée précise de l'importance de l'aide militaire américaine au Chili.

TABLEAU I

Nombre de conseillers militaires des U.S.A. dans quelques pays du continent par rapport aux effectifs nationaux (1964-1968)

Pays	Ratio
Argentine	1/2034
Brésil	1/1760
Chili	1/1250
Guatemala	1/300
Nicaragua	1/323

Le tableau I concerne les membres des missions militaires américaines en principe dépêchées pour assurer la mise en route et la maintenance du matériel fourni dans le cadre des Pactes d'Assistance Militaire, bien que l'on ne puisse exclure a priori que tant la mission que l'influence de ces conseillers s'exerce au-delà de la sphère technique. L'importance numérique de ces missions est normalement réduite, et Davis (1985, p. 38) évalue la mission militaire américaine au Chili en 1972 à une douzaine de soldats et d'officiers, toutes armes confondues, bien que Petras et Morley (1974, p. 23) indiquent un effectif total de 96 personnes en 1963 (voir aussi Uribe, 1974, p. 20).

Le ratio défini dans ce tableau place le Chili à un rang intermédiaire entre un premier groupe constitué de l'Argentine et du Brésil, dont les armées plus modernes requièrent moins la compétence d'experts étrangers, et un second groupe rassemblant les petites républiques d'Amérique centrale, aux armées mal professionnalisées, dépourvues d'un enseignement militaire digne de ce nom, et qui par ailleurs représentent un enjeu stratégique plus important pour les Etats-Unis (proximité, défense du canal de Panama, crainte de la subversion castriste et lutte anti-guerilla).

TABLEAU II

*Valeur de l'assistance militaire des Etats-Unis (1953-1972)**

Pays	Valeur
Argentine	129,5
Bresil	365,2
Chili	160,7
Colombie	131,3
Equateur	63,8
Pérou	120,2
Uruguay	58,5
Venezuela	53,9

* En millions de dollars, intérêts déduits

Le tableau II, qui indique la valeur de l'assistance militaire fournie par les Etats-Unis aux pays d'Amérique du Sud, montre que le Chili est en valeur absolue le second bénéficiaire de cette aide après le Brésil. Ce second rang s'explique par le fait que l'Argentine, qui n'a signé de Pacte d'Assistance Militaire avec les Etats-Unis qu'en 1964, douze ans après le Chili (avant de le dénoncer en 1977 conjointement avec le Brésil) est sous-estimée dans cette statistique. On voit en effet dans le tableau III que l'aide militaire apportée par les Etats-Unis à l'Argentine de 1966 à 1972 est le double de celle apportée au Chili. Il n'en demeure pas moins que l'importance de cette aide est relativement élevée, au point de compenser la relative modicité du budget militaire chilien, et l'on peut s'étonner qu'elle soit supérieure à celle octroyée à des pays plus peuplés et aux prises avec des problèmes de guerilla tels que la Colombie et le Pérou.

Le tableau III, qui confirme l'importance de l'aide militaire accordée au Chili par le gouvernement américain, montre que cette aide a culminé lors de la période 1962 - 1965 avant de redescendre à des niveaux beaucoup plus faibles. Cette évolution apparaît due aux besoins de renouvellement en matériel de l'armée américaine liés à l'accentuation de la guerre froide marquée par la crise des fusées à Cuba et le début pour les Etats-Unis de l'engrenage vietnamien. L'hypothèse d'une corrélation indirecte entre le niveau de l'aide militaire américaine et la situation mondiale nous paraît mieux rendre compte de la réalité que celle de Joxe (1970, p. 108) d'une corrélation directe

TABLEAU III

Evolution de l'assistance militaire américaine

<i>Programme</i>	<i>Période</i>	<i>Argentine</i>	<i>Brésil</i>	<i>Chili</i>
Post War Relief	1946-1948	-	-	-
Marshall Plan	1949-1952	-	-	-
Mutual Security Act	1953-1961	3,0	170,6	47,4
	1962-1965	56,1	109,1	69,5
	1966	27,3	30,6	10,2
	1967	15,6	32,6	4,2
Foreign Assistance Act	1968	11,4	36,2	7,8
	1969	11,7	0,8	11,7
	1970	0,6	0,8	0,8
	1971	16,4	12,1	5,7
	1972	20,3	20,8	12,3
Total (intérêts non déduits)		162,4	413,6	169,8

* Ventes à crédit, dons et surplus, en millions de dollars U.S.

entre le montant de l'aide militaire américaine et le déroulement de la vie politique chilienne, qui nous apparaît peu convaincante en raison de l'évolution de l'aide militaire américaine sous le gouvernement de Frei. On se demande bien pourquoi un gouvernement à ce point favorisé des sympathies de l'administration américaine ne bénéficie pas d'une augmentation de l'aide militaire U.S. qui tend plutôt à diminuer; plus significatif encore est le fait que la crise du «Taczazo» qui faillit emporter le régime de Frei n'entraîna aucun effort particulier des Etats-Unis pour soutenir le gouvernement en aidant à satisfaire l'armée mécontente, puisque l'année 1970 qui suivit se marqua par le montant d'aide le moins élevé de la période de référence.

La question des implications politiques des programmes d'assistance militaire des Etats-Unis en Amérique Latine a fait l'objet de vives controverses, notamment aux Etats-Unis, où Powell (1965, pp. 382 – 392) en vient à la conclusion que ces programmes contribuent à perpétuer le militarisme latino-américain, tandis que le sénateur Gruening, notant que le président péruvien Prado avait été chassé du pouvoir par les chars fournis par l'aide américaine, se demanda publiquement si cette aide n'allait pas à l'encontre des objectifs de l'Alliance pour le Progrès. Le point de vue

inverse est défendu par Gutteridge (1964, p. 133), qui estime que la tendance à la professionnalisation de certaines des armées latino-américaines (dont celle du Chili), dont découle leur apolitisme, peut être mis au crédit des programmes d'assistance militaire des Etats-Unis (sur cette controverse, voir aussi Baines, 1972, pp. 476 – 479 et Hovey, 1965, pp. 66 - 69).

Plus scientifique, la méthode de Wolff, qui consiste à tenter d'évaluer les effets politiques des programmes d'assistance militaire des Etats-Unis en Amérique latine grâce à la pondération de quinze critères sociaux, politiques et économiques ne permet pas de trancher le problème: la seule corrélation mise en évidence indique une relation faiblement marquée entre le niveau de développement politique et l'importance des PAM (ce qui pourrait permettre d'expliquer l'importance de l'aide accordée au Chili), alors qu'aucune corrélation (même inverse) ne peut être établie entre l'importance des PAM et un affaiblissement de la démocratie ou une évolution des pays concernés vers des formes de gouvernement plus autoritaires (Wolff, 1965, pp. 871 – 894). Il nous paraît en conclusion que Muller (cité par Bowman, 1996, p. 291), pour qui l'assistance militaire étrangère renforce l'armée en tant qu'institution, et donc son potentiel à agir de manière autonome vis-à-vis du gouvernement et même des institutions politiques en général, fournit la seule réponse logique à cette question.

L'étude des données relatives au Chili fournies par le tableau IV appelle les remarques suivantes:

1) Si le nombre total des officiers chiliens ayant reçu un entraînement dans les écoles militaires américaines peut sembler peu important (4374 officiers en vingt ans, à comparer avec un effectif moyen annuel de 3600 officiers pour les trois armes), la durée moyenne d'une carrière d'officier fait que 55% des officiers chiliens ont effectué des séjours d'au moins un mois aux Etats-Unis et 18% ont reçu un entraînement spécial à la lutte anti-guérilla dans l'école de Panama (Duhamel, 1974, p. 125). Il n'est donc pas étonnant de constater que les cinq généraux ayant commandé l'armée de terre entre 1967 et 1973 avaient chacun effectué un ou deux stages dans les bases américaines (Rojas, 1976, p. 258).

TABLEAU IV

Nombre de militaires entraînés aux Etats-Unis ou dans des bases nord-américaines extérieures aux Etats-Unis (essentiellement Panama) pour quelques pays du continent

Pays	1950- 1965*	1965- 1970*	1950- 1965**	1965- 1970**	Total	Effectif des forces armées en 1970
Argentine	1375	1007	256	170	2808	137.000
Brésil	3632	2377	366	481	6856	194.300
Bolivie	208	202	1065	1183	2658	21.800
Chili	2064	489	549	1272	4374	61.000
Colombie	1694	432	1180	1323	4629	64.000
Equateur	1222	316	1506	1240	4284	20.000
Pérou	2306	584	1080	1037	5007	54.650
Venezuela	749	562	982	1785	4078	30.500
Guatemala	491	135	678	976	2280	9.000
Nicaragua	329	286	2494	855	3994	5.400

* Entraînés aux Etats-Unis.

** Entraînés dans des bases U.S. extérieures aux Etats-Unis.

2) Le nombre de stagiaires que le Chili envoie dans les écoles américaines situées hors des Etats-Unis (c'est-à-dire dans la zone du canal de Panama) est minoritaire par rapport à ceux envoyés aux Etats-Unis même jusqu'en 1965, année à partir de laquelle on observe une inversion de cette tendance. Il faut voir dans cette évolution la volonté du gouvernement de Frei de privilégier la lutte anti-guerilla qui se manifestera dans la création en 1966 d'unités spécialisées (les «bérets noirs») qui feront leurs premières armes en février 1968 lors de la traque des survivants de la guerilla de Che Guevara (Labarca, 1968, p. 36).

L'étude de l'ensemble des données du tableau IV confirme la typologie esquissée par le tableau I. Le calcul du ratio personnel militaire formé par les Américains / total du personnel militaire permet de classer les forces armées sud-américaines en trois groupes:

- les armées modernes et d'un haut degré de professionnalisme que sont les armées argentine et brésilienne, dont les besoins en formation de personnel sont relativement peu importants.

- un groupe médian regroupant les forces armées chilienne, colombienne et péruvienne.
- les armées moins développées que sont la garde nationale du Nicaragua et les armées bolivienne, guatémaltèque et équatorienne.

L'étude des tableaux I et IV permet d'émettre l'hypothèse que l'importance relative de l'échange de personnel militaire entre les Etats-Unis et les Etats d'Amérique latine est une fonction inverse du niveau de développement économique de chacun des pays concernés; le seul cas aberrant étant celui du riche Venezuela, dont l'armée qui *«bien équipée, jouissant d'un budget imposant, se caractérise aujourd'hui par un encadrement de haut niveau technique»* (Rouquié, 1984, pp. 246 - 247), n'en a pas moins recours extensivement à cette facilité (mais reçoit peu d'aide directe des Etats-Unis - voir tableau II). On ne peut en tous cas déceler la preuve quantitative d'un «traitement particulier» de l'armée chilienne par les Etats-Unis au niveau des échanges de personnel.

Le contenu idéologique des cours offerts aux stagiaires latino-américains dans les différentes écoles militaires à direction nord-américaine fait l'objet de commentaires peu favorables. Lieuwen (1965, p. 148) note qu'on parle beaucoup aux stagiaires du communisme et peu de la démocratie, tandis que Rouquié dénonce une réelle volonté d'endoctrinement:

«Non seulement les cours de guerre «contre-révolutionnaire» insistent sur la dénonciation de l'ennemi, mais même les cours techniques (intendance, opérateurs radio, etc.) mettent en avant la «menace communiste». Et 20 % du programme des cours pour officiers porte sur le communisme. En outre, les élèves de Fort Gulick se voient inondés de brochures en espagnol qui ne brillent ni par leur finesse ni par leur sens des nuances et sont intitulées par exemple: Qué es el comunismo?; Ilusion comunista y realidad democratica; Expansion del comunismo en America latina, etc., dans le meilleur esprit de la guerre froide. La volonté d'influencer politiquement les officiers stagiaires ne fait évidemment aucun doute» (1984, pp. 171 - 172; voir aussi Nun, in Lowenthal, 1976, p. 75 et Wolpin, 1972, p. 91).

Si personne ne nie le caractère profondément idéologique de l'enseignement dispensé dans les écoles militaires américaines, qui est d'ailleurs reconnu par les militaires américains eux-mêmes (Haahr, dans un article de *The Military Review - Professional Journal of the U.S. Army* parle «en toute franchise» d'«influencer les collègues militaires» -

1969, p. 19; voir aussi Powell, 1965, p. 389), le rôle tenu par cet enseignement dans l'affirmation et le développement de positions politiques conservatrices et anti-communistes chez les officiers latino-américains qui y furent exposés est un sujet de controverses (l'hypothèse d'un rôle important est notamment défendue par Acquaviva et al., 1971, p. 175; Petras, 1977; Poblete, 1979, p. 3; Silva et al., 1979, p. 30; celle d'un rôle très réduit par Rouquié, 1984, pp.174 - 185; North, qui penche pour un rôle important au Chili - 1975, p. 72 - estimera plus tard en étudiant le cas du Pérou qu'il lui est impossible de se prononcer, - North et Korovkin, 1981, p. 78 - rejoignant ainsi Sepulveda - 1972, p. 57 - qui ne décèle aucune corrélation; plus pragmatique, Prats - 1985, p. 564 - considère que les stagiaires sont plus influencés par l'«american way of life» que par un endoctrinement spécifique, tandis que Johnson - 1962, p. 129 - voit non sans candeur les militaires latino-américains entraînés aux Etats-Unis comme une force pouvant s'opposer à leurs collègues, de gauche comme de droite, qui tenteraient d'usurper le pouvoir afin d'instaurer une dictature).

Nous considérons pour notre part qu'expliquer, même partiellement, l'orientation politique des armées sud-américaines par l'influence de la formation idéologique reçue des Etats-Unis relève d'une démarche erronée liée à une incompréhension de l'objet - forces armées. Comme tout corps social, les forces armées produisent de l'idéologie; l'importance de la mémoire historique fait que cette idéologie tend à être tournée vers le passé, tandis que le souci de l'unité (du pays et des forces armées) fait que l'armée tend à préférer la continuité aux ruptures. Il y a là deux puissants facteurs expliquant le tropisme conservateur de toutes les armées du monde, et notamment sud-américaines.

Notre hypothèse sera donc que la prédominance d'une idéologie conservatrice et anti-communiste chez les officiers latino-américains ne résulte pas d'un endoctrinement reçu dans les écoles militaires nord-américaines, mais est la conséquence logique de la socialisation de ces officiers au sein d'un corps par essence conservateur. L'influence de l'enseignement reçu dans les écoles nord-américaines se limite à renforcer idéologiquement une sensibilité de droite préexistante (ces vues sont aussi celles d'Almeyda - in Gil, 1979, p. 89 - et, avec des nuances, de Wolpin - 1972, p. 91).

Il existe peu d'enquêtes disponibles sur ce sujet particulièrement délicat, et leur résultat ne permet pas de trancher en faveur ou en défaveur de l'hypothèse d'un rôle

important de l'enseignement reçu dans les écoles américaines. Si Stepan (1971, pp. 236 – 247) a pu établir la présence d'un grand nombre de militaires entraînés aux Etats-Unis parmi les putschistes qui renversèrent en 1964 le président brésilien Goulart, de même que Johnson (1962, p. 129) en ce qui concerne le coup d'Etat de 1958 au Venezuela contre la dictature conservatrice de Perez Jimenez, et Case (1967, p. 49) pour celui mené en 1962 au Pérou contre le président Prado, les recherches menées par Fitch (1977, p. 118) sur un échantillon réduit de militaires ayant renversé en 1963 le président équatorien Arosemena soupçonné de sympathies castristes indiquent contre toute attente que les officiers formés aux Etats-Unis ont une tendance inférieure à la moyenne à soutenir ce coup d'Etat, ainsi qu'à considérer la lutte contre le communisme comme en étant la raison principale.

Il faut à ce propos noter que si la droite militaire est particulièrement bien représentée parmi les officiers latino-américains ayant suivi l'enseignement des écoles militaires nord-américaines, ces mêmes écoles reçurent en formation un grand nombre d'officiers de tendance démocrate ou progressiste, parmi lesquels douze des quinze membres de la junte qui prit le pouvoir au Pérou en 1968, le général chilien Prats, le guerillero guatémaltèque Turcios Lima, le général-président panaméen Torrijos.

Rouquié, qui estime (à notre avis justement) qu' *«attribuer l'orientation contre-révolutionnaire manichéenne à la seule influence des doctrines made in U.S.A. relève sinon d'une erreur de perspective, du moins d'un grossissement excessif»* (1984, p. 178), voit dans le paradoxe énoncé ci-dessus le reflet des ambiguïtés de la démocratie américaine, qui fait qu'un militaire formé aux Etats-Unis pourra éprouver de la sympathie pour ce pays aussi bien en raison de son anticommunisme obsessionnel que par adhésion sincère aux principes de liberté dont les Etats-Unis se veulent porteurs (1984, p. 180).

Bien que séduisante, cette théorie nous paraît être une construction intellectuelle éloignée de la réalité du monde militaire. Il apparaît plutôt que les officiers, aux prises avec un tableau d'avancement pléthorique et englués dans la monotonie de la vie de caserne, voient dans les possibilités de formation à l'extérieur du pays une chance unique de réalisation personnelle et de promotion dans la hiérarchie, quelque puisse être par ailleurs la chaleur de leurs sentiments pro-américains, dont il est d'ailleurs probable qu'ils sont le résultat de processus complexes. Dans une étude sur les officiers péruviens ayant

suivi les cours des écoles militaires nord-américaines, Bourricaud (1970, p. 25) analyse la position de ces officiers vis-à-vis des Etats-Unis comme la résultante d'une attitude de respect devant la technologie et la puissance nord-américaine, de défiance à l'égard du «gringo» considéré comme un envahisseur et un asservisseur, et d'adhésion aux valeurs «humanistes», «chrétiennes» et «occidentales» dont les Américains sont d'éminents défenseurs. Sur ce même sujet, Einaudi et Stepan (1971, p. 19) pensent que les officiers péruviens, qui voient dans l'armée américaine un idéal professionnel et ne veulent pas se priver de l'aide américaine, mais estiment en même temps que les Etats-Unis ne comprennent pas leur rôle social et politique, considèrent finalement les USA comme un persécuteur politique et un bienfaiteur militaire (ibid, p. 40).

Les relations militaires entre le Chili et les Etats-Unis comprennent également::

- l'envoi de missions militaires chiliennes aux Etats-Unis, principalement en vue de l'achat de matériel dans le cadre du Pacte d'Assistance Militaire (Uribe, 1974, pp. 20 - 21);
- les manoeuvres navales conjointes entre l'«Armada» chilienne et la VIIème. Flotte américaine, dans le cadre des manoeuvres «Unitas» à l'échelon continental. La visibilité des manoeuvres «Unitas» en fait le symbole de la présence militaire américaine, et une cible privilégiée pour les manifestations de gauche (Labrousse, 1972, p. 300 ; Uribe, 1974, p. 24);
- la formation spéciale de carabiniers aux techniques de maintien de l'ordre et à la lutte anti-guérilla, en principe à Panama (Johnson, 1973, pp. 125 – 129; Uribe, 1974, p.25); Powell voit dans le développement des programmes d'assistance aux carabiniers un moyen de réduire le risque de militarisme qu'entraînent selon lui les Pactes d'Assistance Militaire (1965, p. 392);
- la coopération, la formation et l'aide technique fournies par la C.I.A. et le F.B.I. au «Servicio de Investigaciones», police criminelle chilienne (Uribe, 1974, pp. 25 - 26).

- des opérations de relations publiques: envoi en tournée de fanfares militaires, remise de décorations à des officiers chiliens (Wolpin, 1972, pp. 347 — 348).

2.3. L'armée dans la société chilienne

Les forces armées de tous les pays du monde, qui s'estiment par vocation garantes de l'unité de la nation, ont d'elles-mêmes la représentation d'une communauté au-dessus des classes sociales. L'armée chilienne ne fait pas exception, comme en témoigne le discours convenu du lieutenant-colonel Polloni (1972, p. 230), pour qui l'armée incarne l'unité nationale, car formée d'hommes de toute classes et professions, apolitiques et a-religieux. Catégorique quand il explique à la presse que l'armée n'a aucun complexe de classe car l'origine de ses cadres reflète proportionnellement celle de la population chilienne (entretien accordé à *Chile Hoy*, n° 22, 10/11/1972), le général Prats l'est cependant moins dans ses mémoires où il admet qu'en 1968 le corps des officiers de l'armée de terre était en majorité issu des classes moyenne ou moyenne inférieure (1985, p. 569).

Notre appréciation sera également nuancée, tant au niveau du service militaire qu'à celui du recrutement du corps permanent des armées.

Loin d'être universel, le service militaire au Chili est en fait très inégalitaire. On a vu que, faute de crédits, seule une fraction des conscrits potentiels est effectivement appelée sous les drapeaux. Par ailleurs, le service militaire pèse inégalement sur les classes sociales: c'est ainsi qu'au sein de l'échantillon de civils interrogés par Hansen, le pourcentage de ceux qui ont accompli leur service militaire s'élève à 41 % parmi ceux issus des classes défavorisées, 35 % parmi ceux issus des classes moyennes et 22 % parmi ceux issus des classes supérieures (1967, p. 129). La situation serait encore pire, si l'on en croit un document de travail de l'Etat-Major de la Défense Nationale, daté du 30 décembre 1969, suivant lequel 90% du contingent est d'origine ouvrière et paysanne, 10% provient des classes moyennes, tandis qu'il n'y a ordinairement pas de conscrits issus des classes supérieures de la société (Prats, 1985, p. 141). Si les fils de la bourgeoisie et des classes possédantes bénéficient de larges exemptions, il n'en va pas de même pour les jeunes des

classes défavorisées que, par surcroît, la perspective d'avoir un toit pour un an, de manger à leur faim, d'apprendre à lire et à écrire, de bénéficier de soins médicaux et d'un enseignement professionnel pousse à faire leur service militaire, accompli sous les ordres d'un jeune officier considéré comme un patron ou un père de substitution, et à qui on obéira de la même manière (Hansen, 1967, p. 170; Poblete, 1979, p. 2, Wolpin, 1972, p. 315).

On aboutit donc à une situation où le contingent est formé principalement de paysans pauvres et d'ouvriers, soumis au poids de la hiérarchie et de l'idéologie militaire jusqu'à faire disparaître toute conscience de classe (Poblete, 1979, p. 2).

La puissance de cette socialisation permet d'expliquer pourquoi les appelés du contingent ne s'opposèrent pas en nombre significatif au coup d'Etat de 1973, contrairement aux attentes de certains à gauche.

La seule évolution récente concernant le service militaire fut que l'armée, insatisfaite de ce que la composition sociale du contingent la privât de la fraction la plus instruite de la jeunesse, obtint en 1969 que des cours facultatifs de préparation militaire fussent mis en place dans les établissements secondaires, décision qui entraîna d'ailleurs une vague de manifestations lycéennes.

La composition sociale du corps permanent de l'armée chilienne est très différente de celle du contingent, surtout en ce qui concerne les officiers: 1% seulement des officiers en retraite interrogés par Hansen est issu d'un milieu ouvrier (1967, p. 206), ce que l'auteur explique par des causes économiques (coût des études dans une école militaire) et culturelles (il faut avoir accompli trois ans d'études secondaires pour intégrer une école militaire). Il n'y a non plus guère d'officiers d'origine paysanne, ce que vient confirmer une étude portant sur 87 aspirants officiers de l'armée chilienne, qui indique que 89% d'entre eux habitent dans des villes de plus de 20.000 habitants, contre seulement 54,7% de la population chilienne (Ropp, 1970, pp. 27 – 35). On notera que même une exigence aussi anodine en apparence que celle d'une taille minimale pénalise les enfants de milieu défavorisé. Les sous-officiers, par contre, proviennent dans leur quasi-totalité de la classe ouvrière et de la paysannerie (Prats, 1985, p. 571).

Cet ensemble d'obstacles aboutit en pratique à interdire l'accès au métier d'officier non seulement au prolétariat, mais aussi à la fraction la plus pauvre des classes moyennes. L'écart entre cette réalité et les grands principes mis en avant par l'armée explique que le colonel Olegario Lazo ait voulu redonner vie au mythe en racontant, dans sa nouvelle «El Padre», l'histoire d'un enfant pauvre qui est admis à l'école des cadets et devient officier (Poblete, 1979, p. 3).

Fermée à la jeunesse pauvre, la carrière militaire est dédaignée par la jeunesse aisée (Gil, 1966, p. 95). Les raisons de ce désintérêt de l'élite sociale pour le métier des armes (à l'exception près de la marine aux traditions aristocratiques) semblent être les suivantes:

- Diminution du prestige social de l'armée

L'enquête menée par Hansen lui a permis d'observer que le prestige de l'armée au sein de l'élite sociale allait en diminuant, le métier d'officier apparaissant à la bourgeoisie urbaine moins porteur de prestige social que des professions telles que professeur, ingénieur ou dentiste (1967, p. 203) et qu'en conséquence la majorité des classes moyennes et supérieures avait cessé de regarder le métier des armes comme un choix de carrière acceptable (ibid, p. 204). Hansen explique le déclin de l'attrait pour la carrière militaire par les facteurs suivants: scepticisme concernant les risques d'une agression extérieure, lenteur des promotions, salaires inadaptés et technologie dépassée (ibid, p. 203; voir aussi Prats, 1985, p. 566).

La diminution du prestige social de l'armée observée par Hansen paraît même être un véritable effondrement si l'on en croit le témoignage de l'écrivaine d'origine chilienne Marcelle Auclair:

«Il faut connaître l'état d'esprit de l'armée de terre en ce qui concerne les possédants, les grandes familles de leur pays: une profonde rancoeur. Pour une raison frivole: les militaires n'étaient pas «reçus» dans ces milieux-là. Connaît-on une Chilienne portant un nom privilégié qui ait épousé un militaire? Un marin, oui. Peut-être, plus récemment, un officier d'aviation. C'est dans ces deux armes que se casaient les fils de famille qui souhaitaient faire carrière dans l'armée. Mais les plus hauts gradés de l'armée de terre étaient considérés par ces messieurs, dames et demoiselles comme du «medio pelo», demi-poil, gens de peu» (Le Monde, 04/10/1973).

Le fils du général Schneider assure de son côté n'avoir connu ses riches grand-parents paternels que lorsque son père fut nommé au grade de colonel (*Chile Hoy*, 17/11/1972).

Cette diminution du prestige social de la carrière militaire n'est toutefois pas spécifique au Chili, et les faits similaires observés par Fitch à la même époque en Equateur (1977, p. 30) et par Einaudi et Stepan au Pérou (1971, p. 22) semblent indiquer qu'il s'agit d'un phénomène plus largement répandu dans le sous-continent latino-américain (voire au-delà: pour le cas de la Suède: Abrahamsson, in Van Doorn, 1969, p. 39; pour l'Allemagne: Rattenbach, 1972, p. 51).

- Faible niveau des rémunérations

L'insatisfaction devant le niveau des soldes a été, comme on l'a vu, le détonateur de la crise du Tacnazo. Si les échelons inférieurs du personnel militaire (soldats, sous-officiers) sont les plus atteints, les officiers souffrent également de leur faible niveau de vie. Une fois encore, l'armée de terre où, à grade équivalent, les soldes sont inférieures à ce qu'elles sont dans l'aviation ou la marine, se trouve particulièrement défavorisée. Les récits abondent où les officiers et leurs familles sont obligés de faire des prodiges pour parvenir à boucler leur budget. C'est ainsi que l'on rapporte le cas de l'épouse d'un officier qui apportait un complément de revenu à sa famille en conduisant un taxi (North, 1975, p.79). D'autres femmes d'officier se font secrétaires et gagnent plus que leur mari (Hansen, 1967, p. 200). Les officiers eux-mêmes se voient contraints d'accepter un second emploi: ainsi le général Leigh, alors capitaine, avait du se faire chauffeur de taxi après les heures de service (Varas, 1979, p. 139), tandis que Pinochet, alors lieutenant, fut presque ruiné par le coût des soins prodigués à son fils malade et envisagea alors de quitter l'armée, pour finalement travailler le soir comme agent en douane pour le compte de son père (Vial, 2002, pp. 56 –57 ; voir aussi sur ce sujet Canessa, 1995, p. 125 et Vial, 2002, p. 103).

Le tableau dressé par les militaires eux-même de leur condition économique est exagérément sombre, car ne tenant pas compte de la politique sociale particulièrement généreuse du gouvernement à l'égard des militaires - prêts immobiliers ou personnels à

taux privilégiés, retraite indexée (ou pension de réversion) avec pleine solde après trente ans de service (Gil, 1966, p. 180; Johnson, 1965, pp. 104 - 105).

En réalité, le mal dont souffrent les militaires chiliens est essentiellement psychologique. Il est humiliant, pour ceux qui pensent incarner l'unité nationale et constituer l'un des plus solides piliers de l'Etat (Polloni, 1972, p. 223) de constater, comme le général Viaux, qu'un lieutenant-colonel ne gagne pas plus qu'un ouvrier spécialisé des mines de cuivre (Labrousse, 1972, p. 157). Plus qu'une atteinte à leur niveau de vie, le bas niveau des salaires est ressenti par les militaires comme une offense à leur dignité.

- Peu d'espoirs d'accomplir une brillante carrière

Le déroulement d'une carrière d'officier est lent, en raison de l'embouteillage chronique du tableau d'avancement, et le système de promotion, relativement honnête, ne laisse guère de place au favoritisme. Le faible crédit qu'attache la population chilienne aux risques de guerre avec les pays voisins (Hansen, 1967, p. 68) fait que les seules décorations qu'un jeune officier peut raisonnablement espérer sont les peu exaltantes médailles pour dix, vingt et trente ans de service.

Tout cela laisse entrevoir à un jeune issu d'un milieu favorisé des espoirs de brillante carrière moindres que s'il embrasse une profession telle qu'avocat, entrepreneur ou latifundiste où les moyens financiers, les relations familiales et l'entregent social peuvent lui laisser espérer une réussite rapide.

- Séquelles des soulèvements militaires de 1924 - 1932

Un autre élément d'explication à la réticence des jeunes issus de milieux favorisés à embrasser la carrière militaire pourrait être le souvenir des soulèvements militaires de 1924 - 1932, au cours desquels les officiers issus des classes moyennes prirent le dessus sur ceux issus de l'aristocratie, qui furent limogés en grand nombre.

Les effectifs permanents de l'armée chilienne étant relativement stables, celle-ci ne connaît pas de crise de recrutement. Il convient toutefois de noter (comme dans toutes les armées du monde) l'importance de l'auto-recrutement au sein des familles de militaires: 27% des officiers en retraite interrogés par Hansen sont des fils de militaires

(1967, p. 206). La même tendance peut être observée dans la Marine, qui compte 20 à 25% d'officiers fils d'officiers, et où 60% des fils d'officiers intègrent le Collège Naval (Johnson, 1965, p. 110).

Le poids des immigrés de première et seconde génération a toujours été une particularité de l'armée chilienne. L'importance des officiers d'origine allemande était telle durant la seconde guerre mondiale qu'elle en vint, dit-on, à inquiéter les Alliés. On vit plus tard arriver des Juifs et des Syriens, ainsi que de nombreux Yougoslaves (Johnson, 1965, p. 113).

Le recrutement social de l'armée chilienne présente donc une image relativement déformée de la société: évinçant le prolétariat, boudée par l'aristocratie et la haute bourgeoisie, l'armée chilienne dans sa composante permanente est principalement une émanation des classes moyennes éduquées urbaines, avec une sur-représentation du milieu militaire, dominant une masse de conscrits majoritairement issus du prolétariat rural et urbain.

L'armée fait pourtant l'objet d'un large consensus au sein du peuple chilien, plus net encore parmi les classes défavorisées. Ce consensus s'explique entre autres par le large assentiment que rencontrent les deux principales tâches dévolues à l'armée chilienne: la défense nationale et l'action civique.

Le patriotisme est une valeur incontestée au Chili. La participation de l'armée aux fêtes nationales, les défilés militaires, la commémoration des victoires passées marquent autant le déroulement de l'année que les fêtes religieuses. De même, le culte rendu aux figures militaires légendaires telles que Baquedano ou Prat prend des proportions inusitées, tandis que les anciens combattants sont entourés d'un rare respect: Johnson (1965, p. 86) cite l'exemple, qui eut lieu en 1946, d'un défilé d'anciens combattants de la guerre du Pacifique acclamé debout à la mi-temps par les 60.000 spectateurs d'un match de football (voir aussi Gil, 1966, p. 33).

Les sondages menés par Hansen aboutissent à la conclusion que si 60% des Chiliens estiment que le risque de guerre avec leurs voisins (causes potentielles:

irrédentisme bolivien, conflits de souveraineté avec l'Argentine sur les îles du canal de Beagle) est nul ou peu important, grâce doit en être rendue au rôle dissuasif de leur armée vis-à-vis des agresseurs potentiels. Il est à ce propos intéressant de noter que l'esprit de défense est plus fort chez les classes pauvres que dans les milieux aisés (Hansen, 1967, pp. 66 - 78).

En raison de la relative importance des moyens techniques à sa disposition et de la rareté de ses engagements sur les champs de bataille, l'armée chilienne, à l'instar de la plupart des autres armées latino-américaines (Finer, 1962, p. 15; Glick, 1964; Mc. Alister, 1965, p. 93) joue depuis longtemps un rôle éminent dans le développement économique et social du pays, et notamment de cette «frontière» que constituent les provinces méridionales du pays. En 1960 fut créé le Corps Militaire du Travail, dans le but de contribuer au développement du pays par les Travaux Publics. Cette tâche a pris au fil des années une telle importance que, au début des années 60, la majeure partie des demandes de matériel faites auprès des Etats-Unis par l'armée chilienne concernait du matériel lourd de travaux publics (Hansen, 1967, p. 79). L'armée a aussi créé des écoles pour opérateurs de machines agricoles et pour forestiers, et s'est engagée depuis 1962 dans un vaste plan de formation professionnelle des conscrits; c'est également elle qui organise les grands événements sportifs nationaux. La popularité des programmes d'action civique de l'armée est considérable dans le pays (les réponses apportées au questionnaire de Hansen montrent que 93% des représentants de milieux défavorisés, 84% des classes moyennes et 76% de l'élite sociale se prononcent pour un accroissement de ces programmes); seuls certains, au sein de l'élite sociale, émettent des doutes sur les réelles capacités des militaires dans des domaines qui ne sont pas spécifiquement les leurs (Barber et Ronning, 1966, pp. 119 - 120; Hansen, 1967, pp.79 - 81; Johnson, 1965, p. 133).

Dans les campagnes (surtout au sud), l'armée remplace de fait un réseau administratif peu maillé et incompetent: le militaire sera instituteur, juge de paix ou gendarme selon les occasions.

«C'est le soldat, le sous-officier, l'officier qu'on va chercher pour obtenir un conseil, un avis, pour être le témoin de mariage ou le parrain du nouveau-né. Noyée dans la masse, l'armée de terre représente au travers du pays une immense trame organisée, bien compartimentée qui supplée fréquemment

aux carences d'absence ou d'erreur de l'administration» (Frederick, 1973, p. 10).

Traditionnels dans les pays d'Amérique latine, les programmes d'action civique de l'armée n'en marquent pas moins un glissement dans la fonction traditionnellement dévolue aux forces armées. Il ne s'agit plus seulement de défendre l'Etat, mais également de pallier ses carences. Le fait que la classe politique massivement approuvée par l'opinion soutienne ce qui est une véritable démission de l'appareil étatique ne peut être vu que comme un signe de la fragilité du système institutionnel chilien (Bobrow, 1966, p. 107).

L'armée n'est chargée du maintien de l'ordre qu'en dernier recours ou dans des circonstances exceptionnelles, ce rôle étant normalement dévolu aux carabiniers. Les interventions militaires dans les conflits du travail ont souvent été l'occasion de véritables massacres. Le prestige de l'armée, y compris au sein de la classe ouvrière, n'en a pourtant guère été affecté, car ces interventions demeurent exceptionnelles et se font au surplus de plus en plus rares, en raison des progrès de l'intégration nationale. Les carabiniers, chargés de la tâche ingrate qu'est le maintien quotidien de l'ordre, et ne bénéficiant pas de l'auréole nimbant le défenseur de la nation sont par contre l'objet d'une antipathie quasi-générale, souvent teintée de racisme, beaucoup de carabiniers étant d'origine indienne (Hansen, 1967, pp. 83 - 89).

Enfin, l'armée est chargée au Chili de l'organisation et de la surveillance des élections. Ces tâches que, de l'avis général, elle assure avec compétence et impartialité, lui furent assignées par Alessandri en 1924 en lieu et place de l'ancien système où ces fonctions étaient remplies par les plus riches contribuables de la commune. Il est frappant de constater que les électeurs font plus confiance à l'armée, de caractère non-partisan, qu'à l'Etat pour assurer des élections honnêtes (Alexander in Davis, 1985, p. 156; Bravo, 1996, p. 249; Hansen, 1967, pp.100 - 104).

2.4. L'armée et l'Etat

Il ne règne au Chili aucune ambiguïté sur les rapports entre l'armée et l'Etat: ils sont de stricte subordination. L'article 22 de la Constitution stipule catégoriquement que la force publique est par essence obéissante, et qu'aucun corps armé ne peut délibérer.

Les articles 71 et 72 de la Constitution donnent par ailleurs au président de la république toute autorité sur les forces armées (même s'il n'a pas le titre de commandant en chef des armées) et laissent à sa propre appréciation tout ce qui ressort de l'organisation interne des armées, à l'exception de la conscription qui étrangement est de par l'article 44 sous l'autorité du Congrès:

- Article 71: C'est au Président de la République que sont confiées l'administration et le Gouvernement de l'Etat ; ainsi que le maintien de l'ordre public à l'intérieur et la sécurité extérieure de la République, en accord avec la Constitution et les lois.
- Article 72 (qui fixe les attributions présidentielles): Disposer des Forces navales et terrestres, les organiser et les répartir selon les besoins (la création de l'armée de l'air est postérieure à la rédaction de la Constitution).

L'armée, en tant que défenseur de l'Etat, a pour tâche d'aborder le conflit éventuel dans les conditions les plus favorables, et exige donc de l'Etat un soutien matériel et moral, sans lequel elle ne pourra mener sa mission de manière satisfaisante. Corollairement, l'exigence de sécurité de l'Etat ne sera comblée qu'au prix de dépenses militaires (Kelly, 1963, p. 297; Needler, 1969, p. 241).

Ce modèle interactif donne sous le mandat de Frei des signes évidents de grippage. Le laminage constant des crédits militaires entretient des frustrations de plus en plus grandes qui déboucheront sur le Tacnazo. Cette manifestation publique du mécontentement militaire laissera d'importantes séquelles, et l'armée verra se dérouler les élections de 1970 dans une ambiance morose (Prats – 1985, p. 571 – parle d'un sentiment sourd de rancoeur et de défiance), repliée dans une orgueilleuse solitude, faisant de sa

pauvreté le signe de sa vertu et s'estimant incomprise de politiciens dont elle estime qu'ils servent mal la nation en rechignant à financer sa défense (voir aussi Horowitz, in Lipset et Solari, 1967, p. 242; Johnson, 1965, p.142; Polloni, 1972, pp. 223 – 226; Sepulveda, 1995, p. 185).

2.5. L'idéologie militaire chilienne

L'idéologie produite par les forces armées incline, comme on l'a vu, vers le conservatisme en raison notamment de l'importance de la mémoire historique dans la culture militaire. Les circonstances qui ont modelé l'histoire de l'armée chilienne ont donné une empreinte particulièrement forte à cette mémoire historique, ce qui a eu pour conséquence un conservatisme extrême.

La mémoire historique d'une armée est une mémoire entretenue collectivement, dont les principales composantes sont le maintien des traditions, la commémoration de la gloire sur le champ de bataille et le souvenir des grands anciens.

Les traditions de l'armée chilienne ont été très marquées par la prussianisation reçue d'Emil Körner au tournant du siècle, et qui fit de l'armée chilienne un véritable décalque de l'armée wilhelminienne. Au delà des signes extérieurs – enseignement obligatoire de l'allemand aux cadets de l'Académie militaire revêtus d'uniforme d'inspiration prussienne, cape des généraux, défilés au pas de l'oiseau -, cette prussianisation introduisit des réflexes peu latino-américains, telles qu'un esprit de caste imité des Junkers, une discipline de fer, une religion de l'efficacité et un mépris sans borne pour les civils et les politiciens. Un officier de réserve (cité par Rivas et Reiman, 1976, p. 101) témoigne de la fierté qu'éprouvent les officiers chiliens du caractère unique sur le continent de cette formation, et plus particulièrement de la manière dont les soldats s'alignent, défilent, présentent les armes à la manière prussienne, la meilleure, la seule qui soit correcte...

La flamme germanique, encore très vivante dans l'armée chilienne, comme le montre la parution dans la revue officielle de l'armée de terre d'un article intitulé «*Le soldat allemand : L'armée chilienne doit conserver sa tradition prussienne*» (MECH, mai-juin 1971),

est également entretenue par les nombreux officiers d'origine allemande, comme le colonel Ackerknecht, qui affirmait en 1974 que l'esprit de la vieille Wehrmacht allemande régnait parmi les officiers, qu'ils en étaient fiers et n'en avaient nullement honte (Rivas et Reiman, 1976, p. 96). Dans ses souvenirs, le général Prats (1985, p. 565) évoque l'enthousiasme soulevé chez les cadets en 1939 par les victoires de Hitler. On sait par ailleurs que deux des membres de la junte dirigée par Pinochet, l'aviateur Matthei et le carabinier Stange affectaient de ne parler qu'allemand entre eux.

A ce conservatisme extrême s'ajoute un nationalisme intransigeant, justifié par le fait que l'armée chilienne soit l'une des rares armées latino-américaine à s'être couverte de gloire sur les champs de bataille. Les victoires remportées lors de la remarquable campagne du Pacifique en 1879 sont commémorées avec une ferveur telle qu'il est difficile d'imaginer qu'elles ont eu lieu un siècle plus tôt. Le corollaire de ce brillant passé de gloire militaire, d'autant plus exalté (et mythifié) qu'il contraste avec la médiocrité du présent, est que l'armée chilienne est l'une des rares du sous-continent qui ait produit des héros à qui elle puisse rendre hommage (tels l'amiral Grau, le vice-amiral Lynch, le général Baquedano, les capitaines Prat et Latorre). Le militaire chilien s'adonne plus qu'aucun autre au culte des figures légendaires de l'armée, qu'il en vient à considérer comme l'incarnation de ce que l'ensemble de la nation a produit de meilleur. Ce faisant, le militarisme n'est pas loin.

La vocation de toute armée étant la défense de la patrie, le patriotisme et le nationalisme tiennent logiquement une place de premier plan parmi les composantes de l'idéologie militaire. Ces sentiments se trouvent exacerbés dans le cas de l'armée chilienne qui, plus qu'aucune autre armée latino-américaine, a joué un rôle majeur dans la formation de la nation qu'elle a vocation à défendre, car elle l'a libérée de la tutelle coloniale, défendue contre ses adversaires de l'extérieur et de l'intérieur et établie dans ses frontières à l'issue de décennies de campagnes victorieuses.

L'armée chilienne se considère donc comme investie d'une mission historique: défendre la nation après avoir contribué à la créer. Cette mission se trouve sacralisée, et l'impératif de défense nationale, confondu avec le culte de la nation, prend un caractère absolu, mais en même temps de plus en plus abstrait. Il s'agit moins de la

défense concrète du Chili et des Chiliens de 1970 que de la défense d'une nation idéalisée, qui s'identifie dans l'inconscient militaire avec une vision mythique du Chili de Portales, vu comme une Arcadie où le patriotisme populaire va de pair avec un ordre patriarcal immuable, image du chant des sirènes pré-capitalistes auxquelles, selon Kelly (1963, p. 301), répondent les militaires. Le nationalisme intransigeant de l'armée chilienne signifie en réalité la défense d'un Chili mythologique. En 1973, cette défense se fera contre le Chili réel.

En dernier lieu, l'idéologie militaire chilienne implique un souci d'unité joint à une exigence d'apolitisme. La principale raison d'être de toute armée étant la protection de la patrie une et indivisible, qui elle-même implique que l'armée puisse aller unie au combat, le souci d'unité est une autre composante traditionnelle de l'idéologie militaire. Là aussi, des raisons historiques particulières ont fait que cet élément s'est trouvé localement exacerbé. La formation de l'Etat-nation chilien ne s'est effectuée qu'au travers d'une longue suite de clivages et d'affrontements internes: partisans de la Couronne d'Espagne / partisans de l'indépendance; conservateurs / libéraux; Créoles / Indiens, suivant un processus similaire à ceux que connurent la plupart des autres pays d'Amérique latine. Ce processus à peine achevé apparurent de nouveaux clivages, qui ne sont pas spécifiques au Chili, mais y atteignirent une intensité particulière, et qui laissèrent une empreinte puissante dans la mémoire militaire:

- 1) la guerre civile de 1891, qui fut la démonstration que la division de la classe dirigeante est fatale à l'unité des forces armées;
- 2) la montée en puissance d'un prolétariat d'obédience marxiste, alors que rien n'est plus éloigné de l'esprit militaire que la lutte de classes, perçue comme la négation de l'unité nationale;
- 3) l'apparition de tendances politiques dans l'armée et la période d'anarchie militaire qui s'en suivit de 1924 à 1932 enseigna à l'armée une leçon amère et jamais oubliée (voir Polloni, 1972, p.241).

L'expérience de l'armée chilienne lui a donc fait percevoir la politique, et plus spécialement les idées socialistes et marxistes, comme une menace potentielle pour l'unité de la nation comme pour celle des forces armées.

L'exigence d'apolitisme de l'armée chilienne doit être interprétée comme une réaction à cette menace, et le mot apolitisme considéré dans son acception la plus absolue: la réserve observée par l'armée à l'égard des problèmes de la Cité confine à l'insularité. Certains auteurs, comme Arriagada (1988, p. 82) et l'amiral Buzeta (in CORDES, 1988, pp. 106 — 107) vont jusqu'à nier son attachement aux valeurs démocratiques. Echaudée par l'excès de politisation auquel elle s'est abandonnée dans les décennies 20 et 30, l'institution militaire a choisi la voie du splendide isolement, qu'elle justifie par des raisons internes (maintien de son caractère de collectivité ouverte à tous, quelle que soit leur classe d'origine; sauvegarde des rapports hiérarchiques) et externes (son rôle dans l'organisation des élections).

Phénomène répandu dans de nombreux pays, l'isolement social du militaire qui habite dans une résidence militaire, ne fréquente que des militaires (Hansen, 1967, p. 178) et épousera une fille de militaire, atteint au Chili un niveau extrêmement élevé qui, sauf exceptions, suffit à le tenir à l'écart de tout débat social et politique. Vial (2002, p. 80) estime que la sous-culture des militaires chiliens les empêche de comprendre toute mentalité qui y soit étrangère, et que dès lors la façon de penser des civils paraît être une perte de temps: discussions interminables, couper les cheveux en quatre, ne jamais rien résoudre et ne jamais agir. On comprendra pourquoi plusieurs analystes voient dans l'insularité militaire une menace pour la démocratie (voir à ce sujet Garreton, 1995, p. 111; Hopkins, 1966, p. 173; Zagorski, 1992, pp. 152 — 153). Par surcroît, la socialisation du militaire implique une adhésion totale à l'exigence d'apolitisme. Réputés moins socialisés et plus réceptifs aux sirènes du dehors, les soldats et les sous-officiers sont privés du droit de vote (sur la socialisation des conscrits: Pickering, 1986, p. 516 et Wolpin, 1972, p. 315; sur l'univers du sous-officier chilien: Prats, 1985, p. 571).

En ce qui concerne les officiers sur lesquels le processus de socialisation tarderait à agir, le système d'avancement joue un rôle très dissuasif. En effet, au Chili, si les promotions se font à l'ancienneté, un certain pourcentage des militaires à chaque niveau est

mis d'office à la retraite chaque année pour maintenir la structure hiérarchique. Gare dès lors à qui n'observerait pas les normes du comportement militaire, que ce soit en s'adonnant à la boisson, en menant une vie privée dissolue ou en manifestant un intérêt trop marqué pour la politique, surtout de gauche (Hansen, 1967, pp. 186 - 191). Le tabou concernant la politique apparaît néanmoins le plus absolu, et le général Schneider n'hésite pas à conseiller aux militaires épris de politique de démissionner de l'armée et de s'y adonner en tant que civils (Polloni, 1972, p. 237).

L'exigence d'apolitisme conduit tout naturellement à renforcer chez les officiers chiliens une grande méconnaissance des problèmes qui agitent les cercles dirigeants du pays (Canessa, 1995, p. 121), ainsi qu'un fort conservatisme. A l'échelon inférieur, l'indifférence des sous-officiers à la politique est notée aussi bien par le general Prats (1985, p. 571) que par deux officiers supérieurs interrogés par *Estrategia* (11/12/1973, p. 56).

Il est intéressant de noter que l'exigence d'apolitisme admet traditionnellement une exception au niveau des généraux dont la nomination est faite par le président et entérinée par le Congrès. La nomination de généraux qui «doivent avoir la confiance du Président de la République» permet à celui-ci de mettre en place un «dispositif militaire» qui lui soit politiquement favorable. Ibanez et Frei (Wolpin, 1972, p. 24) firent un large usage de cette disposition.

Nous pouvons conclure que l'idéologie militaire chilienne se fonde sur des composantes plus intenses que partout ailleurs en Amérique latine, mais en même temps historiquement figées ou mythifiées. Pétri des traditions d'une armée étrangère défunte, célébrant des victoires et des héros datant du siècle dernier, nostalgique d'un Chili d'ancien régime, ennemi de la politique et surtout des idées de gauche, l'officier chilien se voit tout naturellement conduit au plus extrême conservatisme.

2.6. La renaissance du débat politique au sein de l'armée

Vers la fin des années 60, le fonctionnement du couple Etat – armée donnait comme on l'a vu de sérieux signes de grippage. Elargissant le cadre de leur mécontentement au-delà des problèmes économiques qui avaient été le détonateur du Tacnazo, de nombreux militaires en vinrent à critiquer la politique de Frei, redonnant ainsi vigueur au débat politique au sein de l'armée, et allèrent jusqu'à réfléchir à d'éventuelles alternatives. On assista donc en même temps à un début d'autonomisation de l'armée vis-à-vis du pouvoir politique (North, 1975, p. 80; Remmer, 1989, p. 118), et à la transgression de l'interdit concernant l'implication des militaires dans la politique, quatre décennies après la période de l'anarchie militaire et quatre ans avant le coup d'Etat de 1973.

Notre hypothèse étant que le régime de l'Unité Populaire fut renversé au terme d'un processus de politisation autonome de l'armée chilienne entamé avant même l'élection d'Allende, la naissance au sein de l'armée d'un courant de réflexion collective portant sur les questions politiques signifie le début même de ce processus qui amena l'armée à renverser le pouvoir civil légal. Il s'agit donc là d'un événement d'une importance fondamentale, sur lequel nous avons pu avoir des précisions inédites grâce au rapport rédigé par l'attaché militaire d'un grand pays européen (source privée).

Le discrédit frappant le régime de Frei ayant amené par contraste de nombreux militaires à s'intéresser de près aux régimes militaires alors florissant sur le sous-continent, on assista dès lors à la naissance au sein de l'armée de deux courants, l'un nationaliste et tiers-mondiste, regardant vers Lima et La Paz, l'autre anticommuniste et pro-américain, tourné vers Brasilia et Buenos Aires.

Le premier courant, d'orientation «nationale révolutionnaire», rassemblait les partisans d'un capitalisme d'Etat assez proche du socialisme et d'une politique d'indépendance économique qui libérerait le pays des ingérences étrangères, en particulier nord-américaines. Ce courant semblait particulièrement populaire parmi les jeunes officiers, et l'on rapporte que la visite au Chili du général Montagne, commandant en chef de l'armée péruvienne, fut l'occasion, dans plusieurs unités, de commentaires enthousiastes sur le rôle des militaires au Pérou.

Le deuxième courant visait à l'installation d'un gouvernement autoritaire sur le modèle de celui du général Onganía en Argentine, et était encouragé par les Américains désireux de contrebalancer l'influence du courant «progressiste».

Bien qu'encore embryonnaires au sein d'une armée toujours largement apolitique, ces courants répondaient pourtant déjà à la définition que donne Rouquié (1980, p. 14) des partis militaires, qu'il définit comme la cristallisation de tendances luttant pour le pouvoir au sein de l'institution militaire.

Il serait très insuffisant de définir ces courants comme «de gauche» ou «de droite», d'autant plus que leur base idéologique est commune: il s'agit de la doctrine de la sécurité nationale, dont la meilleure définition nous paraît être celle de Comblin (1977, p. 41), comme étant la capacité donnée à la nation par l'Etat d'imposer ses objectifs à toutes les forces qui s'y opposent. Le premier courant fait une lecture «développementaliste» de cette doctrine, tandis que le second insiste sur son aspect «sécuritaire».

Par ailleurs, les frontières entre ces deux groupes sont d'une grande perméabilité, favorisée par l'extrême ambiguïté de thèses oscillant entre le nationalisme révolutionnaire et le populisme fascisant. C'est ainsi que Viaux passera quelque temps pour un militaire progressiste avant de devenir la figure de proue de l'extrême-droite activiste (son collègue dans la conspiration qui devait coûter la vie au général Schneider, le général Valenzuela, commença par sonder Viaux sur «ses idées communistes» - Cordova, 1973, p. 64). La sincérité des idées politiques de Viaux fait l'objet de controverses: Nef (1974, p. 62) considère que Viaux tenta d'abord de présenter une image «péruaniste» et professionnelle, tandis que North (1975, p. 79) voit seulement dans ce fait l'expression de la certitude de Viaux qu'il n'aurait pu recueillir un vaste appui dans le corps des officiers sur une base de droite. Nous considérons pour notre part qu'il n'y a chez Viaux ni convictions successives ni duplicité, mais plutôt que Viaux est un représentant typique de la postérité ibaniste, et que l'apparente contradiction de ses positions politiques n'est que le reflet de l'ambiguïté du populisme militaire chilien.

Cette amorce de repolitisation de l'institution militaire ne passa en tout cas pas inaperçue de la classe politique chilienne. Dans son rapport au 14^{ème} Congrès National

de son parti en novembre 1969, Luis Corvalan, secrétaire général du P. C. annonce la fin de l'abstention de l'armée dans la vie politique, en rappelant au passage que cette abstention ne fut jamais absolue.

Il est remarquable de noter que, loin de se solidariser avec le régime civil de Frei, la classe politique renoua avec ses pratiques de la période 1919 – 1932, et s'empessa de tisser des liens avec les différents courants politiques, voire factieux de l'armée.

A droite, un certain nombre de dirigeants du Parti National dont son président, Onofre Jarpa, son «chef spirituel», Jorge Prat Echaurren, et le député Mario Annelo Romo manifestèrent leur appui au courant militaire «conservateur», tandis que des personnages proches de l'extrême-droite réussissaient à circonvenir l'ex-général Viaux, dont le populisme confus devint rapidement un fascisme sans ambiguïté.

De leur côté, les partis de gauche condamnaient avec sévérité la politique militaire du gouvernement Frei, tout en observant à l'égard des militaires révoltés des positions allant de l'indulgence à un clair soutien politique. C'est ainsi qu'une demande d'amnistie pour les mutins fut déposée par le sénateur indépendant de gauche Rafaël Tarud, ancien ministre de l'économie d'Ibanez, et en cela symbole d'une alliance civico-militaire de tendance progressiste; quelques mois après, les partis de gauche, soutenus par le Parti National, faisaient voter à la Chambre des Députés une accusation constitutionnelle contre le ministre de la défense pour «violation de la loi sur le paiement des pensions des retraités des forces armées».

Si le Parti Communiste sut garder une attitude mesurée en se livrant à des attaques relativement modérées contre le gouvernement de Frei tout en estimant que le coup d'Etat n'était pas une solution aux justes revendications des militaires (Labrousse, 1972, p. 159), le Parti Socialiste, fidèle à ses origines militaires, ses tendances maximalistes et ses inclinations putschistes (sur l'antiparlementarisme du PS chilien: Halperin, 1965, pp. 142 – 143), crut voir dans les soldats perdus de Viaux les héritiers des militaires révolutionnaires des années 20 et 30 (Nef, 1974, p. 62). Des représentants de la direction du PS rendirent visite aux mutins retranchés dans leur caserne, puis le PS lança une vive campagne en faveur des militaires révoltés. Significative de l'engagement socialiste à

l'égard des mutins est la déclaration du secrétaire général du parti, le sénateur Aniceto Rodriguez qui, tout en se défendant des accusations de putschisme, expliqua que son parti ne pouvait défendre «*un civilisme décadent (trasnochado)*» (Rouquié, 1984, p. 286).

Ainsi, face à une démarche clairement factieuse, les partis de gauche chiliens préféraient réserver leurs coups au gouvernement constitutionnel de la nation.

Le fait que des secteurs aussi importants de la classe politique que le Parti National et le Parti Socialiste en soient venus à considérer l'armée comme un possible acteur institutionnel traduit l'état d'affaiblissement du système institutionnel chilien, à notre avis causé par sa rigidité qui le mettait dans l'incapacité de satisfaire la demande accrue de participation politique au système entraînée par les progrès de l'intégration nationale, accélérée par la politique démocrate-chrétienne de «démocratie élargie». La demande non satisfaite était transférée hors du système, entraînant sa déstabilisation.

Nous avons déjà vu que la faiblesse du pouvoir central faisait qu'un certain nombre de tâches (organisation des élections, administration des provinces éloignées, travaux publics, enseignement technique) incombant normalement à l'administration civile étaient déléguées à l'armée qui ainsi suppléait l'Etat.

Lancé des années auparavant par la classe politique elle-même, le processus d'investissement de l'Etat par l'armée s'accélérait ainsi à mesure de l'affaiblissement du système institutionnel. Il manquait à ce processus une théorie pour devenir stratégie consciente de l'armée. La doctrine de la sécurité nationale allait remplir cette fonction.

L'intense activité de l'extrême-droite conspiratrice, au cours de l'année qui suivit le Tacnazo, donne la mesure du degré de décomposition de la démocratie chilienne à la fin du mandat de Frei:

- Le 7 novembre 1969, 200 officiers de la garnison de Santiago vinrent soutenir Vial qui passait en cours martiale.

- Le 19 novembre 1969, le président Frei renonça à effectuer un voyage en province, et convoqua le Conseil supérieur de Sécurité nationale à la suite de rumeurs persistantes sur un coup d'Etat militaire. Le 20, l'état d'urgence était décrété pour la province de Santiago.

- Le 17 décembre 1969, plus de 30 officiers partisans de Viaux se réunirent clandestinement sous la présidence du propre beau-père de Viaux, le colonel en retraite Raul Igualt. Six des officiers identifiés furent dégradés, puis expulsés de l'armée (affaire dite de «la rue Gay»).

- Le 7 février 1970, un banquet était offert à Viaux par plus de 500 officiers d'active ou à la retraite.

- Le 25 mars 1970, le ministre de l'Intérieur dénonça un complot de militaires en service actif ou à la retraite (parmi lesquels l'ex-major Arturo Marshall, vétéran du Tacnazo), visant à porter à la présidence le général en retraite Horacio Gamboa. Des officiers furent arrêtés.

Menacé par les activistes d'extrême-droite, le gouvernement démocrate-chrétien devait aussi se garder à gauche:

- Le 22 mai 1970, l'armée investit près de Valdivia «une école de guerilla parfaitement organisée, avec salle de cours, terrains d'entraînement et champ de tir» fréquentée par des membres du PS (Labrousse, 1972, p. 200).

- Le 1er. juin 1970, une banque était attaquée par quinze membres du MIR équipés d'uniformes et d'armes en provenance de l'armée.

- Le 7 juillet 1970, 2 officiers, dont le sous-lieutenant Melo et 14 élèves de l'Ecole de parachutistes furent accusés d'entraîner clandestinement des militants du MIR. Les 2 officiers furent expulsés de l'armée, et les élèves rétrogradés. Dans le sud du pays circulait une brochure de tendance miriste,

Mi Sargento, et 15 conscrits furent convaincus d'avoir organisé une cellule du MIR dans la base aérienne de Puerto Montt (Prats, 1985, p. 154).

2.7. La «doctrine Schneider»

Le Tacnazo ayant entraîné la démission ou le limogeage du ministre de la défense et de la plupart des généraux de haut rang, de nouveaux responsables furent nommés, parmi lesquels René Schneider, qui prit le commandement en chef de l'armée de terre, et Carlos Prats, qui devint son chef d'Etat-Major.

Le général Schneider avait reçu pour mission de ressouder l'armée. C'était avant tout un militaire professionnel, cultivé et empreint de valeurs humanistes. Schneider se tenait à l'écart du débat politique, et ses idées politiques ne sont pas simples à établir. Bien que ses enfants (eux-mêmes de gauche) aient témoigné dans *Chile Hoy* du 17/11/1972 de ses sympathies pour la gauche, le journaliste communiste Eduardo Labarca (1971, p. 34) affirme que Schneider ne se considérait pas comme un homme de gauche; on le dit aussi proche de Tomic, un des chefs de file du courant progressiste de la démocratie-chrétienne (Roxborough et al., 1977, p. 190), du politologue français de gauche Alain Joxe (Labarca, 1971, p. 30) et de l'équipe de la revue jésuite *Mensaje* (ibid). Par ailleurs, le choix de Frei, alors que Schneider n'était qu'en septième position sur le tableau d'avancement, ne s'était sans doute pas fait sans raison politique, et le général d'extrême-droite Canessa n'hésita pas à lui rendre un vibrant hommage (1995, p. 145). Le plus vraisemblable à notre avis est que Schneider était proche de la démocratie chrétienne, mais fidèle à l'idéologie progressiste des débuts du PDC.

La politique de Schneider consista sur le plan interne à récupérer auprès de chaque tendance militaire les idées qu'il estimait propices au progrès de l'armée. Ayant ainsi décidé dès 1967, alors qu'il commandait l'Ecole militaire, que chaque promotion de sous-officiers devrait suivre un stage de lutte anti-guerilla d'un mois à l'école nord-américaine de Fort Gulick (Labrousse, 1972, p. 134), il tenta par ailleurs de «désinsulariser» l'armée en accroissant sa participation à l'effort national de développement (Polloni, 1972, p. 247).

Vis-à-vis de l'extérieur, ce que l'on appellera la «doctrine Schneider» (bien qu'il ne l'ait jamais formulée ainsi) est l'affirmation du principe de la non-participation de l'armée dans les décisions politiques, énoncé dans l'entretien qu'il accorda au journal conservateur *El Mercurio* le 9 mai 1970, soit quatre mois avant les élections présidentielles, dans lequel il déclarait que l'armée allait garantir le verdict constitutionnel, c'est-à-dire la régularité des élections et du processus de désignation du Président de la République, que ce soit par le vote populaire (si un candidat remporte la majorité absolue) ou par le Congrès. Schneider ajouta que l'armée, garante de ce processus, n'envisageait en aucune manière d'intervenir dans la vie politique et que, viendraient à survenir des faits anormaux, l'armée avait l'obligation d'empêcher que ceux-ci n'interfèrent avec les règles constitutionnelles.

Les déclarations du général Schneider furent considérées comme un événement d'importance majeure, car il était aussi inhabituel que lourd de significations que le commandant en chef de l'armée fasse des déclarations publiques à caractère politique à la veille d'une élection, même s'il ne faisait que réaffirmer des principes bien connus. Le seul précédent comparable remontait à 1938, quand les déclarations du général Novoa acceptant l'élection à la présidence de Pedro Aguirre Cerda avaient mis fin aux espoirs de la droite de voir cette élection invalidée par la force.

De nombreux commentateurs émirent l'hypothèse que Schneider adressait un message voilé à la classe politique chilienne l'invitant à surmonter ses divisions. Il s'agissait, en rappelant que, si aucun candidat n'obtenait la majorité absolue, l'armée soutiendrait un président élu par le Congrès, d'inciter la démocratie-chrétienne à se rapprocher de l'Unité Populaire (ou du Parti National - les deux versions eurent leurs défenseurs! - voir Canessa, 1995, p. 140, Labrousse, 1972, p. 221 et Palacios, 1979, p. 309). Ces explications nous paraissent trop mêlées d'a priori politiques pour être prises en considération.

L'analyse d'Agüero (in Varas, 1989, pp. 84 – 86) nous paraît beaucoup plus crédible. Pour Agüero, si la doctrine Schneider a généralement été perçue comme l'apogée de l'orientation démocratique de l'armée chilienne (et l'on ne peut oublier qu'elle a permis l'accession d'Allende au pouvoir), elle entre pourtant dans une logique d'autonomie

découlant du contexte politique d'alors. En effet, l'armée avait appris que des groupes civils envisagent de recourir à des moyens illégaux pour empêcher l'éventuelle élection d'Allende. Divisé, le gouvernement Frei, dont certains éléments soutenaient les factieux, envoyait des signaux ambigus et ne semblait pas en mesure d'exercer fermement sa tutelle sur l'armée. Devant une telle situation, les chefs militaires estimèrent que seule l'application minutieuse des principes constitutionnels pouvait garantir l'indépendance et la cohésion de l'institution, ainsi que la discipline militaire, et ceci indépendamment de la profondeur de leur esprit démocratique et de la sincérité de leur soumission obligatoire à la Constitution. L'armée pensa donc qu'elle devait faire connaître sa position au gouvernement afin de contraindre celui-ci à prendre une position claire et d'éviter la tentation d'un mauvais usage de l'armée. On aboutit ainsi, comme en 1938, à une situation paradoxale où l'armée ne pouvait afficher son strict respect de la constitution qu'en affirmant son autonomie.

Le 23 juillet 1970, Schneider précisa sa pensée devant le conseil des généraux de l'armée de terre dans un texte peu connu (cité par Prats, 1985, pp. 157 – 158), mais que nous considérons comme fondamental car, face à ceux qui considéraient que l'armée pouvait représenter une alternative de pouvoir, il réaffirma que l'armée est subordonnée au pouvoir constitutionnel et se doit de le défendre le cas échéant. Agir d'une autre manière serait trahir la nation. Ayant ainsi réitéré avec force le principe de non-intervention de l'armée dans les affaires publiques, Schneider en fixa également les limites – que le pouvoir légal viole sa propre légalité. Dès lors, l'armée, qui doit fidélité à la nation, laquelle est permanente, plutôt qu'au gouvernement, lequel est transitoire, se considérerait comme libre de rechercher les solutions propres à résoudre une situation hors de toute norme juridique. Les débats qui agiteront l'armée durant toute la période du pouvoir d'Allende se trouvaient ainsi posés pour la première fois.

DU COUP D'ETAT MANQUE AUX MILITAIRES MINISTRES

3. LA VICTOIRE DE L'UNITE POPULAIRE ET L'ASSASSINAT DU GENERAL SCHNEIDER

Le 4 septembre 1970, le socialiste Salvador Allende, candidat de la coalition de gauche « Unité Populaire », obtenait la majorité relative des suffrages populaires à l'élection présidentielle, soit 36,3 % des voix, devant le candidat conservateur Jorge Alessandri (34,9 %) et le candidat démocrate-chrétien Radomiro Tomic (27,8 %). En l'absence de majorité absolue, c'était au Congrès réuni de désigner le nouveau président.

Aucune tendance n'étant majoritaire dans le Congrès réuni (gauche: 80 députés et sénateurs, démocratie-chrétienne: 75, droite: 45), des négociations s'engagèrent entre l'Unité Populaire (U.P.) et le Parti Démocrate Chrétien (P.D.C.), portant sur les garanties exigées par le P.D.C. en échange du soutien de ses parlementaires à Allende.

Ces négociations eurent notamment pour résultat de fixer le futur cadre institutionnel dans lequel s'inscriraient les Forces armées. Par ailleurs, un intéressant échange de vues donna à Allende l'occasion de proclamer sa volonté de faire de la politique militaire un domaine réservé au président, renouant ainsi avec une prérogative tombée en désuétude depuis Ibanez. En effet, le P.D.C. ayant demandé que les Forces armées et le corps des carabiniers continuent d'être une garantie du système démocratique chilien, ce qui selon eux impliquait qu'en soient respectées les structures organiques et hiérarchiques, Allende répondit que la nomination du Haut Commandement était de son seul ressort et que l'Unité Populaire n'aurait aucun droit de regard en la matière (Labrousse, 1972, p. 216).

L'accord se fit finalement sur une modification de l'article 22 de la Constitution qui, à l'origine stipulait que: *La force publique est obéissante par essence. Aucun corps armé ne peut délibérer.* La nouvelle formulation fut: *La force publique est constituée uniquement et exclusivement des Forces Armées et du corps des Carabiniers, institutions par essence professionnelles, hiérarchisées, obéissantes et non délibérantes. La dotation en effectifs de ces institutions ne peut se faire que par voie légale, et l'incorporation de nouveaux effectifs aux Forces Armées et aux Carabiniers ne pourra se faire qu'au travers des institutions d'enseignement militaire, à l'exception du personnel devant accomplir des tâches exclusivement civiles.*

Le P.D.C. voyait s'éloigner ainsi les spectres de l'infiltration de militants de gauche et de l'intégration de milices populaires dans les forces armées. Le gouvernement tenta toutefois en juin 1971 de procéder au recrutement temporaire de 1.000 hommes devant servir dans les carabiniers. Ce projet se heurta à l'opposition de la démocratie chrétienne qui y vit (à juste titre) une tentative de contourner la loi, et fut abandonné (Palacios, 1979, p. 248).

L'armée, de son côté, voyait sa liberté institutionnelle officiellement garantie, et de surcroît inscrite dans la Constitution. Ainsi débutait un processus qui sera bientôt une constante de la période du gouvernement d'Unité Populaire: chaque affrontement politique entre le gouvernement et son opposition contribue à affaiblir le système institutionnel chilien et permet à l'armée d'accroître son autonomie (Ampuero, 1975, p. 59). Un observateur aussi averti des questions militaires que Polloni se félicita ouvertement de ce nouveau recul du contrôle civil sur l'armée chilienne (1972, p. 244).

Le P.D.C. étant divisé entre partisans de l'alliance à droite (dont Frei et un grand nombre de ses ministres) et du soutien à la gauche (dont Tomic), ce fut ces derniers qui parvinrent à entraîner la majorité du parti derrière eux. Le succès des négociations rendant inévitable l'accès d'Allende à la présidence, les adversaires les plus décidés de la gauche décidèrent de passer à l'action:

- Au sein du gouvernement: le ministre des finances, Andrés Zaldívar, fit le 23 septembre 1970 un discours alarmiste qui déclencha une panique financière; par ailleurs, Viaux révéla que Frei lui-même, poussé par certains de ses ministres, lui aurait donné le feu vert pour une action extra-légale (Cordova, 1973, pp. 66 - 68).

- Au sein de la droite politique: le Parti National (P.N.) tenta de faire recommencer les élections (Labrousse, 1972, pp. 212 - 213), alors que l'extrême-droite se lançait dans une campagne d'attentats visant à accroître la tension (ibid, pp. 217 - 218) et que l'avocat Pablo Rodríguez créait le 20 septembre le groupe activiste d'extrême-droite «Patrie et Liberté».

- Aux Etats-Unis: les U.S.A. étaient hostiles à la venue de la gauche chilienne au pouvoir pour des raisons idéologiques (opposition au marxisme), stratégiques (crainte de la

contagion révolutionnaire en Amérique latine, et crainte de l'impact de l'expérience chilienne auprès de la France et de l'Italie, aux superstructures politiques comparables à celles du Chili - Davis, 1985, p. 7; Uribe, 1974, p. 93), et économiques, en raison de l'importance des intérêts américains dans le domaine minier (Anaconda, Kennecott) et dans celui des télécommunications (I.T.T.), qui étaient menacés de nationalisation sans indemnisation (Uribe, 1974, pp. 35 - 38 et 54 - 55).

La perspective de la venue de la gauche au pouvoir au Chili était depuis longtemps envisagée par les Etats-Unis qui s'étaient efforcé d'en mesurer la probabilité. Ce devait être le rôle du plan Camelot, prévu pour être mis en oeuvre au Chili à partir de 1965 sous le couvert de recherches en sciences sociales. La révélation prématurée de ce projet causa un énorme scandale qui mit une fin prématurée à ce qui restera la première tentative à grande échelle d'«espionnage sociologique» d'un Etat (Horowitz, 1967; Labarca, 1968, pp. 249 - 251, Labrousse, 1972, p. 132; Uribe, 1974, pp. 41 - 42).

Le résultat des élections présidentielles de 1970 fut très mal accueilli par le gouvernement américain (Davis, 1985, pp. 5 - 8) qui décida de tout mettre en oeuvre pour s'opposer à la venue au pouvoir d'Allende. Le détail de ces tentatives est bien connu, grâce notamment au rapport de la commission Church sur les activités de la C.I.A. et aux souvenirs de Nathaniel Davis, ancien ambassadeur américain à Santiago.

Agissant sur instructions précises du président Nixon, la C.I.A. lança deux opérations: «Track I» visant à mobiliser l'opposition civile à Allende et «Track II» visant à mobiliser l'opposition militaire. Ces deux opérations étaient en fait peu distinctes, car le succès de l'une comme de l'autre impliquait une probable intervention militaire. Ces opérations bénéficiant d'un important budget étaient coordonnées par le chef des opérations de la C.I.A., Thomas Karamessines, et directement inspirées par le Secrétaire d'Etat, Henry Kissinger.

Dans un message à son gouvernement, l'ambassadeur américain Edward Korry fit savoir à son gouvernement que l'armée chilienne ne ferait rien pour empêcher l'accession d'Allende au pouvoir (Coll., 1976, p. 27). Un peu plus tard la C.I.A., étudiant le potentiel de coup d'Etat parmi les militaires chiliens, le trouva obéré par une tradition militaire

de respect pour la Constitution, rappelée récemment par les prises de position legalistes du général Schneider (ibid, p. 59).

De nombreux militaires ayant toutefois mal accueilli le résultat des élections présidentielles au point de sembler vouloir s'y opposer par les armes (Cordova, 1973, p. 51; Silva et al., 1979, pp. 30 - 31), les différents cercles de conspirateurs se mirent à la recherche d'un sabre, et en trouvèrent deux: l'ex-général Viaux et le général Camilo Valenzuela, commandant la division de Santiago.

Nous suivrons, pour étudier cette conspiration, le récit qu'en fit plus tard Viaux à la journaliste Florencia Varas, et qui est notamment corroboré par le rapport Church et *Chile al rojo* de Labarca.

Bien que les cercles animés par Viaux et Valenzuela fussent distincts dans l'organisation, et de recrutement différent (ainsi le cercle de Valenzuela était animé par des officiers d'active de l'armée de terre), les conspirateurs, qui étaient en contact étroit, tinrent plusieurs réunions communes et agirent la plupart du temps de manière coordonnée. Le complot dépassait le cadre militaire, puisqu'il incluait, outre des militaires en activité tels que les généraux Valenzuela, Eduardo Arriagada (commandant la division de Concepcion), Vicente Huerta (directeur général des carabiniers), Joaquin Garcia (commandant en second de l'armée de l'air) et l'amiral Hugo Tirado (commandant en second de la marine), des militaires en retraite (Roberto Viaux et son beau-père Raul Iguait), des notables conservateurs dont le parlementaire Raul Morales Adriasola, de la Démocratie Radicale, l'industriel Adolfo Ballas, l'avocat Guillermo Carey Tagle, le terroriste d'extrême-droite Enrique Arancibia Clavel ainsi que Juan Diego Davila, vétéran de la conspiration «Los Condores» de 1951.

Il ne s'agissait donc pas de la préparation d'un putsch militaire classique, mais davantage d'une conspiration unissant des activistes civils et militaires, en relation probable avec certains cercles gouvernementaux, si l'on en croit les accusations précises que portera Viaux après l'échec de sa tentative (Cordova, 1973, pp. 65 - 68). Selon ses dires, l'avocat Carey Tagle, associé en affaires du ministre Zaldivar et membre de la conspiration, servait d'intermédiaire entre les conspirateurs et les

dirigeants démocrate-chrétiens dont la tactique était la suivante: favoriser un coup d'Etat des militaires qui, une fois le pouvoir pris, dissoudraient le Parlement et feraient procéder à de nouvelles élections présidentielles auxquelles pourrait se présenter Frei (l'intermède de pouvoir militaire permettant de tourner la loi selon laquelle un président chilien ne peut accomplir deux mandats consécutifs). Le discours alarmiste du ministre des finances Zaldivar, destiné à accroître la tension, faisait partie de ce plan. Viaux met nommément en cause les ministres Zaldivar, Figueroa (économie) et Rojas (intérieur) ainsi que Frei lui-même. Un autre conspirateur, le général Huerta, affirma devant le juge militaire avoir tenu le ministre Rojas informé du complot (Labarca, 1971, p. 78).

La question de la participation de Frei au complot n'est toujours pas définitivement résolue. Si Frei a toujours énergiquement nié les accusations de Viaux (que celui-ci a de son côté toujours maintenues), celles-ci furent confirmées par Raul Iguait (il est vrai le beau-père de Viaux) devant le juge militaire (Lamour, 1972, p. 42).

La révélation par la commission Church que la C.I.A. avait élaboré un plan similaire à celui énoncé par Viaux (désigné sous le nom de code de «gambit Frei») n'implique pas que le président y ait été associé. Interrogé sur ce plan par la commission, Thomas Karamessines laissa planer une certaine ambiguïté, en expliquant que Frei était peu disposé à prendre l'initiative de lui-même, sans y avoir été poussé par l'armée (Coll., 1976, p. 51). Nathaniel Davis, qui a les moyens d'être bien informé, semble serrer de près la vérité quand il assure que «le gambit Frei» ne fut pas discuté entre l'ambassadeur Korry et le principal intéressé, mais qu'il semble y avoir eu des consultations indirectes (1985, p. 12).

Il est par ailleurs troublant de noter que, volontairement ou involontairement, Frei fournit une aide précieuse aux conspirateurs en limogeant le 14 octobre le commandant en chef de la marine, l'amiral Fernando Porta Angulo (pour le sanctionner d'avoir autorisé six amiraux à rendre visite à Allende) qu'il remplaça par l'amiral Tirado, membre de la conspiration (Labarca, 1971, pp. 74 –75).

Il apparaît donc probable, malgré l'absence de preuves formelles, qu'Eduardo Frei fut au moins informé de ce que certains éléments opposés à Allende fomentaient une action illégale pour s'opposer à sa venue au pouvoir.

Les liens entre la conspiration et la C.I.A. sont longuement exposés dans le rapport Church. Dans le cadre de «Track II», la C.I.A. établit des liens par l'intermédiaire de l'attaché militaire américain Paul Wimert avec Viaux et Valenzuela. Informée au jour le jour des activités de la conspiration, mais n'influant guère sur elle, la C.I.A. apporta aux conspirateurs une aide multiforme: conseils, argent, armes. Elle fut informée du plan prévoyant d'enlever le général Schneider et, bien que réservée sur ses chances de réussite, y apporta son soutien matériel (Coll., 1976, pp. 17 - 104).

Pour réussir, la conspiration devait bénéficier de l'appui ou de la neutralité bienveillante de chacun des commandants en chef, et surtout de celui de l'armée de terre, René Schneider. Informé du complot, puis contacté par les conspirateurs, Schneider avait refusé de se joindre au complot. Les conjurés décidèrent alors son enlèvement, acte dont serait accusé la gauche et qui devrait permettre un soulèvement de l'armée. Après deux tentatives infructueuses les 19 et 20 octobre, l'opération eut lieu le 22. Mal réalisée par des civils d'extrême-droite inexpérimentés appartenant au groupe de Viaux, elle tourna au désastre et Schneider fut blessé par ses agresseurs. Bien que détenant des pouvoirs importants dans le cadre de l'état d'urgence aussitôt décrété, la conspiration recula devant l'immense émotion soulevée par cet attentat. Le général Prats, qui assurait l'intérim de Schneider (qui mourut de ses blessures le 24), obtint que l'enquête fut confiée aux militaires. Ses résultats furent rapides et les arrestations se multiplièrent à partir du 25 octobre dans les milieux de droite et parmi les anciens du Tacnazo. Viaux fut arrêté le 30.

L'assassinat du général Schneider avait ressoudé la classe politique et, le jour même de sa mort, Allende était élu président par l'ensemble des voix de gauche et démocrate-chrétiennes.

L'armée, comme le reste du pays, avait été frappée de stupeur (Moss, 1973, p. 327) par cet acte qui lui fit resserrer les rangs autour de ses chefs et du principe de neutralité politique et de respect par l'armée de la Constitution. L'attachement à ce principe fut réaffirmé aux lendemains de la mort de Schneider par les commandants en chef des trois armes (dont l'amiral Tirado!) Surtout, les conséquences au sein de l'armée de l'échec de la conspiration et de l'assassinat du général Schneider furent immédiates, et d'une grande importance politique:

1) L'extrême-droite, dont la responsabilité fut mise en évidence tant par l'enquête du général de réserve Cheyre (nommé à la tête des services de renseignement militaires et civils) que par les révélations de la presse se vit totalement discréditée.

2) Les comploteurs se retrouvèrent isolés. En effet, l'inculpation et la condamnation des généraux à la tête de la conspiration, ainsi que le limogeage d'un certain nombre d'autres généraux proches des comploteurs (dont le général Carlos Guerraty, commandant en chef de l'armée de l'air) ne suscitèrent pas de réaction de solidarité. Par ailleurs, le mythe de Viaux s'était définitivement effondré.

3) Le soutien apporté aux conspirateurs par les services secrets nord-américains provoqua dans l'armée, jusque là considérée comme largement pro-américaine, un sursaut patriotique qui conduisit les militaires à faire bloc autour de la doctrine Schneider et de la volonté d'affirmation nationale du gouvernement.

L'échec de la conspiration permettait à l'Unité Populaire d'aborder le pouvoir dans les meilleures conditions possibles. L'extrême-droite civile, les militaires séditieux et les interventionnistes nord-américains étaient neutralisés, tandis que d'importants secteurs de l'armée, vis-à-vis desquels la démocratie-chrétienne et l'extrême-droite étaient également discréditées, envisageaient favorablement l'arrivée d'un pouvoir de gauche.

Cela ne suffisait pourtant pas à Allende qui était conscient que seule la personnalité et le sacrifice du général Schneider avaient permis l'échec du complot. Autrement, l'Unité Populaire aurait été vaincue par les armes avant même que son gouvernement ait pu entrer en fonction, et un régime de droite autoritaire aurait dirigé le Chili dès octobre 1970. Il fallait donc que le gouvernement consolide son soutien militaire pour qu'il puisse durer et réaliser son projet socialiste. C'est une des raisons pour lesquelles Allende décida d'associer l'armée à la mise en oeuvre de sa politique.

4. LES DONNEES DE BASE DE LA POLITIQUE MILITAIRE DE LA GAUCHE CHILIENNE

Dresser le bilan de ces relations aboutit à un tableau pour le moins contrasté. En effet, si l'armée a rempli avec une extrême brutalité sa fonction de répression du mouvement populaire, faisant en tout environ 10.000 morts au cours du XXème. siècle (compte non tenu des victimes du coup d'Etat de 1973), il lui est également arrivé de soutenir la gauche, que ce soit lors du soulèvement révolutionnaire des marins de Coquimbo en 1931, de l'instauration en 1932 de la « République socialiste du Chili » ou de la victoire électorale du Front Populaire en 1938. Par ailleurs l'ibanisme, bien que frappé de toutes les ambiguïtés du populisme militaire, témoigne d'une volonté politique clairement progressiste. Et s'il est vrai que, à l'exception du second mandat présidentiel d'Ibanez, la grande époque du soutien des militaires à la gauche remonte aux années 30, cela s'explique selon Hyman (1973, p. 67) par le fait que si l'armée s'est écartée de son association avec les organisations populaires, ce n'est ni en raison d'une peur des classes moyennes à l'égard de la mobilisation des masses ni par hostilité fondamentale aux forces populaires, mais par rejet instinctif de l'élargissement de la participation politique et dans une certaine mesure par le climat prévalent de guerre froide.

4.1. Quelle stratégie pour la gauche?

Deux stratégies s'offrent à la gauche pour s'assurer un soutien au sein des forces armées, la stratégie d'intégration et la stratégie de lutte de classe au sein de l'armée.

La stratégie d'intégration vise à associer les forces armées au projet socialiste de l'Unité Populaire. Elle prévoit l'élargissement de la mission traditionnelle de l'armée, qui est la protection de la nation (ou défense des frontières physiques) au développement économique (défense des frontières économiques). A terme, cette évolution doit mettre fin à l'isolement social de l'armée et la rapprocher du peuple et de ses organisations au sein d'un vaste effort collectif pour développer le pays. Cette stratégie, qui est énoncée dans le programme de l'Unité Populaire (voir Annexe II) et correspond à une conception majoritaire au sein de la gauche, sera celle du président Allende.

La stratégie de lutte de classe au sein de l'armée consiste à provoquer une fracture horizontale au sein de l'armée opposant les officiers d'origine bourgeoise aux sous-officiers et soldats d'origine populaire, au moyen d'un travail clandestin au sein des casernes: infiltration de militants, travail de conscientisation et de politisation de la troupe. Cette stratégie, qui est celle de l'extrême-gauche n'appartenant pas à l'Unité Populaire (principalement le M.I.R.), influencera également certains secteurs de l'Unité Populaire, notamment les petits partis I.C. et M.A.P.U., issus de scissions de gauche de la démocratie chrétienne (Joxe, 1972, p. 93; Labrousse, 1972, p. 379).

Bien qu'opposées, ces deux stratégies souffrent du même handicap, qui est de ne pas appréhender l'objet - forces armées dans sa globalité et sa complexité:

- la stratégie intégrationniste exagère l'importance dans la culture militaire chilienne de facteurs essentiellement juridiques et parfois conjoncturels (professionnalisme des militaires, verticalisme de la hiérarchie, fidélité au chef constitutionnel de l'Etat), dont la persistance en cas de crise grave est douteuse, en faisant totalement abstraction de la tendance autrement plus significative qu'est l'exceptionnel tropisme conservateur de l'armée chilienne. Par ailleurs, elle contribue à fragiliser la position du pouvoir civil en accentuant le poids de l'armée au sein de l'Etat et de la société.

- la stratégie «classe contre classe», en appliquant mécaniquement des schémas simplistes, ne prend pas en compte la forte cohérence de la communauté militaire, qui entraîne l'adhésion de ses membres aussi bien à l'idéologie de l'organisation (ex. devoir d'obéissance envers les chefs) qu'à sa sémiotique (respect du drapeau, de l'uniforme, des commémorations). La mise en oeuvre de cette stratégie risque dès lors d'isoler une infime fraction de militants convaincus au sein d'une institution militaire soudée contre eux. Elle oublie aussi le fait qu'un certain nombre d'officiers, bien que d'origine bourgeoise, sauront faire preuve d'un solide esprit républicain, comme le général Prats.

Un parti de gauche, le P.S., essaie de dépasser cette alternative dans la définition de sa stratégie vis-à-vis de l'armée. Très radical dans sa doctrine qui prévoit la prise de pouvoir par le peuple à l'issue d'un affrontement armé, le P.S. n'en a pas moins, en raison de ses origines militaires, une stratégie relativement complexe alliant un certain niveau de préparation militaire interne (existence d'écoles de guérilla et d'un petit appareil guérillero, l'E.L.N.) à l'existence d'un secteur socialiste clandestin au sein de l'armée. De plus, le P.S., confiant dans les vertus de la pédagogie, considère l'armée comme une terre de mission naturelle pour les idées socialistes. Sans nier le poids du conservatisme militaire, Clodomiro Almeyda (ministre d'Ibanez puis d'Allende, secrétaire exécutif de l'U.P., puis secrétaire général en exil du P.S.) estime qu'il eût fallu entamer un dialogue avec l'armée visant à mettre en évidence la contradiction entre son rôle actuel conservateur et répressif, et son action libératrice lors de la vague d'indépendance latino-américaine (1977, p. 68).

A titre d'exemple destiné à prouver le bien fondé de sa démarche (à nos yeux d'une confondante naïveté), Almeyda cite le cas du général Prats, militaire conservateur que le contact quotidien avec des militants de gauche et des organisations populaires a transformé en militaire progressiste.

Le prédécesseur d'Almeyda à la direction du P.S., Carlos Altamirano, prend des accents lyriques pour vanter l'action de Grove, modèle de l'officier révolutionnaire, et célébrer la fécondité de l'alliance entre le peuple et l'armée (dans un article célébrant le 38ème anniversaire du P.S. paru dans *Tricontinental*, La Havane, sept. / oct. 1971, traduit dans *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, N° 152 - 153, dec. 1972).

Exemple assez peu courant d'un parti d'extrême-gauche militariste, le P.S. a une vision qui le situe en marge des autres partis de la gauche chilienne, qui est la nostalgie de l'alliance de 1932, c'est-à-dire d'une armée révolutionnaire construisant le socialisme en commun avec les organisations de la classe ouvrière (Joxe, 1974, pp. 91 -92; Labrousse, 1972, pp.174, 200, 320 - 321; Palacios, 1979, p. 367).

Etant donné que la politique à mener vis-à-vis de l'armée est un corollaire de la réponse apportée à la question des voies de passage au socialisme: voie électorale ou voie insurrectionnelle, la prise de position du P.C. en faveur de la « voie non armée » (Labrousse, 1972, p. 170; Piacentini, 1972, p. 25; *Punto Final*, n° 174, 02/01/1973) laisse le

P.S. isolé dans la défense de la voie insurrectionnelle. Les autres partis de l'Unité Populaire sont, à l'exception du M.A.P.U. (Movimiento de Accion Popular Unitaria, scission de la tendance de gauche dite «rebelle» du P.D.C.), sur des positions plus modérées de prise de pouvoir à l'issue d'élections et de transition pacifique vers le socialisme. L'I.C. (Izquierda Cristiana, future scission de la tendance de centre-gauche dite «terceriste» du P.D.C.) fait toujours partie de la démocratie-chrétienne, tandis que les organisations d'extrême-gauche (M.I.R., M.R.2. et P.C.R.) n'appartiennent pas à l'U.P.

Il ne faut de plus pas oublier que l'Unité Populaire est une alliance de classes entre la classe ouvrière (représentée principalement par le P.C. et le P.S.) et des secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie (Parti Radical, Parti Social Démocrate (P.S.D.), Action Populaire Indépendante (A.P.I.) désireux de soutenir un projet de développement économique endogène (Joxe, 1974, p. 40). La réussite d'un tel projet implique la collaboration technique des militaires en raison de l'état de sous-développement du Chili.

Enfin, l'Unité Populaire espère bénéficier des contradictions internes à l'armée révélées par le Tacnazo et s'assurer l'appui du courant «péruvien» parmi les militaires (Hansen, 1967, p. 248; North, 1975, p. 80).

4.2. La mise en oeuvre de la politique militaire de Salvador Allende

Comme il l'avait manifesté lors des négociations constitutionnelles entre l'U.P. et le P.D.C., Salvador Allende entendait faire de l'armée son domaine réservé en exerçant la plénitude de ses prérogatives. Ses deux premiers ministres de la défense seront deux modérés, le radical Alejandro Rios, ancien professeur à l'Ecole de guerre (sur Rios : Johnson, 1973, pp. 181 – 182 ; Prats, 1985, pp. 191 – 192), puis le socialiste José Toha, choisis pour être des exécutants de la politique présidentielle qu'ils appliqueront sans état d'âme.

Dès avant son élection, Allende avait pris contact avec les Etats-Majors des trois armes par l'intermédiaire du général de réserve Juan Forch Petit. Il y eut notamment plusieurs réunions avec la marine, arme la plus réticente à l'égard de la gauche (ces

réunions, tenues à l'insu du gouvernement, entraînèrent le limogeage du commandant en chef de la marine, l'amiral Porta). Par la suite, Allende s'efforça de faire prévaloir un climat de confiance entre l'armée et la présidence en multipliant les contacts directs avec l'armée, court-circuitant ainsi son gouvernement aussi bien que les partis de l'U.P. Sa gestion courante des affaires militaires se fit dans le même esprit, comme en témoignent les faits suivants:

- Allende revendiqua le titre de généralissime, à l'inverse de ses prédécesseurs.
- Il multiplia les rencontres institutionnelles avec le commandement de l'armée (quatorze réunions se tinrent durant les sept premiers mois du mandat d'Allende à l'initiative de l'une ou l'autre partie), assista fréquemment à des revues militaires, prises d'armes, remises de décoration et plus généralement ne manqua aucune occasion de rencontrer des militaires de tout grade. A la fin de 1971, le président assista personnellement aux grandes manoeuvres, ce qui ne s'était pas vu depuis quarante ans (Prats, 1985, pp. 232 – 233).
- Il rendit chaque fois que cela lui était possible de vibrants hommages à l'armée (ex. le discours prononcé le 5 avril 1971 devant la nouvelle promotion de généraux et amiraux: Polloni, 1972, p. 231).
- Il s'efforça de nouer des liens personnels avec de nombreux militaires, notamment par le biais de la franc-maçonnerie (18 % des officiers en retraite interrogés par Hansen étant maçons - 1967, p.180). Il convient à ce propos de noter que l'influence de la maçonnerie, plus importante dans l'armée de terre et les carabiniers que dans la marine de tradition catholique, était néanmoins en régression depuis les années 50.

En insistant sur l'importance primordiale qu'avaient pour lui ses relations avec l'armée, Allende tenta de retourner à son profit le sentiment d'abandon de la part du gouvernement qu'éprouvaient les forces armées et qui avait conduit au Tacnazo. L'impact

de cette politique auprès des militaires fut réel, comme en témoignent les propos du général Canales, pourtant l'un des adversaires les plus déterminés de l'U.P. au sein de l'armée, qui va jusqu'à reconnaître en Allende une sorte de militaire honoraire, et affirme que le Président respecte les Forces Armées, et que celles-ci n'ont jamais été entourées d'une telle considération et d'un tel respect (in *Chile Hoy*, 29/09/1972 – voir aussi Davis, 1985, p.118; Dupoy, 1983, p.162; Garcia, 1974, pp. 20 - 21; Joxe in *Frontière* n°4, mars 1973, p. 2; Labrousse, 1972, pp. 301, 306 - 307; Moss, 1973, p. 161; Nunn, 1976, pp. 270 - 272, Palacios, 1979, pp. 71 - 73).

S'appuyant sur la traditionnelle popularité des forces armées, notamment au sein des classes défavorisées qui forment son électorat (Hansen, 1967, pp.152 - 165), la gauche s'efforça de mettre l'armée de son côté en lançant une grande entreprise de séduction à son égard. C'est ainsi que le général Schneider fut l'objet d'une véritable canonisation de la part de la gauche, comme le montre, parmi de nombreux exemples, le ton volontairement hagiographique emprunté par le sénateur communiste Volodia Teitelboïm quand il dit que Schneider aura une place dans le cœur des Chiliens pour les siècles des siècles (Dupoy, 1983, pp.162 - 163; Piacentini, 1972, p. 26; Nunn, 1976, p. 278; Polloni, 1972, p. 247). On notera aussi que la presse des partis de l'Unité Populaire faisait une campagne permanente en faveur des forces armées (Labrousse, 1972, pp. 307 - 308; Palacios, 1979, pp. 296 -298), tandis que militants et sympathisants de gauche se faisaient un devoir d'aller applaudir les défilés militaires (Cordova, 1973, p. 59).

L'administration de l'armée par la nouvelle équipe gouvernementale fut à la fois marquée par la stabilité institutionnelle et le progrès économique. La stabilité institutionnelle se manifesta d'abord dans le choix des chefs de l'armée. Au lieu de profiter de son accession au pouvoir pour nommer à la tête des quatre armes de jeunes officiers de gauche, ce qui aurait automatiquement amené la mise à la retraite de tous leurs supérieurs hiérarchiques, Allende choisit la continuité. Les nouveaux commandants en chef étaient respectivement: confirmé dans le poste qu'il occupait à titre intérimaire (Prats pour l'armée de terre), n° 2 (Montero pour la marine et Sepulveda pour les carabiniers) et n° 3 dans la hiérarchie de leur arme respective (Ruiz pour l'aviation).

Par surcroît, les nouveaux responsables de l'armée reçurent carte blanche pour procéder aux promotions internes à leur arme sans interférence de l'exécutif, ce qui marquait un nouveau recul du contrôle civil sur l'institution militaire, sans doute inévitable dans la mesure où le nouveau pouvoir ne voulait pas prêter le flanc à d'éventuels soupçons de promotion sur critère politique (Piacentini, 1972, p. 27). Allende essaya malgré tout de mettre sur pied un «dispositif militaire», sans grand succès comme en témoigne la chronique suivante rapportée par Prats (1985, pp. 200 à 232). Lors de la réunion du 5 décembre 1970 du Bureau des Promotions de l'armée de terre Prats, qui avait décidé de faire passer dans le cadre de réserve les généraux Gorioitia, Arriagada et Larrain, refusa d'étendre cette décision comme le demandait Allende aux généraux Manuel Pinochet, jugé responsable de la tuerie d'El Salvador en 1966, et Canales, notoire sympathisant de droite, en jugeant cette requête dépourvue de justification institutionnelle. A la mi-novembre 1971, Prats refusa d'accéder à une nouvelle requête présidentielle visant à refuser la promotion à la tête du régiment Buin, stationné à Santiago, du commandant Felipe Geiger Stahr, accusé de tenir des propos anti-gouvernementaux. Prats fit valoir au président qu'il avait promu Geiger pour ses capacités et refusait de condamner un officier «sur des ragots». Cet incident ayant rafraîchi les relations entre le président et son chef de l'armée, ce fut le ministre de la défense, Alejandro Rios, qui se chargea de présenter le 7 décembre 1971 à un Prats éberlué une liste d'officiers devant être nommé par décision présidentielle expresse à des postes stratégiques de la garnison de Santiago, liste que Prats rejeta évidemment en bloc.

Au-delà de ces péripéties, et s'il déçut certains officiers subalternes avides de changement (Silva et al., 1979, p. 31), le choix présidentiel des nouveaux responsables militaires se révéla à la fois prudent, car la ratification parlementaire de ces nominations se trouvait assurée, et judicieux, puisque trois des quatre commandants en chef restèrent jusqu'au bout loyaux au président .

Le même souci de stabilité guida Allende dans l'organisation interne des armées, puisque le président s'abstint d'entreprendre les réformes visant à démocratiser l'armée prônées par certains secteurs de la gauche : c'est ainsi qu'il ne ressortit pas plus les propositions que le P.C. avait faites en 1946/47, consistant en l'octroi du droit de vote aux soldats et en l'élection des officiers qu'il ne prit en considération celles formulées en août

1971 par Raul Ampuero, ancien secrétaire général du P.S. passé à l'ultra-gauche, impliquant une épuration drastique de l'Etat-Major, la nomination de commissaires politiques au sein de l'armée et la mise sur pied d'un système de défense populaire calqué sur celui du Nord-Vietnam (Moss, 1973, p.164 ; voir aussi Sweezy, 1973, p. 4 et Wolpin, 1972, p. 202). Il ne fut même pas question de supprimer ou de réduire l'importance des stages anti-guerilla à Panama, ou des manoeuvres conjointes des marines chilienne et américaine, pourtant de valeur hautement symbolique auprès de la gauche toute entière. Enfin, rejetant toute idée de milice populaire (Polloni, 1972, p. 244), Allende réaffirma que les forces armées garderaient le monopole de la violence légale.

La politique de stabilité institutionnelle de l'armée mise en oeuvre par Allende correspondait au souci pragmatique de s'assurer l'appui de l'armée durant la période de son installation au pouvoir. Ce faisant, Allende échangeait un péril à court terme contre un risque à moyen terme: celui d'accroître les inévitables contradictions entre une société civile en évolution rapide et radicale et une armée immobile (Darde et Santi, 1973; Labrousse, 1972, p. 305; North, 1975, p. 72; Nunn, 1976, p. 271).

L'armée connut un progrès économique indéniable, dû à la considérable augmentation du budget de la défense qui passa de 143 millions de \$ en 1969 à 226,5 millions en 1971; 203,4 millions en 1972; 170,5 millions en 1973 (Lobier, 1980, p. 225). Cette augmentation bénéficia aussi bien aux dépenses de fonctionnement qu'aux dépenses d'investissement.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement permit d'augmenter le montant des soldes; c'est ainsi par exemple que la solde d'un général passa de 12 fois le salaire minimum en 1970 à 21 fois en 1972 (Palacios, 1979, p. 305). De la sorte, les conditions de vie des militaires, qu'ils fussent officiers supérieurs (Moss, 1973, p.155), ou même sous-officiers pour lesquels un effort particulier était consenti, connurent une embellie contrastant singulièrement avec la médiocrité des années précédentes. Polloni (1972, p. 240) se félicite de ce que, dorénavant, même un caporal puisse assumer les dépenses d'éducation de ses enfants, et s'étend longuement sur le confort moderne (cuisinière à gaz, lave-linge, radio, télévision, machines à coudre et à tisser) auquel les militaires, même en retraite, ont accès depuis la venue au pouvoir de l'Unité Populaire.

L'augmentation des dépenses d'investissement permit de lancer un plan de modernisation de l'armée concernant les trois armes:

- l'aviation: Dès décembre 1971, l'armée de l'air entamait des négociations avec la France pour l'achat de 12 Mirage V ainsi que d'hélicoptères SA-330. En 1973, les Etats-Unis vendirent au Chili 8 avions d'entraînement T-37 et donnèrent leur accord de principe à la vente de chasseurs F-5E.
- l'armée de terre: Une délégation chilienne visita la France en janvier 1973 pour se faire présenter des hélicoptères et les chars AMX 30; neuf hélicoptères Puma et une vingtaine de missiles sol-sol furent finalement achetés.
- la marine: Le croiseur suédois «Gota Lejon» fut acheté en juillet 1971, et trois péniches de débarquement américaines en 1973.

Il apparaît donc que la politique de modernisation de l'armée allait de pair avec la poursuite et le renforcement de la politique de diversification des sources d'approvisionnement mise en oeuvre à la fin du mandat de Frei. Le souci des responsables militaires chiliens de ne plus dépendre exclusivement des U.S.A. bénéficia principalement aux importants fournisseurs d'armes que sont la France et la Grande-Bretagne.

Formulées dès le début du gouvernement de l'Unité Populaire, les offres de fournitures militaires de l'Union Soviétique, dont les conditions économiques étaient pourtant particulièrement favorables, tardèrent à être acceptées en raison des réticences d'ordre politique de l'Etat-Major (Canessa, 1995, p. 162). La visite que fit le général Prats à Moscou en mai 1973 fut l'occasion de la signature d'un traité de coopération militaire, limité à la demande de la partie chilienne à la fourniture de matériel de communication et de transport (Davis, 1985, pp. 131 - 132; Palacios, 1979, pp. 106 - 107; *The Times*, 18/10/1971).

Tant l'amélioration de leur situation économique que le sentiment d'être enfin compris du pouvoir suscitèrent chez de nombreux militaires un sentiment de reconnaissance à l'égard du gouvernement d'Allende, encore accru par la maladresse de

certaines milieux de droite accusant l'armée de s'être laissée acheter. A cet égard, la politique militaire du gouvernement était clairement une réussite (Darde et Santi, 1973; Davis, 1985, pp. 96 - 99; Duhamel, 1974, p. 89; Dupoy, 1983, p.163; Moss, 1973, pp. 155 et 160, Rossanda, 1972).

En application du programme de l'Unité Populaire, et conformément à son choix intégrationniste, l'administration Allende ne tarde pas à associer l'armée à la réalisation de ses projets de développement économique. Allende énonça publiquement les bases de cette association dans son discours de Temuco du 2 mars 1971, en précisant que l'intégration ne signifiait pas la politisation, mais la coopération.

La mise en oeuvre de cette politique fut considérablement facilitée par le fait qu'il ne s'agit au début que d'un approfondissement de l'action civique pratiquée par les militaires depuis des décennies, et que le discours d'Allende ne faisait que reprendre des thèmes agités depuis longtemps par de nombreux théoriciens militaires, notamment au Chili où le colonel d'aviation René Gonzalez Rojas avait fait publier en 1966 dans la revue officielle des forces armées un article remarqué jusqu'à l'étranger consacré à la contribution des forces armées au développement économique (*MECH*, n°333, 19 septembre 1966). Les idées avancées par le colonel Gonzalez, qui assigne aux forces armées la mission de protéger le développement économique et les valeurs culturelles du pays et, sur le plan interne de jouer un double rôle d'agent régulateurs de la société et d'acteur économique dont la tâche traditionnelle d'aide au développement doit être amplifiée jusqu'à participer à un Plan National de Développement, peuvent être considérées comme l'une des sources possibles de la politique militaire d'Allende.

Plus notables encore en raison de leur radicalisme et de leur publication à la veille de l'élection présidentielle (*MECH*, n°356, juillet-août 1970) sont les réflexions du commandant d'artillerie Claudio Lopez Silva intitulées : Les Forces Armées dans le Tiers-Monde, dans lesquelles l'auteur, sans jamais citer le cas du Chili, affirme que les armées des pays en voie de développement sont prêtes à apporter leur collaboration au développement social, économique et culturel, et que cette mission, qualifiée de «rôle historique», se confond avec la lutte de tous les secteurs de la communauté nationale qui

souffrent de l'oppression et de l'injustice sous toutes leurs formes (Nunn, 1976, pp. 270 - 271; Piacentini, 1972, p. 26; Polloni, 1972, p. 238; *Chile Hoy*, n° 25, 1/12/1972).

L'intégration des forces armées au développement économique et social se fit suivant trois axes:

- Nomination de militaires à des postes de responsabilité dans l'appareil économique d'Etat (CORFO, ODEPLAN) ou dans d'importantes sociétés de valeur stratégique du secteur public (mines de cuivre de Chuquicamata, aciéries du Pacifique etc.). A la fin de 1971, 265 postes étaient ainsi pourvus (North, 1975, p. 74; Palacios, 1979, p. 305; Piacentini, 1972, p. 28).
- Lancement le 25 février 1971 par le Conseil Supérieur de Sécurité d'un grand plan de développement et de colonisation des provinces méridionales de Malleco, Cautin, Valdivia et Osorno. Ce plan répondait notamment aux préoccupations des militaires en renforçant une région frontalière avec l'Argentine jusqu'alors fort mal défendue. De même, un officier fut nommé intendant de la province de Magallanes, la plus australe du pays. (Joxe in *Politique aujourd'hui*, 07/08/1972; *Perspectives*, 10/04/1971, p. 3).
- Nomination d'officiers (une dizaine au début de 1972) à des postes d'«interventores» (médiateurs nommés par le gouvernement) dans des entreprises où se déroulaient des conflits du travail.

Il fut de plus décidé qu'une commission conjointe du Plan et des forces armées se réunirait mensuellement pour examiner les orientations économiques du point de vue de la défense nationale. En dernier lieu, des officiers participaient es qualité à de nombreuses commissions interministérielles.

Il est à noter que le gouvernement était loin d'être dépourvu d'arrière-pensées politiques en élargissant le domaine d'intervention de l'armée: la nomination de

l'ingénieur général Palacios à la tête de la mine de cuivre récemment nationalisée de Chuquicamata était réputée signifier aux anciens actionnaires américains que l'armée approuvait la décision de nationalisation (Horowitz estime à ce propos – in Lipset et Solari, 1967, p. 242 – que la défense du secteur public, notamment minier, fait partie des valeurs de l'armée chilienne). De même, la nomination d'officiers comme «interventores» devait pouvoir calmer les ardeurs des travailleurs d'extrême-gauche, tandis que l'implication des militaires dans la gestion des provinces australes les amènerait nécessairement à s'éloigner de la pure technique en les mettant en contact avec des forces sociales gênantes pour le gouvernement (Indiens Mapuches mobilisés par l'extrême-gauche) quand elles ne lui étaient pas violemment hostiles (propriétaires terriens d'extrême-droite des provinces australes se livrant à la contrebande d'armes).

5. VERS UNE CRISE DE L'INSTITUTION MILITAIRE

Structurellement inapte à une évolution rapide, l'institution militaire demeurait figée dans une société en pleine mutation. Elle entendait rester au-dessus des classes alors que s'affrontaient les possédants, les ouvriers et les classes moyennes, et se voulait apolitique quand jamais la bipolarisation gauche-droite n'avait été aussi accentuée. Entraînée bon gré mal gré à collaborer à une politique de changements sociaux radicaux à laquelle elle était en majorité loin d'adhérer, l'institution militaire tendait à se morceler, et les clivages de l'époque Frei ne tardèrent pas à se reformer, parfois suivant un processus séditionnel.

5.1. Modèle militaire et modèle populaire

Placés devant des tâches nouvelles, et parfois très difficiles (ex. les postes d'«interventores» dans des entreprises en conflit), les militaires avaient tendance à agir suivant les normes en vigueur parmi l'institution militaire, et ce au sein d'un contexte de lutte de classes qui leur était fondamentalement étranger. Pris en porte à faux entre leur idiosyncrasie militaire, le souci de mener à bien la mission qui leur avait été confiée et les surenchères révolutionnaires d'une partie de la gauche, de nombreux militaires nourrirent une frustration croissante dont l'effet quant à leur appréciation du gouvernement de gauche fut bientôt négatif.

Les principales pierres d'achoppement entre les militants de la gauche chilienne et les militaires se situaient dans les domaines suivants:

5.1.1. Sociologie des valeurs

Le militaire pourra apprécier chez le militant de gauche (par exemple chez le jeune passant ses dimanches à faire du travail volontaire) des qualités telles que le désintéressement, la disponibilité, la fraternité, le courage, l'esprit de sacrifice et de solidarité (voir Bailby in *Le Monde Diplomatique*, avril 1973).

A contrario, rien ne sera plus étranger au militaire que des valeurs telles que la solidarité de classe, la démocratie ouvrière, l'union des travailleurs, et en général toute valeur fondée sur l'existence de classes sociales.

Ce refus net et sans nuances peut s'expliquer à la fois par un facteur commun à toutes les armées du monde qui est l'auto-représentation de l'armée comme une communauté au-dessus des classes, et par les facteurs plus spécifiques à l'armée chilienne que sont l'extrême isolement de l'armée au sein du corps social et le poids d'une idéologie ultra-conservatrice. Hermet (1983, p. 211) oppose ainsi l'éthique de responsabilité méritocratique des militaires à l'éthique militante.

Les actes antimilitaristes auxquels se livrèrent certains militants d'extrême-gauche eurent un effet totalement négatif sur l'appréciation que pouvaient porter de nombreux militaires sur la gauche. Si des opérations comme le blocage de routes militaires (Silva et al., 1979, p. 34) suscitaient une considérable (et compréhensible) irritation, l'occupation le 8 octobre 1970 du monument au général Baquedano par des militants d'extrême-gauche fut ressentie à tous les niveaux de l'armée comme un acte à peine moins grave qu'une déclaration de guerre; symptomatique à cet égard est la violence de la réaction de Polloni, pourtant favorable au gouvernement Allende (1972, pp. 248 - 249).

On arrive ici à une incompréhension quasi-structurelle entre l'armée et la gauche chilienne: malgré le patriotisme, voire le nationalisme des classes les plus défavorisées (voir notamment Hansen, 1967, pp. 74 et 76) dont elles étaient l'expression politique, les organisations de la gauche chilienne, qui pourtant critiquèrent avec violence cette action particulièrement mal venue alors qu'Allende tentait de faire avaliser sa victoire par le Congrès (Labrousse, 1972, p. 225), ne pouvaient partager l'unilatéralisme des militaires qui firent de cette occupation une affaire d'Etat et, pour ne prendre que cet exemple, gardèrent un mutisme total lors du massacre le 9 mars 1969 à Puerto Montt de 8 sans-logis par les carabiniers.

On peut donc affirmer en résumé que les seules valeurs communes possibles à la gauche et aux militaires se caractérisent par leur caractère individuel et

ahistorique et que la culture et l'idiosyncrasie des militaires chiliens excluent toute convergence entre l'armée et la gauche sur des valeurs collectives ou historicisées.

5.1.2. Nationalisme et internationalisme

L'orgueilleuse solitude de l'armée chilienne au sein de la nation n'a d'égale que son isolement par rapport aux autres armées latino-américaines. Perdue dans son passé de gloire, l'armée chilienne considère les pays voisins comme autant d'ennemis potentiels, en raison de litiges territoriaux remontant au siècle dernier, et continue de bâtir ses plans stratégiques sur l'hypothèse d'une offensive revancharde des vaincus de la guerre du Pacifique (AID, 1970, p. 93 ; Hansen, 1967, pp. 232-233; voir aussi Canessa, 1995, p. 124 et Rossanda, 1972). Les armées des pays voisins sont pour ainsi dire indignes de l'armée chilienne, et il sera de bon ton pour un officier chilien d'afficher un mépris de fer pour les autres armées latino-américaines (Rivas et Reiman, 1976, p.102). A la seule exception près de l'armée équatorienne, l'armée chilienne n'entretient de relations bilatérales qu'avec l'armée des U.S.A.

On peut donc observer un grand décalage entre la vision étriquée qu'a l'armée chilienne de sa sphère stratégique, ainsi que la quasi-inexistence de ses relations extérieures, avec la politique étrangère active que déploya l'administration de Frei, sous l'impulsion du dynamique ministre Gabriel Valdes.

Ce décalage s'accentua avec la venue au pouvoir de l'Unité Populaire. Gabriel Valdes fut remplacé aux affaires étrangères par le socialiste Clodomiro Almeyda, dont le précédent emploi de professeur de marxisme-léninisme à l'Université de Santiago et les sympathies pro-chinoises durent effarer plus d'un militaire...

La gauche chilienne ayant toujours cultivé l'internationalisme comme un devoir, la nouvelle diplomatie chilienne multiplia les reconnaissances diplomatiques – Cuba, la RDA, la Chine, le Nord Viet-Nam - et les signatures d'accords commerciaux avec des pays socialistes, tandis que les portes du Chili s'ouvraient à des guerilleros boliviens et uruguayens, ainsi qu'à Régis Debray fraîchement libéré des prisons boliviennes. Cet afflux de théoriciens ou de praticiens de la lutte armée créa un vif mécontentement au sein des cercles militaires les plus conservateurs, qui avaient obtenu du gouvernement Frei le 19

février 1969 l'expulsion de 14 professeurs argentins ayant fui la dictature du général Onganía. A cela s'ajoutait que le nationalisme intransigeant des militaires chiliens s'offusquait de ce que le plus proche collaborateur d'Allende fut l'Espagnol Joan Garcès, et leur faisait considérer le marxisme et le léninisme comme des idéologies importées de l'étranger (sur le divorce entre nationalisme et socialisme dans les pays du cône sud de l'Amérique latine, voir Debray, 1974, tome 2 pp. 235 - 236). C'est ainsi que le général Urbina expliqua à un journaliste que Marx étant un Allemand et Lénine un Russe, le marxisme-léninisme était une idée étrangère, donc éloignée de la pensée chilienne et, dès lors, inutile. (Rivas et Reiman, 1976, p. 136). On notera à ce propos que, loin d'être un extrémiste de droite, le général Urbina, que l'on disait discrètement de gauche (Vial, 2002, p. 140), demeura loyal jusqu'au bout au gouvernement d'Unité Populaire et fut mis aux arrêts domiciliaires par les conjurés lors du coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Toutefois, ce fut à propos de Cuba que survint les premières manifestations de mécontentement de militaires à l'égard de la politique d'Allende (Davis, 1985, p. 46). Le rétablissement, le 12 novembre 1970, des relations diplomatiques entre le Chili et Cuba avait été suivi de l'établissement d'une ambassade nombreuse et activiste, que l'on accusa d'activités dépassant le cadre de la diplomatie telles que l'envoi clandestin d'armes à la gauche, la coordination d'actions de guérilla dans les pays frontaliers du Chili et l'entraînement militaire de la garde personnelle d'Allende (Davis, 1985, p. 91; Debray, 1974, tome 1 p. 298; *The Economist*, 11/03/1972). Fidel Castro se rendit lui-même en visite officielle au Chili du 10 novembre au 2 décembre 1971.

Les efforts du gouvernement pour créer des liens entre les armées chilienne et cubaine (escale à La Havane du navire-école de la marine chilienne, visite officielle à Cuba d'officiers supérieurs chiliens) n'entraînèrent pas de réactions hostiles perceptibles de la part des militaires (*Le Monde*, 20 décembre 1973; *Perspectives*, 10 - 17 avril 1971, p. 2; Rojas, 1976, p. 81); Joxe rapporte même que les aviateurs chiliens en visite à Cuba furent ravis d'essayer le matériel ultra-moderne de l'armée cubaine (*Politique Aujourd'hui*, n°7 / 8 1972, p. 90). Parallèlement, le gouvernement tenta de développer des relations militaires avec ses voisins progressistes qu'étaient la Bolivie (du général Torres) et le Pérou (Wolpin, 1972, p. 145).

Une certaine irritation se faisait pourtant jour, causée aussi bien par le rassemblement à Santiago des rescapés de l'extrême-gauche combattante de tous les pays d'Amérique latine (Bandeira, 1975, p. 28) que par l'internationalisme flamboyant et provocateur de l'extrême-gauche chilienne, qui avait notamment pris l'initiative de rebaptiser les bidonvilles de Santiago «Ho-Chi-Minh», «Fidel-Ernesto» ou «La Nueva Habana», ou même de la gauche, lorsque la municipalité socialiste de San Miguel procéda en grande pompe au dévoilement d'une statue de Che Guevara devant une foule comprenant quelques anciens guerilleros.

5.1.3. La loi et l'ordre

Confrontés à l'effervescence qui ne tarda pas à gagner le Chili à mesure que s'y approfondissaient les antagonismes de classe, les militaires réagirent avec la crispation que l'on imagine chez ceux qui, isolés dans leur caserne, n'ont connu toute leur vie qu'ordre et discipline (Silva et al., 1979, p. 15). Il s'en suivit que les manifestations de rue - tant de gauche que de droite - ainsi que les désordres qu'elles occasionnaient furent ressenties par l'armée avec une fureur dont les manifestants purent s'apercevoir quand c'était aux militaires eux-même qu'était dévolu le maintien de l'ordre (Buzeta, in CORDES, 1988, p. 105) ; Garcès, 1975, p. 122; *The Economist*, 11/03/1972).

Le recours aux militaires pour assurer le maintien de l'ordre tendant à se systématiser, les militaires se virent de facto érigés en garde prétorienne d'un régime qu'une bonne partie d'entre eux non seulement n'aimait guère, mais rendait responsable de cette détérioration de l'ordre public, quand elle ne sympathisait pas secrètement avec les manifestants de droite contre lesquels il lui fallait intervenir (Davis, 1985, p. 164).

La situation devenait schizophrénique quand les forces de l'ordre se voyaient contraintes au nom de l'Etat de droit à obéir à des militants révolutionnaires qui utilisaient leur position à la tête du pouvoir exécutif local pour retourner la légalité bourgeoise contre la bourgeoisie. Moss rapporte que l'intendant de la province de Nuble avait déclaré être «non pas l'intendant de toute la province, mais seulement celui des travailleurs», et laissait les groupes armés de gauche agir en interdisant toute action aux carabiniers. Le cas le plus flagrant fut toutefois la nomination à la tête de la police du socialiste Alfredo Joignant, qui

avait naguère menacé d'envahir les beaux quartiers de Santiago à la tête de 40.000 travailleurs.... (Moss, 1973, pp. 168 - 169; Palacios, 1979, p. 253).

Dans un domaine différent, toute aussi délicate était la position de l'officier chargé d'intervenir dans un conflit du travail, qui se voyait confronté aux assemblées du personnel et au contrôle ouvrier sur la gestion de l'entreprise. Cette situation, à laquelle aucune école militaire ne prépare, ne manquait pas d'apparaître, même à un militaire de tendance progressiste, comme génératrice de désordre et de mauvaises performances économiques. Un officier moins bien disposé envers la gauche en déduisait tout simplement que la faillite est au bout du pouvoir populaire.

Comme on le voit, que ce soit sur le strict plan du maintien de l'ordre ou dans la réalisation de tâches d'ordre civil, la collaboration avec le gouvernement de gauche demandait souvent un important effort d'adaptation à des militaires épris d'ordre, de discipline et d'efficacité (voir North, 1975, p. 74 et *Punto Final*, n° 182, 24/04/1973). Peu nombreux étaient ceux qui avaient à la fois la capacité d'effectuer cet effort et le désir de s'y résoudre.

5.1.4. Le monopole de la violence légale

S'il est un point sur lequel aucune armée ne transigera, c'est celui de l'existence de groupes et de milices armés, surtout si ces groupes apparaissent cautionnés par le pouvoir, remettant ainsi en question son monopole de la violence légale (Canessa, 1995, p. 26). Stepan (1971, p. 193) estime que le recours par le président brésilien Goulart à une stratégie de mobilisation des masses outrepassait le niveau de tolérance au désordre interne de la majorité des officiers. De même, l'armée guatémaltèque refusa de soutenir en 1954 le président Arbenz face aux troupes de Castillo Armas, sous le prétexte qu'Arbenz avait voulu distribuer des armes aux paysans favorables à son régime. Joan Garcès, principal conseiller politique d'Allende, réfute les arguments des partisans de la création de milices ouvrières armées, en raison du fait qu'une telle action aurait immédiatement été connue des Forces armées, qui se seraient aussitôt unanimement mobilisées pour défendre leur monopole de la détention d'armes (1975, p. 9).

Tout aussi catégorique, un autre conseiller d'Allende, Régis Debray, en appelle aux lois de la physique pour démontrer que deux forces armées concurrentes ou parallèles ne peuvent être qu'ennemies, et qu'il y en aura toujours une de trop, ce qu'il considère être une loi de l'histoire aussi naturelle que la loi de la chute des corps (1974, tome 1 p. 303). De fait, la présence au sein de l'Unité Populaire ou à ses marges d'organisations favorables à l'instauration du socialisme par la voie insurrectionnelle et armée était fort mal tolérée au sein de l'armée. Les adversaires de l'Unité Populaire au sein de l'armée, comme par exemple le général Canales ne manquèrent pas de se mobiliser sur ce thème qu'ils savaient porteur auprès de l'opinion militaire, alors que se multipliaient les groupes armés paramilitaires, dont Dupoy (1983, p. 103) estime alors le nombre à 29 pour la gauche et 32 pour la droite, et qu'augmentait le niveau de violence dans le pays (Moss, 1973, p.162; Piacentini, 1972, p. 27; Silva et al., 1979, p. 34).

Sur le plan de la violence armée, il est indéniable que l'Unité Populaire ne put jamais se départir d'une extrême ambiguïté due aux hésitations plus ou moins marquées de ses composantes principales entre la voie électorale et la voie armée vers le socialisme.

- Parti Socialiste: Le P.S., principal parti de l'Unité Populaire et auquel appartenait Allende, s'était prononcé à son congrès de Chillan en 1967 pour la violence révolutionnaire, la destruction de l'appareil militaire de l'Etat bourgeois et la lutte armée. Le P.S. entretenait un groupe de choc, la brigade Elmo Catalan, et certains de ses membres avaient participé à des groupes de guérilla ou à des actions armées (voir par exemple Johnson, 1973, p. 197). Des secteurs de ce parti animaient des écoles de guérilla, ainsi que le groupe E.L.N. de soutien à Che Guevara (Joxe, 1974, pp. 91-92; Labrousse, 1972, pp.174, 200, 320-321; Labrousse in *Le Monde*, 14/09/1973).

- Parti Communiste: Le PC, qui depuis 1964 se déclarait partisan de la voie non armée, entretenait cependant un redoutable groupe de choc, les «Brigadas Ramona Parra» (Labrousse, 1972, pp. 208 et 226; Lamour, 1972, pp. 206-207).

- Parti Radical: Les jeunesses de ce parti, pourtant d'orientation social-démocrate, s'étaient nommées «Jeunesses Radicales Révolutionnaires» et déclarées en faveur de la lutte armée (Labrousse, 1972, p. 338).

- Gauche chrétienne (IC), MAPU, PSD, API: Toutes ces composantes de l'Unité Populaire refusaient la voie armée vers le socialisme (Labrousse, 1972, p. 333).

Les partis soutenant l'action violente apparaissaient donc minoritaires. La réalité était en fait très différente car:

1) Le seul PS représentait la moitié des voix de l'Unité Populaire (22,89 % des voix + 1,05 % au PS dissident USOPO sur 50,87 % des voix aux élections municipales d'avril 1971);

2) La base des partis de l'Unité Populaire était souvent très radicalisée, allant bien au-delà des thèses officielles des partis (Palacios, 1979, p. 335);

3) Les partis issus de la démocratie-chrétienne (MAPU et IC) se radicalisèrent considérablement jusqu'à afficher des positions proches de l'extrême-gauche, y compris dans le domaine de la violence révolutionnaire;

4) la très active extrême-gauche (surtout le MIR) vit s'accroître son influence, ce qui lui permettait d'entraîner sur ses thèmes certains secteurs de l'UP (surtout au PS, mais aussi au PR, au MAPU et dans l'IC);

5) Les partis les plus modérés de l'UP (PSD et API) verront leur déjà faible influence diminuer encore, tandis que les éléments les plus modérés du Parti Radical feront sécession le 4 août 1971 pour former le PIR qui se retirera de l'UP.

Enfin, l'ensemble des prisonniers politiques, y compris les militants d'extrême-gauche appartenant aux groupes armés du MIR, de la VOP et du MR2, fut remis en liberté le 11 novembre 1970, soit 8 jours à peine après la proclamation de l'élection d'Allende. L'action de ces groupes armés d'extrême-gauche ne s'arrêta pas avec l'arrivée au pouvoir de la gauche, et culmina le 8 juin 1971 quand un commando du groupe anarchisant VOP assassina Perez Zujovic, ancien ministre démocrate-chrétien de l'intérieur considéré par la gauche comme le responsable du massacre de Puerto Montt. Les conséquences de ce meurtre furent désastreuses pour le gouvernement: aux yeux de

l'opinion publique, cet assassinat perpétré par l'extrême-gauche vint en quelque sorte équilibrer le meurtre du général Schneider commis par l'extrême-droite. Plus grave encore d'un point de vue politique fut que la démocratie-chrétienne fit porter la responsabilité morale de ce meurtre à l'UP (Perez Zujovic ayant été l'objet de violentes campagnes de la presse de gauche) et se départit de la prudente expectative qu'elle observait vis-à-vis de l'UP pour basculer dans une opposition de plus en plus radicale (Debray, 1974, tome 1 p. 302; Garcés, 1975, pp.122 et 140; Labrousse, 1972, pp. 317-318).

Si l'UP pouvait faire valoir qu'elle ne pouvait être tenue pour responsable de l'action des groupes armés d'ultra-gauche, ce fut par contre Allende lui-même qui décida de se doter d'une garde personnelle, le G.A.P. (Grupo Armado de Proteccion). Le G.A.P. était fort d'environ 200 hommes (80 simultanément en service). Cette petite unité, politiquement très motivée, car formée de militants des Jeunesses socialistes et du MIR, entraînée, disait-on, par des spécialistes cubains et dotée d'un armement lourd, équivalait à un petit régiment. Elle fit d'ailleurs la preuve de sa valeur lors de la défense du palais de la Moneda le 11 septembre 1973 où ses membres luttèrent jusqu'au dernier. La création de cette garde, dont Allende fut le premier président chilien à s'entourer, fut l'occasion d'une vive controverse avec la presse de droite, et ne fut qu'à grand peine entérinée par le Congrès (Debray, 1974, p.298; Labrousse, 1972, pp.227 et 349). Les commentaires de Canessa (1995, p. 189) témoignent de la fureur que le G.A.P. provoquait au sein de la droite militaire.

En conclusion, l'attitude de l'administration Allende sur le plan des milices armées resta ambiguë. Si Allende ne cessa d'affirmer son opposition à la formation de milices populaires (Palacios, 1979, pp. 71 et 335; Polloni, 1972, p. 244), les partisans de la lutte armée ne cessèrent de se renforcer au sein de la gauche, les appareils guerilleros de l'extrême-gauche ne furent pas démantelés, tandis que le président lui-même se dotait d'une garde puissamment armée.

5.2. Le débat idéologique sur l'implication de l'armée dans la mise en oeuvre de la politique de la gauche

La guerre froide fut communément perçue par les responsables du bloc occidental comme une guerre totale, par laquelle le communisme fait la guerre au monde libre par tous les moyens, militaires ou non. C'est la guerre révolutionnaire, à laquelle certains préconisent de répondre par la guerre contre-révolutionnaire, toute aussi totale. Cette contre-stratégie constitue la doctrine de la sécurité nationale. Le général Golbery do Couto e Silva, inspirateur du régime militaire brésilien et l'un des théoriciens de la sécurité nationale, voit la guerre nouvelle comme une guerre économique, financière, politique, psychologique et scientifique, tout autant que militaire (in *Universalis* 1978, p. 125).

Dans le cas de l'Amérique latine, continent dont la situation géographique rend improbable des actions militaires ouvertes de type coréen, il est clair que la menace réside dans des actions militaires «de basse intensité» (guerres de guérilla) et dans la subversion (concept qui, pour les adeptes de la théorie de la guerre totale, s'applique à pratiquement toute manifestation de libéralisme ou de non-conformisme). La défense du «front interne» sera donc primordiale dans le contexte particulier de l'Amérique du sud, et se fera en appliquant la doctrine de la sécurité nationale qui légitime l'emploi par un Etat de tous les moyens qui sont à sa disposition pour assurer la défense des intérêts supérieurs de la Nation. Nullement limité à l'Amérique latine (les régimes militaires thaïlandais sont des régimes typiques de sécurité nationale), c'est néanmoins sur ce continent que le concept de sécurité nationale connaîtra son plus grand essor.

La doctrine de la sécurité nationale, après avoir été popularisée aussi bien par les écoles militaires nord-américaines que par l'Ecole Supérieure de Guerre brésilienne, deviendra rapidement l'idéologie des Etats-Majors latino-américains (Comblin, 1977, pp. 27 - 34).

Le régime militaire péruvien issu du coup d'Etat de 1968 développa sa propre vision de la sécurité nationale à partir notamment des théories en vogue au sein de l'école militaire locale, le CAEM (Centro de Altos Estudios Militares – pour plus de détail sur

ces théories: Valdez Pallete, 1971, pp. 175 – 181 ; pour plus de détail sur l'évolution de l'armée péruvienne: Bourricaud, 1970, pp. 13 - 15).

La conception péruvienne de la sécurité nationale se caractérisait par un virulent tiers-mondisme et des apports définis comme «humanistes», aboutissant à un gauchissement radical de la conception américano-brésilienne de la doctrine de la sécurité nationale. Comblin, faisant l'analyse des essais d'Edgardo Mercado Jarrin, ministre des affaires étrangères, puis premier ministre et idéologue de la junte, intitulés *Sécurité, politique, stratégie* et *Essais, la puissance des pauvres*, résume ainsi les changements intervenus (1977, pp.129-132):

- géopolitique: la bipolarité Est-Ouest doit être considérée comme dépassée.
Le conflit dominant actuel est l'antagonisme Nord-Sud.
- conception de la guerre: la guerre froide est dépassée, la guerilla est un problème politique avant d'être militaire, auquel on ne peut donner une solution sans résoudre les problèmes économiques et sociaux qui expliquent son origine. Toutes les formes de dépendance économique ou culturelle qui permettent à un Etat américain de dominer les autres doivent être reconnues comme agression.
- objectifs nationaux: la transformation des structures économiques, sociales, politiques du Pérou pour atteindre le bien-être de la nation.

Les théories des militaires péruviens arrivaient à point nommé pour donner une base théorique aux nouvelles missions qu'Allende entendait assigner aux forces armées, et notamment ses projets de développement économique, comme il l'énonça en mars 1971 à Punta Arenas: les forces armées ont pour mission de défendre les frontières physiques et économiques du pays. Développée et précisée au fil des discours présidentiels, cette orientation «péruaniste» devint progressivement l'axe de la politique militaire allendiste sous le nom de «souveraineté géo-économique». En résumé, la défense par les forces armées de la souveraineté externe et interne du pays impliquait leur participation à la lutte contre toute les formes d'intervention étrangère, aussi bien militaires

qu'économiques ou politiques. Le concept de guerre totale, fondement de la doctrine de la sécurité nationale était ainsi toujours présent, mais retourné contre ses promoteurs (Cordova in *Estrategia*, 07/08 1972, p. 20; Darde et Santi, 1973; Nunn, 1976, pp. 270 - 271 - 277; Piacentini, 1972, p. 26).

Bénéficiant du fait que, depuis quelque temps, certains officiers comme le colonel Gonzalez Rojas et le major Lopez Silva orientaient leur réflexion dans cette direction (voir aussi Hansen, 1967, p. 247), ainsi que de l'observation de l'expérience péruvienne (on se rappellera la visite au Chili du général Montagne, commandant en chef de l'armée péruvienne), l'orientation préconisée par le président rencontra l'assentiment d'un vaste secteur de l'armée, notamment au niveau des Etats-Majors. Prats estimait ainsi que Salvador Allende aura non seulement été le seul président du Chili en 40 ans ayant eu une politique cohérente en matière de sécurité nationale, mais qu'il fit sien le nouveau concept de souveraineté géo-économique mis en avant par les Forces armées (1985, p. 598).

Un certain nombre de mesures présidentielles inscrivent dans les faits cette orientation, comme la nomination du général Urbina à la tête de la commission préparatoire à la tenue en avril 1972 à Santiago de la 3ème. CNUCED. Cette nomination avait une valeur hautement symbolique, si l'on considère le rôle de la CNUCED comme tribune internationale des pays sous-développés. Tout aussi symboliques furent les nominations d'officiers à la tête des filiales récemment nationalisées des compagnies minières nord-américaines Anaconda et Kennecott (Garcés, 1976, p. 119), couronnées par celle de l'ingénieur général Palacios comme ministre des mines. Ainsi, Allende mettait les forces armées en première ligne sur le front de l'exploitation minière, là où la lutte du Chili contre l'impérialisme nord-américain était la plus ardente.

L'intégration croissante de l'armée au processus de transformation du Chili mis en route par l'UP posait un problème de fond: dans un tel contexte, la doctrine Schneider reste-t-elle toujours valide? L'armée peut-elle toujours, alors que certains de ces dirigeants occupent des postes ministériels, se référer à des principes tels que «l'intervention en politique est éloignée de toutes nos doctrines»? Cette question se posait aussi bien aux secteurs péruanistes de l'armée favorables à la politique d'Allende qu'aux secteurs conservateurs aspirant à la fin de l'expérience socialiste au Chili.

L'aile dure de la droite militaire n'avait pas de chef crédible, car le discrédit dont souffrait Viaux parmi ses pairs depuis l'assassinat de Schneider s'était encore accru depuis la parution d'un livre d'entretiens qu'il avait eus dans sa prison avec la journaliste Florencia Varas, dans lequel il critiquait violemment les généraux Prats, Castillo, Mahn et même Schneider. Comme il était prévisible, l'opinion militaire fut scandalisée tant par le fait qu'il lave en public le linge sale de l'armée que par ses attaques contre un mort, de l'assassinat duquel il était de fait responsable (Vial, 2002, pp. 150 - 151). Un autre officier, le colonel Alberto Labbé, avait tenté de reprendre le flambeau en provoquant le 17 décembre 1971 un incident public qui lui valut d'être expulsé de l'armée sur décision de Prats (1985, pp. 233 – 235) pour «conduite discourtoise vis-à-vis tant du président que du corps des généraux», et rapidement oublié, malgré ses tentatives ultérieures de faire une carrière politique au sein du Parti National. Une nouvelle figure apparut alors, le général Alfredo Canales, directeur du bureau d'instruction de l'armée de terre (on se souviendra qu'Allende avait réclamé en vain dès 1970 le limogeage de Canales).

Le nom de Canales apparut à la suite de la découverte le 24 mars 1972 d'une conspiration impliquant un comploteur invétéré, le major en retraite Arturo Marshall et des officiers du 2eme. régiment de blindés et de l'école de parachutistes ; l'enquête ultérieure fit apparaître les noms d'un autre comploteur professionnel, le général en retraite Alberto Green, ainsi que ceux des généraux Canales et Hiriart, commandant la division de Valdivia, et du colonel Julio Canessa Roberts, commandant le régiment de Temuco. Faute de preuves, seul le capitaine Bernales, du 2eme. RB, fut renvoyé de l'armée.

Le 8 septembre 1972, l'activité conspiratrice de Canales fut à nouveau dénoncée, cette fois à l'amiral Montero, commandant en chef de la marine, par l'amiral Horacio Justiniano, n°3 dans la hiérarchie navale. Les généraux Canales et Hiriart furent mis à la retraite anticipée par Prats. Le gouvernement tenta de tirer un bénéfice politique de l'échec du complot du général Canales en annonçant publiquement l'existence d'un «Plan septembre» visant à le renverser. L'existence de ce plan est toutefois loin d'être avérée, si l'on en croit Prats (1985, p. 288), pour qui il ne semble s'agir que de rumeurs, et qui note que ses services de renseignement n'ont rien décelé en ce sens (Cordova, 1972, pp. 57 à 60; Davis, 1985, pp. 158 - 159; Nunn, 1976, p. 328; Palacios, 1979, pp. 318 - 319).

Après son éviction, Canales nia publiquement s'être livré à quelque action séditeuse et, dans l'entretien marqué de précautions oratoires et de références de pure forme à la doctrine Schneider qu'il accorda à *Chile Hoy* (n° 16, 29/09/1972), énonça un message politique clair. Faisant une évaluation pessimiste de la situation du pays - prolifération de groupes politiques en armes, risque de troubles au sein de l'armée si le haut commandement s'éloigne des vues de l'ensemble des militaires, Canales estimait que, dans un tel contexte, l'armée devait se livrer à une analyse profonde de la situation et en tirer des conclusions qui lui soient propres.

Canales posait ainsi publiquement les bases idéologiques d'une dissidence de droite au sein de l'armée. Cette conception plaçant l'armée en situation d'acteur lors d'une éventuelle crise politique contredit aussi bien la constitution dont l'article 22 stipule que les forces armées ont un devoir d'obéissance et ne peuvent discuter des affaires publiques, que les déclarations de Schneider qui n'envisagerait une telle intervention que si le pouvoir cesse d'agir dans la légalité (Prats, 1985, p. 157), ce dont personne encore ne soutient que ce soit le cas. En fin de compte, les conceptions de Canales ne constituent qu'une résurgence du traditionnel militarisme latino-américain, qui veut que l'armée intervienne en politique quand elle le juge bon, et sur des critères par elle seule définis.

Aux conceptions du général Canales vinrent s'opposer celles de l'Etat-Major des forces armées. Fidèles à la doctrine Schneider de non-intervention des militaires en politique, les plus hauts gradés de l'armée, et en premier lieu le général Prats, n'en estimaient pas moins indispensable la prise en compte de la dynamique sociale entraînée par la victoire de l'Unité Populaire. De même, la politique allendiste visant à impliquer les militaires dans le développement socio-économique du pays et la défense de ses frontières économiques nécessitait l'extension de la mission traditionnelle des forces armées.

Le général Prats, commandant en chef de l'armée de terre, devint le symbole de cet «aggiornamento». Homme prudent et pragmatique, en charge d'une armée dont il était à même d'apprécier la crise d'identité, Prats a progressivement défini, au cours d'interviews et de discours, les principes sur lesquels l'armée devait fonder son action. Les entretiens qu'il a accordés à *Chile Hoy* (n° 22, 10/11/1972) et à *Politique Hebdo* (n° 81, 31/05/1973) montrent les idées-force de Prats:

- un légalisme intransigeant quand il affirme que le devoir de l'armée est de soutenir le gouvernement légitimement constitué (P.H.), ce qu'il avait d'ailleurs démontré en 1969 en mettant la division de Concepcion en ordre de marche pour affronter les mutins de Viaux.
- l'acceptation d'une transition en bon ordre vers le socialisme, en indiquant que le développement d'un mouvement de masses est légitime dans la dynamique actuelle, à condition que cela se fasse dans la légalité (C.H.)
- l'adoption de la conception péruvienne de la doctrine de la sécurité nationale, quand il propose qu'une nouvelle charte fondamentale de l'armée lui assigne comme mission permanente de garantir la souveraineté géo-économique de la nation, et comme mission éventuelle le maintien de l'ordre intérieur, et cela suivant les directives du pouvoir exécutif (C.H.)

Les principes énoncés par Prats vinrent s'ajouter à la doctrine Schneider pour former ce que l'on appellera la «doctrine Schneider-Prats», représentant la seule voie restant ouverte à l'armée pour rester fidèle à la légalité constitutionnelle dans un contexte marqué par une polarisation croissante de la société. La continuité de pensée des deux commandants en chef n'est pas contestable. En effet, Prats, qui connaissait Schneider depuis la fin des années 30, passait pour être extrêmement proche de son prédécesseur à la tête de l'armée, tant personnellement que sur le plan des idées (Moss, 1973, pp. 166 - 167; Piacentini, 1972, pp. 24 - 28 ; Prats, 1985, pp. 85 et 146).

5.3. «Constitutionnalistes» et «Institutionnalistes»

L'unité de l'armée, que le général Schneider avait tenté de ressouder après le traumatisme du Tacnazo se trouvait à nouveau menacée, cette fois sous la pression croissante des problèmes politiques nationaux. Un secteur nettement oppositionnel à la fois à la politique gouvernementale et au soutien que lui apportait l'Etat-Major apparut: le secteur

«institutionnaliste» dont les thèses, exprimées publiquement par Canales, aboutissaient à la conclusion suivante: la politique menée par le gouvernement de gauche avec la caution de l'Etat-Major présentait un danger pour la cohésion, voire l'existence des forces armées.

Face à ce courant d'une importance malaisément appréciable, sans chef connu (bien que Viaux, Labbé et Canales en apparaissent proches) et se voulant champion de la sauvegarde de l'institution militaire (d'où le nom d'institutionnalistes), le secteur légaliste, attaché à la doctrine Schneider et au respect scrupuleux de la Constitution se vit nommé «constitutionnaliste» (Nunn, 1976, pp. 272 - 273; Piacentini, 1972, pp. 24 - 28).

La force principale du courant constitutionnaliste est d'être le courant de l'Etat-Major. On rattache en effet à ce secteur les principaux chefs de l'armée, à l'exception de l'aviation (Lobier, 1980, pp. 226-227; Rojas, 1976, pp. 81, 92, 93). Cette situation privilégiée permet aux généraux constitutionnalistes de faire jouer le poids de la hiérarchie et de la discipline en faveur de leurs thèses, dans une armée extrêmement verticalisée et hiérarchisée. Par ailleurs, les généraux constitutionnalistes occupent des postes névralgiques en cas de sédition: c'est ainsi que Sepulveda commande la division de Santiago et que Pickering dirige l'ensemble des écoles militaires du pays. Leur rang assure également aux généraux constitutionnalistes les chaires d'enseignement les plus en vue de l'Ecole de guerre où Prats enseigne la stratégie, Pinochet la géopolitique et Sepulveda le renseignement. Le courant constitutionnaliste tire par ailleurs un grand avantage de ce que le respect de la constitution et la primauté du pouvoir civil sur l'armée soient des thèmes populaires dans l'armée et parfaitement intégrés à l'«ethos» militaire chilien. L'histoire du Chili a vu de nombreuses manifestations de ce constitutionnalisme militaire:

- la guerre civile de 1891 vit la majeure partie de l'armée soutenir le président constitutionnel de la nation, tandis que la fraction rebelle rangée aux côtés de l'Assemblée tentait de justifier son action en se qualifiant de «constitutionnaliste»;

- ce sont les garnisons de Concepcion et d'Antofagasta qui mirent fin en 1932 à la période d'anarchie militaire en imposant au général Blanche de remettre le pouvoir au président de la Cour suprême;

- les décennies suivantes virent le secteur légaliste de l'armée mettre en échec de nombreuses séditions telles que le complot du général Herrera et les menées de la «Linea Recta»;

- enfin, en 1969, les sympathies nombreuses dont bénéficia le mouvement du Tacnazo ne lui permirent pourtant pas de faire tache d'huile dans l'armée.

Ces atouts n'empêchent pourtant pas le courant constitutionnaliste d'être d'une relative fragilité, car il est affaibli par son hétérogénéité, son manque de représentativité, sa personnalisation autour de Prats, sa perméabilité idéologique et l'ambiguïté du concept de constitutionnalisme.

1) Hétérogénéité : Le courant constitutionnaliste regroupe sous la bannière de la doctrine Schneider trois catégories distinctes de militaires:

- a) Ceux qui obéissent «perinde ac cadaver» au pouvoir élu quel qu'il soit, sans pour autant adhérer à l'idéologie de l'Unité Populaire. On peut ranger dans cette catégorie l'amiral Montero, commandant en chef de la marine, et la fraction loyaliste de l'Etat-Major naval. D'une manière plus surprenante, on citera aussi le général Pinochet qui sera longtemps un fidèle exécutant de la politique d'Allende, et ce malgré un anticommunisme virulent acquis lors de ses affectations dans le fief communiste du bassin charbonnier de Lota - Schwager, et surtout à la tête du camp de Pisagua, où Gonzalez Videla avait fait incarcérer les dirigeants du P. C. chilien.
- b) Ceux qui adhèrent à l'objectif de défense des frontières économiques de la nation assigné à l'armée par le président Allende. On peut ranger dans cette catégorie plusieurs généraux de l'armée de terre, dont Prats, ainsi que le général José Maria Sepulveda, directeur général des carabiniers.
- c) Ceux qui sont acquis à la gauche, ou sympathisent avec l'action du gouvernement d'Unité Populaire. Le représentant le plus en vue de cette

faction numériquement réduite est le général d'aviation Bachelet. On citera également le général Urrutia, directeur général adjoint des carabiniers à partir de juillet 1973, ainsi que les généraux de carabiniers Yanez, Alvarez et Salinas, et l'ingénieur général de l'aviation Sergio Poblete.

2) Manque de représentativité : Le courant constitutionnaliste, puissant à l'Etat-Major, n'est par contre que faiblement représenté parmi les officiers de grade inférieur. Ceci s'explique par une formation récente, plus marquée par la guerre froide et l'anticommunisme, qui les rend peu réceptifs aux idées progressistes. Selon Prats (1985, pp. 568 – 569), cinq strates se partageaient l'armée en 1968 :

- a) L'Etat-Major, formé d'officiers entré à l'école militaire entre 1929 et 1932, et ayant 35 ans de service. Ces officiers, formés à la fin du premier gouvernement Ibanez et pendant la période d'anarchie militaire qui avait suivie, ont été confrontés à la réaction antimilitariste des civils et, par réaction, ont choisi un professionnalisme rigoureux, la non-délibération et se sont volontairement mis à l'écart de toutes les contingences politiques.
- b) Une mince couche de colonels ayant de 30 à 35 ans de service, formé des classes 1933 à 1938, composée d'officiers ayant eu une vocation très forte, étant donnée l'ambiance très antimilitariste de l'époque.
- c) Une grande quantité d'officiers ayant 20 à 30 ans de service, allant des classes 1939 à 1948, affichant clairement leur sympathie pour le nazisme.
- d) La couche moyenne, entrée à l'école militaire entre 1949 et 1957, fermement anti-communiste.
- e) La couche la plus jeune, formée à partir de 1958 à la lutte anti-subversive.

Pour Prats, les strates d) et e) sont d'orientation clairement pro-américaine, en raison notamment de l'entraînement qu'une bonne partie d'entre eux a reçu à l'Escuela de las Americas. De plus, les purges consécutives au Tacnazo, avec le limogeage des

généraux Carvajal, Cheyre, Mahn, Rodriguez, Sagredo et Valdes, et à l'assassinat du général Schneider, qui vit le départ des généraux Arriagada, Gorioitia, Larrain et Valenzuela firent qu'en quatorze mois dix généraux (sans compter Schneider) durent quitter l'armée, ce qui entraîna la promotion accélérée d'officiers appartenant aux strates plus récentes, et notamment la strate c), marquée par sa sympathie pour le nazisme. Enfin, le prestige et l'autorité de certains des généraux limogés allait singulièrement manquer à l'Etat-Major quand l'armée vacillera dans sa discipline (voir aussi Bandeira, 1975, pp. 19 - 20; *Estrategia*, 11/12/1973, p. 56).

3) Personnalisation : Le général Prats est la clé de voûte du dispositif militaire d'Allende, et nombreux sont les officiers qui suivent les positions constitutionnalistes soit par alignement sur le commandant en chef de l'armée de terre, soit par amitié ou fidélité à l'égard de la personne du général Prats (comme son ami personnel l'amiral Arellano). L'éventuelle neutralisation de ce verrou par les adversaires de l'Unité Populaire porterait un coup d'une extrême gravité au courant constitutionnaliste.

4) Perméabilité idéologique: Les militaires constitutionnalistes ne peuvent faire l'impasse sur les préoccupations exprimées par les institutionnalistes, d'autant plus que certains constitutionnalistes, bien que soutenant par loyalisme le gouvernement Allende, estimaient justifiées, au moins sur certains points, les thèses institutionnalistes (Nef, 1974, p. 65). Dès lors, face à cette perméabilité idéologique, et soucieux de ménager une opinion militaire divisée, l'Etat-Major sera conduit à mener une politique centriste, hésitante et peu efficace.

5) Ambiguïté du concept de constitutionnalisme: La défense de la légalité institutionnelle n'est malheureusement pas un exercice simple, car le concept de constitutionnalisme est lui-même ambigu. Le pouvoir exécutif n'est pas le seul pouvoir légitime; il faut aussi compter avec la Chambre des Députés, le Sénat et le Tribunal constitutionnel. Comment décider qui détient la légitimité constitutionnelle en cas de conflit entre les différentes sources de la légalité institutionnelle? Ce problème fut au centre de la guerre civile de 1891, où chacune des deux factions militaires pouvait se prévaloir d'une part de la légalité (Silva et al., 1979, p.13), et Rapoport (1968, p. 567) note justement que la question de la légitimité est une boîte de Pandore.

Duhamel (1974, p. 110) est catégorique pour affirmer que dans le régime constitutionnel chilien, le président de la république qui incarne l'unité du pouvoir d'Etat est l'organe supérieur auquel l'armée doit se soumettre, et que s'opposer à lui en prenant appui sur le parlement, serait commettre la plus grave violation des règles constitutionnelles. Cette opinion est partagée par Garcia Pino et Montes Ibanez (1994, p. 140), pour lesquels il ne peut y avoir qu'une seule personne ayant la charge du contrôle démocratique de l'armée car, sinon, il n'y aurait plus monopole de la violence légitime ; cette personne est le chef du gouvernement, et dans le cas du Chili le président de la république.

Que l'armée puisse ainsi intervenir en se donnant une apparence de légalité est totalement récusé par Solaun et Quinn (1973, pp. 6 – 7), qui estiment que les coups d'Etat sont illégaux, car les plaintes relatives à la légalité des actes du chef de l'exécutif doivent être résolues dans un régime constitutionnel par des procédures juridiques établies à l'avance telles que l'empêchement ou le recours au tribunal suprême.

L'opinion inverse est défendue par Von der Mehden et Anderson (1962, pp. 476 – 477), selon lesquels il y a une tradition latino-américaine faisant des militaires des «gardiens de la Constitution». A l'appui de leur interprétation, Von der Mehden et Anderson citent les articles 176 et 177 de la Constitution brésilienne de 1946, dont le dernier article stipule que les ministres de la guerre, de la marine et de l'air sont «sous l'autorité suprême du Président de la République dans les limites de la loi», et signalent l'existence d'autres articles constitutionnels d'une veine similaire: Constitutions salvadorienne (art. 142 et 143), dominicaine (art. 86), guatémaltèque (art. 149), haïtienne (art. 133) et péruvienne (art. 213). Seule la Constitution équatorienne (art. 155) stipule que «seule l'autorité qui a donné des ordres manifestement contraires à la Constitution et aux Lois en porte la responsabilité».

La radicalisation de l'opposition civile, majoritaire dans les deux assemblées et bénéficiant du soutien du contrôleur général de la république, Hector Humeres, l'amènera à tenter de démontrer à l'armée que le gouvernement d'Unité Populaire viole la constitution, puisque, comme le rappelle Rouquié (1982, p. 283), pour que l'armée abandonne le cadre de sa subordination, il faut (et il suffit) de lui prouver que l'exécutif est sorti de la légalité. C'est pourquoi, note Stepan (1971, p. 190), le coup d'Etat brésilien de 1964 fut qualifié par ses

auteurs de «défensif» (contre les mesures présentées comme illégales du président Goulart), ce qui permit à cette conspiration «défensive» d'élargir sa base d'appui, aidée en cela par les appels faits à l'armée pour qu'elle soutienne les trois pouvoirs, et non le seul pouvoir exécutif (ibid, pp. 201 – 202).

Les sondages pratiqués témoignent de la perplexité de l'opinion chilienne face à une intervention militaire: si 91 % des habitants de l'agglomération de Santiago, 84 % des officiers en retraite et 86 % des officiers d'active interrogés par Hansen approuveraient une intervention de l'armée contre un gouvernement coupable de violer la constitution (1967, pp. 254 - 255), une enquête pratiquée dans l'agglomération de Santiago par l'institut CEDOP révèle que 77,6 % des personnes interrogées ne pensent pas qu'un gouvernement militaire conviendrait au Chili, et que 76,5 % ne croient pas que l'armée pourrait sortir de son rôle de défenseur de la légalité pour faire un coup d'Etat (*Chile Hoy*, 20/10/1972).

Le courant institutionnaliste, dans son noyau dur, est composé de la juxtaposition de différents courants de la droite et de l'extrême-droite militaires:

- la droite traditionnelle, liée au Parti National et aux latifundistes, proche du catholicisme traditionaliste (Opus Dei ou, plus à droite, «Tradition, Famille et Propriété»), et nostalgique du Chili d'antan. Ce courant est particulièrement présent dans la marine (Lobier, 1980, p.221 ; voir aussi Canessa, 1995, p. 110 et Prats, 1985, p. 158).

- la «nouvelle droite» composée d'officiers jeunes, formés à l'anticommunisme dans l'atmosphère de la guerre froide. Instruite dans les écoles de guerre nord-américaines, rompue aux techniques militaires les plus modernes, cette «nouvelle droite» est bien représentée dans l'arme technique qu'est l'aviation.

- la droite conspiratrice représente le dernier avatar de l'ibanisme. Ce courant s'est éloigné au fil des années des orientations socialisantes du premier mandat présidentiel d'Ibanez pour prendre la forme d'un populisme fascisant. Ses tenants n'ont cessé au cours des décennies qui ont suivi la période d'anarchie militaire de 1924 à 1932 de comploter afin de renverser les gouvernements civils successifs: tentative de putsch d'Ariosto Herrera (1939), menées subversives des loges militaires PUMA et Linea Recta,

soulèvement du Tacnazo (1969). Les généraux-conspirateurs Gamboa, Green, Viaux et Canales peuvent être rattachés à ce courant, particulièrement actif dans l'armée de terre.

La cohabitation entre les différentes tendances du courant institutionnaliste n'alla pas sans mal, et l'efficacité des institutionnalistes, empêtrés dans leurs dissensions internes et le particularisme de chaque arme fut réduite pendant les premiers temps de l'U.P. (Palacios, 1979, pp. 306 et 324; Uribe, 1974, p. 187). Il faut également noter que, parmi les militaires institutionnalistes, seuls ceux proches de la droite conspiratrice étaient acquis d'emblée à une solution de type sédition, tandis que les autres restaient loyaux à un gouvernement pourtant détesté. Cette différence d'attitude explique notamment la dénonciation des activités conspiratrices de Canales par l'amiral Justiniano, futur participant au putsch du 11 septembre.

En effet, la perméabilité idéologique observée chez les constitutionnalistes existait aussi au sein du courant institutionnaliste, dont seuls les membres les plus décidés étaient dès l'origine prêts à trahir leur devoir de fidélité envers le gouvernement légal, tandis que les autres se contraignaient à obéir au nom du respect de la constitution.

L'influence du courant institutionnaliste est bien entendu impossible à quantifier directement, car en chaque militaire coexiste la double fidélité à l'institution militaire et au pouvoir légal. On peut néanmoins avoir une certaine idée des opinions politiques des militaires chiliens en se basant sur les résultats du sondage effectué par Hansen auprès de 35 officiers en retraite (1967, p. 302):

- 2,9 % d'officiers de droite
- 14,3 % d'officiers plutôt à droite
- 57,1 % d'officiers plutôt à gauche
- 25,7 % d'officiers de gauche.

Ce sondage est à utiliser avec précaution en raison de la taille très réduite de l'échantillon, de ce que l'enquête a été conduite en 1964, alors que l'armée était globalement plus progressiste (seules les dernières promotions d'officiers ayant été formées durant la guerre froide), et enfin du fait que les catégories politiques de Hansen n'ont rien à voir avec celles généralement admises, et doivent être largement décalées vers la droite; c'est ainsi

que Hansen considère qu'au Chili être plutôt à gauche signifie en gros approuver le statu quo (1967, p. 301). Rojas, non sans exagération, tire argument de cette particularité pour soutenir que tout l'échantillon est peu ou prou sur des positions institutionnalistes (1976, p. 59). Pour notre part, nous estimerons que ce sondage souligne le statut précaire du constitutionnalisme militaire dans le cas d'un gouvernement de gauche, même si l'on en corrige les résultats pour ajouter aux constitutionnalistes les militaires conservateurs, mais légalistes.

L'évaluation des inclinaisons politiques de ses membres qu'avait tentée l'armée chilienne aux lendemains du Tacnazo (dans un document de travail de l'Etat-Major de la Défense Nationale intitulé *Analyse de la situation politique nationale du point de vue militaire* daté du 30/12/1969) donne la même vision rassurante d'une armée centriste: 80 % des militaires étant de tendance centre-gauche et rétifs au marxisme, les 20 % restants étant partagés entre officiers et sous-officiers de haut rang penchant à droite et officiers et sous-officiers moins haut gradés infiltrés par le marxisme (Prats, 1985, pp. 139 – 142). Les résultats de cette étude, dont on ne peut s'empêcher de penser qu'elle avait tout pour plaire au gouvernement de Frei, corroborent parfaitement l'estimation faite par Stepan (1971, pp. 189 – 190) des tendances politiques de l'armée brésilienne en 1963 (soit un an avant le coup d'Etat) : 10 % de putschistes, 10 à 20 % de partisans de Goulart, que lui-même a nommé à des postes-clés, et 70 à 80 % de légalistes ou d'indifférents.

La conclusion de ces différentes études est claire : les putschistes avérés sont en période normale aussi peu nombreux que les militaires acquis aux idées de gauche, et l'essentiel de l'armée ne s'intéresse guère aux affaires politiques. Mais quelle serait la dynamique de ce marais militaire si la polarisation de la société s'accroît?

Janowitz (1971, pp. 251 – 256), considère que le tropisme de l'élite militaire vers l'élite civile constitue avec le paradigme des valeurs militaires et la mémoire historique les trois éléments déterminants dans la formation du conservatisme militaire. L'existence d'un tel tropisme au sein de l'armée chilienne apparaît dans certaines enquêtes de Hansen (1967, pp. 172 et 178) réalisées parmi des officiers supérieurs et généraux (profession du beau-père, profession de leurs meilleurs amis). Remmer (1989, p. 125) rappelle que Fernando Leniz, directeur du journal conservateur *El Mercurio* avait épousé la fille d'un

ancien commandant en chef de la marine et avait des relations personnelles avec plusieurs amiraux, tandis que Raul Saez, ancien ministre des finances de Frei, était un ami personnel du général Leigh, commandant en chef de l'aviation à partir d'août 1973.

Enfin, comme on l'a vu précédemment, les points de clivage entre modèle populaire et modèle militaire favoriseront un net progrès des thèses institutionnalistes à mesure que la mise en oeuvre du programme de l'U.P. sera ressentie par les militaires comme une agression contre leur mode de vie traditionnel. Le projet d'Ecole Nationale Unifiée, équivalant à la nationalisation de l'enseignement privé, eut à cet égard un effet dévastateur.

La rapidité du progrès des thèses institutionnalistes est attestée par l'ambassadeur américain Davis qui, dès son arrivée en octobre 1971, constate une forte insatisfaction militaire, et le 8 décembre informe son gouvernement de la montée du mécontentement et des conciliabules dans l'armée (1985, p. 158). Bientôt, l'Etat-Major ne cessera de se heurter à cette insatisfaction. Le 10 février 1972, le lieutenant-colonel Horacio Toro, de la division de Concepcion, fit part au général Prats de sa préoccupation devant « *l'intronisation du marxisme dans l'action gouvernementale* » (Prats, 1985, p. 245), puis récidiva en faisant circuler un libelle accusant Prats d'être faible et l'Etat-Major divisé, ce qui lui valut d'être limogé le 14 mars 1972. Le 1^{er} septembre, c'est au cours d'une réunion avec les officiers et sous-officiers de la division de Valdivia que Prats note que la psychose du marxisme se répand chez les officiers de grade moyen et subalterne (ibid, p. 286). Les collègues de Prats font face au même problème. Quelques jours à peine après la réunion de Valdivia, l'amiral Montero releva de ses fonctions le directeur de l'Ecole du génie maritime en raison d'une déclaration prononcée au sein même de l'Ecole, tandis que le général Ruiz recevait un memorandum des généraux d'aviation Stuardo et Rodriguez où ceux-ci faisaient part de leur « préoccupation ». Sur un sujet connexe, *The Economist* du 11/03/1972, fait état d'un sondage indiquant que 82 % des officiers souhaite que le général Viaux soit libéré de prison.

5.4. L'armée et le débat institutionnel

Comme on l'a vu, la pratique politique chilienne appliquée à la situation créée par l'élection d'Allende fait que la légalité institutionnelle est détenue conjointement par l'Unité Populaire (qui occupe la Présidence de la République) et l'opposition de droite (majoritaire au Sénat et à la Chambre des Députés). Le projet allendiste de passage au socialisme par la voie pacifique, qui pour Debray (1974, tome 1 p. 275) signifie la transformation du caractère de classe de l'Etat sans sa destruction préalable a pour conséquence de faire passer la ligne de front entre l'U.P. et l'opposition de droite au sein même de l'appareil institutionnel afin de gagner, à partir du gouvernement comme point d'appui, la totalité du pouvoir politique (ibid, p. 276). D'une extrême précarité, l'équilibre entre les forces de gauche et de droite au sein de l'appareil institutionnel ne cessera d'évoluer à mesure de l'approfondissement du processus de passage au socialisme.

Deux légitimités s'affrontent au sein de l'appareil institutionnel: mettre de son côté l'armée, dont le rôle de gardien de la Constitution est reconnu par tous, serait marquer un point essentiel pour celui des deux camps qui y parviendrait. Prise ainsi tour à tour comme témoin de la constitutionnalité de leur action par un gouvernement et une opposition dont aucun n'avait foi dans l'autre, dans un contexte où tout consensus apparaissait impossible, l'armée se retrouva dans la situation intenable qu'avait décrite Rapoport (1968, pp. 567 – 568), et dont le premier exemple fut ce que l'on appela l'affaire Toha.

L'entente entre la gauche et la démocratie chrétienne qui avait permis l'élection d'Allende n'avait cessé de se dégrader au fil des mois. A la suite de l'assassinat le 8 juin 1971 de Perez Zujovic, le P.D.C. et la droite unirent leurs voix pour renverser la présidence socialiste de la chambre des députés puis, aux lendemains de la « marche des casseroles vides » organisée par l'opposition le 1er. décembre 1971, et des désordres qui suivirent, la majorité P.D.C.-P.N. du Congrès décida la mise en accusation constitutionnelle du ministre socialiste de l'intérieur José Toha pour « restriction aux libertés publiques, renonciation à maintenir l'ordre public, appui gouvernemental à la violence organisée et négligence devant des situations susceptibles de déboucher sur une intervention militaire avec préjudice grave pour la sécurité de la nation ».

Bien que dramatisée dans ce cas par la gauche pour des raisons politiques, le processus de mise en accusation constitutionnelle d'un ministre n'a rien d'exceptionnel au Chili (Gil, 1966, p. 105) et s'est produit depuis 1932 à de nombreuses reprises et contre des ministres de toutes tendances. Plus intéressant est l'énoncé des griefs faits à Toha qui, par delà d'agiter de manière quelque peu irresponsable la menace d'une intervention militaire, tend à dresser l'armée contre l'U. P. en faisant valoir que l'action du n°2 du gouvernement est non seulement liberticide, mais que celui-ci appuie la violence organisée – comportement qui, comme on l'a vu, est parmi les plus propres à heurter l'ethos d'un militaire. (Bandeira, 1975, p. 31; Garcès, 1975, pp.139 - 143).

La riposte de l'U.P. à ces menées fut techniquement remarquable: après que la mise en accusation de Toha eût été votée le 6 janvier 1972, Allende décida de nommer Toha ministre de la défense. Saisi par des parlementaires d'opposition, le tribunal constitutionnel estima la décision présidentielle conforme à la constitution.

L'accueil favorable réservé à cette nomination par l'amiral Montero (Garcès, 1975, p. 157) semble indiquer que le loyalisme de l'armée n'avait pas souffert de l'«affaire Toha» et, a contrario, avait valeur de désaveu pour le Congrès (Garcia, 1974, p. 22; Joxe in *Critique Socialiste*, n° 17, mars 1974).

Une nouvelle occasion de faire de l'armée un arbitre constitutionnel fut entérinée par la classe politique chilienne, lors du vote par le Congrès le 21 octobre 1972, sur proposition du sénateur Juan de Dios Carmona (extrême-droite du P.D.C.), de la loi dite «de contrôle des armes». Cette loi donnait à l'armée des pouvoirs très étendus pour rechercher les armes détenues illégalement par les particuliers, lui reconnaissant en particulier l'initiative de la procédure hors de tout contrôle de l'exécutif. La gestation de cette loi avait duré plusieurs mois. Dans ses mémoires, Prats affirme être à l'origine d'un texte en ce sens, dont il avait discuté l'opportunité avec le Président le 2 avril 1972. Ce même jour, le ministre Toha donna son accord à Prats pour qu'il lui soumette un projet. Une réunion entre représentants de l'armée et du gouvernement se tint le 7 avril, et il fut décidé qu'une commission mixte rédigerait le projet de loi sur la base de l'avant-projet préparé par Prats.

Allende, qui avait fait part de son appui le 10 avril devant le Conseil Supérieur de Sécurité Nationale (Prats, 1985, pp. 256 – 257), voyait dans cette loi le moyen de désarmer les extrémistes de gauche comme de droite (cette période vit une recrudescence des actions illégales du MIR, et ce même 10 avril le général argentin Juan Carlos Sanchez fut assassiné par un commando d'extrême-gauche). Le 3 mai, une nouvelle réunion eut lieu à ce sujet entre Allende, Toha et Prats, au cours de laquelle ce dernier attira l'attention du gouvernement sur la contrebande d'armes à laquelle se livraient les extrémistes des deux bords (ibid, p. 262). L'existence du projet de loi fut révélée par Prats à une délégation de parlementaires démocrate-chrétiens le 17 mai (ibid, p. 263) et, début juin, le sénateur Carmona présentait son propre projet au Congrès. Prats et les autres personnes impliquées dans le projet initial vinrent témoigner devant une commission du Sénat (ibid, p. 264).

Cette loi, adoptée en pleine crise d'octobre alors que le Chili était au bord de la guerre civile, signifiait un acquiescement de la classe politique à une inversion légalisée du contrôle des autorités civiles sur l'armée. Celle-ci était invitée à juger, de façon quasi-régaliennne, lequel des deux camps politiques qui se partageaient le pays violait la loi constitutionnelle (Lobier, 1980, p. 232; Palacios, 1979, p. 330).

Tandis que la droite affichait sa satisfaction devant ce vote (Duhamel, 1974, p. 75), les parlementaires de gauche, minoritaires et hostiles à ce texte, ne purent que faire grise mine en espérant que l'action de l'armée serait impartiale (ce qu'assura le général Prats: *Chile Hoy*, n° 22, 10/11/1972) et frapperait en priorité les groupes d'extrême-droite, principaux fauteurs de trouble dans le pays (*Chile Hoy*, n° 20, 27/10/1972).

Le jeu du gouvernement qui n'opposa pas son veto à une loi dont l'initiative lui avait échappé, et dont le caractère dangereux était évident pour de nombreux militants de gauche (à juste titre, comme le prouva la suite des événements), apparaît peu clair. Bien qu'admise par certains (Duhamel, 1974, pp. 74 - 75; Joxe in *Critique Socialiste*, n° 17, mars 1974), l'explication d'une erreur technique des services gouvernementaux ne semble guère convaincante. D'autres (Arriagada, 1974, p. 341, Cordova, 1972, p. 38; Davis, 1985, p. 116; Palacios, 1979, pp. 329 - 330 - 376) ont émis l'hypothèse selon laquelle le gouvernement aurait délibérément avalisé cette loi (qui correspondait à une des exigences des

camionneurs en grève) afin de hâter le dénouement de la crise d'octobre en donnant à l'armée une des garanties qu'elle réclamait pour intégrer le gouvernement. Cette seconde hypothèse paraît plus probable, car l'entrée des militaires au gouvernement, qui était dans la logique de la politique d'Allende vis-à-vis des forces armées, devait nécessairement se heurter à la réticence des institutionnalistes qui ne pouvaient envisager une telle évolution sans de sérieuses garanties. Par surcroît, Allende donnait ainsi à Prats une preuve de confiance – contre l'avis de ses amis politiques.

La loi de contrôle des armes n'eut pas d'effet immédiat, et ne fut appliquée qu'à partir d'avril 1973, à un rythme modéré et sur un mode relativement impartial, avant de se transformer, à partir de l'échec du soulèvement militaire du «Tancazo», en une véritable machine de guerre contre la gauche.

6. LES MILITAIRES AU GOUVERNEMENT

6.1. Aux origines du cabinet civico-militaire

La politique antimilitariste menée durant son second mandat par Arturo Alessandri en réaction contre les excès de la période 1924 - 1932 l'amena à exclure toute présence militaire au sein du gouvernement. Cet ostracisme, maintenu par le radical Aguirre Cerda (1938 - 1942), fut levé par les trois présidents radicaux qui lui succédèrent et donnèrent à l'armée un poids croissant au sein du gouvernement. Rios (1942 - 1945) confia le portefeuille de l'intérieur au vice-amiral Julio Allard Pinto et celui de la défense au colonel Arnaldo Carrasco, directeur de l'Ecole Militaire et membre probable du G.O.S. Duhalde (1945 - 1946) nomma aussi un marin à l'intérieur, le vice-amiral Vicente Merino Bielich, d'autres militaires occupant les portefeuilles de la défense et des communications. Gonzalez Videla (1946 - 1952) nomma à l'intérieur le commandant en chef de la marine et s'assura la présence de militaires à la défense et aux travaux publics. La tendance visant à accroître le pouvoir des militaires au sein du gouvernement culmina avec Carlos Ibanez (1952 - 1958). C'est ainsi qu'après avoir nommé successivement un général, puis un colonel de l'armée de terre à l'intérieur, Ibanez confia finalement ce portefeuille à l'amiral Francisco O'Ryan. Le vice-amiral Kaare Olsen devint ministre des affaires étrangères, tandis que d'autres officiers prenaient en charge les portefeuilles de la défense, des travaux publics et même de l'éducation (Nunn, 1976, p. 322).

La fin du mandat d'Ibanez mit pratiquement un terme à la présence de militaires au gouvernement. Jorge Alessandri (1958 - 1964) ne nomma jamais de ministres militaires, tandis qu'Eduardo Frei (1964 - 1970) resta quatre ans sans ministre militaire, avant de nommer à la défense le général Marambio dans l'espoir d'enrayer la montée du mécontentement militaire. Le «Tacnazo» ayant démontré l'échec de cette stratégie, Marambio démissionna dès le lendemain du soulèvement pour être remplacé par un civil.

Bien que bref, ce rappel historique permet cependant de dégager les lignes de force qui délimitent l'espace que la pratique politique chilienne ouvre à la participation de militaires au gouvernement:

1) La participation des militaires au gouvernement est soutenue par la gauche et rejetée par la droite

A l'exception d'Aguirre Cerda, les présidents de gauche (radicaux et populiste) se sont montrés favorables à cette option, jusqu'à en faire, comme Ibanez, une caractéristique essentielle de leur mandat. Inversement, Arturo Alessandri (durant son second mandat) et Jorge Alessandri n'ont eu aucun ministre militaire, et Frei un seul, que l'on doit considérer plus comme un chargé de mission que comme un ministre au plein sens du terme.

2) La présence des militaires au gouvernement est d'abord conçue dans un but répressif

Outre bien entendu celui de la défense (huit militaires sur vingt ministres entre 1932 et 1970 – Nunn, 1975, p. 293), le portefeuille de l'intérieur est le domaine privilégié des militaires: huit officiers ont occupé ce poste entre 1943 et 1958. Cette politique, d'une remarquable constance, a une signification évidente: il s'agit, pour le président, de s'assurer le soutien de l'armée contre l'ennemi intérieur, dans un contexte de guerre froide et de montée des luttes ouvrières. C'est ainsi que Gonzalez Videla nomma à l'intérieur le chef de la marine, le contre-amiral Inmanuel Holger Torres, après avoir évincé les communistes du gouvernement et déclenché une violente répression contre la gauche socialiste et communiste. Ce furent de même des ministres militaires qui présidèrent à des répressions de masse comme le massacre de la Plaza Bulnes en 1946 ou l'écrasement de la manifestation insurrectionnelle de Santiago du 2 avril 1957. La place disproportionnée occupée par l'arme conservatrice qu'est la marine (six ministres de l'intérieur sur huit étaient des amiraux) vient à l'appui de cette interprétation.

3) Au sein de la gauche, seul le courant populiste est prêt à considérer l'armée comme un partenaire politique

Bien qu'élu avec une large majorité de suffrages, Carlos Ibanez n'avait qu'une base très réduite au sein de la classe politique et décida donc de s'appuyer sur l'armée considérée dès lors comme un acteur politique de facto. C'est ainsi que la mission gouvernementale des forces armées fut élargie au-delà de la répression, de la défense ou

des travaux publics pour englober des tâches non-traditionnelles telles que les affaires étrangères ou l'éducation. Cette extension représente un véritable saut qualitatif. Bien que le mot ne soit pas prononcé, on se trouve devant un partenariat de fait.

La première nomination d'un ministre militaire par Allende fut celle de l'ingénieur général Pedro Palacios Cameron comme ministre des mines le 6 avril 1972, en remplacement de Mauricio Jungk Stahl, du parti radical dissident P.I.R. Cette nomination, présentée comme étant de caractère technique (le général Palacios était depuis décembre 1970 gérant de la mine de cuivre de Chuquicamata), était pourtant tout à fait politique et avait la valeur d'un triple avertissement:

1) Vis-à-vis des forces politiques hésitant entre l'U.P. et l'opposition :

Ces forces étaient au nombre de deux, le P.I.R. et la gauche démocrate-chrétienne. Le P.I.R. (Partido de la Izquierda Radical) était, comme son nom ne l'indique pas, une tendance de droite du Parti Radical qui quitta le P.R. le 4 août 1971. Le P.I.R., représenté par deux ministres au gouvernement, s'éloigna progressivement de l'U.P., qu'il abandonna définitivement en mars 1972. La gauche démocrate-chrétienne signifiait alors le secteur représenté par le concurrent malheureux d'Allende à la présidence, Radomiro Tomic et qui, contrairement aux tendances «rebelle», à l'origine du M.A.P.U., et «tercerista», à l'origine de la «Izquierda Cristiana», n'avait pas quitté le P.D.C. pour rejoindre l'Unité Populaire. La nomination du général Palacios signifiait à ces groupes centristes que la représentation des classes moyennes, qu'elles estimaient être leur vocation, pouvait aussi bien être assurée par l'armée, comme l'avait montré Ibanez quinze ans plus tôt (Duhamel, 1974, p. 146; Joxe in *Critique Socialiste*, mars 1973 et *Frontière*, n° 4, mars 1973).

2) Vis-à-vis des U.S.A.: L'armée du Chili se met en première ligne pour assurer la défense de la souveraineté chilienne sur les mines jusqu'alors exploitées par les entreprises américaines Anaconda et Kennecott.

3) Vis-à-vis des mineurs: L'activité des mineurs est vitale pour la balance des paiements du Chili; les mineurs constituent par ailleurs une aristocratie ouvrière, suspectée par la gauche de se soucier plus de ses intérêts propres que de l'intérêt de la collectivité (Joxe, 1974, pp.109 - 110; Labrousse, 1972, pp. 280 - 281). De fait, alors

que les bassins miniers constituaient un fief traditionnel de la gauche (surtout communiste), les élections syndicales d'avril 1972 virent reculer les partis de l'U.P. au profit du M.I.R. dans le bassin houillier de Lota-Schwager et du P.D.C. dans la mine de cuivre de Chuquicamata. La nomination d'un ministre militaire est donc aussi une mesure d'intimidation de l'U.P. vis-à-vis des indociles mineurs, à qui l'expérience a appris le prix qu'ils devraient payer en cas d'intervention de l'armée sur le carreau des mines. Il s'agit là d'une utilisation, pour le moment virtuelle, de la pratique éprouvée consistant à nommer des militaires au gouvernement dans un but répressif (Joxe in *Critique Socialiste*, n°17 mars 1974).

Les raisons qui motivèrent le départ du général Palacios du gouvernement le 17 juin 1972 font l'objet d'appréciations divergentes: celles de Lobier (1980, p. 235) et de Rojas (1976, p. 110) expliquant ce retrait par les pressions du secteur «golpiste» sont à notre avis erronées, car ce secteur n'était pas alors en mesure d'imposer ses vues. L'explication de Davis (1985, p. 116) selon laquelle l'Etat-Major de l'armée n'aurait pas voulu qu'un officier chargé de fonctions ministérielles accepte de signer les décrets d'«insistance» confirmant les nationalisations ne nous apparaît au mieux qu'un prétexte. Nef (1974, p. 69) semble plus près de la vérité quand il assure, sans donner toutefois plus de détails, que le départ de Palacios eut lieu sous la pression de l'Etat-Major qui trouvait sa présence à ce poste prématurée. En effet, l'entrée de l'armée au gouvernement, qui eut lieu seulement quatre mois après que Palacios eût quitté ses fonctions, se fit massivement et en tant qu'institution, permettant ainsi de créer un rapport de force qui lui permettrait de peser sur la politique gouvernementale. Dans ce contexte, la présence isolée de Palacios à un poste secondaire ne pouvait que gêner les plans de Prats.

6.2. La crise d'octobre 1972

Le 10 octobre 1972, lors d'une manifestation unitaire de la droite, fut lancé le mot d'ordre de lutte par tous les moyens contre le gouvernement accusé d'illégalité. Dès le lendemain, pour protester contre un projet gouvernemental, les associations de camionneurs se mirent en grève, rapidement rejointes par l'ensemble des associations de professions libérales, certains syndicats de cols blancs, une large fraction des lycéens et des étudiants et l'ensemble du patronat. Ce mouvement, d'une ampleur jamais égalée au Chili,

dura jusqu'au 6 novembre. S'il mobilisa massivement la bourgeoisie et les classes moyennes, il échoua à soulever la classe ouvrière et la paysannerie, et ne réussit ni à paralyser le pays ni à renverser le gouvernement Allende.

6.2.1. La rébellion des classes moyennes

La crise d'octobre fut le révélateur de l'échec de la gauche à promouvoir une politique de collaboration avec les classes moyennes (Labrousse, 1972, p. 386), dont une partie avait pourtant soutenu à l'origine le gouvernement. Selon Garcès (1975, pp. 253 - 255), ces classes moyennes avaient en deux ans globalement basculé dans une opposition dure pour les raisons suivantes:

1) la politique de nationalisation et de réforme agraire avaient dépossédé de ses actifs une fraction de la bourgeoisie, et menaçait les autres fractions;

2) le patronat se sentait menacé par l'extension du secteur public qui le concurrençait dangereusement (ex. les camionneurs), ainsi que par la politique économique de l'U.P. qui faisait augmenter les salaires tout en bloquant les prix;

3) l'accroissement du contrôle populaire dans les entreprises niait le rôle des cadres en tant que détenteurs du savoir et de la compétence; de même le contrôle populaire sur l'approvisionnement (les « JAP » - Juntas de Abastecimientos y Precios - créées en juillet 1971) engendra des réactions très négatives chez les commerçants;

4) la politique d'accroissement de la demande mise en oeuvre par l'U.P. se heurta à des goulots d'étranglement au niveau de la production ainsi qu'au sabotage, ce qui occasionna de multiples pénuries, accrues par l'inadaptation des moyens de distribution (Labrousse, 1972, pp. 312 - 313).

La polarisation politique des différentes classes sociales se traduisit lors des élections de mars 1973: si la gauche gagna de nombreuses voix ouvrières sur le P.D.C. et paysannes sur le P.N., elle perdit au profit de l'opposition la fraction des classes moyennes qui la soutenait jusqu'alors.

6.2.2. L'unification de l'opposition politique

Le 10 octobre fut donné le coup d'envoi de l'offensive de l'opposition lors d'une manifestation rassemblant 300.000 personnes. Cette offensive marquait l'aboutissement d'un processus marqué par:

- l'unification de l'action politique de la droite et du centre: allié pour des raisons électorales au P.N. dès le 18 juin 1971 (cette alliance électorale s'institutionnalisant au début de 1972 dans le cartel électoral CODE), privé de ses tendances les plus progressistes qui ont rejoint l'U.P., s'étant donné un chef incontesté après un temps de flottement de six mois avec le retour à la politique active d'Eduardo Frei qui s'était fait élire à la présidence du Sénat et, penchant nettement à droite, aspirait à être le chef de toute l'opposition, le P.D.C. inclinait de plus en plus ouvertement vers une alliance stratégique avec le P.N. (Garcia, 1974, pp. 34 - 35; Joxe, 1974, p. 93; Labrousse, 1972, p. 384).

- la radicalisation politique entraînée par la radicalisation sociale: déserté par les secteurs ouvriers et paysans qui ne s'étaient pas joints au mouvement, le P.D.C. perdit son caractère de parti pluriclassiste pour devenir un parti regroupant la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, qui entraîna le P.D.C. dans le sens d'une radicalisation anti-gouvernementale très prononcée.

- le passage d'une opposition purement parlementaire à une opposition multiforme: constatant que l'opposition purement parlementaire ne donnait pas de résultat probant en dépit de la forte majorité dont disposaient le P.N. et le P.D.C., et ce en raison notamment de la réponse de l'exécutif à la mise en accusation des ministres, ainsi que de la pratique des décrets d'insistance, l'opposition attaqua le gouvernement sur tous les fronts: manifestations de rue et réunions publiques de masse (ex. marche des casseroles vides le 01/12/1971, « marche de la démocratie » qui réunit plus de 200.000 personnes le 12/04/1972) ou, comme on l'a vu, lancement de grèves de caractère insurrectionnel par le biais des syndicats et associations professionnelles sympathisantes. Dès lors, le moindre problème, qui jusqu'alors eût été jugé technique, devenait l'objet d'affrontements sans fin entre la droite et la gauche, que ce fut pour l'élection du recteur de l'université de Santiago ou sur le plus infime projet de loi.

6.2.3. L'armée face à la crise

La crise d'octobre interpellait l'armée en tant que corps unitaire: dans ces conditions d'extrême polarisation politique, l'armée pouvait-elle toujours affirmer représenter toute la nation ? Elle rendait également problématique sa mission fondamentale de défense de la nation : comment défendre une nation aussi profondément divisée?

L'opposition avait choisi des axes offensifs qui, au-delà du traditionnel tropisme conservateur des militaires, pouvaient sembler de nature à ébranler la fidélité de l'armée à l'égard du pouvoir exécutif, en raison d'une possible solidarité de classe entre les grévistes des classes moyennes, voire les propriétaires terriens du sud, et la majorité des officiers et sous-officiers (North, 1975, p. 75). Par surcroît, la grande majorité des officiers supérieurs avaient été nommés par les gouvernements précédents, devenus l'opposition d'aujourd'hui (ainsi le général Bonilla, directeur de la logistique de l'armée de terre, était l'ancien aide de camp du président Frei).

L'armée se rangea pourtant sans état d'âme aux côtés du gouvernement, et son intervention massive permit de dénouer la crise sans heurts graves.

Les raisons du soutien militaire au gouvernement:

La légitimité du gouvernement Allende, qui n'avait fait l'objet d'aucun vote de défiance au Parlement, était incontestable. L'armée, corps obéissant et non délibérant, se devait d'appliquer les ordres de l'exécutif, conformément à l'article 71 de la Constitution.

La position officielle de l'armée fut longuement développée par le général Prats dans *El Mercurio*, en réponse à une tribune libre du sénateur démocrate-chrétien Patricio Aylwin parue le 5 novembre dans le même journal. Selon Prats, la doctrine Schneider n'était en rien contradictoire avec la subordination constitutionnelle de l'armée au pouvoir exécutif, dont le chef est généralissime des armées. Prats ajouta que l'armée n'avait pas compétence de décider de la constitutionnalité des actes de l'exécutif, et fit la démonstration juridique que les allégations du sénateur concernant des «abus du devoir d'obéissance des armées» ne reposaient sur aucune base légale. Enfin, Prats assura que l'action de l'armée visant à rétablir l'ordre avait sauvé l'Etat de droit (*Estrategia*, 11/12/1973, pp. 73 à 76).

D'autre part, le même article 71 de la Constitution fixe entre autres tâches à l'armée «le maintien de l'ordre public à l'intérieur». En l'occurrence, faire respecter l'ordre public, c'était à l'évidence soutenir le pouvoir exécutif contre les désordres de la droite. L'ébauche de pouvoir populaire mise en place par la gauche (autogestion des entreprises lock-outées, commandos communaux, cordons industriels) n'était qu'une réponse à l'offensive de la droite, visant à faire fonctionner l'économie du pays mise en danger par l'action de l'opposition (Joxe, 1974, p. 175 ; J.P. Oppenheim in *Critique Socialiste*, mars 1973).

De plus, tant le prétexte de la crise d'octobre (refus par les associations de camionneurs du plan gouvernemental de modernisation des transports de la province australe d'Aysen, que les forces armées projetaient précisément de mettre en valeur - voir Prats in *Politique-Hebdo*, n° 81, 31 mai 1973) que ses conséquences (arrêt du fonctionnement économique du pays) furent ressentis par le courant «péruaniste» de l'armée comme une attaque contre les frontières économiques du pays, et plus généralement par la majorité des militaires comme une grave menace à l'encontre des intérêts vitaux du pays.

En dernier lieu, la gravité de la situation qui avait mené le Chili au bord de la guerre civile fut également ressentie par l'armée comme une menace pour son intégrité, ce qui permit le rapprochement momentané des constitutionnalistes et des institutionnalistes. Reprenant un des thèmes favoris de ces derniers, Prats déclara à la revue *Ercilla* que, s'il répondait de l'unité des forces armées dans le cadre constitutionnel, il craignait les conséquences de la destruction de l'Etat de droit sur les forces armées elles-même (Garcés, 1975, p. 264).

L'intervention des militaires

Le 12 octobre, soit 2 jours après le début de la crise, Allende annonça qu'il confiait à l'armée le maintien de l'ordre. L'état d'urgence fut proclamé dans certaines provinces, dont celle de Santiago, puis bientôt étendu à 20 provinces sur 24. Le couvre-feu fut instauré à Santiago, l'armée montant la garde devant les lieux publics. Les commandants des zones d'urgence étaient dotés de pouvoir si étendus que les zones fonctionnaient de fait comme de mini-dictatures militaires (North, 1975, p. 74).

L'opposition, qui avait affirmé son hostilité de principe à toute mesure visant à faire protéger l'exécutif par les forces armées, comme en témoigne la lettre adressée le 24 août à Allende par le sénateur Renan Fuentealba, président du P.D.C. (Garcès, 1975, p. 259), sut se montrer pragmatique en multipliant à tous les niveaux les gestes de bonne volonté vis-à-vis des militaires.

6.2.4. La fin de la crise

Le mouvement perdit de sa force durant la seconde quinzaine d'octobre, pour deux raisons principales:

1) l'efficacité de la contre-offensive populaire: La plupart des entreprises autogérées par le personnel après un lock-out fonctionnaient comme en temps ordinaire. Les J.A.P. permettaient de pallier la fermeture des magasins. Les transports étaient assurés par des convois de volontaires. Tout ceci tendait à inciter les grévistes à revenir au statu quo, tant qu'il en était encore temps (Joxe, 1974, pp. 180 - 181).

2) les dissensions au sein de l'opposition: Le P.D.C., constatant que ses bases populaires ne le suivaient plus, accepta les bons offices du général Prats et proposa le 29 octobre un armistice par une lettre de Radomiro Tomic à Allende, dont les conditions furent en grande partie acceptées. La politique jusqu'au boutiste du P.N., qui voulait déposer une accusation constitutionnelle contre Allende, au risque d'une guerre civile dans des conditions défavorables à la droite, l'avait isolé de son allié.

Ce même 29 octobre fut promulguée la loi de contrôle des armes, et le gouvernement reçut une délégation des syndicats en grève qui apportaient des propositions de compromis. La grève patronale prit officiellement fin le 6 novembre mais, dans l'intervalle, avait été annoncée le 30 octobre la formation d'un cabinet civico-militaire.

6.3. Le premier cabinet civico-militaire

La décision de nommer plusieurs militaires de haut rang à des postes de responsabilité au sein du gouvernement fut annoncée autour du 20 octobre par Allende au Comité exécutif de l'Unité Populaire. La droite de l'U.P. (P.R., A.P.I., P.S.D.) approuva immédiatement cette décision, ce que firent également le P.C. après une semaine de réflexion et le M.A.P.U. à une voix de majorité. Le P.S. se divisa et la Gauche Chrétienne s'y opposa au point que l'un de ses chefs de file, le ministre de l'agriculture Jacques Chonchol, démissionna du gouvernement (Joxe in *Critique Socialiste*, mars 1973, entretien de Luis Corvalan avec *Punto Final*, n° 174, 02/01/1973).

Loin d'être improvisée, même si elle permit de résoudre un grave problème conjoncturel, l'entrée de militaires au gouvernement fait figure de clé de voûte au dispositif qu'Allende avait patiemment mis au point pour associer le plus étroitement possible l'armée à la politique du gouvernement. Dès janvier 1972, Allende avait proposé à la direction de l'U.P. la nomination d'au moins un ministre militaire. Cette proposition, qui s'était heurtée à une opposition résolue des Socialistes et des Communistes, était alors restée sans suite (Davis, 1985, pp. 56 - 57). Trois mois après, cependant, le général Palacios faisait son entrée au gouvernement. Des informations non confirmées, et à notre sens peu crédibles, font état de plusieurs autres tentatives antérieures à novembre 1972 visant à faire rentrer des militaires au gouvernement: c'est ainsi que le poste de ministre de l'intérieur aurait été proposé au général Urbina (Nunn, 1976, p. 328), ou encore que, à l'instigation du P.C., cinq portefeuilles ministériels auraient été offerts à l'armée dès mai 1972 (Moss, 1973, p. 166).

Le nouveau gouvernement, dont la liste parut le 2 novembre, comprenait trois militaires:

- le général Carlos Prats qui, tout en conservant son poste de commandant en chef de l'armée de terre, obtenait le portefeuille de l'intérieur (avec le titre de vice-président). Prats devenait ainsi, par la conjonction de ses fonctions civiles et militaires, l'homme le plus puissant du Chili;
- le contre-amiral Ismaël Huerta obtenait le portefeuille des travaux publics et des transports;
- le général d'aviation Claudio Sepulveda était nommé ministre des mines.

En outre les n° 1 et 2 du syndicat unique C.U.T. entraient au gouvernement à des postes importants: le communiste Luis Figueroa comme ministre du travail et le socialiste Rolando Calderon, président du syndicat paysan «Ranquil», comme ministre de l'agriculture.

Par comparaison avec la brève carrière ministérielle du général Palacios, le nouveau cabinet civico-militaire représentait un saut quantitatif et qualitatif dans la politique d'Allende visant à associer l'armée à la gestion du pays par la gauche. En effet, alors que la nomination au ministère des mines du général Palacios, ingénieur militaire et gérant de la mine de cuivre de Chuquicamata, pouvait présenter un caractère plus technique que politique, la présence de trois responsables militaires, issus de chacune des trois armes, signifiait clairement un engagement institutionnel de l'armée au sein du gouvernement. Cela fut confirmé en termes aussi clairs que possible par le général Prats lui-même, dans une interview donnée à *Chile Hoy* (n° 22, 10/11/1972) où il précisa notamment que son éventuel départ de ses nouvelles fonctions ministérielles entraînerait la fin de sa carrière militaire et son passage dans le cadre de réserve, puisqu'il était au gouvernement pour y représenter l'institution.

Il est à noter que, à l'inverse des nouveaux ministres syndicalistes, les nouveaux ministres militaires étaient nommés à des fonctions pour lesquelles leur compétence n'apparaît pas a priori évidente (un général d'aviation aux mines!) C'est que leur nomination correspondait à des motifs exclusivement politiques.

Contrairement aux fondements même de la démocratie chilienne, le choix des personnalités militaires appelées à siéger au gouvernement avait été l'oeuvre, non pas du président, mais de chaque arme (Poblete, 1979). Cette procédure, qui était la contrepartie logique de l'exigence de représentativité institutionnelle, signifiait que le président, pour la première fois depuis la période 1924-1932, acceptait de partager avec l'armée l'un de ses pouvoirs les plus importants: celui de choisir ses ministres.

Ce nouveau recul du contrôle civil sur l'armée nous paraît décisif: partie d'une situation de stricte subordination, l'armée avait successivement conquis son

indépendance institutionnelle (avec le statut de garanties démocratiques négocié entre le gouvernement et le P.D.C.), puis une fonction d'arbitre constitutionnel (avec l'affaire Toha et la loi de contrôle des armes), pour enfin se voir attribuer la coresponsabilité de l'exécutif.

Le choix que firent les militaires de leurs représentants au gouvernement révéla au grand jour les rapports de force internes à chaque arme: l'armée de terre, où le courant constitutionnaliste était le plus implanté, fut représentée par son commandant en chef, tandis que la marine et l'aviation, où les positions constitutionnalistes étaient plus faibles déléguèrent des officiers généraux de moindre rang, de tendance institutionnaliste par surcroît.

La formation du cabinet civico-militaire permit à Allende de résoudre à la fois un problème de fond (comment intégrer les forces armées à son programme de développement socialiste du Chili) et un problème conjoncturel (comment résoudre la crise d'octobre sans définitivement s'aliéner les classes moyennes). En fait, Allende sut utiliser l'offensive lancée en octobre par toute l'opposition pour considérablement affermir sa position en donnant aux militaires péruanistes la possibilité d'engager l'ensemble des forces armées derrière le président, au nom de la nécessité admise par tous de la sauvegarde de l'unité nationale. Cette sauvegarde passait par le rétablissement de l'ordre public, tâche à laquelle le nouveau gouvernement dut s'atteler en priorité.

Pour mettre un terme à la crise d'octobre, Allende avait du accepter l'essentiel des conditions posées par le P.D.C. pour la conclusion d'un armistice. L'entrée des militaires au gouvernement faisait partie des exigences du P.D.C., qui y voyait un moyen infaillible de brider les ardeurs révolutionnaires de la gauche (*Punto Final*, n°190, 14/08/1973). Ce faisant, le P.D.C. avait curieusement commis une erreur plus habituelle à la gauche marxiste, en ne tenant pas compte des contradictions internes à l'armée et en mésestimant l'ampleur de l'appui que le courant péruaniste des forces armées était décidé à apporter au gouvernement. Dès lors que le calcul du P.D.C. avorta et que l'entrée des militaires au gouvernement aboutit à une alliance U.P./ armée et non à une mise en tutelle du gouvernement, le reste des concessions obtenues par le P.D.C. (des garanties sur le maintien de l'hégémonie de la droite sur la haute fonction publique et les moyens

d'information, ainsi que le retour à leur propriétaire des entreprises occupées par leurs salariés) apparaissait finalement mineur.

Les termes de l'accord furent annoncés par Prats le 5/11. Le P.D.C., qui pensait pouvoir se présenter dans les meilleures conditions possibles aux élections de mars 1973 décida de mettre fin à l'épreuve de force. Dès le lendemain, le patronat, s'estimant satisfait des concessions faites par le gouvernement, mit fin à la grève.

La crise d'octobre se terminait dans une situation d'équilibre instable. La droite et le patronat voyaient se desserrer l'étau que la contre-offensive de la gauche avait réussi à mettre en place en instaurant en quelques jours le pouvoir populaire dans le pays, mais avaient par contre échoué à renverser le gouvernement de l'U.P. par la voie insurrectionnelle. La gauche, qui avait réussi à la faveur de la crise à opérer un saut qualitatif dans la transition du Chili vers le socialisme, craignait de se voir imposer une médiation militaire permanente du processus révolutionnaire. L'ordre public était rétabli, et le gouvernement civico-militaire avait accompli sa tâche la plus urgente. Mais les deux camps demeuraient mobilisés.

Sur le plan politique, le cabinet civico-militaire permit à Allende d'atténuer l'isolement de l'U.P. au sein de la classe politique chilienne. En effet, alors même que les forces politiques aux marges de l'U.P. et de l'opposition de droite (P.I.R., tendance Tomic du P.D.C.) venaient, après de longues hésitations, de choisir définitivement l'opposition, la représentation institutionnelle de la C.U.T. et de l'armée au sein du gouvernement jetait de nouvelles passerelles entre la gauche et la droite, la C.U.T. comprenant une importante tendance démocrate-chrétienne dirigée par Ernesto Vogel, et l'influence de l'opposition de droite et d'extrême-droite étant très forte au sein des forces armées.

D'une certaine manière, un gouvernement comprenant des personnalités aussi contrastées que le très gauchiste syndicaliste agricole Rolando Calderon (sur Calderon, voir Touraine, 1973, p. 37) et le très conservateur amiral Ismaël Huerta représentait une forme de cabinet d'union nationale (Joxe in *Critique Socialiste*, n° 17, mars 1974, p. 62).

Sur le plan social, la crise d'octobre avait mis en évidence aussi bien la force de la classe ouvrière que son relatif isolement. Le gouvernement civico-militaire, tout en renforçant la présence ministérielle de représentants ouvriers, grâce à la nomination de Luis Figueroa, le président communiste de la C.U.T., s'ouvrait à la paysannerie avec la nomination de Rolando Calderon et assurait, par le biais des ministres militaires, une certaine forme de représentation des classes moyennes.

La crise d'octobre avait élargi le champ de la lutte politique bien au-delà des affrontements parlementaires. Dès lors, les institutions sociales telles qu'armée, syndicats, ordres des professions libérales prirent une importance égale à celle des partis politiques traditionnels. Le cabinet civico-militaire, incluant des représentants de l'armée et des syndicats, rendait ainsi parfaitement compte de la mutation qui s'était opérée dans la dynamique sociale du Chili.

DES MILITAIRES MINISTRES AU COUP D'ETAT REUSSI

7 LE CABINET CIVICO-MILITAIRE ET LA DYNAMIQUE DE L'UNITE POPULAIRE

7.1 Le révélateur des contradictions de la gauche civile

La mise en place du cabinet civico-militaire provoqua un important débat au sein de l'Unité Populaire; en effet, le choix intégrationniste qui sous-tendait la politique d'Allende vis-à-vis de l'armée n'avait jamais été admis par un important secteur de l'U.P., représentant en gros son aile gauche. L'entrée des militaires au gouvernement fut pour ces opposants l'occasion de rouvrir le dossier car:

1) Le rapport des forces interne à la gauche s'était sensiblement modifié depuis 1970 avec une forte poussée du P.S., la radicalisation du M.A.P.U., l'entrée dans l'U.P. de la tendance «tercerista» du P.D.C. qui, sous le nom de «Gauche chrétienne», se positionna à l'extrême-gauche, le recul sensible du Parti Radical qui ne s'était pas remis du départ de son aile droite et dont le secteur jeunes inclinait vers l'extrême-gauche, la quasi-disparition du P.S.D. et de l'A.P.I., et la montée en puissance du M.I.R. L'aile gauche de l'U.P., appuyée par l'extrême-gauche, était ainsi en forte progression.

2) La crise d'octobre avait provoqué une considérable radicalisation de l'électorat de la gauche.

3) La nomination de ministres militaires représentait un saut qualitatif important dans la politique intégrationniste vis-à-vis de l'armée menée par Allende; et on peut aller jusqu'à considérer que le régime changeait de nature, en entrant dans le processus décrit par Di Tella (in Veliz, 1965, p. 70), dans lequel l'incapacité d'un gouvernement socialiste révolutionnaire à développer une structure partisane suffisamment forte le conduit à s'appuyer davantage sur l'armée, ce qui en fait un mouvement de type nassérien. Cette évolution était bien sûr inacceptable pour bon nombre de militants qui n'avaient toléré qu'avec peine les étapes précédentes de cette politique.

La crise entraînée par la nomination de ministres militaires eut des conséquences principalement au P.S. et au M.A.P.U., partis à faible cohérence organisationnelle et idéologique.

La direction du M.A.P.U., favorable à l'entrée des militaires au gouvernement fut désavouée en congrès (voir Joxe in *Critique Socialiste*, mars 1973) et fit sécession, créant le M.A.P.U.-O.C. (Obrero y Campesino).

Ce fut pourtant l'aile gauche du P.S. qui, dans un document interne au parti, exposa le plus clairement les arguments des opposants au cabinet civico-militaire au sein de l'U.P. Allant encore plus loin que la direction de leur parti qui reprochait au cabinet civico-militaire de geler le processus jusqu'aux élections de mars (Palacios, 1979, p. 377), les sections du «Regional Cordillera» se livrèrent à une critique radicale de la politique intégrationniste d'Allende basée sur les trois points suivants:

- l'entrée des principaux chefs des forces armées dans le cabinet signifie un frein à l'impulsion révolutionnaire des travailleurs;
- la présence des représentants de la C.U.T. dans un cabinet ayant ces caractéristiques, en compromettant à travers eux la classe ouvrière dans une alliance superstructurelle avec les généraux, est une inconséquence des partis prolétariens;
- les forces armées comme institution n'échappent pas à la crise globale du système et des contradictions se développent en leur sein; ce sont précisément ces contradictions que les révolutionnaires doivent mettre en valeur et non les compromis opportunistes avec des officiers supérieurs (Joxe, 1974, pp. 187 - 188).

Le M.A.P.U. estima dans la résolution de son congrès de décembre 1972 que la voie chilienne vers le socialisme risquait de s'enliser, car la présence de ministres militaires tendait à favoriser au sein de l'U. P. les positions centristes favorables à la consolidation d'une démocratie avancée sur la base de l'entente avec la démocratie

chrétienne et les forces armées (Joxe in *Critique Socialiste*, mars 1973). Le M.I.R., dont l'analyse rejoignait celle du M.A.P.U., appelait de son côté la classe ouvrière et le peuple à rejeter le cabinet civico-militaire (Palacios, 1979, p. 378).

Toutes ces critiques du cabinet civico-militaire n'étaient pas contradictoires, mais convergentes. L'entrée des militaires au gouvernement aboutit ainsi au rapprochement des fractions les plus radicales de la gauche, tendant à former un bloc révolutionnaire au sein de l'U.P., soutenu par les formations d'extrême-gauche, et se voulant le garant de la continuité du processus révolutionnaire chilien.

Face à ces tirs croisés, les partisans du cabinet civico-militaire se firent discrets, à l'exception du P.C. et des militaires eux-mêmes. Le P.C., qui appréciait avec lucidité la faiblesse de la gauche dans la perspective d'un affrontement armé avec la bourgeoisie, voyait dans l'entrée des militaires au gouvernement tant le prolongement logique de leur rôle de garant de l'ordre à l'intérieur qu'un renfort à l'U.P. dans la perspective de cet affrontement (déclarations de Corvalan à *Punto Final*, 02/01/1973 et du sénateur Teitelboim à *Politique Hebdo*, 27/07/1972; Joxe in *Frontière*, mars 1973; Palacios, 1979, p. 376).

7.2. Appui ou médiation? La politique du général Prats et la ligne Millas

La position de l'armée chilienne sur le processus mis en route par l'U.P. était une source d'interrogation permanente pour les observateurs (voir Joxe in *Politique aujourd'hui*, n° 7/ 8 1972, pp. 89 – 92 ; Niedergang in *Le Monde*, 04 / 05 juin 1972). Cette question prit évidemment une importance accrue avec la nomination de militaires au gouvernement, et ce fut la personnalité du général Prats qui devait focaliser l'attention (pour des détails personnels sur Prats, voir sa biographie détaillée parue dans *Chile Hoy*, n° 22, 10/11/1972 - et non celle proposée par Moss, 1973, p. 166, qui comporte de graves lacunes - ainsi que le bref, mais intéressant portrait psychologique dressé par Davis, 1985, pp. 114 - 115).

Les raisons de l'intérêt privilégié porté à Prats étaient multiples:

- le poids déterminant de l'armée de terre au sein des forces armées;
- le fait que Prats soit le commandant de son arme, alors que les deux autres ministres militaires ont des fonctions de rang inférieur;
- l'importance de ses fonctions ministérielles, qui culmina entre le 30/11 et le 15/12/1972 lorsqu'il assura l'intérim de la présidence en remplacement d'Allende en déplacement officiel à l'étranger.

Bien que contraint à une extrême prudence par la situation interne à l'armée, Prats ne cachait pas son approbation, au moins sur certains aspects, de la politique de l'U.P. et, le 13/12/1972, signifia dans une adresse publique à l'ambassadeur d'Allemagne de l'Est son soutien à la politique de changements profonds en cours, en mentionnant notamment la nationalisation du cuivre ainsi que l'achèvement de la réforme agraire (Cordova, 1972, pp. 74 / 75).

En butte aux attaques de la droite qui lui reproche sa loyauté à la politique d'Allende, Prats se rapprochera considérablement de l'U.P. dans laquelle il voit une base d'appui pour moderniser le pays, au contraire de la droite qu'il en viendra à attaquer publiquement (Moss, 1973, pp. 174 – 175 ; Vial, 2002, p. 166).

Au cours du mois de juin 1972, à la suite de sérieux débats d'orientation internes à la gauche se tint le « conclave de Lo Curro », où les partis de l'U.P. désavouèrent la politique radicale du ministre de l'économie Pedro Vuskovic (indépendant de gauche proche du P.S.) dite «avancer pour consolider» et lui préférèrent la ligne plus modérée dite «consolider pour avancer» proposée par le communiste Orlando Millas, qui vint remplacer Vuskovic au gouvernement.

Le projet Millas prévoyait que les entreprises chiliennes devraient appartenir à un de ces trois secteurs: secteur nationalisé, dit APS (Aire de Production Sociale), secteur privé ou secteur «intégré» d'entreprises cogérées par l'Etat, les salariés et le patron.

Outre cette délimitation, le projet Millas stipulait que les entreprises de l'APS devraient nécessairement être bénéficiaires, qu'il ne saurait y avoir contrôle ouvrier dans les entreprises du secteur privé etc.

Des négociations portant sur la délimitation de l'APS furent engagées dès le 12 juin avec le P.D.C., dont les entreprises intégrées étaient un cheval de bataille, pour capoter le 27 juin après le vote par les parlementaires démocrate-chrétiens d'une accusation constitutionnelle contre le ministre de l'intérieur socialiste Herman del Canto.

La question de la délimitation de l'APS se posa à nouveau à l'issue de la crise d'octobre, qui avait vu les salariés occuper des centaines d'entreprises lock-outées et refuser dans la grande majorité des cas de les rendre à leurs anciens propriétaires. Tant le P.D.C., qui en avait fait une condition à la cessation de la grève, que l'armée pesaient en ce sens.

Les collaborateurs du général Prats élaborèrent un projet de loi relatif à la définition du secteur social de production qui fut déposé devant le Congrès le 24 janvier 1973. Ce projet prévoyait la nationalisation immédiate de 42 entreprises, la formation d'un «comité des cas spéciaux» chargé de trancher le sort de 123 entreprises occupées par leurs salariés ou placées sous intervention de l'Etat, et enfin l'instauration éventuelle d'entreprises intégrées.

Soumis au Congrès sans que les partis de l'U.P. en aient eu connaissance, soulevant l'inquiétude d'une partie de la base militante de la gauche, ce projet fut torpillé par les secteurs radicaux de la gauche qui obtinrent qu'Allende en décide le retrait, désavouant ainsi le P.C. et les militaires (Joxe in *Frontière*, n° 4, mars 1973; Joxe, 1974, pp. 193 - 194; Palacios, 1979, pp. 120 - 121 et 380 - 382).

Exécutant discipliné de la politique présidentielle, Prats attendit d'avoir quitté le gouvernement pour relancer ce projet, ce qu'il tenta de faire le 5 avril quand, à l'expresse demande des militaires, Allende reçut le corps des généraux de l'armée de terre venu manifester son inquiétude devant l'évolution de la situation politique .

7.3. Les militaires et le ravitaillement

En juillet 1971, Vuskovic décidait la création des J.A.P. (Juntas pour l'Approvisionnement et les Prix), associations de quartier ayant pour tâche d'aider à la surveillance des prix. Lors de la crise d'octobre 1972, marquée notamment par des grèves de commerçant et l'accaparement des stocks de vivres, les J.A.P. jouèrent un rôle essentiel dans la riposte de la gauche (Joxe, 1974, pp.128 à 131).

La crise finie, Fernando Flores, ministre des finances et membre du M.A.P.U., donc de l'aile radicale de l'U.P., décida d'accentuer le contrôle populaire sur la distribution en généralisant le système des J.A.P. Le 11 janvier 1973 était annoncée une nouvelle politique de distribution, consistant en la création d'un secrétariat national à la distribution, ayant le double monopole de l'achat aux producteurs des biens de première nécessité et de l'organisation des canaux de distribution, via les entreprises de distribution nationalisées et les J.A.P., chargées de définir les besoins de chacun (Palacios, 1979, p. 222).

La réaction de l'opposition de droite fut d'une extrême violence, le projet Flores devant servir, selon elle, à faire dépendre l'alimentation des Chiliens de juntas contrôlées par les communistes, et à instaurer l'adhésion au socialisme par le chantage sur les estomacs. Ce rejet total était, il est vrai, alimenté en grande partie par les provocations d'une partie de la gauche (Moss, 1973, pp.170 - 171; Palacios, 1979, p. 223; Sigmund, 1977, p. 195).

Les ministres militaires qui avaient été mis devant le fait accompli, à l'exception de Prats (qui, dans ses mémoires – 1985, p. 349 - , affirme avoir approuvé un document différent du document final), se réunirent avec les officiers généraux de leur arme respective, puis réagirent en présentant au président un memorandum en huit points réclamant notamment la nomination d'un militaire au ministère des finances ou de l'économie (ce qui fut refusé) et le contrôle par les militaires de la distribution alimentaire (ce qu'accepta Allende). L'amiral Huerta, en complète rupture avec le pouvoir de gauche, quitta le gouvernement tout en restant membre de l'Etat-Major naval; il fut remplacé comme

représentant de la marine au gouvernement par l'amiral Arellano, un constitutionnaliste proche de Prats (Davis, 1985, p. 134; Moss, 1973, pp. 171 - 173).

En application de l'accord passé avec les militaires, le directeur de la comptabilité de l'armée de l'air, le «général de finances» Alberto Bachelet, fut nommé le 21 janvier à la tête du Secrétariat national à la distribution, tandis que les colonels de l'armée de terre Barros, Blanchait (R) et Torres, ainsi que le capitaine de vaisseau Parodi prenaient la direction des quatre entreprises nationalisées du secteur. Bien que, d'après Prats (1985, p. 353), Bachelet eût une expérience certaine en matière d'approvisionnement, il n'en demeure pas moins que cinq officiers se trouvèrent ainsi confrontés à la difficile tâche de gérer le principal circuit d'approvisionnement alimentaire d'une nation, représentant 30 % du volume total de la distribution des produits de base (*Chile Hoy*, n° 33, 26/01/1973 et n° 34, 02/02/1973).

Franc-maçon, proche parent du sénateur radical Hugo Miranda, le général Bachelet était, comme ses collaborateurs, connu pour ses idées de gauche. Celles-ci, ainsi que son rôle à la tête de la distribution alimentaire, en firent une bête noire de la droite et lui coûtèrent la vie après le putsch (*Chile Hoy*, n° 48, 11/05/1973; Darde et Santi, 1973; Moss, 1973, p. 173).

Bachelet s'efforça de mettre en oeuvre une politique assez radicale, qui prévoyait notamment la distribution égalitaire des aliments, la substitution de la production nationale aux importations et la modification des habitudes alimentaires (*Chile Hoy*, n° 34, 02/02/1973). Par ailleurs Bachelet, personnalité complexe chez qui les tendances progressistes coexistaient avec l'autoritarisme de l'officier et la rigidité du comptable, mena durant des mois une lutte épuisante contre les tentatives de débordement de la base et de l'extrême-gauche.

Le lieu privilégié de cet affrontement fut l'entreprise de distribution «Agencias Graham». Dans un premier temps, Bachelet obtint le limogeage de son gérant, le socialiste Luis Hinostroza qui avait conduit le genre de politique que dénonçait la droite en faisant recenser les besoins de chaque famille, imprimer des cartes de ravitaillement et distribuer plus de 15.000 paniers de première nécessité. En réponse, plusieurs centaines de

manifestants envahirent le 22 février le siège des Agencias Graham et obtinrent le départ du nouveau gérant. En dépit des requêtes de Bachelet, Allende décida de ne pas courir le risque d'un affrontement à la veille des élections de mars et, tout en refusant d'autoriser le retour d'Hinostroza, laissa les militants d'extrême-gauche (P.S. et M.I.R.) maîtres des Agencias Graham (Moss, 1973, pp. 173 - 174; Palacios, 1979, pp. 225 - 226).

Bachelet ne fut pas plus heureux avec les J.A.P.: bien qu'il ait fait promulguer le 19 février une instruction reconnaissant aux J.A.P. un droit de contrôle sur les commerçants, les éléments radicaux qui avaient pris le contrôle des Agencias Graham lancèrent une campagne en faveur du ravitaillement direct par le biais de paniers de première nécessité et de magasins du peuple. Ces revendications furent approuvées lors du congrès populaire sur le ravitaillement qui se tint les 22 et 23 mars, et qui adopta un ensemble très radical de motions définissant un contrôle populaire strict sur la distribution, désavouant ainsi explicitement la politique de Bachelet (Joxe, 1974, pp. 195 à 197).

Loin d'être un phénomène marginal, les démêlés du général Bachelet avec la base populaire de l'U.P. sont un exemple parfait de la difficulté qu'éprouvaient les militaires progressistes à s'insérer dans le processus révolutionnaire mis en route par la victoire de la gauche.

Acquis à l'idée que des changements même importants étaient nécessaires au Chili, ces militaires se retrouvaient pourtant pris en porte à faux par la mobilisation populaire induite par ces changements même. Et Prats, quand il affirme que la dynamique en cours légitime le développement du mouvement des masses pour autant que celui-ci soit canalisé dans la légalité (*Chile Hoy*, n° 22, 10/11/1972) témoigne d'autant de bonne volonté que d'incompréhension de ce que peut être une dynamique révolutionnaire. Hommes d'ordre, dont l'imaginaire politique est plus nourri du socialisme militarisé et paternaliste des généraux péruviens que de la Sorbonne en mai 68 ou de Berkeley, les militaires progressistes se retrouveront presque naturellement aux côtés du président, du P.C. et des sociaux-démocrates de l'U.P. pour former un bloc regroupant ceux pour qui le processus chilien doit se faire par étapes et sans débordement des masses (voir à ce sujet Joxe in *Critique Socialiste*, n° 17, mars 1974, p. 62; Labrousse in *Politique Hebdo*, n° 54, 23/11/1972).

Moins que de médiation militaire du processus chilien, il conviendrait plutôt de parler d'engagement des secteurs progressistes de l'armée aux côtés des partisans d'une certaine forme de socialisme plus autoritaire et dirigiste, encadrée par les appareils politiques et syndicaux, dont le cabinet civico-militaire représente la traduction gouvernementale.

A cette conception s'oppose celle du P.S., des chrétiens de gauche et de l'extrême-gauche qui, s'appuyant sur une base populaire sans cesse plus radicalisée, estiment que le processus chilien ne peut triompher que par le développement du mouvement des masses, qui implique le dépérissement des formes traditionnelles d'organisation ouvrière que sont partis et syndicats au profit de structures de double pouvoir, soit dans le cas chilien les J.A.P., les «cordons industriels» et les «commandos communaux».

Malgré les efforts d'Allende pour ne pas couper son gouvernement de la base militante de la gauche (abandon du projet Millas, refus d'expulser les occupants des Agencias Graham), un fossé d'incompréhension se creusait un peu plus chaque jour entre les tenants de ces deux cultures politiques (voir par exemple *Punto Final*, n° 182, 24/04/1973).

7.4. Coalition conjoncturelle ou alliance permanente?

La mise en place du cabinet civico-militaire répondait aussi bien à des motifs d'ordre conjoncturel (rétablissement de l'ordre public après les grèves d'octobre, garantie du bon déroulement des élections de mars) qu'à des préoccupations de caractère permanent.

La prise en compte des problèmes conjoncturels, seuls énoncés officiellement comme ayant motivé la présence de militaires au gouvernement, devait logiquement entraîner une présence limitée dans le temps, en l'occurrence jusqu'à la proclamation des résultats électoraux, ce qui aurait clairement signifié que la participation militaire au gouvernement n'avait eu qu'un caractère tactique et non stratégique.

Prats avait pour sa part répondu à un journaliste qui lui demandait si cette expérience pourrait perdurer que c'en serait les résultats qui le détermineraient (Cordova, 1972, pp. 48 - 49).

Un seul parti de l'U.P., le Parti Communiste, se déclara favorable à la présence de militaires au gouvernement au-delà de l'échéance des élections. Pour le secrétaire général du P.C., Luis Corvalan (in *Punto Final*, n° 174, 02/01/1973), l'association des militaires au gouvernement, qui n'est qu'une conséquence logique du rôle joué par l'armée dans la défense de l'ordre interne pourrait devenir, en se pérennisant, une des particularités du processus révolutionnaire chilien.

Malgré la prise de position du P.C., Allende se retrouva bien isolé, y compris au sein de son propre parti pour faire valoir «l'importance historique» de la participation militaire au gouvernement. Il tira rapidement les conclusions de cet état de fait puisque, le 27 mars 1973, était formé un nouveau gouvernement dont étaient absents aussi bien les militaires que les syndicalistes.

Ce faisant, Allende apaisait à la fois l'aile dure de l'U.P. opposée au cabinet civico-militaire, le secteur institutionnaliste des forces armées et le courant démocrate-chrétien au sein de la C.U.T.; il escomptait par ailleurs voir s'accroître la cohésion et l'efficacité de la gauche (Garcès, 1975, p. 16).

La formation d'un gouvernement entièrement civil ne comblait cependant pas les militaires, puisque quelques jours avant la fin du cabinet civico-militaire, Allende reçut à leur demande l'ensemble des généraux venus lui signifier qu'ils ne refuseraient pas la formation d'un nouveau cabinet civico-militaire, pourvu que satisfaction soit donnée à une liste de revendications, incluant la promulgation d'une loi définissant clairement les trois secteurs de l'économie (public, privé et social), le désarmement des groupes armés de droite comme de gauche, le rétablissement de l'ordre et de l'impartialité dans la fonction publique et l'amélioration des relations avec les Etats-Unis (Davis, 1985, p.146).

8. L'ARMÉE DU "TANCAZO"

8.1. La fin de l'apolitisme et la mutation des courants militaires

Apogée et décadence de la doctrine Schneider-Prats

Si les cinq mois que dura l'expérience du cabinet civico-militaire marquèrent l'apogée de la doctrine Schneider-Prats, Prats étant le deuxième personnage d'un régime décidé à baser sa politique militaire sur cette doctrine, ils furent aussi le signal de son agonie.

Le concept de « neutralité active » qui est à la base de la doctrine Schneider implique, par sa formulation paradoxale, le développement d'une tension créatrice issue de la dialectique entre le devoir de neutralité et l'exigence d'activité.

Cette tension entre deux éléments dont l'un (l'activité) est naturel à l'armée tandis que l'autre (la neutralité) lui est enseigné ne pouvait, au sein d'une société où les rapports sociaux sont aussi bruts que la société chilienne de 1973, qu'amener à un déséquilibre en faveur de l'élément-activité.

Ce déséquilibre fut fantastiquement accéléré par les énormes pressions que la société civile exerçait sur l'armée. La politique intégrationniste d'Allende mit les militaires à tous les niveaux face à une réalité en grande partie ignorée jusqu'alors. L'accélération du processus historique chilien allait ainsi de pair avec un processus de « désinsularisation » de l'armée mené à un rythme traumatique pour l'institution. Des généraux devinrent ministres, des officiers supérieurs et subalternes en grand nombre se virent confrontés au monde de l'entreprise et du travail. D'autres officiers, dans le cadre de l'état d'urgence, se retrouvèrent détenteurs d'un pouvoir quasi-discrétionnaire dans la province où ils étaient cantonnés. Il ne manquait plus aux militaires qu'une responsabilité : le pouvoir suprême. Ils l'obtinrent lorsque le général Prats fut appelé à exercer l'intérim de la présidence. Que signifiait, dès lors, de continuer à prétendre que l'armée - et en premier lieu son commandant en chef - est « obéissante » et « non délibérante » ? Ce jour là fut publié l'acte officiel de décès de la doctrine Schneider (Hermet, 1989, p. 291 ; Moss, 1973, p. 167 ; North, 1975, pp. 73 - 75).

Il était prévisible, dans un tel contexte, que les forces armées ne pouvaient se sentir aussi fermement que par le passé en position de subordination à l'égard d'un pouvoir politique qui les invitait lui-même à le suppléer. L'amiral Buzeta (in CORDES, 1988, p. 110) estime que la nomination de ministres militaires fut contreproductive pour le gouvernement, car elle accrut la politisation des Forces armées, ainsi que la conscience qu'elles avaient de leur pouvoir et de leur rôle d'arbitre (voir aussi Hermet, 1989, p. 290). Les conséquences de cette évolution apparurent bientôt au sein des casernes, où il devint habituel de commenter ouvertement, et le plus souvent de décrier les décisions gouvernementales, avec l'assentiment tacite ou explicite d'une grande partie de la hiérarchie. Les officiers constitutionnalistes, bien qu'ayant pris la pleine mesure tant de cette évolution que des dangers dont elle était porteuse, ne pouvaient guère que temporiser devant l'ampleur de ce mouvement de fond.

L'érosion de l'autorité du gouvernement sur les forces armées apparut au grand jour le 11 avril 1973 quand le ministre radical de l'Education, Jorge Tapia, venu plaider en faveur de son projet d'Ecole Nationale Unifiée (ou E.N.U.) devant cent cinquante officiers dut subir le réquisitoire de l'amiral Huerta (ancien ministre, il est vrai) chaudement appuyé par nombre de ses collègues. On se trouvait ainsi devant une situation hors de toute norme constitutionnelle, et qui démontrait bien où se trouvait la réalité du pouvoir en ce printemps 1973: un ministre allant soutenir devant certains éléments de l'armée un projet de loi qui n'avait de surcroît rien de militaire, et se faisant publiquement rabrouer. L'article 22 de la Constitution, édictant que la force publique est par essence obéissante, et qu'aucun corps armé ne peut délibérer, était devenu lettre morte (Davis, 1985, pp. 135 - 136; Prats, 1985, p. 380 ; Sigmund, 1977, pp. 202 - 204).

Le point culminant de cette dérive fut atteint quand l'armée de l'air, dont l'Etat-Major était acquis dans sa totalité aux thèses institutionnalistes, prit l'initiative de convoquer une réunion le 19 mai où le président et son ministre de la défense, José Toha, durent écouter chaque général d'aviation critiquer un aspect différent de la politique gouvernementale. Le ton fut donné par le général Leigh, alors n° 3 de l'armée de l'air, qui ouvrit la discussion en détaillant les atteintes portées au pouvoir judiciaire et en agitant le spectre d'un futur affrontement (Varas, 1979, p. 128). Le 28 mai, le corps des généraux et amiraux en retraite relayait le message en adressant au président une lettre ouverte qui,

après avoir critiqué l'ensemble de la politique gouvernementale, agitant la menace d'une intervention militaire (Darde et Santi, 1973). Il est à ce propos intéressant de noter le parallélisme de cette initiative avec celle des soixante-douze généraux brésiliens en retraite qui, à quelques jours du coup d'Etat de 1964, avaient signé une lettre ouverte indiquant, entre autres, que le devoir constitutionnel des militaires est de défendre l'ordre et d'obéir au président dans les limites fixées par la loi (Stepan, 1971, p. 202).

A cette époque, soulignent trois officiers favorables à la gauche, même la présence de militaires au gouvernement, naguère saluée comme le signe d'une véritable intégration de l'armée, n'était plus ressentie par la majorité des militaires que comme le signe que les politiciens « se servent des militaires » uniquement quand ils en ont besoin, pour aussitôt après les rejeter (Silva et al., 1979, p. 36).

Autonomie croissante des forces armées vis-à-vis du pouvoir politique, décadence du sentiment d'obéissance, frustration à l'égard de l'expérience du cabinet civico-militaire: tels étaient les fruits amers de la politique militaire intégrationniste menée par Salvador Allende. Là encore, le parallélisme avec l'évolution de l'armée brésilienne à la veille du coup d'état de 1964 est frappant, puisque Stepan (1971, p. 189) note à ce moment l'émergence de nouvelles attitudes parmi les officiers brésiliens :

- craintes pour l'unité de l'institution militaire
- diminution de la confiance envers les civils
- accroissement de la confiance en les capacités de l'armée à gouverner.

Mise à mal par le rôle croissant de l'armée au sein de l'appareil d'Etat, la doctrine Schneider-Prats était par surcroît irrésistiblement frappée d'obsolescence par l'évolution de la situation politique.

En premier lieu, toute position médiane et centriste était rendue intenable dans la mesure où la bipolarisation du pays se faisait par un alignement des modérés sur les extrêmes. L'évolution du P.D.C. durant les trois années de l'Unité Populaire porte un témoignage éclatant de ce processus. Au sein du P.D.C. officiel la victoire de la ligne dure de Frei sur les partisans du dialogue avec l'U.P. tels que Tomic, Fuentealba et Leighton consacra l'alliance avec le P.N., tandis que l'ex-tendance terceriste, qui avait rejoint l'U.P.

s'alignait sur les positions du M.I.R.; c'est ainsi qu'un ex-grand parti centriste se voyait bipolarisé à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche.

Par ailleurs, l'apolitisme se retrouve privé de signification dans une société en voie de profonde transformation, car l'obéissance au pouvoir politique implique de rester fidèle au gouvernement d'U.P., ce qui signifie justement choisir une option politique, celle de la transformation du Chili en une société socialiste. Debray (1974, tome 1, p. 293) note qu'en 1973, la seule manière pour un officier supérieur de rester loyaliste jusqu'au bout était de se transformer en socialiste révolutionnaire. Tout autre choix aboutissait de fait à se ranger du côté de l'opposition à l'U.P. soit activement, soit passivement.

Les divisions même de la gauche contribuaient à la décadence du sentiment d'obéissance et de loyauté que porte traditionnellement le militaire chilien au président de la république. Pour ne prendre que cet exemple, le veto opposé par le P.C. et le P.S. aux négociations qu'Allende entendait mener avec les mineurs en grève d'El Teniente ne pouvait qu'avoir de graves conséquences sur le loyalisme des forces armées, auxquelles on demandait somme toute d'être plus allendistes que les deux principaux partis de l'U.P.

Le gauchissement du courant constitutionnaliste

Structurellement minoritaire au sein des forces armées, le courant constitutionnaliste souffrit de la bipolarisation qui, au sein des forces armées, éloignait de lui un certain nombre de militaires conservateurs, ou simplement opportunistes, comme le montre le cas du général José Berdichewsky, qui s'était fait remarquer par des éloges outranciers de la politique d'Allende alors que le président visitait le 16/12/1971 l'Ecole des officiers de l'armée de l'air dont il était le directeur, et qui rejoignit par la suite le camp institutionnaliste. Cette perte de son aile droite donna au courant constitutionnaliste une plus grande cohérence et l'amena à radicaliser son soutien à l'U.P.

Prats est très représentatif de cette évolution (voir Almeyda, 1977, p. 68), mais son cas n'est pas unique, et une évolution similaire, parfois même plus radicale se produisit, par exemple chez les militaires affectés au contrôle de l'approvisionnement. La droite civile ne s'y trompa pas: le journal PEC, proche du Parti National titra : *«Il faut choisir entre le marxisme et l'uniforme»*, tandis que des manifestantes de droite portaient des

pancartes où était inscrit: «*Bachelet, général de la Fach, OUI, général communiste NON*» (Darde et Santi, 1973).

Progrès et radicalisation du courant institutionnaliste

Les thèses institutionnalistes (solidarité de corps, réaffirmation du monopole de la violence légale, méfiance à l'égard de la politique des civils) épousaient remarquablement l'idéologie et les préoccupations traditionnelles des militaires qu'elles présentaient l'avantage de systématiser et de théoriser (Silva et al., 1979, p. 32). Il était donc normal d'une part que l'idéologie institutionnaliste progressât plus rapidement et plus aisément que l'idéologie constitutionnaliste, plus sophistiquée et moins naturelle au militaire, et d'autre part que l'idéologie institutionnaliste fut perçue comme l'idéologie militaire par excellence, car se référant à une expérience interne à l'armée, l'idéologie constitutionnaliste étant davantage perçue comme une idéologie civile à l'usage des militaires.

Par surcroît, la décadence de la doctrine Schneider-Prats périmait la tentative la plus élaborée de théorisation du constitutionnalisme, ouvrant ainsi une brèche dont profitèrent les institutionnalistes.

La grande faiblesse du courant constitutionnaliste chez les sous-officiers et les officiers subalternes faisait que la grande masse des militaires, plus encline à suivre son chef direct que les autorités lointaines que sont le commandant en chef ou le président, inclinait en faveur des thèses institutionnalistes. Par ailleurs, Silva (et al., 1979, p. 35) mentionne que le rappel en service actif de nombreux officiers de réserve ultra-conservateurs accrut la distance entre les forces armées et le gouvernement constitutionnel.

Un certain nombre de décisions gouvernementales mal mesurées ou d'actions provocatrices des partis de gauche eurent pour résultat effectif de renforcer le secteur institutionnaliste des forces armées. C'est ainsi que le projet - finalement retiré - d'Ecole Nationale Unifiée suscita une véritable révolte chez les officiers (Davis, 1985, pp. 135 - 136; Sigmund, 1977, p. 289; Uribe, 1974, p. 213).

Dans un tout autre registre, une étonnante ingénuité dans la mise en oeuvre de la politique militaire intégrationniste d'Allende fit que l'affectation d'officiers légalistes à

des tâches civiles aboutit mécaniquement à renforcer l'emprise des institutionnalistes sur les forces armées, illustrant ainsi le dilemme posé par Needler (1965, p. 46 ; voir aussi Lobier, 1980, p. 235 et North, 1975, p. 74) selon lequel un président voulant se garantir contre une intervention militaire, qui se doit de récompenser ses soutiens militaires les plus fidèles en les nommant à des postes gouvernementaux ou de responsabilité au sein de son administration, les retire de commandements qui pourraient être d'importance stratégique si l'opposition à sa politique au sein de l'armée se développe jusqu'à entraîner un risque de coup d'Etat. C'est ainsi que le détachement du général Bachelet auprès de la direction du ravitaillement priva le courant constitutionnaliste d'un de ses deux représentants au sein de l'Etat-Major de l'armée de l'air.

En dernier lieu, la politique antimilitariste de l'extrême-gauche (M.I.R. et gauche du P.S.), conjuguant tentatives d'infiltration et de conscientisation de la troupe, telles que campagnes d'affichage et de distributions de tracts incitant les soldats à la désobéissance (Alexander, 1978, p. 325) avec de pures provocations simplement irritantes, comme l'occupation de terrains militaires par des paysans sans terre, ou majeures, comme le meurtre d'un sous-lieutenant par un commando d'ultra-gauche dirigé, circonstance aggravante, par un Mexicain (Davis, 1985, p. 203, Sigmund, 1977, p. 237) fit que l'armée, se sentant agressée, resserra les rangs - contre la gauche. On ne peut nier que ces actions, la plupart du temps dérisoires, firent le jeu de la droite dans sa campagne pour dresser l'armée contre la gauche (Bandeira, 1974, p. 28). Le commandant Alamiro Castillo note dans un document interne à l'organisation de gauche dans l'armée de l'air que l'image de violence et d'anarchie du M.I.R. contribue à ce que des officiers s'éloignent de la gauche (Boizard, 1974, p. 109 - voir aussi Needler, 1965, p. 20 ; North, 1975, p. 76 ; Silva et al., 1979, p. 34).

Les élections générales de mars 1973 mirent en évidence le degré de bipolarisation de la société chilienne: alors que la gauche faisait le plein des voix ouvrières et gagnait de nombreuses voix paysannes, l'immense majorité des classes moyennes avait basculé dans l'opposition à l'U.P., rejoignant les classes possédantes (Joxe, 1974, p. 204). La solidarité de classe entre officiers et petits bourgeois qui n'avait pas joué lors de la crise d'octobre 1972 en raison du poids alors plus important du courant constitutionnaliste, du moindre degré de bipolarisation du pays et du caractère nettement illégal de la grève, se fit plus affirmée après les élections (North, 1975, p. 76). Un phénomène similaire se faisait jour

en faveur de la gauche chez de nombreux militaires d'origine populaire (Frederick, 1973, p. 11; voir aussi les entretiens publiés par *Chile Hoy* le 10/11/1972, 20/07/1973 et le 31/08/1973). Les deux niveaux de la crise -national et interne à l'armée- favorisèrent chez de nombreux militaires, suivant un processus analysé par Needler (1966, p. 620) et Janowitz et Van Doorn (1971, pp. 20 - 21) un réflexe défensif leur faisant resserrer les rangs autour de l'idéologie corporative de l'armée, c'est-à-dire précisément celle défendue par le courant institutionnaliste. Stepan (1971, p. 188) note à propos de la crise brésilienne de 1964 que les officiers ressentaient de plus en plus que leur rôle modérateur pouvait causer la perte de l'unité et de l'intégrité de l'institution militaire.

Les conséquences de cette évolution ne tardèrent pas à se faire sentir :

- la légitimité du pouvoir d'Allende s'effritait: La percée du courant institutionnaliste le conduisit à contester Allende, non seulement dans ses orientations et ses décisions politiques, mais aussi dans sa fonction de chef suprême des armées, cette mise en cause concernant plus particulièrement sa capacité à maintenir l'unité des forces armées (Ampuero, 1975, p. 59; North, 1975, p. 76).
- l'aile dure du courant institutionnaliste n'hésitait plus à agir ouvertement contre la gauche: Utilisant les pouvoirs étendus confiés à l'armée pour maintenir l'ordre civil, les institutionnalistes durs s'en prenaient maintenant à la gauche et aux institutions populaires. C'est ainsi que dans le cadre de la loi sur l'état d'urgence, le lieutenant-colonel Ackerknecht, administrateur de la province d'O'Higgins et officier connu pour ses opinions d'extrême-droite, fit perquisitionner en mai 1973 le siège du P.S. à Rancagua à la suite d'incidents répétés entre militants de droite et de gauche.

Bien qu'ayant été votée en octobre 1972, la loi sur le contrôle des armes n'était jamais entrée en application. Les premières perquisitions opérées par l'armée eurent lieu à partir d'avril 1973, à raison d'environ trois par semaine. La relative impartialité qui avait

au début caractérisé ces opérations disparut vite et, à partir du Tancazo, la loi sur le contrôle des armes ne fut plus appliquée que contre les organisations et partis de gauche.

8.2. Les partis politiques civils dans l'armée

8.2.1. Les noyaux de gauche

Au moins un des partis de l'U.P., le P.S. avait toujours entretenu un appareil militaire clandestin, tant en raison de ses origines civico-militaires que de sa stratégie de prise de pouvoir par la voie insurrectionnelle. Il avait même été envisagé en 1967 de mettre sur pied une organisation armée, l'E.L.N. (Ejercito de Liberacion Nacional) pour venir en aide à la guérilla du Che. L'E.L.N., qui devait regrouper cadres militaires et civils entraînés dans des «écoles de guérilla» (dont la découverte par les carabiniers avait fait grand bruit) ne vit jamais le jour en raison de l'écrasement de la guérilla du Che par les rangs boliviens.

Toujours sous la présidence de Frei, le M.I.R. s'était efforcé, avec quelque succès, de s'implanter au sein de la troupe et des sous-officiers, notamment dans les «bérets noirs» anti-guérilla (Moss, 1973, p. 110).

La victoire électorale d'Allende donna un nouvel essor à l'organisation de la gauche dans l'armée. Tout d'abord, les partis de gauche donnèrent pour consigne à leurs jeunes militants de ne pas manquer de faire leur service militaire (Joxe in *Politique aujourd'hui*, n° 7 – 8 /1972, p. 93; Moss, 1973, pp. 165 - 166). Le congrès socialiste de La Serena, en 1971, jeta les bases de l'organisation du «Front Interne», chargé de préparer des cadres politico - militaires clandestins pour la défense du processus révolutionnaire (Sarget, 1994, p. 90). Les militaires partisans de la gauche s'organisèrent en cellules clandestines à l'exemple des militaires espagnols durant la seconde république. Présentes dans toutes les armes, ces cellules regroupaient autour des noyaux socialistes clandestins des sympathisants d'autres mouvements de gauche et des inorganisés.

L'importance exacte de ces noyaux est encore à l'heure actuelle un secret bien gardé par quelques anciens responsables de l'U.P. Même s'il est probable que le

nombre de militaires concernés ne devait pas être considérable, il semble toutefois qu'une partie de l'appareil clandestin de la gauche dans l'armée ait échappé aux investigations de la Junte (cela nous a été confirmé par un haut responsable socialiste; voir aussi Steenland in *Latin American Perspectives*, n°1 été 1974, p. 16). Allende lui-même aurait déclaré à de hauts responsables de la marine que ce qui avait été découvert à Valparaíso n'était qu'un dixième de ce que la gauche avait mis en place (Sigmund, 1977, p. 237). Il est à cet égard significatif que les deux seuls noyaux qui aient été découverts et démantelés aient été implantés dans l'aviation et la marine, les deux armes les plus à droite de l'armée chilienne.

Infiltré par les services de renseignement militaire, le noyau de gauche de l'armée de l'air fut neutralisé par les putschistes et ses membres firent l'objet d'un procès collectif en 1974.

La faiblesse des effectifs de ce noyau (environ 60 personnes sur 8600 militaires de carrière dans l'aviation) et sa centralisation sur Santiago (bases d'El Bosque et Cerrillos, Ecole de l'air) s'explique par la résistance de l'armée de l'air aux idées de gauche, que souligne une des pièces du procès: il s'agit du récit d'un entretien entre le sénateur socialiste Erich Schnake et le capitaine Vergara, au cours duquel ce dernier évalue le nombre d'aviateurs favorables au gouvernement à environ 20% (Boizard, 1974, p. 136).

Bien que les sous-officiers y fussent majoritaires, le noyau de gauche comprenait quelques officiers, parmi lesquels le lieutenant-colonel Carlos Ominami, commandant en second la défense antiaérienne (seules troupes terrestres de l'armée de l'air) et le capitaine Raul Vergara, major de sa promotion à l'école de l'air, professeur d'économie à l'Université du Chili, et futur organisateur de l'aviation sandiniste.

Organisé en cellules appliquant de strictes règles de clandestinité (Silva et al., 1979, p. 33), le noyau de gauche de la FACH s'était donné les tâches suivantes:

- recrutement;
- formation théorique de ses membres;
- recherche et transmission à la gauche civile de documents internes à l'armée de l'air, notamment ceux utiles en cas d'affrontement armé (ex. plan des bases, emplacement des armureries) ou ceux relatifs à la préparation du

coup d'Etat (dont le «Plan Trueno», qui détaillait les préparatifs putschistes de l'armée de l'air);

- liaison avec la gauche civile pour mettre au point des plans de défense coordonnés en cas de coup d'Etat.

Les sympathies politiques des membres du noyau de gauche étaient diverses: si la plupart des officiers étaient socialistes (et franc-maçons) à l'exception notable du capitaine Vergara qui était un indépendant proche de l'extrême-gauche, les sous-officiers étaient davantage influencés par le M.I.R.

La coordination de l'activité du noyau avec la gauche civile se faisait à deux niveaux: la coordination générale et le soutien politique et financier étaient assurés par le vice-président socialiste de la Banque d'Etat, Carlos Lazo, tandis que la coordination tactique était faite en liaison avec les responsables (souvent proches du M.I.R.) du bidonville José Maria Caro et du «cordon industriel» Cerrillos voisin de la base homonyme (sources: entretiens privés de l'auteur et *Proceso a una traicion* de Boizard).

Fort différente du noyau de gauche de l'aviation, l'organisation de la gauche dans la marine regroupait, selon les sources, de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de personnes au bas de la hiérarchie: sous-officiers, matelots, ouvriers des chantiers navals, la plupart sans affiliation politique, bien que souvent proches du M.I.R. Les marins de gauche, organisés en cellules clandestines sur les navires de guerre basés à Talcahuano et Valparaiso, avaient pu étendre leur influence à certaines écoles navales, parmi lesquelles l'Ecole de génie maritime et celle de l'artillerie et des torpilleurs, ainsi qu'à la base aéronavale d'El Belloto. Par ailleurs, ils avaient pu tisser des liens solides avec les ouvriers de l'ASMAR (AStilleros y Maestranza de la ARmada - chantier naval militaire, présent sur chacune des trois grandes bases de la marine de guerre, dirigé par un amiral, où travaillaient ensemble personnel civil et militaire).

L'existence de l'organisation de gauche de la marine fut révélée le 7 août 1973, lorsque le commandement naval annonça «la découverte d'un mouvement subversif dans deux unités de l'escadre, soutenu par des éléments extérieurs à l'institution», légitimant

ainsi la vaste purge de l'été 1973 (*Chile Hoy*, 17/08, 24/08 et 31/08/1973; Polloni, 1972, pp. 270 et 272).

L'étude comparative des organisations de gauche dans l'armée de l'air et la marine permet de noter une réelle complémentarité entre la stratégie socialiste, qui ralliait des militaires jusqu'à un niveau élevé de la hiérarchie, et celle du M.I.R. qui, cherchant à provoquer une fracture horizontale au sein des forces armées, étendait son influence au sein de la troupe et des sous-officiers.

8.2.2. Les réseaux de la droite

A l'inverse des militaires favorables au gouvernement qui devaient opérer dans la clandestinité, ceux favorables à l'opposition de droite n'éprouvaient aucun problème pour agir au grand jour, en raison de la protection que leur fournissait le courant institutionnaliste (Silva et al., 1979, pp. 32 – 33 ; voir aussi Ampuero, 1975, p. 58 et Davis, 1985, p. 141).

L'échec relatif de la droite qui, contrairement à ses attentes, n'avait pu obtenir lors de ces élections la majorité des 2/3 des mandats parlementaires nécessaire pour destituer Allende l'obligea à rechercher d'autres moyens pour consolider sa position.

La recherche de soutiens au sein de l'armée était donc devenue une question majeure pour la droite civile, tant pour le P.D.C. qui estimait que la mise en place d'un lobby militaire favorable à ses thèses permettrait de contrebalancer les positions pro-gouvernementales de Prats, que pour le P.N. acquis à l'idée d'une intervention militaire.

Le P.D.C. souffrait d'une très mauvaise image de marque au sein des militaires, lesquels jugeaient néfaste la politique de défense de Frei qui avait conduit au Tacnazo. Pour tenter de redorer son blason auprès de l'armée, et de sensibiliser les militaires d'active à ses thèses, le P.D.C. mit sur pied une stratégie à deux niveaux: une commission de défense fut instituée, animée par deux anciens ministres de la défense (Sergio Ossa Pretot et Juan de Dios Carmona), un ancien sous-secrétaire d'Etat à l'aviation et une quinzaine d'officiers en retraite. Parallèlement, le P.D.C. mobilisait discrètement ses

réseaux pour tenter de circonvenir certains généraux supposés proches de ses positions, tels que Sergio Arellano (commandant la division d'Antofagasta), Oscar Bonilla (directeur de la logistique), Hector Bravo (commandant la division de Valdivia) (*Chile Hoy*, 07/09/1973).

La radicalisation du P.N. et celle de nombreux officiers institutionnalistes les avaient amenés à se rejoindre sur des positions d'extrême-droite. Cette conjonction était facilitée par le fait que le P.N., désillusionné sur la voie électorale, ne voyait plus d'autre issue à la crise politique qu'un soulèvement militaire. Espérant que le secteur institutionnaliste de l'armée pourrait faire triompher ses idées et renonçant à court terme à rechercher le pouvoir pour lui-même, le P.N. intégra tout naturellement une vaste nébuleuse conspiratrice d'extrême-droite aux côtés des secteurs ultra de l'armée et de «Patrie et Liberté» (*Chile Hoy*, 07/09/1973). C'est ainsi que le P.N. se trouva être le parti politique le plus influent au sein de l'armée, tant en raison de sa capacité à répondre à la demande d'idéologie d'une extrême-droite militaire novice en politique qu'à l'habileté de sa stratégie frontiste que son effacement relatif rendait crédible aux yeux méfiants des militaires (sur l'image du P.N. auprès des militaires institutionnalistes : Canessa, 1995, p. 142 ; sur les différences de tactique du P.D.C. et du P.N. vis-à-vis de l'armée: Zimbalist et Stallings, 1973, p. 20).

9. LE COUP D'ETAT A BLANC

9.1 Le putsch du colonel Souper

Les derniers jours de juin 1973 virent une brusque aggravation de la tension politique, qui manqua de peu dégénérer en guerre civile.

Tandis que la gauche faisait une impressionnante démonstration de sa force en faisant descendre dans la rue le 27 juin plus d'un million de personnes dans les principales villes du pays (700.000 manifestants à Santiago, salués par un discours très militant d'Allende appelant au renforcement du pouvoir populaire), l'extrême-droite s'était de son côté livrée la veille à une provocation contre le général Prats, en mettant un incident de rue en scène de telle manière que celui-ci crut à une répétition de l'enlèvement du général Schneider; l'arme à la main, le général Prats descendit de sa voiture pour se retrouver face à une militante de droite, civile et désarmée, Alejandrina Cox. La perte de face occasionnée par ce grotesque incident (soigneusement exploité par la presse d'opposition) contribua à déstabiliser Prats, notamment vis-à-vis d'une opinion militaire imprégnée de machisme latin (Davis, 1985, pp. 154 - 155; Joxe, 1974, p. 213; Nunn, 1974, p. 284; Palacios, 1979, p. 320; article de José Cayuela in *Chile Hoy*, 06/07/1973).

C'est ce même 26 juin que les services de renseignement militaires firent la découverte, rendue publique dès le lendemain par le général Mario Sepulveda, commandant la division de Santiago, d'un complot animé par des militants civils et militaires de «Patrie et Liberté». Les résultats de l'enquête amenèrent l'Etat-Major à relever de son commandement le lieutenant-colonel Roberto Souper, chef du second régiment de blindés de Santiago, et de penchants séditionnels avérés (ancien subordonné de Vial à Antofagasta, Souper avait signé dans la presse locale une pétition favorable à son chef).

Souper décida alors de jouer le tout pour le tout et, le matin du 29 juin, trois unités blindées soutenues par une centaine d'hommes de troupe quittèrent leur caserne en direction du centre de la capitale. Les mutins s'emparèrent du ministère de la défense, puis attaquèrent le palais présidentiel de la Moneda (en l'absence d'Allende qui se trouvait à la

résidence présidentielle de Tomas Moro) où ils se heurtèrent à une vive résistance de la part des carabiniers.

La réponse de l'Etat-Major à ce soulèvement fut immédiate et résolue. Après que les chefs des trois armes eurent assuré le président de leur loyauté, les généraux présents à Santiago allèrent personnellement prendre le contrôle des unités stationnées à Santiago. C'est ainsi que le général Bonilla, pourtant notoirement favorable à l'opposition, reprit en mains la propre caserne du colonel Souper, tandis que Prats se rendait à l'école des sous-officiers de l'armée de terre, dirigée par le colonel Canessa proche de l'extrême-droite, et Pinochet au régiment Buin, dirigé par un autre extrémiste de droite, le colonel Felipe Geiger. Le général de carabiniers Alvarez, proche de l'U.P., fit lui-même le coup de feu contre un char qui menaçait l'immeuble de l'Etat-Major des Carabiniers.

Cette reprise en main effectuée, le général Prats accompagné d'un nombre réduit de soldats négocia avec succès la reddition des rebelles. Le soulèvement (dès lors surnommé «le Tancazo») avait duré trois heures et fait vingt-deux victimes, principalement des passants atteints par des balles perdues.

L'appel radiodiffusé du président à la mobilisation des travailleurs se traduisit par l'occupation de centaines d'usines supplémentaires par les ouvriers de la ceinture industrielle de Santiago, transformée ainsi en citadelle de la gauche (Canessa, 1995, p.158 ; Davis, 1985, pp. 171 - 173; Garcés, 1975, pp; 21 - 22; Garcia, 1974, pp. 39 - 40).

9.2. L'armée face à elle-même

Les forces putschistes

Le soulèvement du 2^{ème} R.B. ne fut suivi par aucune autre unité dans le pays, bien que plusieurs régiments de l'armée de terre (ceux d'Antofagasta, Linares, Temuco, Valdivia, Osorno et Concepcion, où fut dépêché d'urgence le général Urbina), aient vacillé dans leur loyauté au gouvernement. Des mouvements semblables furent observés dans la marine, où des officiers haranguèrent les marins contre le gouvernement (base aéronavale d'El Belloto, école de génie maritime de Las Salinas, école des mousses de l'île de Quiriquina), au point que le 29 juin à 20 h. 30, un amiral signala au cours d'une

réunion d'officiers supérieurs des trois armes que les jeunes officiers sympathisaient avec le soulèvement du 2^{ème}. R.B. (Prats, 1985, p. 423) et dans l'aviation (base d'El Bosque, groupe d'hélicoptères de Temuco) (Garcés, 1975, p. 22; *Chile Hoy*, 24/08/1973 et 31/08/1973). Leur attitude particulièrement équivoque, ainsi que la constance de leur opposition à la politique de l'U.P. (Canessa, 1975, pp. 174 - 175) valurent aux généraux d'aviation German Stuardo et Agustin Rodriguez (respectivement n° 2 et n° 4 de l'armée de l'air) d'être mis à la retraite d'office. La même décision fut prise à l'encontre du général Arturo Viveros, directeur général par intérim des carabiniers.

On peut donc noter que si la tentative du colonel Souper a été suivie avec sympathie par certains éléments de la droite militaire, elle n'a par contre bénéficié d'aucun soutien institutionnaliste. L'abstention de ce courant nous semble devoir s'expliquer par son idéologie privilégiant l'unité de l'armée et refusant de subordonner son action à des acteurs civils.

Le rapport de forces interne à l'armée au moment du «Tancazo» impliquait que toute tentative de coup de force anti-gouvernemental dresserait une partie de l'armée contre l'autre en un combat à l'issue incertaine, si l'on considère l'importance des positions conservée par le courant constitutionnaliste, ainsi que l'avantage stratégique décisif que lui conférait le contrôle de l'Etat-Major. Ce contexte ne permettait pas au courant institutionnaliste d'envisager un soulèvement militaire, et explique que même un institutionnaliste de premier plan comme le général Bonilla ait participé à la répression de la tentative du colonel Souper.

Les institutionnalistes ne sont pas a priori hostiles à un coup d'Etat; mais leur idéologie et la prudence de mise dans un pays qui n'a pas vu réussir un soulèvement militaire depuis quarante ans convergent pour les convaincre qu'un coup d'Etat ne peut être que celui de l'armée toute entière. Dès lors, la neutralisation préalable du courant constitutionnaliste et, corollairement, la prise de contrôle de l'Etat-Major sont les conditions nécessaires à la préparation d'un putsch institutionnaliste. Ces conditions n'étant pas remplies, la tentative du colonel Souper apparaît prématurée et vouée à l'échec.

De plus, le putsch du «Tancazo» fut lancé à l'instigation des extrémistes civils de «Patrie et Liberté» qui, après l'échec de leur tentative, se réfugièrent à l'ambassade d'Equateur. L'enquête militaire, bien que menée sans hâte excessive par les services du général Lutz, devait confirmer la responsabilité de ce groupe. Il est probable que les responsables de «Patrie et Liberté», tenus au courant par leurs membres militaires des préparatifs putschistes en cours d'élaboration, et conscients de l'accueil favorable que recevaient leurs thèses au sein de la droite militaire, tentèrent de s'appuyer sur ce capital de sympathie pour s'emparer du pouvoir. Ce faisant, «Patrie et Liberté» commit une série d'erreurs:

- en déduisant que des sympathies idéologiques devaient entraîner un soutien à l'organisation;
- en imaginant que les généraux institutionnalistes accepteraient de se ranger sous la bannière d'un lieutenant-colonel;
- en sous-estimant l'autonomie qu'avait acquise la droite militaire qui ne voyait aucune raison de tirer les marrons du feu pour un groupe politique civil.

La tentative de putsch du colonel Souper apparaît donc comme la tentative isolée d'une faction civico-militaire de peu d'importance, qui a cru pouvoir utiliser la force du courant institutionnaliste à son profit. En fait, ce fut l'inverse qui se vérifia: les institutionnalistes, en laissant le colonel Souper faire seul son coup d'Etat, purent vérifier à bon compte et sans se compromettre l'efficacité du dispositif de défense loyaliste. Certains commentateurs (Duhamel, 1974, p. 77; Joxe, 1974, p. 214), se basant sur des déclarations des dirigeants de «Patrie et Liberté» déplorant ne pas avoir reçu l'appui espéré de certaines unités, ont émis l'hypothèse que ce soulèvement fut le résultat d'un calcul machiavélique des institutionnalistes, qui auraient au dernier moment retiré à Souper le soutien promis. Cette hypothèse est partagée par Prats pour qui le Tancazo fut l'oeuvre d'un groupe réduit de jeunes officiers, soutenu par certains hauts responsables militaires (1985, p. 542). Une telle manipulation apparaît pourtant bien difficile à effectuer sans risquer une fausse manoeuvre, et son évidente félonie aurait nécessairement entraîné des réticences, voire des refus d'obéissance. Il est plus probable que l'acte de Souper ne fut que la fuite en avant d'un homme aux abois qui, en jouant sa dernière carte, espérait rallier l'ensemble de l'armée par la seule force de son exemple.

Le résultat du soulèvement fut de toutes façons instructif pour les institutionnalistes, qui purent assister à la répétition en grandeur nature d'un coup d'Etat militaire, que l'on qualifia d'ailleurs immédiatement de coup d'Etat à blanc («golpe blanco»).

Les forces loyalistes

Les troupes mobilisées par le général Prats pour s'opposer au Tancazo ne sont guère nombreuses: quatre régiments de l'armée de terre. Militairement, la position des loyalistes est pourtant très forte, car les deux généraux qui, hormis Prats, ont joué le rôle le plus important dans l'écrasement du Tancazo sont Mario Sepulveda, commandant la division de Santiago, et Guillermo Pickering, responsable de l'ensemble des instituts militaires du pays (ceux-ci sont particulièrement nombreux autour de la capitale - voir Polloni, 1972, pp. 285 - 286). Sepulveda et Pickering, qui sont des constitutionnalistes convaincus, se partagent ainsi le commandement direct des troupes basées dans la capitale. L'autorité conjointe des généraux Prats, Sepulveda et Pickering suffit à maintenir dans la mouvance loyaliste les troupes stationnées dans la capitale et ses environs (à l'exception, bien sûr, du 2^{ème} régiment de blindés) et ce n'est qu'en province que certaines unités vacillèrent dans leur loyauté au gouvernement.

L'attentisme trompeur de la majorité

La tentative de putsch du colonel Souper, qui pourtant fut vécue comme un véritable séisme politique, n'avait mis en jeu de part et d'autre que des effectifs de faible importance: en tout cinq régiments d'une armée de terre qui en compte trente-quatre. Ni la marine ni l'aviation n'étaient intervenues.

L'onde de choc du Tancazo avait pourtant atteint l'armée toute entière; en effet, l'action du colonel Souper avait profané le tabou inviolé depuis quarante ans de l'intervention de l'armée sur la scène politique (l'épisode du Tacnazo de 1969 relevant plus de la grève avec occupation d'usine que du coup d'Etat militaire). Et si le courant institutionnaliste de l'armée s'était abstenu d'intervenir (de même que le courant constitutionnaliste avait limité l'ampleur de sa contre-offensive), la réalité de l'armée était toute autre que cet attentisme pouvait le laisser supposer.

Le double évènement que représente l'attaque du palais présidentiel par une unité militaire et l'intervention personnelle du commandant en chef pour rétablir l'ordre avait entraîné dans chaque unité des discussions ouvertes relevant souvent de l'insubordination. Cette politisation, confirmée par de nombreux observateurs (Garcia, 1974, p. 42; Nef, 1974, p. 68), se vérifiait à tous les niveaux de l'armée, dans toutes les armes, et en faveur d'abord de la droite, mais aussi de la gauche (North, 1975, p. 77; *Chile Hoy*, n° 58, 20/07/1973; n° 64, 31/08/1973).

9.3. Les conséquences politiques du Tancazo

9.3.1. La gauche face à la menace putschiste

Informé aussitôt de l'ampleur limitée du soulèvement militaire, Allende se trouva face à l'alternative suivante:

- recourir à une défense purement militaire: demander à l'Etat-Major de dépêcher des troupes pour venir en aide aux carabiniers de garde devant le palais présidentiel
- ou bien recourir à une défense populaire: appeler à l'aide sa garde personnelle, éventuellement renforcée de militants aguerris (l'entraînement et l'armement du GAP étant a priori suffisants pour vaincre le 2^{ème} R.B.).

Chacune de ces solutions présentait des inconvénients. Opter pour la défense militaire ne pouvait que démobiliser le secteur le plus combatif de la gauche auquel, à l'heure de l'affrontement tant prédit, on préférerait une armée à la loyauté douteuse. Les inconvénients du choix de la défense populaire étaient bien pires: à l'effet démobilisateur qui aurait cette fois affecté le secteur constitutionnaliste de l'armée se serait ajouté le risque de voir l'armée, par esprit de corps, se solidariser avec les mutins aux prises avec les milices populaires. Par ailleurs, le choix de la défense populaire aurait fait apparaître au grand jour les armes que la gauche détenait en contravention de la loi de contrôle des armes (Debray, 1974, p. 301).

Allende tenta de résoudre ce dilemme en faisant réprimer le Tancazo par l'armée tout en appelant à la mobilisation populaire (laquelle, on l'a vu, se limita à l'occupation des lieux de travail). Cette politique, faite pour ménager tous les appuis potentiels du gouvernement, aboutit à mécontenter aussi bien l'aile dure de la gauche (Palacios, 1979, p. 385) que les militaires qui avaient loyalement défendu le gouvernement et voyaient pourtant apparaître des milices populaires (Davis, 1985, pp. 173 - 175).

Le Tancazo servit d'accélérateur à un processus d'homogénéisation politique de la gauche chilienne. Ce processus fut principalement marqué par une radicalisation du P.C., à la fois déçu par l'échec de sa politique d'ouverture vis-à-vis des secteurs modérés du P.D.C. et poussé à gauche par sa base qui aspirait à voir se réaliser au niveau des états-majors de la gauche l'unité existant dans les cordons industriels et les commandos communaux (*Chile Hoy*, n° 56, 06/07/1973).

La radicalisation du P.C. (voir Davis, 1985, p. 157 et Joxe, 1974, p. 222) était évidente sur le plan théorique. C'est ainsi que le recours à l'affrontement armé, repoussé en juillet 1972 par le sénateur Teitelboim (*Politique Hebdo*, 27/07/1972), considéré comme probable en décembre 1972 par le secrétaire général du P.C. Luis Corvalan (*Critique Socialiste*, mars 1973), était en juillet 1973 décrit en termes lyriques par le même Corvalan (*Chile Hoy*, n° 57, 13/07/1973).

La même évolution se traduisait dans la pratique politique quotidienne: la coopération entre communistes et militants d'extrême-gauche s'étendait des structures unitaires de base aux groupes paramilitaires, alors même que le P.C. faisait procéder à l'armement de ses «Brigadas Ramona Parra», (Davis, 1985, p. 156; Joxe in *Critique Socialiste*, 03/1973).

Tout aussi intéressante fut l'évolution du M.I.R. Tirant les leçons du Tancazo et du rôle déterminant joué par les généraux constitutionnalistes dans son écrasement, le M.I.R., par la voix de son secrétaire général Miguel Enriquez ne préconisait plus comme naguère la lutte de classes au sein des forces armées (Joxe in *Politique Aujourd'hui*, n° 7 – 8 / 1972; Labrousse, 1972, p. 379), mais se prononçait pour une alliance défensive face aux militaires putschistes «dont les incitations à la révolte furent immédiatement rejetées et

combattues par les sous-officiers et les soldats, ainsi que par des officiers honnêtes et des officiers supérieurs antiputschistes» (déclaration faite à *Chile Hoy*, n° 57, 13/07/1973).

A cette alliance dont le caractère éminemment subjectif (comment évaluer a priori «l'honnêteté d'un officier») tranchait singulièrement avec le déterminisme social absolu qui sous-tendait les analyses de naguère (isoler les officiers de leur troupe), était assignée une tâche d'une surprenante modération: écraser toute tentative de soulèvement, ou à défaut ne pas prêter la main à des manoeuvres hostiles au gouvernement, ou contraires aux intérêts du peuple (ibid).

Au-delà de l'opportunisme et du dilettantisme que révélaient une évolution aussi brutale sur un sujet crucial, les nouvelles prises de position d'Enriquez montraient que le M.I.R. avait fini par prendre conscience de l'extrême isolement des éléments révolutionnaires au sein de l'armée, et que le rapport de forces interne à l'armée n'autorisait plus qu'une seule politique: promouvoir le plus large rassemblement possible autour du courant constitutionnaliste.

En contraste avec la subite modération du M.I.R., la réaction au nom du P.S. de Carlos Altamirano surprit par sa violence quand, devant des travailleurs des cordons industriels, il vanta l'union du peuple en bleu de travail et du peuple en uniforme, grâce à laquelle le peuple pourra porter l'incendie et la révolution du nord au sud du pays, dans une héroïque offensive libératrice et patriotique (*Chile Hoy*, n° 57, 13/07/1973). Si Altamirano se contentait en l'occurrence de rappeler, en des termes hauts en couleur, la vision traditionnelle du P.S. d'une armée révolutionnaire construisant le socialisme en commun avec les organisations de la classe ouvrière (voir *Problèmes politiques et sociaux*, n° 152 - 153, 12/1972, p. 45), la nouveauté (et de taille) dans ses propos, était la virulence avec laquelle il appelait à l'insubordination à l'égard des officiers factieux, vis-à-vis desquels les militaires loyaux étaient déliés du devoir d'obéissance et aux ordres desquels ils étaient requis non seulement de ne pas obéir, mais encore de s'opposer activement.

Le sénateur Altamirano, qui s'était déjà fait remarquer sous le gouvernement Frei par la virulence de son antimilitarisme (il avait été condamné en mars 1968 à 61 jours de prison ferme pour injures aux forces armées) avait - au moins sur ce plan là - décidé

d'observer un profil plus bas depuis l'élection d'Allende. Ses retentissantes déclarations en firent la bête noire des militaires institutionnalistes, et ce d'autant plus que, dès le mois suivant, son nom apparaissait au premier plan des soutiens politiques au noyau de gauche des marins de Talcahuano.

Au niveau de la base, l'annonce du soulèvement entraîna une immédiate réaction des militants et sympathisants de la gauche. Dans la ceinture industrielle de Santiago où la mobilisation fut particulièrement intense, grâce à la coopération de toutes les tendances de la gauche et de l'extrême-gauche, ainsi que de la C.U.T., les cordons industriels et les commandos communaux amorcèrent une contre-offensive ouvrière en faisant procéder à l'occupation des usines et au rassemblement de tous les véhicules disponibles pour, si la situation l'exigeait, faire intervenir des groupes de choc rassemblant les militants les plus aguerris.

9.3.2. Les réactions de l'opposition de droite

Dans les heures qui suivirent l'échec du Tancazo, les dirigeants de Patrie et Liberté reconnurent implicitement leurs liens avec les conspirateurs en se réfugiant dans l'ambassade d'Equateur. De là, munis d'un sauf-conduit, ils se rendirent en Equateur même, d'où ils continuèrent à appeler l'armée chilienne à renverser le gouvernement.

Si l'engagement séditieux de ce groupe de l'extrême-droite extra-parlementaire n'étonna personne, le soutien quasi avoué accordé aux putschistes par le puissant et respectable Parti National était davantage de nature à retenir l'attention.

Depuis quelques mois, le P.N. et sa mouvance s'étaient lancés dans une escalade provocatrice marquée notamment par de violentes attaques contre Prats dans les media conservateurs (le journal *Tribuna* et *Radio Agricultura*), et par les déclarations d'Onofre Jarpa et du sénateur Bulnes appelant à l'insoumission vis-à-vis d'un gouvernement déclaré illégitime (*Chile Hoy*, n° 56, 06/07/1973; Palacios, 1979, p. 265). Un pas supplémentaire fut franchi le 29 juin quand *Radio Agricultura*, l'émetteur du P.N. annonça le Tancazo en ces termes : «*Des tanks encerclent le palais du gouvernement dans le but certain de provoquer les changements que les secteurs majoritaires de ce pays*

attendent» (Darde et Santi, 1973). Nombreux furent d'ailleurs les observateurs qui soupçonnèrent le P.N. d'avoir directement trempé dans le complot.

Le P.D.C., face au Tancazo, présenta un kaléidoscope de presque toutes les réactions possibles, de la condamnation la plus ferme au silence complice (Darde et Santi, 1973).

- la condamnation la plus ferme: elle vint d'un groupe de personnalités représentant le courant le plus modéré du P.D.C., conduit par le recteur de l'Université Catholique, Fernando Castillo et le député Bernardo Leighton qui, le matin même du putsch, se mirent en rapport avec Allende pour l'assurer de leur soutien.
- la condamnation tiède: elle émana de la direction du P.D.C. qui attendit l'après-midi du 29 juin, quand l'échec du mouvement fut consommé, pour produire une déclaration condamnant en termes mesurés la tentative séditeuse.
- le silence complice: partagé par Eduardo Frei, président du Sénat, Luis Pareto, président de la Chambre des députés et Hector Humeres, contrôleur général de la république (Garcia, 1974, p. 40). En pareil contexte, silence valait approbation.

Les prises de position des partis politiques de droite témoignaient d'une vive radicalisation dans leur opposition au régime, allant jusqu'à appuyer un soulèvement militaire. Cette radicalisation, assumée sans problème par le P.N., représentant traditionnel des latifundiaires et de la grande bourgeoisie urbaine, n'était pas aussi totalement acceptée au sein du P.D.C., de tradition populiste et davantage représentatif de la petite et moyenne bourgeoisie, ainsi que de la paysannerie. Toutefois, le soutien majoritaire observé au sein du P.D.C. à des positions favorables au putsch, ou simplement passives, s'expliquait à la fois par l'effet mécanique de la fuite des bases populaires du P.D.C. vers l'U.P., qui déséquilibrait ce parti vers la droite, et par l'ampleur de la radicalisation anti-gouvernementale de la petite et moyenne bourgeoisie urbaine, hégémonique au sein de l'appareil du P.D.C. (Duhamel, 1974, pp. 82 / 83).

9.4. Les enseignements stratégiques du Tancazo

En faisant intervenir contre les blindés du colonel Souper le secteur loyaliste de l'armée, alors qu'il avait appelé à la mobilisation des bases ouvrières de la capitale et tenait le G.A.P. prêt à intervenir, Allende s'était ménagé une large gamme antiputschiste. Mais il avait, en montrant sa force, mis en évidence sa stratégie, alors que la droite militaire avait su rester dans l'ombre en laissant le 2^{ème} R.B. s'avancer à découvert. Ainsi, les adversaires du gouvernement au sein de l'armée purent estimer sans se découvrir les forces et les faiblesses du dispositif allendiste, et adapter leur tactique en conséquence (Davis, 1985, p. 174).

L'aisance avec laquelle les militaires loyalistes avaient étouffé le Tancazo ne pouvait tromper un observateur militaire averti: le courant fidèle au gouvernement constitutionnel au sein de l'armée était en réalité très faible, car quatre maux le rongeaient: trop grande centralisation, insuffisante représentativité, hétérogénéité, transparence pour l'adversaire.

Une trop grande centralisation

a) centralisation personnelle: la clé de voûte du dispositif allendiste dans l'armée est le général Prats. Homme d'une forte personnalité, Prats occupe à l'Ecole de Guerre la chaire d'enseignement la plus en vue, celle de stratégie; par ailleurs, brillant théoricien, il écrit des articles remarquables dans la presse militaire étrangère sous le pseudonyme d'Aristarque. Prats a su tisser autour de lui un réseau de fidélités personnelles, y compris chez certains militaires conservateurs qui ne peuvent pour autant être considérés par l'U.P. comme des éléments «sûrs», surtout si Prats vient à quitter ses fonctions. De plus, l'extrême verticalité de règle au sein de l'armée chilienne fait que toute tentative séditeuse qui n'aurait pas l'aval du commandant en chef partirait avec le handicap de n'être pas suivie par les éléments attachés à la discipline militaire, et ce toutes tendances confondues. Il va de soi que ce phénomène est totalement réversible si le commandant en chef appartient au complot. Il s'en suit donc que toute tentative putschiste est pratiquement vouée à l'échec si elle ne remplit pas l'une ou l'autre de ces conditions: a) le général Prats appartient à la sédition ou b) il est remplacé par un général acquis à la sédition. Le général Prats est donc, pour les comploteurs, l'homme à convaincre, ou à éliminer.

Le problème se pose en des termes différents dans la marine, où le rapport des forces au sein de l'Etat-Major entre l'amiral Montero et les institutionnalistes est incertain, et dans l'aviation dont l'Etat-Major, à commencer par le commandant en chef, est depuis peu intégralement acquis au courant institutionnaliste. Il faut également tenir compte du fait que l'importance relativement faible de ces deux armes leur interdit de réussir à elles seules un putsch auquel s'opposerait l'armée de terre.

b) centralisation géographique: si les constitutionnalistes contrôlent la région militaire de Santiago grâce aux généraux Sepulveda et Pickering, les commandements régionaux de l'armée de terre sont détenus par des généraux considérés comme «peu sûrs», notamment les généraux Washington Carrasco, Hector Bravo et Javier Torres de la Cruz, tous trois proches de l'extrême-droite, qui dirigent respectivement les divisions de Concepcion, Valdivia et Punta Arenas. Une telle situation est particulièrement gênante pour la gauche dans l'hypothèse d'un conflit généralisé, puisqu'elle concerne des régions où la gauche est puissante électoralement (provinces de Concepcion et de Magallanes), où ses bases sont mobilisées (indiens Mapuches du Cautin) et dont le relief tourmenté et l'insuffisance (ou la quasi-absence) de voies de communication permettraient le développement d'éventuels foyers de guérilla.

c) centralisation hiérarchique: la place éminente que tiennent dans la hiérarchie les militaires constitutionnalistes ne saurait cacher le fait que la suite du tableau d'avancement est encombrée de généraux et d'amiraux institutionnalistes. Dans la marine, un amiral connu pour ses opinions d'extrême-droite, José Toribio Merino, se trouve placé juste après l'amiral Montero. Le tableau d'avancement de l'armée de terre fait figurer à la suite de quatre généraux réputés constitutionnalistes - Prats, Pinochet, Sepulveda et Brady - une dizaine de généraux de tendance institutionnaliste (aux exceptions près de Pickering et Urbina). Ainsi, que les bouchons constitutionnalistes «sautent», et un Etat-Major homogène de généraux institutionnalistes se trouvera à la tête de la plus importante des armes de l'armée chilienne (Duhamel, 1974, pp.111 - 112).

Une insuffisante représentativité

La faiblesse numérique du courant constitutionnaliste n'a été qu'en s'aggravant au fil des mois. Trois raisons expliquent cela:

- le succès des thèses institutionnalistes qui ont su capter l'essentiel du «marais»;
- le jeu des promotions et des départs en retraite qui favorise l'ascension de classes globalement plus conservatrices; c'est ainsi, par exemple que le très légaliste général Pablo Schaffhauser, chef d'Etat-Major de l'armée de terre, partit en retraite à la fin de 1971 pour être remplacé par Augusto Pinochet.
- le départ d'officiers constitutionnalistes détachés du service actif et affectés par le gouvernement à des tâches civiles.

Une grande hétérogénéité

Alors que le courant institutionnaliste a su se doter d'une idéologie unifiante adaptée à l'idiosyncrasie militaire (et à elle seule: pour un civil, l'institutionnalisme n'est qu'une réaffirmation hors de tout contexte de la valeur des traditions militaires chiliennes) et, par voie de conséquence, a pu former d'efficaces réseaux épousant la hiérarchie, les militaires légalistes s'avérèrent incapables de surmonter leur diversité pour mener une contre-offensive efficace et unitaire au sein de l'opinion militaire. En effet, l'amalgame entre les militaires professionnels et apolitiques, que seule l'exigence d'une obéissance absolue au chef de l'Etat détournait des sirènes institutionnalistes, les militaires réformistes partisans d'une évolution péruvienne du Chili et les militaires favorables aux partis de gauche s'avéra impraticable en raison de l'aversion absolue des premiers pour tout travail d'apparence fractionnelle au sein des forces armées. Seuls les militaires ayant clairement choisi le camp de la gauche, ainsi qu'une fraction des péruanistes se retrouvèrent dans les noyaux allendistes organisés. De surcroît, la clandestinité imposée aux militaires pro-gouvernementaux par la chasse aux noyaux de gauche que pratiquaient les institutionnalistes (Silva et al., 1979, p. 33) ne leur permettait guère de combattre la propagande institutionnaliste et de gagner les hésitants.

Une transparence pour l'adversaire

Trop centralisé, faible numériquement et peu homogène, le courant légaliste de l'armée était de plus sous la surveillance étroite du courant institutionnaliste qui avait su infiltrer les militaires allendistes à deux niveaux:

- au sein de l'Etat-Major de l'armée de terre, deux généraux réputés sûrs appartenaient en réalité à la direction du courant institutionnaliste: Herman Brady, franc-maçon ayant toute la confiance du président, et surtout le chef d'Etat-Major lui-même, Augusto Pinochet.
- les noyaux clandestins de la gauche avaient, pour certains, été détectés par les services de renseignement militaires qui avaient chargé des hommes sûrs, réputés être des officiers de gauche, de les infiltrer (North, 1975, p. 77). Cette tactique, employée dans l'aviation (source privée de l'auteur), semble avoir également été utilisée par l'Etat-Major naval afin de neutraliser le noyau de gauche des marins de Talcahuano.

Le Tancazo agit également comme révélateur des sympathies allendistes dans l'armée. Tous ceux qui, au cours de discussions de caserne, avaient manifesté leur soutien au gouvernement, ou même leur opposition de principe à un soulèvement militaire, purent être notés par les institutionnalistes comme opposants potentiels à leurs plans. Le soir même du Tancazo, les institutionnalistes avaient ainsi pour chaque unité un décompte précis des militaires de gauche ou simplement légalistes.

9.5. Le spectre des milices populaires

Plus que par le dispositif allendiste dans l'armée dont ils étaient à même d'apprécier les limites, les institutionnalistes furent impressionnés par la mobilisation de la ceinture industrielle de Santiago lors du Tancazo. Cette mobilisation confirmait le résultat des élections de mars 1973, où la grande majorité de la classe ouvrière avait voté pour les candidats de l'U.P., qui était majoritaire sur le grand Santiago grâce au vote des communes suburbaines comme San Miguel. La classe ouvrière chilienne était bien le principal rempart du régime, et donc, pour les institutionnalistes, un adversaire qui pourrait se révéler difficile à maîtriser, même militairement (sur la réalité des moyens militaires de la gauche à Santiago: Zamora, 1994, pp. 28 - 31).

Grâce à un réseau de onze cordons industriels regroupant chacun des dizaines d'entreprises et qui, avec l'appui des bidonvilles organisés, encerclent Santiago, les bases ouvrières de la capitale avaient mis sur pied une organisation capable (on l'a vu au matin du 29 juin) de paralyser l'activité économique de la capitale aussi bien que de lancer dans la rue des centaines de milliers de personnes (700.000 manifestants le 21 juin). La souplesse d'organisation et l'absence de sectarisme marquant le fonctionnement de ces organes du pouvoir populaire leur permettaient d'atteindre un niveau de mobilisation bien supérieur à celui des syndicats (la C.U.T. n'ayant que 700.000 adhérents sur tout le Chili) et des partis de gauche (regroupant tous ensemble un maximum de 500.000 adhérents).

Le degré de préparation militaire et la quantité d'armement détenue par les ouvriers de Santiago étaient une énigme pour les militaires institutionnalistes, qui avaient pourtant certaines raisons de penser que la classe ouvrière de la capitale disposait d'un réel potentiel offensif:

- les usines réquisitionnées de Santiago devaient pouvoir permettre de fabriquer des armes à partir des machines existantes;
- l'affaire des «bultos cubanos», caisses rapportées de Cuba par le directeur socialiste de la police Eduardo Paredes et auxquelles les douaniers de l'aéroport s'étaient vu interdire l'accès, ce qui avait évidemment suscité des accusations de trafic d'armes. La quantité et le type des armes importées étant inconnus, les institutionnalistes pouvaient imaginer le pire, et ce d'autant plus que, pour une expédition parvenue à leur connaissance, combien d'autres avaient pu rester secrètes...
- enfin, Allende lui-même s'était chargé de lever les doutes des sceptiques les plus irréductibles en déclarant au soir du Tancazo que des armes seraient données au peuple si cela devenait nécessaire (Roxborough et al., 1977, p. 212).

Pour les institutionnalistes qui représentent l'aile la plus conservatrice d'une armée déjà hyper-traditionaliste, la perspective de devoir faire face à des milices ouvrières pose une véritable énigme. Les plans de l'Etat-Major sont depuis des décennies basés sur les mêmes hypothèses: une offensive de l'armée bolivienne visant à récupérer le port d'Antofagasta, ou un raid de fusiliers marins argentins sur les îles du canal de Beagle. Mais

personne n'a jamais envisagé une guerre civile, ni aucun officier enseignant à l'Ecole de Guerre n'a disserté sur l'assaut donné par l'armée chilienne sur sa propre capitale. Ces plans-là sont à inventer.

De surcroît, ce ne sont pas des soldats de métier formés dans des écoles analogues à celles dont sont sortis les militaires chiliens qu'il faudrait alors affronter, mais des ouvriers et des paysans pratiquant une guerre de guérilla, rurale ou urbaine, que les responsables institutionnalistes ne connaissent que par les souvenirs des cours reçus à Panama, lesquels cours étant d'ailleurs muets sur les moyens d'attaquer une usine ou d'investir une université.

Enfin, il est a priori plus facile de mobiliser l'énergie des soldats contre les pays voisins qualifiés pour l'occasion d'«ennemi héréditaire» que d'envoyer une troupe composée majoritairement d'appelés, généralement originaires des plus basses classes de la société, se battre contre ses compatriotes.

A froid, une intervention militaire contre les bastions ouvriers apparaît donc particulièrement hasardeuse, et entraînerait des risques trop importants de fracture de l'armée, ce que par dessus tout redoutent les institutionnalistes. Pour pouvoir réussir une opération de guerre interne tout en neutralisant le courant constitutionnaliste, les institutionnalistes devront promouvoir une stratégie de la tension contre la gauche et les organisations du pouvoir populaire, propre à réorienter l'armée toute entière contre le nouvel ennemi désigné.

10. LA MARCHÉ VERS LE COUP D'ETAT

10.1. Le développement de la conspiration

Les données disponibles sur la préparation du coup d'Etat du 11 septembre 1973 sont encore à l'heure actuelle fortement incomplètes. Des témoignages directs comme celui du général Leigh (Varas, 1979), des déclarations du général Pinochet (*Le Monde*, 15/03/1974) aussi bien que des travaux tels que ceux de Davis (1985, pp.158 -166) ont néanmoins permis de lever l'essentiel du voile, et de dégager deux lignes de force dans la préparation du coup d'Etat:

- des plans subversifs furent élaborés séparément par chaque arme, et ce ne fut que très tardivement que les différents projets furent unifiés sous la direction de l'armée de terre;
- c'est au sein de l'armée de terre, arme la plus constitutionnaliste, que furent élaborés les premiers projets de soulèvement militaire, alors que ceux de l'aviation et de la marine, armes très institutionnalistes, le furent plus tardivement.

Ces conclusions s'expliquent aisément dans le contexte de l'armée chilienne.

L'élaboration séparée de plans subversifs est une conséquence du fort particularisme d'arme des militaires, renforcé par la quasi-étanchéité des structures internes de l'armée; ce particularisme, plus fort que la référence à l'unité de l'armée, car faisant partie du vécu quotidien des militaires, se révéla être un frein puissant à l'action des institutionnalistes, comme le montre l'incident qui opposa la marine à l'aviation dans le contexte tendu de mars 1973, quand le président Allende dut apaiser la tension soulevée par un discours du général Ruiz, commandant en chef de l'aviation, dans lequel il revendiquait pour son arme le monopole des avions. Ce discours avait soulevé l'ire des représentants de la marine, soucieuse de sauvegarder sa force aéronavale (Uribe, 1974, pp. 180 -181).

Tout aussi logiquement, les rares institutions communes aux trois armes pesèrent dans un sens favorable au coup d'Etat. C'est ainsi que la direction de l'Etat-Major interarmes (qui ne joue qu'un rôle très secondaire dans la hiérarchie) fut assurée durant toute la période considérée par le vice-amiral Patricio Carvajal, qui fut l'une des chevilles ouvrières du coup d'Etat du 11 septembre, tandis que les promotions 1971 et 1972 du cours conjoint de Haut commandement de défense nationale se révélèrent être une pépinière de putschistes (Davis, 1985, pp. 160 et 163).

De même, l'élaboration au sein de l'armée de terre des premiers plans subversifs reflète la situation particulière des institutionnalistes de cette arme, plus isolés que leurs collègues marins ou aviateurs, et devant donc faire précéder la mise en oeuvre de leurs plans d'une longue période de préparation, accrue encore par le fait que l'armée de terre est numériquement plus importante que la marine et l'aviation réunies.

La préparation du coup d'Etat dans l'armée de terre

Le 13 avril 1972 (soit le lendemain de la grande marche de la démocratie organisée par l'opposition et une semaine après la nomination au gouvernement du général Palacios) se tint une réunion entre un certain nombre de généraux pour débattre d'un document commandé aux services de renseignement militaire par Pinochet, récemment nommé chef d'Etat-Major de l'armée de terre. Ce document, étudiant la situation intérieure du pays, insistait sur le danger des mouvements subversifs d'extrême-gauche, sur le risque de guerre civile que pourrait entraîner une situation de blocage entre l'exécutif et le législatif et sur les possibilités d'un coup d'Etat pouvant être organisé par la droite aussi bien que par la gauche. Dans une interview (*Ercilla*, 13-19/03/1974, pp. 11 - 14), Pinochet fait de cette réunion l'acte fondateur de la conspiration, expliquant que la possibilité de faire un coup d'Etat fut abordée dans la discussion, bien que lui et ses pairs préférassent à ce stade s'en tenir à l'écart. Cette partie du récit n'est pas confirmée, et les avis des commentateurs, tant sur la présentation que fait Pinochet de cette réunion que sur le rôle réel qu'il a joué dans le développement de la conspiration sont partagés, y compris ceux de personnalités au coeur de cette période comme Davis et Prats. Si Prats (1985, pp. 600 – 601) accepte telles quelles les déclarations de Pinochet et y voit la marque de la malice, de l'absence de scrupules et de l'histrionisme de l'homme en lequel il avait placé toute sa confiance, Davis (1985, pp. 160 – 162) minimise l'importance de cette étude, de la discussion qui s'en suivit

et considère les propos de Pinochet comme une tentative de récrire l'histoire en anticipant et exagérant son propre rôle dans la conspiration. Ce que nous savons de la personnalité de Pinochet nous ferait incliner à partager l'opinion de Davis, et à le considérer plutôt, selon un concept de Needler (1966, p. 621), comme le «swing man» qui rejoint tardivement la conspiration, et dont le prestige et l'influence au sein des forces armées permet à la conspiration d'atteindre la «masse critique» lui permettant d'espérer le succès ; comme ce fut le cas des généraux Spínola au Portugal, Néguib en Egypte ou Castelo Branco au Brésil. Par surcroît, Garcés assure que le plan d'urgence de l'Etat-Major, nommé «Plan Hercule», était bien connu du gouvernement qui comptait le mettre en oeuvre en cas de crise grave; l'action de Pinochet ayant dès lors consisté à transformer un plan prévu pour protéger le gouvernement en un plan visant à l'abattre (1976, p. 259).

D'autres études suivirent, entre juin et août 1972, ainsi qu'une actualisation des plans de sécurité interne de l'armée. Par ailleurs, la crise d'octobre 1972 avait inspiré de vagues projets séditeux à certains colonels. Rien de plus important n'intervint dans les mois qui suivirent, alors que le Chili attendait le résultat des élections législatives du 4 mars 1973. Le relatif succès électoral de la gauche aurait amené le 20 mars 1973 Pinochet et sept autres généraux à la conclusion que toute solution constitutionnelle, qui aurait du passer par une victoire de l'opposition, était dorénavant impossible. Une nouvelle actualisation des plans de sécurité interne fut aussitôt mise en oeuvre.

Arriagada (1988, p. 95) présente une version fort différente de celle de Pinochet. Selon lui, les instigateurs et organisateurs du coup d'Etat dans l'armée de terre furent huit généraux, généralement classés assez bas dans la hiérarchie :

- les généraux de division Manuel Torres de la Cruz (n° 5), Ernesto Baeza (n° 6) et Oscar Bonilla (n° 7) ;
- les généraux de brigade Carlos Forestier (n° 19), Arturo Viveros (n° 20), Sergio Nuno (n° 21), Sergio Arellano (n° 22 et principal organisateur du coup) et Javier Palacios (n° 24).

Le récit d'Arriagada nous paraît plausible à condition que l'on précise qu'Arellano eut à la fois un rôle d'instigateur et de coordonnateur des opérations armées à Santiago le jour du coup d'Etat, mais non d'organisateur de celui-ci. En effet, la participation

à la conspiration de généraux de rang mineur est certaine, et est corroborée par le récit de Davis sur le rôle joué par les stagiaires du cours de Haut commandement de défense nationale (aux rangs desquels figure Arellano). Mais, si Arellano affirme avoir discuté aussi bien avec des futurs putschistes de l'aviation tels que Juan Soler et de la marine tels que Hugo Castro et Arturo Troncoso, et même les futurs membres de la junte que sont le général Leigh et l'amiral Merino (Davis, 1985, p. 165), il est généralement considéré que le rôle principal dans l'organisation du coup d'Etat a été joué par le vice-amiral Patricio Carvajal, chef de l'Etat-Major interarmes.

La préparation du coup d'Etat dans l'aviation

L'aviation était de notoriété publique l'arme la plus marquée à droite, comme le montrent les contacts de certains de ses officiers supérieurs avec le général Canales, et surtout le soutien que de nombreux aviateurs avaient apporté au Tancazo (*Chile Hoy*, n° 64, 31/08/1973). Cependant, tant les souvenirs du général Leigh (Varas, 1979, pp. 127 - 128) que les déclarations des généraux Arellano et Stuardo (*Le Monde*, 15/03/1974) indiquent de manière crédible que ce n'est qu'en juin 1973 que l'Etat-Major de l'armée de l'air mit au point un projet d'intervention armée sur la scène politique intitulé «Plan Tonnerre» (Trueno), à la suite d'une réunion orageuse qui s'était tenue le 19 mai entre Allende et l'Etat-Major de l'aviation au sujet de la situation intérieure du pays. Il est intéressant de noter que le général Leigh a reconnu ailleurs avoir commencé sa réflexion six mois avant le 11 septembre, c'est-à-dire au lendemain des élections de mars (Garcés, 1975, p. 15).

La préparation du coup d'Etat dans la marine

Faute de sources provenant de cette arme, les seules informations disponibles sont à la fois indirectes et très sujettes à caution: c'est ainsi que Leigh, qui nie avoir été informé d'un plan de soulèvement organisé dans la marine, se rappelle simplement avoir rencontré le 26 juillet aux obsèques du commodore Araya des officiers de marine, de rang subalterne (mais comploteurs notoires, ce que fait Leigh - on notera par ailleurs que l'assassinat d'Araya eut lieu le 27 juillet à 1 h 30 du matin), qui lui auraient fait part de leur inquiétude quant à la situation politique, sans lui avoir parlé d'aucun plan (Varas, 1979, p. 127), ce qui soulève - à juste titre - le scepticisme de Davis (1985, p. 189). Miguel Enriquez, du M.I.R., rapporte que des réunions secrètes de la marine, organisées par les amiraux Merino et Weber, se seraient tenues à partir du 20 mai 1973, à bord d'un navire de

guerre et en présence d'au moins un fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis (*Perspectives*, 8/12/1973; Silva in coll., 1974, pp. 36 - 37), - ce dernier point étant catégoriquement démenti par Davis (1985, pp. 350 - 351). Nunn (1976, pp. 287 - 288) mentionne sans plus de détails un plan commun à la marine et à l'aviation dénommé «Cochayuya». Enfin, l'hebdomadaire *Chile Hoy* (n° 63, 24/08/1973) dénonce un plan putschiste dans la marine, sur lequel peu de détails sont fournis, hormis les noms des conspirateurs - des officiers subalternes (mais non ceux qu'avait rencontré Leigh).

A côté de tant de contradictions et d'imprécisions, les récits convergents de Philip (1985, p. 308) et de Cavallo et alia (1997, p. 22) proposent une genèse plausible d'une conspiration dans la marine. Selon ces auteurs, un groupe d'experts économiques mandaté par la SOFOFA (patronat chilien) pour élaborer un programme alternatif à celui de l'U.P. commença à se réunir au début de 1973. Ce groupe, issu de l'Université Catholique et animé par plusieurs diplômés de l'Université de Chicago, comptait en son sein deux anciens officiers de marine, Hernan Cubillos et Roberto Kelly, qui prirent bientôt contact avec des officiers de marine d'active opposants à l'U.P. pour élaborer en commun ce qui serait la politique économique de la future junte.

Par delà ces réunions à caractère théorique demeurent les faits suivants : il est avéré qu'en 1973, une majorité des officiers de marine était opposée au gouvernement (voir notamment Frederick, 1973), et il est extrêmement probable que des réunions à orientation politique eurent lieu au printemps 1973, et encore plus après l'échec du Tancazo, aussi bien au niveau des officiers subalternes qu'à celui des officiers supérieurs - avec ou sans représentant américain. Il est dès lors tout à fait envisageable qu'un ou plusieurs plans subversifs aient été élaborés à cette occasion.

La préparation du coup d'Etat chez les carabiniers

A l'encontre des autres armes, la majorité de l'Etat-Major des carabiniers est loyaliste. Seulement trois généraux sur dix prirent part à la conspiration, parmi lesquels seul Rodolfo Stange avait un commandement (celui de la préfecture de Valparaiso), Cesar Mendoza et Arturo Yovanne ayant perdu le leur à la fin de 1972 pour des raisons politiques (Mendoza à Santiago et Yovanne à Valparaiso) et n'ayant pas depuis recouvré de réelles

responsabilités. Leur volonté séditeuse ne put se matérialiser faute de troupes et leur rôle le 11 septembre fut de servir de caution aux putschistes (Davis, 1985, p. 164).

Il est difficile en conclusion d'établir une chronologie des progrès enregistrés par les conjurés dans leur effort pour gagner à leur cause l'institution militaire, ou tout au moins la majorité de ses responsables, dans la mesure où il s'agit d'un processus à la fois marqué par le secret et peu quantifiable. Il apparaît cependant que la longue tournée à l'étranger, notamment en U.R.S.S, effectuée en mai-juin 1973 par Prats accompagné des généraux institutionnalistes Bonilla et Benavides fut mise à profit par Pinochet, que ses fonctions de commandant en chef par intérim de l'armée de terre paraient de la légitimité institutionnelle suprême, pour gagner à la sédition la majorité des généraux (Palacios, 1979, pp. 107, 110 et 340). Ce fut à ce moment que Pinochet commença à faire circuler discrètement les plans tactiques détaillés du coup d'Etat.

Les contacts avec les autres armes furent pris suivant divers canaux où les relations personnelles, mais aussi l'Etat-Major interarmes jouèrent un rôle prédominant. Un accord entre les représentants des différentes armes fut scellé lors des obsèques du commodore Araya où se retrouvèrent tous les responsables militaires (Varas, 1979, p. 129). Une ultime réunion comprenant le général Leigh et les amiraux Huidobro et Carvajal eut lieu le 9 septembre au domicile de Pinochet. C'est au cours de cette réunion que fut prise la décision finale.

10.2. L'offensive des institutionnalistes

Le 4 juillet 1973, les partisans du coup d'Etat militaire lancèrent une offensive visant à prendre le pouvoir dans les trois armes (les carabiniers étant laissés de côté). Cette offensive, couronnée globalement de succès puisqu'elle permit le coup d'Etat, connut pourtant une fortune inégale selon les armes: réussite totale dans l'aviation et quasi-totale dans l'armée de terre, mais semi-échec dans la marine. D'un point de vue stratégique, l'offensive institutionnaliste s'effectua suivant trois grands axes:

- vis-à-vis du marais des hésitants: recours à l'esprit de corps, à la conscientisation et à la stratégie de la peur;

- vis-à-vis du courant constitutionnaliste: recours à une large gamme allant du déplacement à l'élimination physique;
- vis-à-vis de la gauche civile: désignation de celle-ci comme un ennemi intérieur (North, 1975, p. 77).

La conquête du marais des hésitants

La grande faiblesse numérique du courant constitutionnaliste, et sa quasi-absence au niveau des cadres intermédiaires font que les hésitants qui finissent par rallier les positions institutionnalistes ont le sentiment, en rejoignant les positions de l'immense majorité de leurs camarades, d'opter pour le camp de l'armée et de son unité et, finalement, d'agir en loyalistes. Une parfaite illustration de cette inversion des valeurs est donnée par les propos du général Canessa Robert (1995, p. 167) qui signale parmi les problèmes ayant affecté l'armée de l'air la loyauté douteuse du général Bachelet, du colonel Ominami et du commandant Galaz, c'est-à-dire les officiers loyalistes les plus en vue de cette arme. Ceux qui résistent encore sont soumis à une intense pression psychologique au sein de leur milieu social (pression encore accrue par l'isolement des militaires au sein de la société chilienne) et, pour finir, s'ils tiennent jusqu'au bout, se trouvent mis en quarantaine au sein de leur unité, dirigés sur une voie de garage excluant tout commandement effectif de troupes et promis à un avenir sombre en cas de réussite du coup d'Etat (Silva et al., 1979, pp. 33 et 36; North, 1975, p. 77).

C'est, ironie du sort, la droite et l'extrême-droite qui parviendront à mettre en pratique avec succès ce cheval de bataille de l'extrême-gauche qu'est la conscientisation. Les thèmes de propagande de la droite, véhiculés aussi bien par le bouche à oreille que par les media conservateurs (tel *El Mercurio*, seul journal dont la lecture est autorisée dans les casernes) trouvent un écho favorable parmi les militaires de carrière, que leur faible formation politique et leur idiosyncrasie rendent particulièrement réceptifs à cette propagande.

C'est ainsi qu'à force d'être martelé, le slogan de «la nécessité d'une politique économique libérale» fut intégré dans la pensée d'officiers dépourvus de toute notion d'économie, qui le répétaient à leur tour sans être capables de donner la moindre signification à ce concept.

Le succès de cette campagne alla jusqu'à ôter tout sens critique à certains militaires qui, par delà toute logique, attribuaient à la gauche aussi bien les attentats anti-gouvernementaux qui se multiplièrent en juillet que les assassinats du général Schneider et du commodore Araya.

L'explication de ce que l'on peut à ce degré qualifier de véritable aliénation nous paraît être le besoin psychologique éprouvé par certains militaires décidés à tenter un coup d'Etat, malgré leurs affirmations démocratiques et légalistes, de «mettre le monde en accord avec leurs idées», fut-ce au prix de quelques invraisemblances (Poblete, 1979, p. 4; Silva et al., 1979, pp. 35 - 36).

Enfin, pour donner de la substance au mythe de l'«ennemi intérieur», les institutionnalistes lancèrent, avec le renfort des media de droite, une campagne d'action psychologique, véritable «stratégie de la peur» destinée à accréditer la thèse du danger que font peser les menées de la gauche et de l'extrême-gauche aussi bien sur l'armée en tant qu'institution que sur la vie même des militaires et de leurs familles. Cette campagne s'appuya d'abord sur l'exploitation, après déformation et amplification, d'actes de l'extrême-gauche heurtant la conscience militaire: infiltration de partisans du MIR dans l'armée, occupation de terrains militaires et blocage de routes militaires par des paysans (Silva et al., 1979, p. 34), ainsi que sur des faits plus graves, tel l'assassinat le 29 août du sous-lieutenant Lacrampette par un groupe d'ultra-gauche dirigé par l'activiste mexicain Jorge Sosa. Dans une phase ultérieure, les cadres militaires étaient mis en condition par des «fuites» bien orchestrées portant sur le fichage par les «rouges» des militaires et de leur famille ou sur des projets d'attaque des quartiers où vivent les militaires par les habitants des bidonvilles (Garcés, 1976, pp. 244 -245; *Le Monde*, 20/12/1973). Des armes furent remises aux officiers pour leur permettre de se défendre en cas d'attaque de leur domicile, tandis que des patrouilles étaient organisées autour des maisons des militaires et des plans d'évacuation mis au point (Lobier, 1980, p. 58).

La stratégie de la peur culmina dans le «Plan Z» agité par les conspirateurs pour justifier leur coup d'Etat. Ce sombre complot attribué à la gauche, prévoyant la mise à mort de tous les responsables civils de la droite, ainsi que de la totalité des officiers y compris ceux des carabiniers, voire même, dans sa version la plus radicale, celle d'Allende

et de Prats (Ampuero, 1975, pp. 61 - 62), fut pris pour argent comptant par la majorité des militaires. Au delà de ce cercle, l'ensemble des analystes s'accorda pour estimer que la crédibilité du «plan Z», dont la date et l'origine variaient suivant les déclarations de tel ou tel responsable militaire (Lobier, 1980, pp. 77 - 78), était nulle ou, suivant l'euphémisme de l'ambassadeur américain Davis, extrêmement douteuse (1985, p. 370). Seul Moss (1973, pp. 200 – 201) trouva quelque crédibilité à ce plan en se basant d'une part sur les déclarations de la Junte, et d'autre part sur le fait que, selon lui, l'extrême-gauche avait déjà ourdi des complots similaires, quoique d'une moindre envergure. Moss demeura toutefois prudent et tempéra ses propos en soulignant qu'il était alors impossible de confirmer ces informations. La prudence de Moss fut bonne conseillère, puisque Leigh révéla ultérieurement que le «plan Z» avait été imaginé par les services secrets de la marine (le démocrate-chrétien Tomic pensant pour sa part que ce plan avait été conçu par la C.I.A. – in Gil, 1979, p. 236) et présenté aux futurs membres de la junte par l'amiral Carvajal; le «plan Z» devenant ainsi une opération d'intoxication réussie (Zamora, 1994, p. 16).

10.3. La campagne contre le courant constitutionnaliste

Dans l'armée de terre

Depuis longtemps, Prats étant la cible des feux croisés de la presse et des élus d'opposition, une étape supplémentaire avait été franchie le 26 juin avec l'attaque simulée de la voiture de Prats par des militants de droite dirigés par Alejandrina Cox.

Cette tactique de faire opposer le chef de l'armée à des femmes fut reprise le 21 août par les institutionnalistes. Ce jour là, une manifestation de 300 femmes d'officier, dont plusieurs épouses de généraux (celles des généraux Arellano, Bonilla, Contreras, Nuno, Palacios et Viveros) se tint devant la maison de Prats où celui-ci, malade, gardait la chambre, pour réclamer qu'il démissionne de tous ses mandats (il cumulait depuis le 9 août ses fonctions militaires avec le portefeuille de la défense).

La réunion du lendemain permit de mesurer la minceur du soutien dont Prats disposait encore au sein de l'Etat-Major: il n'y eut en effet lors d'un vote visant à condamner les insultes faites à leur commandant en chef que six généraux pour lui apporter leur soutien

(Pinochet, Brady, Gonzalez, Urbina, Sepulveda et Pickering), tandis que seize le lui refusaient. En réaction, Sepulveda et Pickering démissionnèrent de l'armée, suivis par Prats, découragé, qui remit sa démission le 23 à Allende. Celui-ci l'accepta, convaincu de ce que Prats n'était plus en mesure d'assurer son commandement (Garcés, 1976, p. 235). C'est ainsi que, dans un spectaculaire retournement, les trois généraux qui avaient écrasé le Tancazo moins de deux mois auparavant se voyaient eux-même contraints de quitter l'armée.

Pinochet fut immédiatement nommé à la tête de l'armée de terre, sur recommandation de Prats, et s'employa aussitôt à justifier la confiance que le président avait mise en lui en s'engageant à mettre six généraux factieux en retraite anticipée. De son côté, Brady, qui jouissait de la confiance d'Allende en raison de son engagement maçonnique prenait la tête de la division de Santiago.

Au soir du 23 août, Allende pensait avoir réglé favorablement la crise de l'armée de terre en mettant des hommes sûrs à la place du très usé Prats. Il ignorait alors qu'il ne comptait plus un seul partisan au sein de l'Etat-Major de l'armée de terre, dont le nouveau commandant en chef était le chef secret de la conspiration qui allait emporter son régime.

Dans l'aviation

Au début de l'année 1973, l'aviation présentait la particularité de compter, au sein d'un Etat-Major très majoritairement institutionnaliste, les deux généraux les plus à gauche de toute l'armée chilienne: Alberto Bachelet, proche des radicaux, et Sergio Poblete, notoire sympathisant du P.S. La nomination le 21 janvier 1973 de Bachelet à la tête du secrétariat national à la distribution, suivie en février par le départ en retraite de Poblete laissa les institutionnalistes seuls maîtres de l'Etat-Major, et ce jusqu'au jour du putsch. La crise du 17 - 21 août, qui vit le remplacement de Cesar Ruiz à la tête de l'armée de l'air par Gustavo Leigh, fut neutre d'un point de vue politique.

Il restait toutefois à neutraliser un certain nombre de cadres intermédiaires de tendance constitutionnaliste, ainsi que le noyau socialiste clandestin. Les premiers se virent au cours de l'hiver austral mis à la retraite anticipée ou transférés à des postes sans

importance; ce fut notamment le cas pour le commandant adjoint de la base de Colina, pour le responsable adjoint des approvisionnements ainsi que pour le représentant de l'armée de l'air à la cour martiale (*Chile Hoy*, 31/08/1973). Les seconds, agissant sous la surveillance du contre-espionnage militaire, furent mis aux arrêts durant la nuit du coup d'Etat.

Dans la marine

Relativement feutrée dans les autres armes, la lutte des institutionnalistes pour abattre le courant constitutionnaliste s'effectua dans la marine avec une extrême brutalité, allant jusqu'aux tortures et à l'assassinat. La violence de cette offensive s'explique par la mentalité de croisés qui était celle des officiers de marine acquis à la sédition, à commencer par le commandant en chef adjoint, l'amiral José Toribio Moreno. Pour ces adeptes de l'ultra-droite catholique, et notamment du groupe intégriste d'origine brésilienne «Travail, Famille et Propriété», les partisans de la gauche étaient un ennemi infâme à l'encontre duquel toute forme de violence pouvait être légitimée. L'organisation de la gauche dans la marine, telle qu'elle avait été pénétrée par les services de renseignement, venait tout naturellement exacerber la rage de l'ultra-droite: la création de cellules de matelots dans les unités navales ne pouvait apparaître que comme la répétition du soulèvement de 1931, demeuré comme un cauchemar dans toutes les mémoires militaires.

Fait surprenant dans une arme aussi marquée à droite, l'offensive institutionnaliste se heurta à de grandes difficultés en raison de l'opposition résolue de l'amiral Montero qui avait rassemblé autour de lui un important courant légaliste uni par la fidélité personnelle et le sens de l'obéissance des marins. L'intériorisation de cette exigence par les conspirateurs eux-même fit que ce fut l'amiral Justiniano, opposant au gouvernement et futur conspirateur, qui dénonça en 1972 la conspiration du général Canales. L'été 1973 fut ponctué de scènes tragi-comiques mettant aux prises Montero et les conspirateurs (le 31 août, Montero arrivant inopinément à une réunion d'officiers membres de la conjuration en obtint la levée immédiate; trois jours plus tard, ce fut en larmes que l'amiral Huidobro supplia Montero de démissionner) que l'on ne peut comprendre si l'on ne prend pas en compte le déchirement de l'ethos des conspirateurs dans la marine.

A l'encontre de la gauche, tout était par contre permis comme en témoigna d'abord l'assassinat du commodore Araya. Contrairement à l'évolution interne qu'avait

connue l'armée de terre, la situation particulière de la marine n'avait autorisé aucun rapprochement entre les matelots et sous-officiers de gauche et les amiraux légalistes, mais conservateurs qui suivaient l'amiral Montero. La décision d'Allende de promouvoir au grade de contre-amiral son aide de camp naval, le commodore Arturo Araya, permettait d'ouvrir l'Etat-Major naval à un officier connu pour ses opinions de gauche, susceptible donc de mettre en oeuvre ce rapprochement tant redouté par les éléments factieux de la marine. Ceux-ci ne tardèrent pas à réagir: le 27 juillet, Araya était assassiné à son domicile, sans doute par un commando de Patrie et Liberté.

Ce meurtre fut suivi, le 7 août, par une vague d'arrestations de marins et sous-officiers de gauche opérée à Valparaiso au sein de l'école du génie maritime, de l'école des sous-mariniers ainsi que parmi l'équipage du croiseur «Almirante Latorre» et du contre-torpilleur «Blanco Encalada». Une rafle similaire fut opérée à Talcahuano parmi les ouvriers de l'arsenal de la marine de guerre. En tout, une centaine environ de personnes furent arrêtées. L'amirauté publia un communiqué justifiant ces mesures par le développement d'un mouvement subversif dans deux unités de la flotte, soutenu par des éléments extrémistes civils. Qui était visé par cette déclaration? On le sut le 30 août, quand l'amiral Merino qui, outre ses fonctions de commandant en chef adjoint de la marine, était également à la tête de la 1^{ère} zone navale (Valparaiso), demanda à la cour d'appel de Valparaiso la levée de l'immunité parlementaire du sénateur Altamirano, secrétaire général du P.S. et du député Garretón, secrétaire général du M.A.P.U., ainsi que l'arrestation de Miguel Enriquez, secrétaire général du M.I.R. afin qu'ils soient traduits en justice pour «subversion de la marine». La guerre était ainsi officiellement déclarée entre la gauche civile, déjà chauffée à blanc par les récits des tortures infligées aux marins emprisonnés (*Chile Hoy*, n° 62, 17/08/1973 et n° 63, 24/08/1973) et l'amirauté.

Les partisans de la conspiration dans la marine avaient atteint deux buts à la fois : non seulement avaient-ils réussi à se débarrasser de ce qu'ils connaissaient de l'appareil clandestin de la gauche (et, par un recours intensif à l'emprisonnement et à la torture, découragé toute nouvelle tentative), mais encore avaient-ils mis le courant constitutionnaliste dans l'obligation de les soutenir, sous peine de se couper totalement de l'opinion militaire.

La situation fut en fait rapidement redressée par Montero qui, continuait à lutter contre le coup d'Etat avec le soutien appuyé du pouvoir exécutif qui ne s'était jamais autant impliqué dans la gestion des affaires intérieures de l'armée. Institutionnellement contraint de soutenir Merino dans sa lutte contre l'appareil clandestin de la gauche, Montero n'en condamna pas moins les tortures et ordonna une instruction judiciaire disciplinaire à l'encontre des officiers les ayant pratiquées, ainsi qu'une autre contre les officiers ayant lancé des appels à la rébellion contre le gouvernement. Apprenant que Merino avait convoqué une réunion des officiers de Valparaiso le 31 août pour examiner la situation générale dans la marine et dans le pays, Montero décida d'y assister. Une première rencontre avec les amiraux lui ayant fait mesurer l'hostilité de l'Etat-Major envers sa politique, Montero fit annuler la réunion des officiers et rentra à Santiago remettre sa démission au président. Le lendemain, un vote parmi les amiraux ayant indiqué la persistance d'un fort soutien à Montero (quatre voix s'étant prononcé pour son départ et trois voix contre, celles des amiraux Arellano, Cabezas et Sepulveda), Allende décida le 3 septembre de confirmer Montero dans ses fonctions et de mettre deux amiraux à la retraite d'office dont l'un de ses adversaires les plus déterminés, l'ancien ministre Ismaël Huerta, tandis que l'amiral Merino ayant accompli quarante ans de service devait partir en retraite statutaire au mois de décembre.

Ainsi, et malgré sa brutalité, la lutte entreprise par les institutionnalistes pour prendre le contrôle de la marine se révélait un semi-échec. La gauche se trouvait éliminée, mais les tentatives pour conduire Montero à la démission avaient échoué et le commandant en chef jouissait toujours d'un fort soutien au sein de l'Etat-Major, auquel Huerta avait cessé d'appartenir. Si on l'examine rétrospectivement, le dispositif mis en place dans la marine se révéla nettement plus favorable au gouvernement que son homologue au sein de l'armée de terre (ce qu'ignorait Allende qui croyait en la loyauté de Pinochet et Brady). Ses deux principales faiblesses, dont l'exploitation permit aux putschistes d'entraîner la marine dans le coup d'Etat, résidaient dans le commandement des 1,150 fusiliers marins, futures troupes de choc du coup d'Etat, par l'amiral putschiste Huidobro, et dans le maintien de Merino dans son fief de Valparaiso pour encore quatre mois. Or, il ne se passa qu'une semaine avant le coup d'Etat, durant laquelle la lutte interne à la marine continua à faire rage, tandis que Merino affirmait son contrôle total sur la base de Valparaiso.

10.4. La mobilisation de l'armée contre la gauche civile

Votée en octobre 1972 et peu appliquée depuis la parution de ses décrets d'application, la loi de contrôle des armes fut relancée aux lendemains du Tancazo dans le cadre de la stratégie institutionnaliste:

- avril, mai, juin 1973: 12 fouilles par mois
- juillet 1973: 24 fouilles
- août 1973: 55 fouilles

La vague de perquisitions (= allanamientos) qui débuta en juillet suivit un plan concerté: commencée le 2 juillet dans un lycée de Valparaiso par l'infanterie de marine de l'amiral Huidobro, elle s'étendit au reste de la ville, puis à Santiago le 8 et au sud du pays le 9. A la fin du mois, le pays avait été systématiquement quadrillé.

Les «allanamientos» reprirent au début du mois d'août, cette fois principalement dans les usines et avec un usage immodéré de la force militaire, comme vinrent le prouver les blessés et les dégâts importants observés le 3 août dans une usine de Santiago, et surtout l'affaire de la «Lanera Austral» de Punta Arenas où la perquisition, menée le 4 août comme une véritable opération de guerre avec hélicoptères, chars et un avion, se solda par un mort et plusieurs blessés parmi les ouvriers (Lobier, 1980, pp. 232 - 233; *Punto Final*, n° 190, 14/08/1973; Rivas et Reiman, 1976, p. 210; Silva in coll., 1974, pp. 39 - 40).

Le détail de ces perquisitions, alors que le terrorisme de droite faisait rage, montre à l'évidence qu'elles étaient conçues comme une machine de guerre contre la gauche. C'est ainsi qu'Arriagada, qui ne compte que 22 perquisitions en juillet (tout en admettant que son compte puisse ne pas être exhaustif), les ventile comme suit : 2 lycées et écoles, 8 usines, 2 immeubles administratifs, 2 domiciles de militants de gauche, 1 permanence de parti de gauche, 2 domiciles de militants de droite, 1 permanence syndicale, 1 quartier urbain, 2 rassemblements de camionneurs en grève... et un cimetière (1974, pp. 313 - 314). Plus direct, Prats (1985, p. 465) note que les amiraux Merino et Carvajal sont réticents à intervenir contre les camionneurs, alors même qu'ils sont prêts à déployer toute l'énergie nécessaire pour réaliser les «allanamientos» d'installations contrôlées par l'U.P.

Le but des putschistes en lançant cette campagne de perquisitions visait à la fois à entraîner la troupe :

- en soudant son esprit de corps ; c'est ainsi qu'Arriagada rapporte (1974, pp. 315 - 316) que la dénonciation nominale et publique par la gauche des officiers les plus zélés dans les «allanamientos», tel le général Torres de la Cruz, ou soupçonnés d'être hostiles à la gauche, comme le lieutenant-colonel Manuel Contreras, commandant l'Ecole de Génie militaire de Tejas Verdes, eut pour effet d'accroître l'esprit de corps des militaires et de leur faire resserrer les rangs autour des officiers ainsi mis en cause.

- en forgeant l'unité entre les différentes armes par le biais d'opérations combinées comme à la «Lanera Austral»; le choix de cette entreprise pour l'opération la plus importante s'explique par sa situation dans la province de Magallanes, terrain d'entraînement idéal en raison tant de son éloignement de la capitale que du monopole des officiers institutionnalistes sur le commandement local (les généraux Torres de la Cruz et Berdichewsky pour l'armée de terre et l'aviation, l'amiral Justiniano pour la marine);

- en habituant les militaires à voir un ennemi potentiel dans le métalloy, l'étudiant ou l'Indien mapuche. A cet effet le plus grand nombre possible de militaires fut employé (*Punto Final*, n° 190, 14/08/1973, Rivas et Reiman, 1976, p. 210; Rojas, 1976, p. 141);

et à apprécier la capacité de riposte de la gauche :

- en estimant le nombre et la puissance de feu des armes en sa possession (à cet égard, les perquisitions se révéleront souvent fructueuses);

- en testant sa capacité de réponse politique des partis de gauche et des syndicats. Celle-ci fut faible. La gauche du P.S. et le M.I.R. parlèrent de «nouvelle loi maudite» et demandèrent son abrogation (Lobier, 1980, p. 233), tandis que Prats (1985, p. 457), recommandait à ses subordonnés de faire preuve de plus de modération dans l'application de la loi. Quant à l'aile modérée de l'U.P., représentée en l'occurrence par le

P.C. et la C.U.T., elle fit alterner protestations ténues et offres de service à l'armée pour coopérer aux « allanamientos » (Palacios, 1979, pp. 332 - 334).

- en testant la capacité propre de riposte de la classe ouvrière: celle-ci, faible au départ car les perquisitions se faisaient au nom de la loi, s'accrut en fonction du caractère unilatéral et provocateur des « allanamientos ». Peu à peu, les piquets qui gardaient nuit et jour les usines occupées de Santiago se mirent sur le pied de guerre (Darde et Santi, 1973, p. 4). Inévitablement, l'incident devait se produire: il eut lieu le 7 septembre, quand une fusillade éclata, faisant huit blessés, entre une patrouille de l'armée de l'air qui perquisitionnait l'usine SUMAR de San Miguel et plusieurs centaines d'ouvriers accourus. Les aviateurs durent battre en retraite, tandis que le spectre des milices populaires commençait à prendre corps (*Le Monde*, 11/09/1973; Varas, 1979, p. 127).

Par ailleurs, l'affaire des marins emprisonnés et torturés connut d'importantes suites politiques, dans la mesure où leur cas ayant été largement popularisé par la presse de gauche, leur défense devint un mot d'ordre autour duquel l'aile radicale de l'U.P. et l'extrême-gauche entreprirent avec succès de rallier l'opinion de gauche. Le P.S. se montra particulièrement actif, d'abord par les déclarations teintées d'antimilitarisme de son secrétaire général adjoint, le sénateur Adonis Sepulveda, puis par l'expression officielle de sa solidarité avec les marins emprisonnés le 27 août. Le 4 septembre, le comité exécutif de l'U.P. décidait de répondre à la demande de levée de l'immunité parlementaire d'Altamirano et Garreton formulée par l'amirauté en affirmant à son tour sa solidarité aux marins emprisonnés, en même temps qu'à Altamirano, Garreton et Enriquez.

Un grave désaccord venait ainsi de surgir entre les partis de la gauche et Allende qui, engagé dans une délicate partie pour affermir la position de Montero à la tête de la marine, avait du la veille concéder aux amiraux la levée de l'immunité parlementaire d'Altamirano, et se trouva donc contraint de désavouer ses propres amis politiques.

Si le P.C. (qui, il est vrai, n'était impliqué ni dans ses militants ni dans ses dirigeants) tenta de calmer le jeu par une déclaration d'Orlando Millas appelant le 9 septembre à un dialogue avec l'opposition pour éviter un coup d'Etat, le P.S. relança dramatiquement la polémique par un discours d'Altamirano prononcé le même jour. Dans

cette adresse aux militants, le secrétaire général du P.S. multiplia les provocations à l'égard de l'armée en reconnaissant avoir rencontré les marins emprisonnés de Valparaiso dont il justifia l'action, se déclara prêt à recommencer et conclut en prônant l'unité du peuple, des soldats et sous-officiers aux côtés du gouvernement comme seul moyen de défaire la droite.

Il n'y avait en fait dans ce discours que la réaffirmation des thèses militaro-révolutionnaires héritées des officiers qui avaient contribué à la création du P.S. quarante ans plus tôt; mais la rhétorique enflammée du responsable socialiste, son souverain dédain pour les tentatives de conciliation en cours des modérés de l'U.P. (qui explique la réaction furieuse d'Allende – cf. Sigmund, 1977, p. 241) ou de l'opposition et son évidente volonté de provocation à l'égard des putschistes présumés firent de son discours un événement.

Prononcé trente-six heures avant le coup d'Etat, alors que les dés avaient déjà roulé, le discours d'Altamirano n'eut pour cette seule raison guère de conséquences (encore qu'Alexander - 1978, p. 335 - se fasse l'écho d'informations suivant lesquelles ce discours aurait décidé l'Etat-Major des carabiniers à ne pas soutenir Allende lors du soulèvement; interprétation infirmée à notre avis par le comportement impeccablement legaliste des généraux Sepulveda, Urrutia et Alvarez durant la journée du 11 septembre). Il n'en demeure pas moins que les propos d'Altamirano, qui venaient si bien illustrer la manière dont les institutionnalistes présentaient la gauche civile à l'opinion militaire, se seraient sans nul doute révélés dommageables pour la gauche si le processus de coup d'Etat avait été moins avancé.

10.5. La question de l'illégalité du gouvernement Allende

Alors même que les institutionnalistes lançaient leur offensive pour prendre le contrôle de l'armée, la direction du P.D.C. imposait définitivement une ligne dure de confrontation avec le gouvernement, réduisant au silence l'aile modérée du parti qui avait encore pu faire entendre sa différence lors du Tancazo (Garcés, 1976, p. 260).

Poursuivant une tactique éprouvée, la direction démocrate-chrétienne attaqua conjointement sur deux fronts: la mobilisation extra-politique des classes moyennes

(le 26 juillet recommençait la grève des transporteurs routiers, plus dure qu'en octobre 1972) et la radicalisation parlementaire. S'alignant sur les positions les plus dures défendues depuis des mois notamment par le sénateur Bulnes du P.N., la majorité P.D.C.-P.N. aux deux Chambres multiplia au cours de l'hiver austral 1973 les votes de défiance à l'égard du gouvernement:

- le 12 juillet, la Chambre des députés votait un texte signifiant que le président s'était mis en position d'illégalité ouverte en donnant l'ordre aux ouvriers d'occuper leurs usines (à la suite du Tancazo);

- le 14 août, un autre texte était voté énonçant que le gouvernement d'Unité Populaire maintenait une position d'illégalité et de violation ouverte de la constitution (en refusant de promulguer la loi Hamilton-Fuentealba);

- enfin, le 23 août, la Chambre votait un appel aux ministres militaires (un nouveau cabinet civico-militaire ayant été formé le 9 août) stipulant que, face aux sérieuses perturbations de l'ordre constitutionnel et légal de la République, ils n'avaient pas à cautionner par leur présence au gouvernement une politique partisane. De plus, leur présence compromettait le caractère professionnel des forces armées et des carabiniers, violant ouvertement l'article 22 de la Constitution et mettant sérieusement à mal leur prestige en tant qu'institution (Palacios, 1979, pp. 266 - 268).

Le vote de cette motion, dont les termes avaient été soigneusement pesés pour rappeler le plus fidèlement possible les thèses institutionnalistes, ne manqua pas d'être extrêmement embarrassant pour le gouvernement d'Unité Populaire, car mettant d'une part les ministres militaires au pied du mur, et plaçant d'autre part le courant constitutionnaliste déjà affaibli dans une position intenable. Comme nous l'avons vu, il n'y a pas au Chili de source unique de légitimité constitutionnelle, et le président comme les parlementaires sont à égalité dépositaires de cette légitimité. Si, comme le souligne Duhamel (1974, p. 110), un militaire est juridiquement tenu d'obéir au président, chef suprême des armées, on notera que 84 % des officiers en retraite et 86 % des officiers en service actif interrogés par Hansen (1967, pp. 253 - 255) se déclarent favorables à une intervention de l'armée contre un gouvernement coupable de violer la Constitution. Et, en 1973, seules quatre institutions

bénéficiaient d'une légitimité leur permettant de s'ériger avec crédibilité en juge d'une éventuelle violation par le gouvernement de la Constitution: le Sénat et la Chambre des députés, dominés tous deux par l'opposition, ainsi que le Contrôleur de la République et le président de la Cour suprême, tous deux de tendance démocrate-chrétienne.

Le vote du 23 août donnait ainsi un habillage juridique pouvant permettre à l'armée de renverser le Gouvernement tout en restant drapée dans la toge du respect de la Constitution, comme cela avait déjà été le cas en 1891 lors du renversement du président Balmaceda à l'instigation du Parlement par une faction militaire qui s'était proclamée « constitutionnaliste ».

10.6. La politique militaire d'Allende à la suite du Tancazo

La demande formulée au Congrès par Allende au cours du Tancazo de l'autoriser à proclamer l'état de siège se heurta à la méfiance du P.D.C. qui ne voyait pas pourquoi il accorderait des pouvoirs extraordinaires au gouvernement alors qu'il votait à tour de bras le renvoi de ministres accusés d'avoir abusé de leur pouvoir ordinaire (quatre ministres du cabinet désigné à l'issue des élections de mars 1973 avaient été démis de leur fonction par le parlement, ou étaient en voie de l'être). Finalement, le P.D.C. n'accepta le 30 juin qu'à la condition que les postes-clé du gouvernement soient confiés à des représentants de l'armée.

L'éventualité de reconstituer un gouvernement civico-militaire, si elle avait la faveur d'Allende qui y voyait un moyen d'affermir son pouvoir, et de la démocratie chrétienne qui y voyait un moyen de le brider, ne séduisait guère les responsables militaires qui ne savaient que trop à quel point le Tancazo avait amené l'armée à la limite de l'éclatement.

Une série de réunions des officiers supérieurs à l'intérieur de chacune des trois armes amena la constitution ce 30 juin d'un comité composé de quinze officiers (cinq pour chaque arme incluant le commandant en chef et quatre officiers de rang élevé), qui se réunit le soir même. Ouverte par une plaidoirie du vice-amiral Carvajal en faveur d'une coopération accrue entre les armes, la discussion se poursuivit par une intervention de

Pinochet qui demanda que la discussion se borne aux questions économiques et laisse de côté les problèmes politiques. Cette proposition de compromis entre les positions de Prats et celles de la majorité institutionnaliste fut rejetée par l'assemblée. Ruiz et Montero, à la tête respectivement de l'aviation et de la marine, firent part de leur déclaration au président Allende selon laquelle l'institution militaire avait manifesté sa loyauté malgré les réserves que lui inspirait la politique de l'Unité Populaire. Insistant sur les risques de guerre civile et accusant l'opposition parlementaire d'être responsable du chaos économique pour avoir refusé de voter un train de hausses de salaires, Prats se retrouva quelque peu isolé parmi des intervenants commentant les jeux politiques en termes peu flatteurs, voire agitant en termes vagues l'idée d'une intervention militaire. Le seul institutionnaliste à ne pas faire chorus fut Ruiz qui déclara qu'il préférerait donner sa démission plutôt que de faire un coup d'Etat. Ces discussions amenèrent la rédaction d'un mémorandum en 29, puis 27 points, largement influencé par la marine et l'aviation, et censé exprimer à quelles conditions les militaires accepteraient de retourner au gouvernement.

Les points abordés dans ce mémorandum concernaient le respect des prérogatives des juges et l'application effective de leurs décisions, le respect des prérogatives du contrôleur général de la nation et du parlement, la promulgation de la loi Hamilton-Fuentealba (délimitant les trois secteurs de l'économie - privé, nationalisé et coopératif), la répression des occupations illégales d'usines et la suppression des groupes armés illégaux (Davis, 1985, pp. 178 - 179).

D'inspiration ouvertement centriste, ce memorandum équivalait à un gel des acquits de la gauche, sommée par ailleurs de mettre fin aux activités illégales de certains de ses membres. On ne pouvait y voir pour autant un retour en arrière, mais bien plutôt le signe que l'armée entendait entrer au gouvernement pour mettre le processus populaire sous tutelle, et ce d'autant plus que l'armée revendiquait les principaux postes ministériels, ainsi que des sous-secrétaires d'Etat et des intendants de province.

Cette proposition, inacceptable pour l'aile dure de la gauche qui se serait vue confisquer sa révolution, l'était tout autant pour Allende qui aurait été ramené par l'armée à un rôle de président potiche. Mais Allende était d'une autre trempe que l'uruguayen Bordaberry, et les négociations entre Allende et l'armée tournèrent court. Le 3 juillet était

formé le nouveau gouvernement qui ne comprenait que des civils. L'armée put noter que José Toha, très usé et qui n'avait pas su prévenir le Tancazo, quittait le ministère de la défense pour y être remplacé par un autre socialiste, l'ancien ministre des affaires étrangères Clodomiro Almeyda.

A bien des égards, Almeyda peut être considéré comme l'antithèse de son prédécesseur. A Toha, social-démocrate plus remarquable par son style tout en bonhomie et en indulgence que par ses talents de théoricien succédait un brillant intellectuel léniniste, farouchement nationaliste et anti-impérialiste, qui par la suite développa ce que nous considérons être la plus intéressante réflexion alternative à la politique militaire de l'Unité Populaire (Almeyda, 1977, pp. 63 - 71; pour un portrait des deux ministres, voir Davis, 1985, pp. 36 et 97 - 98 ; Halperin, 1965, pp. 158 - 169 brosse un portrait d'Almeyda plus intéressant que celui de Davis, bien que plus ancien). Déjà sensible dans les derniers jours de présence de Toha (voir ses déclarations à *Chile Hoy*, n° 55, 29/06/1973), l'évolution de la politique militaire du gouvernement vers une plus grande implication du pouvoir exécutif dans la gestion de l'armée (symbolisée par le projet d'étendre le droit de vote des seuls officiers à l'ensemble des militaires) s'accrut avec la nomination d'Almeyda. Adressant un message clair à l'armée dans son ensemble, cette politique montrait à la fois le souci qu'avait l'exécutif du bien-être militaire en proposant un réajustement anticipé des soldes non négligeable dans un contexte économique catastrophique (60 % pour un soldat, 28 % pour un adjudant-chef, 38 % pour un sous-lieutenant et 14 % pour un général de division) ainsi qu'un nouveau plan d'achat d'armements, et la fermeté dont il entendait faire preuve face aux conspirateurs. C'est ainsi que le bref passage d'Almeyda au ministère de la défense (trente-quatre jours) fut marqué par le limogeage du général Viveros, n° 2 des carabiniers, et des généraux Stuardo et Rodriguez, respectivement n° 2 et n° 4 de l'armée de l'air. Cette politique, conséquence logique du Tancazo, mais qui résultait aussi de la préoccupation d'Allende devant l'affaiblissement du courant constitutionnaliste fut poursuivie, dans des conditions toujours plus difficiles, par ses successeurs, Prats et Letelier.

10.7. Le second cabinet civico-militaire et la crise de l'aviation

Le 25 juillet, les camionneurs se lançaient à nouveau dans la grève. Encore plus dur que le mouvement d'octobre, relayé par de nombreuses associations professionnelles proches de l'opposition, ce mouvement amena rapidement la paralysie du pays. En dépit de l'échec des négociations, tant Allende que le P.D.C. continuaient à appeler de leurs vœux le retour des militaires au gouvernement. Au cours de nouvelles discussions qui se tinrent à partir du 30 juillet entre le P.D.C. et l'entourage d'Allende, les démocrate-chrétiens, qui restaient en contact avec le commandement militaire, présentèrent un memorandum en cinq points reprenant les propositions de l'armée refusées le mois précédent. A la suite de la rupture de ces entretiens, Allende entreprit des négociations directes avec l'armée qui aboutirent, le 9 août, à la formation d'un nouveau cabinet civico-militaire.

Bien différent de celui mis sur pied en novembre 1972, le nouveau gouvernement représentait pour beaucoup la dernière chance d'une issue constitutionnelle à la crise politique en cours. Mais pouvait-on encore parler d'un gouvernement constitutionnel quand, sur le modèle d'une junte militaire, les quatre ministres militaires étaient les commandants en chef de chaque arme? Bien que conforme à la lettre de la constitution, le nouveau gouvernement (intitulé, de surcroît, «gouvernement de sécurité nationale»), en trahissait l'esprit. Sans précédent dans un gouvernement chilien, l'engagement institutionnel de l'armée témoignait avec éclat de l'ampleur qu'avait atteinte la dérive militariste de la vie politique chilienne avec l'assentiment de la quasi-totalité de la classe politique.

Les négociations préalables avaient été ardues: Allende avait du promettre de mettre en oeuvre l'essentiel des propositions qu'il avait rejetées le mois précédent, tandis que Prats refusait le portefeuille de l'intérieur pour accepter celui de la défense (sur proposition de l'amiral Montero). Bien que ce choix apparaisse logique en cette période lourde de complots militaires (Garcés, 1975, p. 26), il est également probable qu'il ait du tenir compte de l'opinion de ses pairs peu soucieux de voir leur commandant en chef être vice-président (rang au Chili du ministre de l'intérieur) aux côtés d'un président que bien peu d'entre eux soutenaient encore. Montero, avec hésitation, avait accepté le portefeuille des

finances. Le général Sepulveda, directeur général des carabiniers, était nommé à un portefeuille secondaire, celui des terres et de la colonisation. Ruiz qui, opposé à l'entrée des militaires au gouvernement, ne s'y était finalement rallié que pour éviter d'isoler l'aviation, était en charge des transports et des travaux publics. La nomination d'un institutionnaliste à ce poste particulièrement exposé en raison de la grève en cours des camionneurs fut la cause directe de la crise qui ébranla l'aviation à partir du 17 août.

Comme on pouvait s'y attendre, Ruiz mit en oeuvre une politique favorable aux camionneurs en grève qui l'isola au sein du gouvernement. Contraint de remettre sa démission huit jours à peine après avoir été nommé, Ruiz obtempéra tout en manifestant l'intention de demeurer commandant en chef de l'armée de l'air. Pour Allende, accepter la position de Ruiz revenait à acquiescer au fait que les ministres militaires se trouvaient au gouvernement à titre individuel, et non en tant que représentants de l'institution, ce qui affaiblissait évidemment la position du président.

Allende refusa donc les termes posés par Ruiz et offrit les deux fonctions de Ruiz à son adjoint, Gustavo Leigh, qui les refusa. Sollicité à son tour, Gabriel Van Schouwen, n° 3 de l'armée de l'air, dont le neveu était un dirigeant du M.I.R. et dont on pensait, pour cette raison, qu'il n'était pas hostile à la gauche, refusa également. Mis en échec par la cohésion de l'Etat-Major de l'armée de l'air, Allende se trouvait devant l'alternative suivante: ou rechercher un accord, ou tenter l'épreuve de force en nommant un officier de confiance et de rang inférieur, ce qui aurait entraîné la mise à la retraite automatique des officiers placés avant lui sur le tableau d'avancement. Cette politique, précédemment mise en oeuvre par Ibanez qui avait ainsi éliminé en 1952 l'Etat-Major de l'armée de terre, le sera encore en 1978 lorsque - ironie du sort - Pinochet décidera de mettre 9 des 21 généraux de l'armée de l'air à la retraite d'office (10 autres ayant présenté leur démission) et de nommer commandant en chef le général classé dixième dans l'ordre hiérarchique, Fernando Matthei du corps de santé. Sachant le rapport de forces défavorable à l'exécutif, Allende décida de négocier. Un accord intervint finalement le 18 août, aux termes duquel Leigh prenait la direction de l'armée de l'air, tandis que les fonctions gouvernementales de Ruiz seraient assurées par un autre général d'aviation, Humberto Magliocchetti (qui avait été affecté comme aide de camp à Fidel Castro lors de sa visite au Chili en 1971).

Pendant ce temps, attisée par Ruiz et ses partisans, la révolte grondait sur les bases aériennes. Le 20 eut lieu une tentative de soulèvement, émotionnelle et mal organisée, qui échoua devant la fermeté de Prats et de Pinochet. La menace de Prats d'assurer lui-même la direction de l'armée de l'air en tant que ministre de la défense eut un effet dissuasif sur Ruiz et ses derniers fidèles et la crise s'acheva le lendemain par la cérémonie de passation de pouvoirs entre Ruiz et Leigh (Davis, 1985, pp. 194-195).

Sur tous les plans, le bilan de la crise de l'aviation était négatif pour le pouvoir exécutif. En premier lieu, Allende avait du concéder à Leigh le droit de ne pas cumuler la direction d'une arme et un poste ministériel qu'il avait refusé à Ruiz quatre jours plus tôt. Au delà de son injustice flagrante, cette décision retirait toute crédibilité à l'engagement institutionnel des forces armées au sein du gouvernement. En second lieu, le recul de l'exécutif face à la détermination de quelques généraux ne pouvait manquer d'encourager les partisans de la subversion. En troisième lieu, enfin, le remplacement de Ruiz par Leigh, voulu par Allende qui n'avait pas pardonné à Ruiz (pourtant une relation personnelle de longue date d'Allende – Canessa, 1995, p. 175) ses hésitations durant le «Tancazo», était loin de renforcer le camp loyaliste de l'armée.

Le gouvernement dit «de sécurité nationale» vivait alors ses dernier jours; affaibli par la crise de l'aviation, il ne put survivre à celles de l'armée de terre et de la marine. On arrivait ainsi à une situation imprévue où l'engagement institutionnel des forces armées au sein du gouvernement, qui était censé accroître l'efficacité du pouvoir exécutif, ne parvenait qu'à le paralyser en y transférant les divisions d'une armée déchirée. Le 23 août, Prats décidait de démissionner de ses charges militaires et politiques, tandis que Montero renonçait au portefeuille des finances. Ni l'un ni l'autre ne furent officiellement remplacés, et les généraux Sepulveda et Magliocchetti demeuraient seuls à représenter les forces armées au sein d'un gouvernement agonisant, dont les fonctions cessèrent officiellement le 28 août, avec l'annonce faite par Allende de la formation d'un nouveau gouvernement.

10.8. Le dernier cabinet civico-militaire

Si le second cabinet civico-militaire n'avait duré que dix-neuf jours, son successeur, victime du coup d'Etat du 11 septembre ne put rester en fonction que deux semaines. Sa composition était proche de celle du gouvernement précédent et les quatre armes y étaient représentées, bien qu'un seul des quatre commandants en chef y figurât, le général de carabiniers Sepulveda reconduit dans ses fonctions, tout comme le général d'aviation Magliocchetti. La marine gardait la responsabilité des finances, dévolues à l'amiral constitutionnaliste Daniel Arellano, qui avait déjà été l'année précédente ministre des travaux publics et des transports, en remplacement de l'amiral Huerta démissionnaire, et l'armée de terre recevait le portefeuille des mines, attribué au général constitutionnaliste Rolando Gonzalez. Le portefeuille de la défense abandonné par Prats retournait à un civil, le socialiste Orlando Letelier, précédemment ambassadeur à Washington (pour son portrait , voir Davis, 1985, pp. 95 - 96).

L'élaboration de ce troisième gouvernement civico-militaire avait été beaucoup plus aisée que celle de son prédécesseur. Loin de s'y opposer et fidèle à la ligne militariste de la majorité de la classe politique chilienne, le P.D.C. avait réclamé, par la voix de son président Aylwin, qu'Allende aille encore beaucoup plus loin en nommant au moins six ministres militaires, flanqués de sous-secrétaires d'Etat militaires et de hauts fonctionnaires militaires. Contrairement à leur attitude du mois précédent, les Etats-Majors militaires n'avaient cette fois-ci manifesté que des réticences de pure forme avant d'accepter de participer au nouveau gouvernement. Cette évolution n'était évidemment pas à mettre sur le compte d'une bienveillance nouvelle à l'égard de l'exécutif, mais bien plutôt sur celui de l'habileté tactique des militaires institutionnalistes qui mettaient la dernière main à leur soulèvement militaire et entendaient dans l'intervalle afficher leur bonne volonté à l'égard du président et ne pas lui fournir d'occasion de se pencher de trop près sur les casernes. Il est par ailleurs important de noter que, mis à part Sepulveda, les trois autres ministres militaires n'avaient qu'un rang secondaire dans leurs Etats-Majors respectifs. La fiction d'un soutien de l'institution militaire au pouvoir exécutif était ainsi maintenue, mais à un coût psychologique moindre pour les militaires institutionnalistes.

L'action du nouveau gouvernement fut évidemment obérée par la dégradation de la situation militaire et la perspective d'un affrontement imminent, contre lequel le pouvoir exécutif décida de se mobiliser pleinement, alors même que les partis de l'U.P., paralysés par leurs dissensions internes, se perdaient en querelles byzantines. Sur le plan personnel, Allende multiplia les rencontres, formelles ou informelles, avec des militaires de toutes tendances dans l'espoir d'enrayer le cours du putsch. Il advint, mais rarement, que cette politique porte des fruits, comme en témoigne notamment la résistance armée qu'opposèrent au coup d'Etat les cadets de l'école des sous-officiers de carabiniers qui avaient ovationné le président comme leur invité d'honneur le 7 septembre. Sur un plan plus directement politique, le président prit lui-même en main avec l'aide de Letelier le dossier le plus urgent, celui de la crise de la marine, Letelier continuant par ailleurs à mener la politique de fermeté à l'égard des militaires séditeux qui avait été celle d'Almeyda et de Prats en faisant intenter treize procès à des officiers accusés de déloyauté pour avoir participé à la manifestation devant la maison de Prats ou distribué des tracts anti-gouvernementaux.

De son côté, Almeyda, bien que revenu aux affaires étrangères, reçut pour mission de convaincre Altamirano de se rendre à la justice, un geste qu'Allende estimait essentiel pour faire baisser la tension dans la marine, mais qu'Altamirano se refusa à accomplir. Enfin, Prats, bien que n'assurant plus aucune fonction civile ou militaire, demeurait un conseiller écouté de la présidence et des partis de gauche, comme en témoignent les réunions qu'il tient le 7 septembre avec Letelier et le 8 septembre avec Allende sur les risques de soulèvement militaire (Garcés, 1976, pp. 241 - 243).

Le pouvoir exécutif avait atteint un niveau de mobilisation sur la question militaire sans précédent depuis l'élection d'Allende. Cet effort, outre qu'il était bien tardif, ne put empêcher la réussite du coup d'Etat. Allende, qui s'attendait à affronter un soulèvement militaire de type classique, n'avait pas pris la mesure de l'évolution de l'armée au cours des dernières années et surtout des derniers mois. Son dispositif, adapté à une crise comparable à celle du Tancazo, fut impuissant face à l'armée du Chili toute entière.

CONCLUSION

Nous nous sommes proposés d'expliquer par cette thèse le processus qui conduisit l'armée chilienne à renverser en 1973 le pouvoir du président Allende. Les principales théories sur les coups d'Etat ne fournissent pas, à notre avis, de réponse complète et définitive au problème posé, en raison notamment d'une prise en compte insuffisante de la complexité des forces armées. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à d'abord définir le paradigme de l'armée chilienne par une approche multidisciplinaire (historique, économique, diplomatique et sociologique) qui nous a conduit à analyser l'idéologie produite par l'armée. Cette idéologie forgée par le sentiment d'avoir créé, protégé et agrandi le pays, et dont les composantes multiples vont du traditionalisme ibérique au traditionalisme germanique aboutit à un nationalisme intégral, excessif, mais abstrait, qui fait que l'armée estime être le dépositaire de l'idée nationale tout en incarnant elle-même ce que le Chili représente de meilleur et de plus désintéressé. On imagine donc la frustration et le mécontentement que suscite chez les militaires la réticence des pouvoirs civils successifs à investir suffisamment dans la défense nationale, ce qui équivaut à considérer avec légèreté les intérêts supérieurs de la patrie.

Ce mécontentement de l'armée à l'égard du système politique chilien l'avait amenée à de nombreuses reprises au cours de l'histoire chilienne à développer un potentiel d'affirmation autonome allant de l'apparition de courants séditieux, comme ce fut le cas dans les années 1920 et 1950, à la prise en main du pouvoir politique, comme ce fut le cas dans les années 1930. L'exaspération de l'insatisfaction militaire lors du mandat présidentiel d'Eduardo Frei, qui vit culminer le déclin de l'armée au sein de la société (ce qui entraîna en 1969 le soulèvement du «Tacnazo»), l'amena à s'intéresser à la doctrine de la sécurité nationale, qui fit évoluer sa réflexion vers un double postulat identifiant d'une part les objectifs de l'armée à ceux de la nation, et faisant d'autre part de l'accession des militaires au pouvoir le moyen de leur réalisation. La sclérose du système institutionnel chilien, et son incapacité à répondre à la demande croissante de participation populaire entraînée par la mise en oeuvre de la politique de Frei et Allende ne pouvait que conforter les militaires dans leur analyse. C'est ainsi que l'armée chilienne, institution naguère en déclin comme l'avait

montré Hansen, devint le principal soutien d'un pouvoir civil consentant avant de le suppléer par le coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Depuis longtemps l'armée, malgré son extrême discrétion sur la scène institutionnelle, avait hérité d'un certain nombre de tâches sans rapport avec la défense nationale que lui avaient transférées maints gouvernements découragés par l'inefficacité de leur administration. C'est ainsi que l'armée chilienne avait la charge de l'organisation des élections, administrait de facto les provinces australes, et s'occupait aussi bien d'enseignement technique que de travaux publics. Parfois, le pouvoir exécutif lui déléguait le maintien de l'ordre, ou chargeait généraux ou amiraux d'assurer un portefeuille ministériel particulièrement exposé.

L'avènement d'un gouvernement de gauche eut pour première conséquence que la droite chilienne, comme l'eût fait toute droite latino-américaine dans une situation semblable, se mit à regarder en direction des casernes. Il n'y avait là rien de nouveau, comme le montrent plusieurs épisodes de l'histoire chilienne tels que la guerre civile de 1891. Donc, aux lendemains de l'élection de 1970, l'armée, qui avait pourtant tenté de se protéger de l'intrusion des affaires civiles en se retirant derrière les principes de non-intervention en politique connus sous le nom de «doctrine Schneider», se trouva aussitôt agressée par la conspiration civico-militaire qui aboutit à l'assassinat de son commandant en chef. L'échec de cette conspiration, dans laquelle avaient probablement trempé certains de ses responsables, conduisit la démocratie chrétienne toujours apeurée par la gauche à agir d'une manière différente en imposant à Allende le relâchement des liens institutionnels entre l'armée et le pouvoir exécutif, ce qui eut pour conséquence d'accélérer le processus d'autonomisation des forces armées. Par ailleurs, la radicalisation du débat politique consécutif à la venue au pouvoir de l'Unité Populaire avait eu pour conséquence une paralysie croissante des institutions politiques. N'ayant pas pris la mesure de la dérive autonomiste des militaires chiliens et confiante dans la tradition civiliste de l'armée, la classe politique pensa résoudre ces difficultés en remettant à l'armée, déjà largement impliquée dans des tâches non-militaires, une part croissante de la conduite des affaires du pays. Tandis que la droite unanime se montrait confiante dans le conservatisme militaire, une large fraction de la gauche voyait en Prats le successeur de Grove ou d'Ibanez. Chacun avait raison, car la bipolarisation politique de la société chilienne s'étendait à l'armée où,

comme héritage de la réflexion collective sur la doctrine de la sécurité nationale menée à la fin de la décennie précédente, commençaient à prospérer «institutionnalistes» amis de la droite et «constitutionnalistes» soutenant le pouvoir de gauche. Bien qu'opposées, ces factions avaient cependant en commun la conviction que la nation aurait tout à gagner si l'armée se rapprochait du pouvoir.

Prise à témoin de la constitutionnalité de leur action par la gauche et la droite lors de l'épisode de la mise en accusation constitutionnelle de José Toha, l'armée se trouva bientôt chargée par ces mêmes factions de la tâche imprévue consistant à désarmer leurs propres milices, et cela alors qu'elle-même ressentait dans son corps permanent les tensions que la politique civile faisait éprouver à la société chilienne. Ainsi chargée par un quasi-consensus national d'apporter son soutien à un système politique épuisé, et à l'encontre duquel la plupart de ses membres ressentait une aversion croissante, l'armée en vint tout naturellement à investir l'appareil d'Etat au nom des intérêts supérieurs de la nation. Elle accepta donc qu'Allende nomma par centaines des officiers de toutes les armes à des postes de cadres supérieurs de l'administration civile tels que préfets, dirigeants d'entreprises nationalisées ou directeurs d'organes administratifs. La logique de cette politique devait aboutir à associer l'armée au pouvoir exécutif. Ce fut fait avec les cabinets civico-militaires.

Le niveau d'investissement de l'appareil d'Etat par l'armée était tel en septembre 1973 qu'une progression quantitative supplémentaire, telle celle proposée par la démocratie chrétienne, aurait constitué un saut qualitatif au terme duquel le pouvoir cesserait d'être aux mains des civils. Alors que la droite politique chilienne, ayant épuisé les moyens légaux qui lui auraient permis de revenir au pouvoir, avait acquiescé par avance à la mise en tutelle par l'armée de l'une des plus vieilles démocraties du continent, les appareils de la gauche s'épuisaient en querelles byzantines. Elle-même déchirée par les tensions que la classe politique avaient importées en son sein, l'armée chilienne en était venue dans sa majorité à considérer que seule la réalisation de son projet de sécurité nationale permettrait de sauver la nation du chaos. Seuls demeuraient deux obstacles à la mise en oeuvre de cette stratégie: la fermeté du président Allende et la mobilisation des masses entraînée par la dynamique populaire née de la victoire électorale de 1970 et qui, trois ans plus tard, échappait en grande partie au contrôle de la gauche institutionnelle.

L'impossibilité de réduire ces obstacles fut la raison essentielle qui fit que le transfert inévitable du pouvoir vers les militaires prit la forme violente d'un coup d'Etat et non celle d'un processus lent à l'uruguayenne que la majorité de l'opposition politique appelait de ses vœux.

C'est ainsi que le président constitutionnel de la nation et les milliers de ses partisans qui tombèrent lors du coup d'Etat échouèrent non seulement dans la défense du socialisme mais aussi, comme tous les Chiliens de gauche comme de droite, dans celle de la démocratie.

BIBLIOGRAPHIE

1) OUVRAGES

- ACQUAVIVA A., FOURNIAL G., GILHODES P., MARCELIN J.: Chili de l'Unité Populaire, Paris, Ed. Sociales, 1971, 192 p.
- ALBA Victor: El Militarismo - Ensayo Sobre un Fenomeno Politicosocial Iberoamericano, Mexico, Ed. de U.N.A.M., 1959, 289 p.
- ALEXANDER Robert J. : Communism in Latin America, New Brunswick (N-J), Rutgers University Press, 1957, 449 p.
- ALEXANDER Robert J.: The tragedy of Chile, Westport and London, Greenwood Press, 1978., 509 p.
- ANDERSON Charles: Politics and Economic Change in Latin America, Princeton, Toronto and London, D. Van Nostrand Cy., 1967, 388 p.
- ARRIAGADA HERRERA Genaro: De la via chilena a la via insurreccional, Santiago, Ed. del Pacifico, 1974, 329 p.
- ARRIAGADA HERRERA Genaro: Pinochet, The Politics of Power, Boston, Unwin Hyman Inc., 1988, 196 p.
- BANDEIRA RANGEL Antonio : The Ideological Struggle in Chile : the Middle-Class and the Military, Toronto, Ed. Brazilian Studies, 1975, 70 p.
- BARBER Willard F. et RONNING C. Neale: Internal Security and Military Power, Ohio State University Press, 1966, 338 p.
- BIENEN Henry (sous la direction de): The Military intervenes – Case Studies in Political Development, New York, Russell Sage Foundation, 1968, 175 p.
- BOIZARD «PICOTON» Ricardo: Proceso a una traición, Santiago, Ed. Encina, 1974, 190 p.
- BUSTAMANTE Fernando: Los paradigmas en el estudio del militarismo en America Latina, documento de trabajo, programa FLACSO, Santiago de Chile, N° 320, octobre 1986, 37 p.
- CANESSA ROBERT Julio : Quiebre y recuperacion del orden institucional en Chile : el factor militar 1924-1973, Santiago, Ed. Emerida, 1995, 284 p.

- CAVALLO Ascanio, SALAZAR Manuel et SEPULVEDA Oscar : La historia oculta del regimen militar, Chile 1973-1988, Santiago, Editorial Grijalbo, 1997, 552 p.
- COLLECTIF Ouvrage: Chili, le dossier noir, Paris, Ed. Gallimard, 1974, 352 p.
- COLLECTIF Ouvrage : Las Fuerzas Armadas de Chile – Album Historico, Santiago, Empresa Editora Atenas, 1928, 1220 p.
- COLLECTIF Ouvrage: Les complots de la C.I.A., Paris, Ed. Stock, 1976, 599 p.
- COLLIER David (sous la direction de) : The new authoritarianism in Latin America, Princeton, Princeton University Press, 1979, 456 p.
- COMBLIN Joseph: Le pouvoir militaire en Amérique Latine - L'idéologie de la sécurité nationale, Paris, Ed. J.P. Delarge, 1977, 229 p.
- COMITE DE SOUTIEN A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN: Chili, l'affrontement de classes, Paris, 1973, 94 p.
- CORDOVA-CLAURE Ted: ¿Chile, si? Los primeros 800 días, Santiago, Ed. de la Flor, 1973, 158 p.
- CORLAZZOLI Pablo : Los regimenes militares en America latina : estructuracion e ideologia : los casos de Brasil, Chile y Uruguay, Montevideo, Ed. del nuevo mundo, 1987, 137 p.
- CORPORACION DE ESTUDIOS PARA EL DESARROLLO : Democracia y Fuerzas Armadas, Quito, CORDES, 1988, 379 p.
- DAALDER H. : The role of the Military in the Emerging Countries, S'Gravenhage, Ed. Mouton & Co., 1962, 25 p.
- DABEZIES Pierre: La spécificité militaire, cours professé à l'I.E.P. de Paris, 1976/1977
- DAVIS Harold Eugene (sous la direction de): Government and Politics in Latin America, New York, The Ronald Press Co., 1958, 539 p.
- DAVIS Nathaniel: The Last Two Years of Salvador Allende, Ithaca N.Y., Cornell University Press, 1985, 480 p.
- DEBRAY Régis: Entretiens avec Salvador Allende sur la situation au Chili, Paris, Ed. Maspero, 1971, 179 p.
- DEBRAY Régis: La critique des armes, Paris, Ed. du Seuil, 1974, 324 p. (t.1) et 382 p. (t.2)
- DE RIZ Liliana: Sociedad y política en Chile (de Portales a Pinochet), Mexico, Ed. de U.N.A.M., 1979, 219 p.
- DESLOIS Christian: Chili, novembre 1970 - Janvier 1974 - Réforme ou révolution?, Paris, Ed. Gilles Tautin, 1974, 151 p.

- DUHAMEL Olivier: Chili ou la tentative - Révolution / légalité, Paris, Ed. Gallimard, 1974, 278 p.
- DUPOY Georges: La chute d'Allende, Paris, Ed. Robert Laffont, 1983, 321 p.
- EINAUDI Luigi R. et STEPAN III Alfred C.: Latin American Institutional Development : Changing Military Perspectives in Peru and Brazil, Santa Monica, The Rand Corporation, 1971, 132 p.
- FAUCHER Philippe: Le Brésil des militaires, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981, 367 p.
- FEIT Edward : The Armed Bureaucrats, Boston, Houghton Mifflin Company, 1973, 199 p.
- FINER Samuel E.: The man on horseback - The Role of the Military in Politics, New York / London, Frederick A. Praeger Publishers, 1962, 268 p.
- FITCH John Samuel: The Military Coup d'Etat as a Political Process - Ecuador, 1948 - 1966, Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 1977, 243 p.
- GARCES Joan E.: Le problème chilien - Démocratie et contre-révolution, Verviers, Ed. Marabout, 1975, 349 p.
- GARCES Joan E.: Allende et l'expérience chilienne, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1976, 286 p.
- GARCIA Pío: Las Fuerzas Armadas y el golpe de estado en Chile (selección de textos de la revista Chile Hoy), Mexico, Siglo Veintiuno Ed., 1974, 489 p.
- GARCIA Pío: Las Fuerzas Armadas y el golpe de estado en Chile, Mexico, Ed. CELA, 1974, 55 p.
- GARCIA PINO Gonzalo et MONTES IBANEZ Juan Esteban: Subordinacion Democratica de los Militares – Exitos y Fracasos en Chile, Providencia, Editorial Atena, 1994, 482 p.
- GARRETON Manuel Antonio: The Chilean Political Process, Boston, Ed. Unwin Hyman, 1989, 220 p.
- GIL Federico: The Political System of Chile, Boston, Houghton Mifflin Co., 1966, 323 p.
- GIL Federico G., LAGOS Ricardo E. et LANDSBERGER Henry A. (sous la direction de): Chile at the turning point - Lessons of the socialist years 1970 - 1973, Philadelphia, Institute for the Study of Human Issues Publications, 1979, 480 p.

- GIRARDET Raoul (sous la direction de): La crise militaire française 1945 - 1962 – Aspects sociologiques et idéologiques, Paris, Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1964, 236 p.
- GUTTERIDGE William : Military Institutions and Power in the New States, London and Dunmow, Pall Mall Press, 1964, 182 p.
- HALPERIN Ernst: Nationalism and Communism in Chile, Cambridge (Mass.), The M.I.T. Press, 1965, 267 p.
- HAMON Léo (sous la direction de): Le rôle extra-militaire de l'Armée dans le Tiers-Monde, Paris, Presses Universitaires de France, 1966, 459 p.
- HANSEN Roy A.: Military Culture and Organizational Decline: a Study of the Chilean Army, Los Angeles, UCLA Ph.D. dissertation, 1967, 354 p.
- HERMET Guy: Aux frontières de la démocratie, Paris, Presses Universitaires de France, 1983, 256 p.
- HERMET Guy: Le peuple contre la démocratie, Paris, Ed. Fayard, 1989, 310 p.
- HOROWITZ Irving Louis: The Rise and Fall of Project Camelot, Studies in the relationship between social science and practical politics, Cambridge, M.I.T. Presses, 1967, 385 p.
- HOVEY Harold A.: United States Military Assistance - A study of policies and practices, New York, Washington and London, Frederick A. Praeger Publishers, 1965, 306 p.
- HUNTINGTON Samuel Phillips: Political Order in Changing Societies, New Haven, Yale University Press, 1968, 488 p.
- HUNTINGTON Samuel Phillips: The Soldier and the State, Cambridge, Harvard University Press, 1957, 354 p.
- JANOWITZ Morris: Military Institutions and Coercion in the Developing Nations, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1977, 211 p.
- JANOWITZ Morris: The Professional Soldier – A social and political portrait, New York (The Free Press) and London (Collier – Mac Millan Ltd.), 1971, 464 p.
- JANOWITZ Morris et VAN DOORN Jacques: On Military Intervention, Rotterdam University Press, 1971, 520 p.
- JOHNSON Dale L. (sous la direction de): The Chilean Road to Socialism, Garden City (N-J), Anchor Books – Anchor Press/Doubleday, 1973, 546 p.

- JOHNSON John J.: The Military and Society in Latin America, Stanford, Stanford University Press, 1965, 308 p.
- JOHNSON John J. (sous la direction de): The Role of the Military in Underdeveloped Countries, Princeton (N-J), Princeton University Press, 1962, 423 p.
- JOXE Alain: Las Fuerzas Armadas en el sistema político chileno, Santiago, Ed. Universitaria, 1970, 176 p.
- JOXE Alain: Le Chili sous Allende, Paris, Ed. Gallimard, 1974, 263 p.
- KAVANAGH Dennis et PEELE Gillian (sous la direction de): Comparative Government and Politics, Boulder, Westview Press, 1984, 247 p.
- KLARE Michael T.: War without End – American planning for the next Vietnams, New York, First Vintage Book Edition, 1972, 464 p.
- LABARCA GODDARD Eduardo: Chile al rojo, Santiago, Ed. De la Universidad Tecnica del Estado, 1971, 398 p.
- LABARCA GODDARD Eduardo: Chile invadido - Reportaje a la intromision extranjera, Santiago, Ed. Austral, 1968, 349 p.
- LABROUSSE Alain: L'expérience chilienne - Réformisme ou révolution?, Paris, Ed. du Seuil, 1972, 402 p.
- LAMBERT Jacques : Amérique Latine – Structures sociales et institutions politiques, Paris, Presses Universitaires de France, 1968, 487 p.
- LAMOUR Catherine: Le pari chilien, Paris, Ed. Stock, 1971, 314 p.
- LECHNER Norbert: La democracia en Chile, Buenos Aires, Ediciones Signos, 1970, 177p.
- LIEUWEN Edwin: Generals vs. Presidents - Neomilitarism in Latin America, London, Pall Mall Press, 1964, 160 p.
- LIPSET Seymour P. et SOLARI Aldo E. (sous la direction de): Elites y desarrollo en America Latina, Buenos Aires, Ed. Paidos, 1967, 514 p.
- LLAMBIAS WOLFF Jaime: Las Fuerzas Armadas chilenas y el golpe de estado en 1973, Montréal, M.A. Dissertation, Mac Gill University, 1977, 253 p.
- LOBIER Daniel: La voie militaire vers le coup d'Etat: Chili 1973 - Portugal 1974, Montpellier, Thèse de 3e. cycle, Université Montpellier III, 1980, 408 p.
- LOFTUS Joseph E. : Latin American Defense Expenditures 1938-1965, Santa Monica, The Rand Corporation, 1968, 132 p.

- LOVEMAN Brian et DAVIES Thomas M. (sous la direction de) : The Politics of Antipolitics – The Military in Latin America, Lincoln and London, University of Nebraska Press, 1978, 305 p.
- LOWENTHAL Abraham (sous la direction de) : Armies and Politics in Latin America, New York and London, Holmes & Meier Publishers, 1976, 356 p.
- MAC WILLIAMS Wilson C. (sous la direction de) : Garrisons and Governments – Politics and the Military in New States, San Francisco, Chandler Publishing Company, 1967, 340 p.
- MARTZ John D. (sous la direction de) : The Dynamics of Change in Latin American Politics, Englewood Cliffs (N-J), Prentice-Hall Inc., 1965, 283 p.
- MEDHURST Kenneth (sous la direction de) : Allende's Chile, London, Hart-Davis, Mc. Gibbon, 1972, 202 p.
- MILLAS Hernan: La Familia Militar, Santiago, Editorial Planeta, 1999, 125 p.
- MONCAYO GALLEGOS Paco: Fuerzas Armadas y Sociedad, Quito, Corporacion Editora Nacional, 1995, 194 p.
- MORENO Francisco José: Legitimacy and Stability in Latin America - A Study of Chilean Political Culture, New York, NYU Presses, 1969, 197 p.
- MOSS Robert: Chile's Marxist Experiment, Newton Abbott, Devon, Ed. David & Charles, 1973, 225 p.
- NEEDLER Martin C.: Anatomy of a Coup d'Etat: Ecuador 1963, Washington, Institute for the Comparative Study of Political Systems, 1965, 54 p.
- NORTH Liisa: Civil-Military Relations in Argentina, Chile and Peru, Berkeley, Institute of International Studies, U.C.B., 1966, 86 p.
- NORTH Liisa et KOROVKIN Tanya: The Peruvian Revolution and the Officers in Power 1967-1976, Montréal, Centre for Developing Area Studies, Mac Gill University, 1981, 135 p.
- NUNN Frederick M.: Chilean Politics 1920 - 1931 The Honorable Mission of the Armed Forces, Albuquerque, New Mexico University Presses, 1970, 219 p.
- NUNN Frederick M.: The military in Chilean History - Essays on Civil-Military Relations 1870 - 1973, Albuquerque, New Mexico University Presses, 1976, 343 p.
- O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe et WHITEHEAD Laurence: Transitions from Authoritarian Rule - Latin America, The John Hopkins University Press, Baltimore and London, 1986, pagination multiple

- PALACIOS Jorge: Chile - An Attempt at Historic Compromise - The Real Story of the Allende Years, Chicago, Ed. Banner Press, 1979, 519 p.
- PETRAS James F. et MORLEY Morris M. : How Allende fell – A Study in US - Chilean Relations, Nottingham, Spokesman Books, 1974, 125 p.
- PETRAS James F. et ZEITLIN Maurice (sous la direction de) : Latin America : Reform or Revolution ?, New York, Fawcett Publications, 1968, 511 p.
- PHILIP George : The Military in South American Politics, London, Sydney and Dover, Croom Helm Ltd., 1985, 394 p.
- PIERRE-CHARLES Gérard (sous la direction de) : El Control Político en el Cono Sur, Mexico, Siglo Veintiuno editores, 1976, 302 p.
- PIKE Fredrick B. : Chile and the United States, 1880-1962, Notre Dame (Indiana), University of Notre Dame Press, 1963, 466 p.
- POLLONI ROLDAN Alberto: Las Fuerzas Armadas de Chile en la vida nacional, Santiago, Ed. Andres Bello, 1972, 483 p.
- PRATS GONZALEZ Carlos: Memorias, testimonio de un soldado, Santiago, Pehuén Editores, 1985, 610 p.
- RATTENBACH Benjamin : El sistema social-militar en la sociedad moderna, Buenos Aires, Editorial Pleamar, 1972, 152 p.
- REMMER Karen L. : Military rule in Latin America, Boston, Ed. Unwin Hyman, 1989, 213 p.
- RIVAS SANCHEZ Fernando et REIMAN WEIGERT Elizabeth: Las Fuerzas Armadas de Chile : Un caso de penetración imperialista, Mexico, Ed.75, 1976, 295 p.
- ROJAS SANDFORD Robinson: The Murder of Allende and the end of the Chilean way to socialism, New York, Ed. Harper & Row, 1976, 274 p.
- ROUQUIE Alain: Pouvoir militaire et société politique en République Argentine, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977, 772 p.
- ROUQUIE Alain: L'Etat militaire en Amérique Latine, Paris, Ed. du Seuil, 1982, 476 p.
- ROUQUIE Alain (sous la direction de): Les partis militaires au Brésil, Paris, Presses de la F.N.S.P., 1980, 139 p.
- ROXBOROUGH Ian, O'BRIEN Philip et RODDICK Jackie: Chile: The State and the Revolution, London, Macmillan Press, 1977, 304 p.
- SARGET Marie-Noëlle: Système politique et Parti Socialiste au Chili – Un essai d'analyse systémique, Paris, Ed. L'Harmattan, 1994, 447 p.

- SCHMITT Karl M. et BURKS David D.: Evolution or Chaos – Dynamics of Latin American Government and Politics, London and Dunmow, PallMall Press, 1963, 308 p.
- SEPULVEDA ALMARZA Alberto: Es posible la Democracia en America Latina, Santiago, CESOC Ediciones, 1995, 240 p.
- SIGMUND Paul Eugene: The Overthrow of Allende and the Politics of Chile 1964-1976, Pittsburgh, University of Pittsburgh Presses, 1977, 326 p.
- SOBEL Lester Albert: Chile & Allende, New York, Ed. Facts on File Inc., 1974, 190 p.
- SOLAUN Mauricio et QUINN Michael A.: Sinners and Heretics - The Politics of Military Intervention in Latin America, Urbana, Chicago and London, University of Illinois Press, 1973, 228 p.
- SOTELO Ignacio: America Latina: Un ensayo de interpretacion, Madrid, Centro de Investigaciones Sociologicas, 1980, 171 p.
- STEPAN Alfred: The Military in Politics - Changing Patterns in Brazil, Princeton and London, Princeton University Press, 1971, 313 p.
- STEPAN Alfred: Rethinking Military Politics - Brazil and the Southern Cone, Princeton and London, Princeton University Press, 1988, 168 p.
- TOMASEK Robert D. (sous la direction de): Latin American Politics – 24 Studies of the Contemporary Scene, Garden City (N-Y), Anchor Books – Doubleday & Cy., 1966, 588 p.
- TOURAINÉ Alain: Vie et mort du Chili populaire, Paris, Ed. du Seuil, 1973, 284 p.
- TOURAINÉ Alain: La parole et le sang, Paris, Ed. Odile Jacob, 1988, 533 p.
- URIBE Armando: Le livre noir de l'intervention américaine au Chili, Paris, Ed. du Seuil, 1974, 224 p.
- VALENZUELA Arturo: The Breakdown of Democratic Regimes - Chile, Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 1978, 140 p.
- VALENZUELA Arturo (sous la direction de): Military Rule in Chile - Dictatorship and Oppositions, Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 1986, 331 p.
- VALENZUELA Arturo et VALENZUELA J. Samuel (sous la direction de) : Chile, Politics and Society, New Brunswick (N-J), Transaction Books, 1976, 399 p.
- VAN DOORN Jacques (sous la direction de): Military profession and military regimes, commitments and conflicts, La Haye et Paris, Mouton, 1969, 304 p.

- VAN DOORN Jacques (sous la direction de) : Armed Forces and Society, sociological Essays, La Haye et Paris, Mouton, 1968, 386 p.
- VARAS Augusto (sous la direction de) : Democracy under Siege – New Military Power in Latin America, New York, Westport (CT) and London, Greenwood Press, 1989, 222 p.
- VARAS Florencia: Gustavo Leigh, el general disidente, Santiago, Ed. Aconcagua - colección Lautaro, 1979, 170 p.
- VARAS Florencia et VERGARA José Manuel: Coup ! Allende's last day, New York, Ed. Stein and Day, 1975, 182 p.
- VARGAS Luis, SANTALUCIA Patricia et alia: Chile bajo la junta - Economía y sociedad en la dictadura militar chilena, Madrid, Ed. Zero, 1976, 449 p.
- VELIZ Claudio (sous la direction de) : Obstacles to Change in Latin America, London, New York and Toronto, Oxford University Press, 1965, 263 p.
- VERDUGO Patricia: Allende, como la Casa Blanca provoco su muerte, Santiago, Catalonia Ltda., 2003, 207 p.
- VIAL Gonzalo: Pinochet, La Biografia, Santiago, El Mercurio – Aguilar Chilena de Ediciones, 2002, 759 p.
- VITALE Luis: Interpretacion marxista de la historia de Chile, Barcelone, Ed. Fontamara, 1980, 219 p.
- WESSON Robert (sous la direction de) : The Latin American Military Institution, New York, Westport and London, Greenwood Press, 1986, 234 p.
- WOLPIN Miles D. : Cuban Foreign Policy and Chilean Politics, Lexington (Mass.), Lexington Books (D.C. Heath & Cy.), 1972, 415 p.
- ZAGORSKI Paul W.: Democracy vs. National Security – Civil-Military Relations in Latin America, Boulder and London, Lynne Rienner Publishers, 1992, 217 p.
- ZAMORA Sergio: Après septembre, Paris, Ed. Florent-Massot, 1994, 190 p.

2) PERIODIQUES

- A.I.D. : «Excerpts from A.I.D.'s Presentation of the Case for Increased Aid to Chile in the Months Preceding Allende's Election», compiles dans *Inter-American Economic Affairs*, vol. XXIV n° 3, hiver 1970, pp. 85 - 94
- ALMEYDA MEDIDA Clodomiro: «El problema militar en la experiencia de la Unidad Popular chilena», *Chile-America* n° 37 - 38, novembre / décembre 1977, pp. 63 - 71
- ALTAMIRANO Carlos: «Anniversaire en triomphe pour le 38eme. anniversaire du P.S.», Tricontinental, La Habana, 09/10/1971 traduit dans *Problèmes Politiques et Sociaux* n° 152 - 153, décembre 1972, p. 45
- AMPUERO Raul: «Las armas invisibles del fascismo militar», *Chile-America* n° 10-11, 1975, pp. 56 - 63
- ANONYME: «El neomilitarismo en America Latina», *Universitas*, n° 90, juin 1996, pp. 153 - 168
- AUCLAIR Marcelle: «Les illusions de la haute société», *Le Monde*, 4 octobre 1973
- BAINES John M. : «U.S. Military Assistance to Latin America», *Journal of Inter - American Studies and World Affairs*, vol. XIV n° 4, novembre 1972, pp. 469 - 487
- BALART CONTRERAS René: «Las fuerzas armadas y la historia política chilena», *Punto Final*, supplément au n° 187, 3 juillet 1973
- BOBROW Davis B.: «The Civic Role of the Military: some critical hypotheses», *Western Political Quarterly*, vol. XIX n° 1, mars 1966, pp. 101 - 111
- BOURRICAUD François : «Los militares : por qué y para qué ?», *Aportes*, n° 16, avril 1970, pp. 13 - 55
- BOWMAN Kirk S. : «Taming the Tiger: Militarization and Democracy in Latin America», *Journal of Peace Research*, vol. 33 n° 3, août 1996, pp. 289 - 308
- BRAVO LIRA Bernardino : «Ejercito y estado de derecho en Chile (siglos XVI al XX)», *Estudios Publicos*, n° 61, été 1996, pp. 197 - 268
- CASE Robert P. : «El entrenamiento de los militares latino-americanos en los Estados Unidos», *Aportes*, n° 6, octobre 1967, pp. 44 - 56

- CASTILLO Fernando, ECHEVERRIA Rafael et LARRAIN Jorge : «Las masas, el Estado y Problema del poder en Chile», *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n° 16, avril 1973
- CORBETT Charles D. : «Politics and Professionalism : The South American Military», *Orbis*, vol. XVI n° 4, hiver 1973, pp. 927 - 951
- CORDOVA-CLAURE Ted: «Las FF.AA. de Chile ante el proceso de cambio», *Estrategia*, 07/08/1972, pp. 20 - 23
- CUAMEA VELAZQUEZ Felipe : «Militares en política : Intervencion y Retirada», *Revista Occidental*, n° 3, 1996, pp. 207 - 244
- CUELLAR Oscar : «Notas sobre la participacion política de los militares en America Latina», *Aportes*, n° 19, janvier 1971, pp. 6 - 41
- DARDE Jean-Noël et SANTI Isabel: «Des arbitres en uniforme», *Le Monde Diplomatique*, septembre 1973
- DIAZ Mario: «La CIA y la derecha en el asesinato del Edecán», *Punto Final*, n° 190, 14 août 1973, pp. 26 - 29
- DICKSON Thomas I. Jr.: «An approach to the study of the Latin American military», *Journal of Inter-American Studies and World Affairs*, vol. XIV n° 4, novembre 1972, pp. 469 - 487
- DOCUMENTATION FRANCAISE La: «Chili 1970», *Notes et Etudes Documentaires*, 31 mars 1971, N°s 3776 - 3777
- DOCUMENTATION FRANCAISE La: «Les forces armées mondiales en 1970», *Notes et Etudes Documentaires*, 1971, N°s 3812 - 3813 - 3814
- EINAUDI Luigi et GOLDHAMER Herbert : «An Annotated Bibliography of Latin American Military Journals», *Latin American Research Review*, vol. II, n° 2, 1967, pp. 95 - 122
- FREDERICK Robert: «Au Chili, une armée à la recherche de son âme», *Le Casoar*, n° 50, juin 1973, pp. 9 - 12
- GARCES Joan: «La trahison des généraux», *L'Unité*, 28 septembre 1973
- GARCIA Nicolas: «Las FF.AA. caen en la trampa derechista», *Punto Final*, n° 190, 14 août 1973, pp. 6 - 7
- GARCIA MARQUEZ Gabriel: «Autopsie d'un assassinat», *Le Nouvel Observateur*, 4 mars 1974

- GILLY Adolfo : «Nuestra modernidad, entre la Iglesia y los Ejercitos», *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, n° 161, 1995, pp. 137 - 159
- GLICK Edward B.: «The nonmilitary use of the Latin American Military: a more realistic approach to arms control and economic development», *Background*, vol. VIII n° 3, novembre 1964, pp. 161 - 173
- GONZALEZ ROJAS René: «Contribución de las fuerzas armadas al desarrollo economico», *Estrategia*, 07/08/1969, pp. 98 - 110
- GUILLEN Fedro : «Militarismo y golpes de Estado en America Latina», *Cuadernos Americanos*, vol. CXL, n° 3, mai-juin 1965, pp. 7 - 19
- HAAHR James C. : «Military Assistance to Latin America», *Military Review*, vol. XLIX, n° 5, mai 1969, pp. 12 - 21
- HOPKINS Keith : «Civil-military relations in developing countries», *The British Journal of Sociology*, vol. XVII, n° 2, juin 1966, pp.165 - 182
- HOROWITZ Irving Louis: «La norma de la ilegitimidad : hacia una teoria general del desarrollo politico latinoamericano», *Revista mexicana de sociologia*, vol. XXX, n° 2, avril-juin 1968, pp. 299 - 322
- HOROWITZ Irving Louis : «The Military of Latin America», *Economic Development and Cultural Change*, vol. XIII, n° 2, janvier 1965, pp. 238 - 242
- HOROWITZ Irving Louis et TRIMBERGER Ellen Kay : «State Power and Military Nationalism in Latin America», *Comparative Politics*, vol. 8, n° 2, janvier 1976, pp. 223 - 244
- HYMAN Elizabeth H. : «Military Power and Political Change in Latin America», *Survival*, vol. XV, n° 2, mars-avril 1973, pp. 65 - 72
- HYMAN Elizabeth H. : «Soldiers in Politics : New Insights on Latin American Armed Forces», *Political Science Quarterly*, vol. LXXXVII, n° 3, septembre 1972, pp. 401 - 418
- JOXE Alain : «L'armée chilienne et les avatars de la transition», *Les Temps Modernes*, n° 323, juin 1973, pp. 2006 - 2036
- JOXE Alain: «Lutte légale contre affrontement armé», *Politique aujourd'hui*, 07/08/1972, pp. 88 - 93
- JOXE Alain: «Transition vers le socialisme ou transition vers la transition», *Frontière*, n° 4, mars 1973
- JOXE Alain: «Après l'octobre chilien», *Critique Socialiste*, mars 1973

- JOXE Alain: «Comment une armée devient putschiste, cas de l'armée chilienne», *Critique Socialiste*, n° 17, mars 1974
- KELLY George A. : «The Global Civil-Military Dilemma», *The Review of Politics*, vol.25, n° 3, juillet 1963, pp. 291 - 308
- KEMP Geoffrey: «Rearmament in Latin America», *The World Today*, vol. 23, n°9, septembre 1967, pp. 375 - 384
- KJELLBERG Francesco : «Some Cultural Aspects of the Military Profession», *Archives Européennes de Sociologie*, tome VI n° 2, 1965, pp. 283 - 293
- KOSSOK Manfred : «The Armed Forces in Latin America: Potential for Changes in Political and Social Functions», *Journal of Interamerican studies and World Affairs*, vol. XIV, n° 4, novembre 1972, pp. 375 - 398
- LABREVEUX Philippe: «Divisions et unité de la junte chilienne», *Le Monde*, 20 et 21 décembre 1973
- LABROUSSE Alain: «Chili, de nouveaux types d'affrontements sociaux», *Politique-hebdo*, n° 54, 23 novembre 1972
- LABROUSSE Alain: «Elections proches et révolution lointaine», *Politique-hebdo*, n° 55, 30 novembre 1972
- LABROUSSE Alain: «Les moyens militaires de la gauche», *Le Monde*, 14 septembre 1973
- LECHNER Norbert : «La problemática actual del Estado y el Derecho en Chile», *Cuadernos de la Realidad Nacional*, n° 15, décembre 1972, pp. 15 - 56
- LIEUWEN Edwin : «The Changing Role of the Military in Latin America», *Journal of Inter American Studies*, vol. III, n° 3, juillet 1961, pp. 559 - 569
- LLAMBIAS-WOLFF Jaime: «Las fuerzas armadas chilenas y la burocracia militar», *Chile-America*, n° 37 - 38, novembre / décembre 1977, pp. 72 - 75
- MAC ALISTER Lyle N.: «Changing Concepts of the Role of the Military in Latin America», *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 360, juillet 1965, pp. 85 - 99
- MAC ALISTER Lyle N.: «Civil-Military Relations in Latin America», *Journal of Inter-American Studies*, vol. III, n° 3, juillet 1961, pp. 341 - 350
- MAC ALISTER Lyle N. : «Recent Research and Writings on the Role of the Military in Latin America», *Latin American Perspectives*, vol. II, n° 1, 1966, pp. 5 - 36
- NEEDLER Martin C.: «Military motivations in the seizure of power», *Latin American Research Review*, vol. X, n° 3, automne 1975, pp. 63 - 79

- NEEDLER Martin C.: «Political Development and Military Intervention in Latin America», *The American Political Science Review*, vol. LX, n° 3, septembre 1966, pp. 616 - 626
- NEEDLER Martin C.: «The Latin American Military: Predatory reactionaries or Modernizing Patriots?», *Journal of Inter-American Studies*, vol. XI, n° 2, avril 1969, pp. 237 - 244
- NEF Jorge: «The politics of repression: the social pathology of the Chilean military», *Latin American Perspectives*, n° 1, été 1974, pp. 58 - 77
- NIEDERGANG Marcel: «Chili, la montée des périls- III) Le silence de l'armée», *Le Monde*, 4 / 5 juin 1972
- NIEDERGANG Marcel: «Le général Pinochet révèle qu'un coup d'Etat militaire était envisagé depuis le mois d'avril 1972», *Le Monde*, 15 mars 1974
- NIEDERGANG Marcel: «Les dissensions au sein de l'armée», *Le Monde*, 22 mars 1974
- NORDLINGER Eric A. : «Soldiers in Mufti: The Impact of Military Rule upon Economic and Social Change in the Non-Western States», *The American Political Science Review*, vol. LXIV, n° 4, décembre 1970, pp. 1131 - 1148
- NORDMANN Joë: «Le Chili sous la botte», *Le Monde Diplomatique*, décembre 1973
- NORTH Liisa: «Los militares en la politica chilena», *Chile - America* n° 10 - 11, 1975, pp. 64 - 82
- NUN José : «America Latina : La crisis hegemonica y el golpe militar», *Desarrollo Economico*, vol. VI, n° 22 - 23, juillet - décembre 1966, pp. 355 - 415
- NUNN Frederick M. : «New Thoughts on Military Intervention in Latin American Politics: The Chilean Case, 1973», *Journal of Latin American Studies*, vol. 7 part 2, novembre 1975, pp. 271 - 304
- O'DONNELL Guillermo: «Les tensions de l'Etat bureaucratique-autoritaire et la question de la démocratie», *Revue de l'Institut de Sociologie*, 1979
- O'DONNELL Guillermo : «Modernizacion y golpes militares (Teoria, comparacion y el caso argentino)», *Desarrollo Economico*, vol. 12, n° 47, octobre - décembre 1972, pp. 519 - 566
- PARRA Bosco: «Una dimension del 11 de Septiembre que no se puede olvidar», *Chile-America*, n° 10 - 11, 1975, p. 55
- PETRAS James F.: «L'Amérique latine, banc d'essai d'un nouveau totalitarisme», *Le Monde Diplomatique*, avril 1977

- PIACENTINI Pablo: «La doctrina Schneider-Prats y el gobierno de la Unión Popular», *Estrategia*, 07/08/1972, pp. 24 - 28
- PICKERING Guillermo: «Formacion de la personalidad militar: conociendonos para comprendernos», *Mensaje*, vol. XXXV, n° 355, décembre 1986, pp. 516 - 518
- POBLETE Sergio: «Algunas apuntas sobre la historia de las fuerzas armadas chilenas», *Institute for the new Chile*, n° 02/79
- POWELL John Duncan: «Military assistance and militarism in Latin America», *Western Political Quarterly*, vol. XVIII, juin 1965, pp. 382 - 392
- PRATS Carlos (entretien avec): «Notre armée joue un rôle important dans le pays», *Politique-hebdo*, n° 81, 31 mai 1973
- PRATS Carlos: «La doctrina Schneider», *Estrategia*, 11/12 1973, pp. 73 - 77
- PUTNAM Robert D.: «Toward explaining Military Intervention in Latin American Politics», *World Politics*, vol. XX, n° 1, octobre 1967, pp. 83 - 110
- RAPOPORT David C.: «The Political Dimensions of Military Usurpation», *Political Science Quarterly*, vol. LXXXIII, n° 4, décembre 1968, pp. 551 - 572
- RAZETO Luis: «Clases sociales, crisis del estado y militarismo en America Latina», *Chile-America*, n° 37 - 38, novembre / décembre 1977
- ROPP Steve C.: «The Military and Urbanization in Latin America: Some Implications of Trends in Recruitment», *Inter-American Economic Affairs*, vol. XXIV, n° 2, automne 1970, pp. 27 - 35
- ROSSANDA Rossana: «Chili, an l», *Les Temps Modernes*, n° 306, janvier 1972
- RUHL J. Mark: «Social Mobilization, Military Tradition and Current Patterns of Civil-Military Relations in Latin America: testing Putnam's Major Conclusions», *Western Political Quarterly*, vol. XXXV, n° 4, décembre 1982, pp. 574 - 586
- RUIZ TAGLE Jaime: «Nacionalismo, democracia y desarrollo - La proposito del 11 de Septiembre», *Mensaje*, n° 243, octobre 1975, pp. 407 - 410
- SEPULVEDA Alberto: «El militarismo desarrollista en America Latina», *Foro Internacional*, vol. XIII, n° 1, juillet-septembre 1972, pp. 45 - 65
- SILVA ORTIZ Jorge, CASTILLO ALIAGA Alamiro et GALAZ GUZMAN Ernesto: «Democracia y fuerzas armadas», *Institute for the New Chile*, n° 07 / 79
- STAVENHAGEN Rodolfo: «Seven Erroneous Theses About Latin America», *New University Thought*, vol. IV, n° 4, hiver 1966 - 1967, pp. 25 - 37

- STEENLAND Kyle: «The coup in Chile», *Latin American Perspectives*, n° 1, été 1974, pp. 9 - 17
- SWEEZY Paul M.: «Chile: The Question of Power», *Monthly Review*, vol. 25, n° 7, décembre 1973, pp. 1 - 11
- THOMAS Jack Ray: «The Socialist Republic of Chile», *Journal of Inter-American Studies*, vol. VI, n° 2, avril 1964, pp. 203-220
- VALDEZ PALLETE Luis : «Antecedentes de la nueva orientacion de las fuerzas Armadas en el Peru», *Aportes*, n° 19, janvier 1971, pp. 163 - 181
- VALENZUELA Arturo et VALENZUELA J. Samuel : «Books in Review : Visions of Chile», *Latin American Research Review*, vol. X, n° 3, automne 1975, pp. 155 - 175
- VANDYCKE Robert: «Les appareils militaires dans les formations sociales dépendantes d'Amérique latine», *Sociologie et Sociétés*, III, 2, pp. 175-188
- VANDYCKE Robert: «Structure et changement social dans les sociétés dominées - Quelques réflexions à propos des thèses d'Alain Touraine», *Sociologie et Sociétés*, X, 2, pp. 75-85
- VARLIN Thomas: «Pinochet géographe», *Hérodote*, n° 5, janvier-mars 1977 pp. 109 - 118
- VIERA GALLO José Antonio: «Esquema anilitico de la ideologia de la junta militar chilena: un fascismo dependiente», *Chile-America*, n° 8/9, 1975, pp. 33 - 41
- VON DER MEHDEN Fred R. et ANDERSON Charles W.: «Political Action by the Military in the Developing Areas», *Social Research*, vol.28, n° 4, hiver 1961, pp. 459 - 479
- WOLFF Jr. Charles: «The political effects of military programs: some indications from Latin America», *Orbis*, vol.VIII, hiver 1965, n° 4, pp. 871 - 894
- WOLPIN Miles D.: «La Izquierda Chilena: factores estructurales que dificultan su victoria electoral en 1970», *Foro Internacional*, vol. IX, n° 1, juillet - septembre 1968, pp. 43 - 68
- WYCKOFF Theodore: «The Role of the Military in Latin American Politics», *Western Political Quarterly*, vol. XIII, septembre 1960, n° 3, pp. 745 - 763
- ZIMBALIST Andy et STALLINGS Barbara : «Showdown in Chile», *Monthly Review*, vol. 25, n° 5, octobre 1973, pp. 1 - 24

ANNEXE I

LES FORCES ARMEES DU CHILI, DE L'ARGENTINE ET DU BRESIL EN 1970

1) CHILI

Généralités

Population: 9.775.000 habitants

Service militaire: 1 an (2ans dans la marine)

Effectif total des forces armées: 61.000 hommes

Produit National Brut 1969 (estimation): 6,8 milliards de dollars

Budget de la Défense 1970: 1,654 milliard d'escudos (167.000.000 de dollars)

7,58 escudos = 1 dollar (jusqu'en mai 1969)

8,97 escudos = 1 dollar (juin - novembre 1969)

9,88 escudos = 1 dollar (depuis décembre 1969)

Armée de terre

Effectif total: 38.000 hommes

- 6 brigades d'infanterie;
- 6 régiments de cavalerie (2 motorisées, 4 à cheval);
- 8 régiments d'artillerie;
- Quelques formations antiaériennes et de soutien.

Marine

Effectif total: 15.000 hommes

- 2 sous-marins (en commande: 2 sous-marins de la classe «Oberon»);
- 2 croiseurs;

- 4 contre-torpilleurs;
- 1 frégate;
- 2 corvettes;
- 4 vedettes lance-torpilles;

(ont été commandées 2 frégates de la classe Leander qui seront équipées de missiles Seacat).

Armée de l'air

Effectif total: 8.000 hommes - 29 avions de combat

- 15 bombardiers légers B-26;
- 25 chasseurs Hawker Hunter en cours de livraison;
- 14 avions de surveillance maritime Grumman HU-16B Albatross;
- Avions d'entraînement: 45 T-34, 10 T-37B, 8 T-33A et 5 Vampire;
- Environ 90 avions de transport: 20 C-45, 25 C-47, 20 DHC-2 Beaver, 12 DHC-3 Otter, 8 DHC-6 Twin Otter et 4 DC-6;
- Avions de liaison: 5 Twin Bonanza, 10 Cessna 180, 4 Cessna 0-1 et 20 T-6;
- 30 hélicoptères: 11 Bell 47, 9 Sikorsky UH-19, 10 Hiller UH-12E et 2 Bell UH-1D (quelques hélicoptères de lutte anti-sous-marine ont été commandés).

Forces paramilitaires

Environ 22.500 hommes des forces de sécurité publique.

2) ARGENTINE

Généralités

Population: 24.350.000 habitants

Effectif total des forces armées: 137.000 hommes (plus la gendarmerie)

Produit National Brut 1969: 16,5 milliards de pesos

Budget de la Défense 1970: 1,8 milliard de pesos (480.000.000 de dollars)

Armée de terre

Effectif total: 85.000 hommes

- 2 brigades mécanisées;
- 6 brigades d'infanterie;
- 2 brigades de montagne;
- 1 brigade aéroportée;
- 10 régiments d'artillerie;
- Chars moyens Sherman M-4;
- 60 chars légers AMX-13 (tous ne sont pas opérationnels);
- Véhicules blindés de transport du personnel M-113;
- Artillerie: lance-fusées, canons de 105 et 155 mm., obusiers automoteurs de 155 mm.;
- Anti-chars: fusils sans recul (des fusées anti-chars Cobra ont été commandées);

Réserves instruites de l'Armée de terre: 250.000 hommes, dont 200.000 de la garde nationale et 50.000 de la garde territoriale.

Marine

Effectif total: 28.500 hommes (y compris l'Aéronautique navale)

- 1 porte-avions;
- 2 sous-marins (2 autres en commande);

- 3 croiseurs;
- 11 contre-torpilleurs;
- 3 frégates (2 autres en commande);
- 3 corvettes;
- 10 dragueurs côtiers;
- 10 navires et chalands de débarquement.

Aéronautique navale:

Effectif d'environ 3.000 hommes et 70 avions de combat :

- 10 chasseurs F-9B Panther;
- 40 avions légers d'attaque et d'entraînement Fennec;
- 6 avions d'entraînement armés MB-326K (18 autres en commande);
- Avions de surveillance maritime: 6 S-2A Tracker, 6 P-2V5 Neptune et 3 PBY-5A Catalina;
- 15 avions de transport C-47 et C-54;
- Environ 20 avions d'entraînement (TF-95 Cougar et C-45 Beech);
- 15 hélicoptères (Bell 47/D/G/J, UH-19 et SH-34)
- Missiles surface-air Seacat et Tigercat.
- Troupes de marine: Les troupes de marine (Corps de l'infanterie de marine) comptent 6.500 hommes. Elles disposent d'un bataillon d'artillerie de campagne et d'un bataillon d'artillerie antiaérienne (l'artillerie va jusqu'aux obusiers de 105 mm.).

Armée de l'air

Effectif total: 17.000 hommes - 70 avions de combat.

- 25 chasseurs-bombardiers A-4B Skyhawk (16 A-4F en commande);
- 25 chasseurs F-86F Sabre;
- 20 chasseurs Meteor;
- 3 avions de transport C-130E, 5 DHC-6 Twin Otter, 8 F-27, 30 C-47, 6 C-45 et 4 DC-6;
- Autres avions de transport: 20 Dove, 15 Guarani II et 35 Dinfia Huanquero;
- 45 avions de transport légers et de liaison;
- Avions d'entraînement: 32 MS-760, 80 T-34 et 30 T-28A;

- Hélicoptères: 4 UH-1H Iroquois, 4 Bell 47G, 6 S-52 et 14 Hughes 269-HM (en commande: 12 bombardiers légers Canberra et 80 à 100 avions à turbo-propulsion AX2 de lutte anti-guerilla).

Forces paramilitaires

Effectif total: 25.000 hommes.

La gendarmerie (17.000 hommes) est placée sous les ordres de l'armée; elle est utilisée principalement pour la garde des frontières. Des T-28 de l'armée de l'air participent aussi aux missions de police. La préfecture maritime nationale (8.000 hommes) a une mission de garde-côtes, sous les ordres de la Marine.

3) BRESIL

Généralités

Population: 92.550.000 habitants

Service militaire: 1 an

Effectif total des forces armées: 194.350 hommes

Produit National Brut 1969 (estimation): 22,9 milliards de dollars

Budget de la Défense 1970: 2,558 milliards de cruzeiros

Armée de terre

Effectif total: 120.000 hommes.

- 1 division blindée;
- 4 divisions mécanisées;
- 7 divisions d'infanterie;
- 1 division aéroportée;
- 100 chars légers M-41 Walker Bulldog;
- Armes et fusées anti-chars;
- 1 escadrille d'hélicoptères de lutte anti-guerilla dotée de 7 Bell 206A Jet Ranger et de 8 Bell UH-1D Iroquois, en appui des forces terrestres.

Marine

Effectif total: 44.350 hommes, dont 1.000 fusiliers marins;

- 1 porte-avions;
- 4 sous-marins (2 autres en commande);
- 2 croiseurs;
- 12 contre-torpilleurs, dont 1 lanceur de missiles surface-air Seacat;
- 6 frégates;
- 10 corvettes;
- 4 dragueurs côtiers (4 dragueurs rapides en commande);

La marine brésilienne dispose d'une force d'hélicoptères de 15 Whirlwind, 5 Wasp et Widgeon, 2 Bell-47, 3 Hughes 269A, 9 Hughes 200, 6 Hughes 500 et 4 SH-3D.

Armée de l'air

Effectif total: 30.000 hommes - 110 avions de combat

- 18 bombardiers légers B-26K;
 - 54 avions d'entraînement armés TF-33;
 - Environ 180 avions de transport: C-5, C-47, DC-6B, DHC-5 Buffalo, HS-125, C-130 Hercules et C-119G Packet;
 - Environ 250 avions d'entraînement, dont 7 Magister, 70 Uirapuru, 40 T-37, 160 Fokker S-11/12, T-6G Texan, T-28C et Super H-18;
 - 3 escadrilles équipées de O-1 Bird Dog, T-6 Texan, L-6 Paulistinha, L-42 Regente et T-37C opèrent en liaison avec l'armée de terre;
 - 1 groupe d'avions de reconnaissance maritime fournit l'appui aux forces maritimes: 13 Tracker, 14 Neptune et 12 Albatross;
 - 3 avions de transport moyen C-130 Hercules;
 - 5 Pilatus Porter et quelques B-25 Mitchell, T-6 Texan et T-11 Kansan;
 - Hélicoptères: LOH-6A, Alouette II et FH-1100 LOH;
- (En commande: 16 chasseurs Mirage III, 15 chasseurs-bombardiers A-4F Skyhawk, 112 avions d'entraînement MB-326 et 150 avions d'entraînement T-25 Universal).

Forces paramilitaires

Environ 120.000 hommes de différentes forces de sécurité publique. Il faut ajouter les milices des Etats, qui n'atteindraient leur effectif complet qu'en cas de rappel.

ANNEXE II

EXTRAIT DU PROGRAMME DE GOUVERNEMENT DE L'UNITE POPULAIRE

Défense nationale:

L'Etat populaire s'attachera tout particulièrement à préserver la souveraineté nationale, et il conçoit cette tâche comme un devoir pour tout le peuple.

L'Etat populaire se maintiendra en alerte face aux menaces que font peser sur l'intégrité du territoire et l'indépendance du pays l'impérialisme et les secteurs oligarchiques. Ceux-ci s'établissent souverainement dans les pays voisins, répriment leurs peuples et y encouragent des visées expansionnistes et revanchardes.

Il définira une conception moderne, patriotique et populaire de la souveraineté du pays qui reposera sur les critères suivants:

a) Consolidation du caractère national de tous les secteurs des forces armées, c'est-à-dire refus de les utiliser de quelque manière que ce soit pour réprimer le peuple et de les employer dans des actions qui intéressent les puissances étrangères;

b) formation technique et ouverte à tous les apports de la science militaire moderne, en fonction des véritables intérêts du Chili: indépendance nationale, paix et amitié entre les peuples;

c) intégration et apport des forces armées à la vie sociale, dans ses multiples aspects. L'Etat populaire aura pour préoccupation de rendre possible la contribution des forces armées au développement économique du pays, sans nuire à leur tâche essentielle qui est de défendre la souveraineté nationale.

Sur ces bases, il est nécessaire d'assurer aux forces armées les moyens matériels et techniques, et un système de rémunérations, promotions et retraites juste et démocratique qui garantissent aux officiers, sous-officiers et hommes de troupe:

- la sécurité matérielle pendant leur temps d'activité et pendant leur retraite,
- la possibilité effective pour tous de monter en grade en ne tenant compte que des mérites de chacun.

Source: Acquaviva, Fournial, Gilhodes et Marcelin: Chili de l'Unité Populaire, Paris, 1971

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Thierry Alberny, de nationalité française, est né en 1953. Il obtint en 1975 le diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (section Politique, Economique et Social) et en 1977 un Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Politiques de l'Université de Paris I - Sorbonne (spécialisation en Etudes Politiques de Défense). Il a habité à Montréal, où il a travaillé comme responsable des achats pour l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de 1986 à 1991, puis à partir de 1999. Il a aussi vécu de 1991 à 1998 en Afrique, où il a occupé des fonctions d'expert pour les Nations Unies (OACI et PAM), d'administrateur pour Médecins Sans Frontières et de conseiller en achat dans le secteur privé. Thierry Alberny est marié et père de deux enfants.